



Population Développement et Environnement dans les Espaces du Sud

Actes du colloque international
21-23 Mars 2007
UNESCO, Paris



**Actes du Colloque International
Pripode**

**21 - 23 mars 2007
Unesco, Paris**

**Population,
développement
et environnement
dans les espaces du Sud**

**Actes du Colloque International Pripode
21 - 23 mars 2007, Unesco, Paris**



Comité International de Coopération
dans les Recherches Nationales en Démographie

Paris

2007

Ce volume constitue les Actes du colloque Pripode « Population, développement et environnement dans les espaces du Sud » qui s'est tenu du 21 au 23 mars 2007 à l'Unesco à Paris. Frédéric Sandron a assuré pour le Cicred la coordination de l'organisation du colloque et de cette publication

Les commentaires et analyses exprimés dans ces actes n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune façon la position de l'Unesco ou du Ministère des Affaires étrangères.

First published in 2007 by CICRED

Copyright © 2007 by CICRED

CICRED

Committee for International Cooperation in National Research in Demography

133, Bd Davout. 75980 Paris Cedex 20 - France.

Tel: 33 1 56 06 20 19. Fax: 33 1 56 06 21 65.

E-mail: cicred@cicred.org — Web site: www.cicred.org

ISBN : 2-910053-28-8

Avertissement

Ces actes relatent le déroulement du colloque Pripode qui s'est tenu du 21 au 23 mars 2007 à l'Unesco à Paris. Certaines communications ou interventions ont été rédigées, d'autres sont spontanément orales. Les transcriptions reflètent de la manière la plus fidèle possible leur spécificité.

Les textes concernant les résultats des équipes de recherche (chapitres 3 à 5) ont été élaborés par Christophe Z. Guilmoto, Zoé Headley et Frédéric Sandron sur la base des rapports de recherche des équipes. Ils ont été revus et validés par les équipes. Il s'agit de résumés de quelques pages synthétisant trois ans de recherche et par conséquent réducteurs. Pour de plus amples informations sur les programmes et leurs résultats, on pourra se référer utilement aux rapports complets disponibles sur le site web du Cicred. Il est également possible de s'adresser aux chefs d'équipe pour prendre connaissance des publications scientifiques réalisées dans le cadre du programme. De même, les textes sur l'état de l'art, préparés par des experts à la demande du Cicred (chapitre 8), sont des résumés en français de documents plus complets publiés en langue anglaise dans la série « Policy Papers » du Cicred. Ces documents sont disponibles sur le site web du Cicred ou en version papier.

Nous remercions l'ensemble des membres du Comité d'Organisation et du Comité scientifique pour leur participation à la préparation de l'événement et à la publication des présents actes. Nous exprimons également notre gratitude à nos collègues du Ministère des Affaires étrangères et de l'Unesco pour leur soutien dans la mise en place de l'événement, en particulier Germán Solinis et Séverine Fogel qui nous ont grandement facilité la tâche. Roger-Mark de Souza du Population Reference Bureau avait initialement organisé une journée préparatoire au colloque avec les responsables des équipes pour améliorer et harmoniser les présentations : qu'il soit ici chaleureusement remercié de sa riche initiative.

La transcription des interventions des orateurs pendant le colloque a été réalisée par Zoé Headley et Mustapha Omrane à partir des enregistrements effectués par les traducteurs officiels. La traduction des textes écrits de l'anglais vers le français a été réalisée par Zoé Headley. La mise en page de ce document a été réalisée par Silvia Huix-Adamets. L'ensemble du document a été coordonné par Frédéric Sandron.

Les commentaires et analyses exprimés n'engagent naturellement que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle.

Sommaire

1. Présentation générale du programme Pripode	9
1.1. <i>Genèse et conception du programme</i>	<i>11</i>
1.2. <i>Organisation du programme Pripode</i>	<i>13</i>
2. Ouverture	15
2.1. <i>Allocution de Pierre Sané.....</i>	<i>17</i>
2.2. <i>Allocution de Christian Thimonier.....</i>	<i>21</i>
3. Restitution des résultats des équipes, séance 1	23
3.1. <i>LA1. Dynamiques foncières dans le district de Sing, province de Luang Namtha, RDP du Laos.....</i>	<i>27</i>
3.2. <i>ZA1. Mortalité liée au Sida et caractéristiques des ménages en Afrique du Sud rurale : implications pour l'utilisation des ressources naturelles et le développement.....</i>	<i>33</i>
3.3. <i>VN6. Développement économique et problèmes d'environnement au Vietnam dans un contexte de forte pression démographique.....</i>	<i>39</i>
3.4. <i>ML2. Croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des ressources naturelles dans le sud du Mali.....</i>	<i>43</i>
3.5. <i>NE1. Transitions agraires en zones semi-arides à forte croissance démographique au Niger.....</i>	<i>49</i>
3.6. <i>MG2. Perception de l'environnement et attitude des paysans malgaches face aux projets de développement rural.....</i>	<i>55</i>
3.7. <i>Discussion des résultats présentés à la séance 1</i>	<i>61</i>
<i>Questions-débat.....</i>	<i>65</i>
4. Restitution des résultats des équipes, séance 2	73
4.1. <i>CG1. Brazzaville. Pauvreté et problèmes environnementaux.....</i>	<i>77</i>
4.2. <i>VN5. Développement économique, urbanisation et changements de l'environnement à Hô Chi Minh Ville : interrelations et politiques.....</i>	<i>83</i>
4.3. <i>UG4. Population, développement urbain et environnement en Ouganda : Kampala et ses environs.....</i>	<i>87</i>
4.4. <i>GH1. Population, développement et environnement dans la métropole d'Accra : une étude en deux phases.....</i>	<i>93</i>
4.5. <i>Discussions des résultats présentés à la séance 2.....</i>	<i>99</i>
<i>Questions-débat.....</i>	<i>103</i>
5. Restitution des résultats des équipes, séance 3	107
5.1. <i>BF5. Mobilité spatiale de la population, nécessité de développement et risques de dégradation de l'environnement dans l'est et le sud-ouest du Burkina Faso.....</i>	<i>111</i>
5.2. <i>NG1. Migration rural-urbain, pauvreté et environnement durable à Lagos.....</i>	<i>117</i>
5.3. <i>MA2. Interaction entre migrations internationales, croissance urbaine et développement durable au Maroc.....</i>	<i>121</i>
5.4. <i>DZ1. Circulations migratoires transsahariennes et développement urbain au Sahara central (Cirmides).....</i>	<i>127</i>
5.5. <i>TG4. Peuplement, mobilité et développement dans un milieu défavorisé : la région des Savanes au Togo.....</i>	<i>133</i>
5.6. <i>Discussion des résultats présentés à la séance 3.....</i>	<i>139</i>
<i>Questions-débat.....</i>	<i>143</i>



6. Transfert des résultats aux décideurs.....	147
6.1. <i>Améliorer les liens entre recherche et politiques : un outil pour la diffusion des résultats de recherches en sciences sociales</i>	149
<i>Questions-débat</i>	153
7. Expériences d'acteurs du développement	155
7.1. <i>L'ONG Pronat</i>	159
7.2. <i>Aménagement urbain de la ville d'Essaouira</i>	163
<i>Questions-débat</i>	167
8. État de l'art par des experts.....	171
8.1. <i>Population-environnement-développement : les grands enjeux</i>	173
8.2. <i>Monde rural et transformations agraires au Sud : débat et défis</i>	177
8.3. <i>Population urbaine, dynamique de l'environnement et du développement</i>	185
8.4. <i>Voie vers le développement ou route pour nulle part ? Pauvreté, migrations de travail et environnement dans les pays en développement</i>	193
<i>Questions-débat</i>	199
9. Synthèse du programme Pripode.....	203
9.1. <i>Intervention du Coordinateur du programme Pripode</i>	207
9.2. <i>Intervention des rapporteurs de séance, membres du Conseil Scientifique de Pripode</i>	217
9.3. <i>Intervention du Président et Vice-Président du comité scientifique Pripode</i>	227
10. Table ronde	237
11. Clôture	249
11.1. <i>Allocution d'Antoine Grassin</i>	251
11.2. <i>Allocution de Wataru Inamoto</i>	255
12. Annexes	257
12.1. <i>Programme de la conférence</i>	259
12.2. <i>Liste des contributeurs</i>	263
12.3. <i>Liste des participants</i>	265
12.4. <i>Liste des programmes</i>	271
12.5. <i>Le Cicred</i>	273

1. Présentation générale du programme Pripode



1.1. Genèse et conception du programme

Christophe Z. Guilmoto

La croissance démographique historique au cours du siècle passé s'est accompagnée de profonds bouleversements dans notre système économique, avec un impact direct sur nos formes d'exploitation des ressources naturelles. La forte pression sur le milieu et ses conséquences parfois dramatiques sur les espaces de vie ont durant les deux dernières décennies conduit à intégrer progressivement les questions environnementales aux programmes de développement, provoquant la mobilisation des institutions et des citoyens. Mais si les progrès économiques ou sanitaires sont souvent mal partagés et bénéficient à des régions ou à des groupes sociaux circonscrits, les avancées en matière d'environnement, désormais inscrites parmi les objectifs du Millénaire pour le développement, profitent au contraire souvent au plus grand nombre. Les craintes relatives au réchauffement climatique illustrent parfaitement l'ampleur internationale des enjeux. Les progrès en matière d'environnement peuvent donc contribuer à enrichir le bien-être collectif et c'est la raison pour laquelle l'amélioration des conditions environnementales participe pleinement de la consolidation des biens publics mondiaux ; l'environnement soutenable représente en effet un patrimoine partagé au-delà des frontières propres aux administrations, localités, et gouvernements régionaux ou nationaux qui fixent les régulations dans les usages.

Le développement durable fait néanmoins partie des phénomènes les plus complexes à étudier, car il se loge à l'intersection des changements socioéconomiques et des dynamiques écologiques. Il demeure de ce fait encore mal connu, faute le plus souvent d'un effort de connaissance sur des milieux souvent extrêmement hétérogènes. Son évolution et ses perturbations échappent en outre à la mesure par des indicateurs simples comme ceux mis en œuvre pour le suivi du développement humain et il résiste souvent à tout résumé synthétique, liant entre elles les dimensions clés que sont écologie, démographie et économie. Le développement durable repose pourtant sur de nombreuses variables communes à l'ensemble des populations concernées, indépendamment des systèmes politiques, socioéconomiques ou écologiques qui prévalent en chaque région. Les perspectives de développement durable dépendent en effet dans une large mesure des interactions locales entre les trois facteurs qui en forment le triptyque : population, développement et environnement (PDE). La variable démographique est clairement au centre du débat, mais toutes les autres forces découlant de la nature des modes de développement socioéconomique et des choix politiques doivent également être associées à la réflexion sur les effets des dynamiques sociétales sur le tissu environnemental. En outre, le contexte local ou régional apparaît comme crucial pour la compréhension de ses interrelations, car la dimension environnementale se décline le plus souvent de manière très accidentée selon les espaces ou les localités étudiés. De nombreuses recherches ont été menées sur les questions PDE depuis les quinze dernières années, mais elles sont souvent isolées. Elles ne couvrent en outre que plus rarement les pays en développement, dont la fragilité écologique a pourtant été particulièrement accentuée depuis plusieurs décennies par les transformations rapides des systèmes sociaux et économiques. Ces travaux n'ont en outre encore reçu qu'un impact limité en termes d'application pour la formulation de politiques d'action dans les pays du Sud.

C'est dans ce contexte que le Ministère français des Affaires étrangères a souhaité lancer une initiative scientifique de large périmètre en mobilisant le tissu institutionnel des



pays du Sud au service d'une recherche orientée sur ces questions émergentes. A cet effet, il a mis en place le Programme International de Recherche sur les Interactions entre la Population, le Développement et l'Environnement (Priode), afin de stimuler un effort sans précédent de recherche émanant des pays les plus concernés par les dynamiques environnementales. Ce programme s'était formé pour ambition d'enrichir la connaissance des liens entre société et environnement à partir d'études de cas au Sud. Plus concrètement, Priode est devenu une action d'appui à la recherche dirigée vers les institutions des pays en développement grâce à la coordination par le Cicred, organisme qui se consacre à la promotion de la coopération internationale entre institutions démographiques à travers le monde.

Conçu par Philippe Collomb (Ined) et Francis Gendreau (ex-IRD), alors respectivement directeur et président du Cicred, le programme Priode avait été lancé avec l'aide des services de la recherche du Ministère des Affaires étrangères, dont notamment Alfred Schwartz et Marie-Claire Petit-Perrin, puis piloté grâce à l'assistance d'un grand nombre d'experts reconnus dans les disciplines de la problématique PDE. Le Comité scientifique de Priode, instance internationale placée sous la direction de Georges Martine et garante de la qualité scientifique des actions de recherche, a réuni des experts de plusieurs organismes majeurs dont la FAO, le Fnuap, l'IRD et de grandes universités étrangères. Ce Comité a notamment mis en place l'appel à projet initial et procédé à la sélection des équipes retenues. Il a également tout au long du programme conduit les évaluations scientifiques régulières des travaux appuyés par Priode (plus de 10 000 pages de rapports des équipes...) et contribue aujourd'hui activement aux phases de valorisation qui font suite à l'achèvement des phases de recherche. Des descriptions plus substantielles du contexte de lancement du programme et son déroulement ultérieur figurent plus bas dans le présent document, notamment à travers la synthèse préparée par George Martine et Jacques du Guerny.

Les objectifs du programme Priode étaient dès l'origine multiples. En premier lieu, l'état très incomplet de la recherche dans le domaine en question appelait avant tout à produire des connaissances afin d'élargir notre compréhension des interactions PDE, en encourageant les thématiques innovantes. Au-delà d'objectifs purement scientifiques, le renforcement de nos savoirs à travers Priode visait en second lieu à aider les décideurs à formuler des politiques publiques qui prennent en compte les problématiques PDE à l'échelle locale ou régionale. En troisième lieu, le programme comprenait également une importante dimension de renforcement des capacités : il donnait les moyens à des équipes du Sud, parfois mal équipées et imparfaitement appuyées par les bailleurs de fonds, de lancer un programme sur des thématiques qui trouvent rarement des sources de financement local. Mais la pleine participation du Comité scientifique aux processus d'évaluation et les missions d'appui par des experts mises en place lors des phases de recherche visaient également à enrichir ou consolider les perspectives scientifiques des équipes. On notera de plus qu'un certain nombre de porteurs de projet se sont associés à des équipes du Nord pour renforcer leurs moyens d'action. Pour finir, le programme comprenait dès le début une forte volonté de politique active de dissémination à laquelle le Cicred entendait pleinement participer. La valorisation post-recherche constitue un domaine parfois aveugle des grands programmes de recherche qui se succèdent sans mémoire et l'année de clôture 2007 a précisément permis de conduire de nombreuses actions donnant une visibilité renforcée aux équipes soutenues par Priode et à leurs résultats. Le colloque qui s'est déroulé du 21 au 23 mars 2007 à l'Unesco représente l'une de ses valorisations et le présent document en constitue les Actes.



1.2. Organisation du programme Pripode

Coordinateur du programme: Christophe Z. Guilmoto (Cicred, Paris)

Comité scientifique du programme

Président : George Martine (ex-Fnuap)

Vice-président : Jacques du Guerny (ex- FAO)

Membres :

Francis Gendreau (ex-coordonateur Pripode)

Paul Mathieu (FAO, Rome)

Pierre Milleville (ex-IRD)

Charles Mueller (Universidade de Brasilia, Brésil)

Freddie Nachtergaele (FAO, Rome)

Alex de Sherbinin (CIESIN, Columbia University, New York)

Dominique Tabutin (Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve)

Comité d'organisation du colloque

Frédéric Sandron (IRD/LPED/Popinter, Coordinateur)

Germán Solinís (MOST/Unesco, Spécialiste de programme)

Silvia Huix-Adamets (Cicred, Coordinatrice pour le Cicred)

Christophe Z. Guilmoto (IRD/Cicred, Directeur exécutif du Cicred)

Hartati Ayril (Ined/Cicred, Secrétaire générale du Cicred)

Raphaëlle Martinez (Cicred, Chargée de programme)



2. Ouverture



2.1. Allocution de Pierre Sané

Je suis le sous-directeur général de l'Unesco chargé des sciences sociales et des sciences humaines. Dans ce secteur, votre colloque nous intéresse à double titre. D'abord, le développement durable et l'environnement, la pauvreté et les migrations internationales sont tous des thèmes sur lesquels, dans le secteur des sciences sociales et humaines, nous travaillons. Ensuite, parce qu'il s'agit d'un colloque de restitution, de présentation des résultats de la recherche sur une problématique à laquelle nous sommes très attachés depuis plusieurs années.

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter le secteur des sciences sociales et humaines. Vous trouverez à ce sujet une information complète et détaillée sur le site web de l'Unesco. Si vous allez à la page « sciences humaines et sciences sociales », vous verrez que nous couvrons des domaines variés comme par exemple les droits humains, notamment dans leur dimension socioéconomique et culturelle. Il s'agit là de tout un programme de recherche pour comprendre les obstacles à la mise en œuvre des droits socioéconomiques et culturels, y compris des processus comme la corruption ou la gestion de la dette, etc., et leur impact sur les droits socioéconomiques et culturels. Cela concerne la lutte contre le racisme, bien sûr, qui est un combat dans lequel l'Unesco s'est illustré depuis les années 1950, et nous travaillons maintenant à travers des coalitions régionales de maires de villes unis contre le racisme et la discrimination, parce que c'est dans les villes que la liberté culturelle s'exprime et c'est dans les villes qu'il faut bâtir des espaces de tolérance. Nous avons un programme de protection des droits de la femme, sur la promotion de la participation politique et économique des femmes, qui est un programme très important notamment en Palestine où nous avons mis sur pied un centre de recherche et de documentation pour les droits des femmes qui sera suivi bientôt par un autre centre à Kinshasa pour la région des Grands Lacs.

Il existe un deuxième programme en éthique des sciences et de la technologie, et principalement en bioéthique où nous avons au cours des dix dernières années développé trois déclarations internationales qui aujourd'hui font œuvre de référence en matière de normes et en matière de développement de législation nationale. Les Etats ont maintenant des instruments internationaux qui leur permettent de développer une législation nationale.

Nous coordonnons le programme de l'Unesco pour la lutte contre la pauvreté, que nous abordons sur une grille de lecture des droits humains en utilisant les traités internationaux qui existent, notamment en matière de droits socioéconomiques et culturels : la convention pour la protection des droits de l'enfant, la convention pour les droits de la femme. Nous avons ainsi une lecture de la pauvreté à partir des traités internationaux en matière des droits humains.

Enfin, mentionnons un programme de sciences sociales où nous travaillons sur les migrations internationales et le multiculturalisme, le développement urbain, la démocratie, la gouvernance, etc.

Le secteur a une fonction normative ; j'ai parlé des instruments internationaux qui ont été développés en matière de bioéthique, la déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme étant la dernière, mais elle a été précédée d'une déclaration sur la protection du génome humain et les droits de l'homme, et d'une déclaration sur la protection des données génétiques. On retrouve cette fonction normative également dans les droits humains et dans notre programme de travail sur la sécurité humaine. C'est également un forum de dialogue et nous organisons régulièrement des rencontres de philosophes venus



d'horizons divers afin d'utiliser leur réflexion surtout éthique pour guider nos différents programmes. Une autre fonction qui réunit nos intérêts entre votre programme et le secteur est la fonction de catalyseur pour l'articulation des liens entre la recherche et la formulation de politiques. Nous avons un programme qui s'appelle MOST (Management of Social Transformations, Gestion des Transformations Sociales) qui travaille sur tous les aspects liés au développement social, aux politiques sociales. Après une dizaine d'années de fonctionnement, les Etats membres de l'Unesco ont demandé une évaluation de ce programme et l'évaluation nous a amenés à procéder à des ajustements de ce programme alors que la première phase était dédiée surtout à la recherche en réseau au niveau international. La phase dans laquelle nous sommes maintenant est davantage dédiée à l'organisation des liens entre la recherche et la formulation des politiques. La mise en réseau, non pas au niveau international qui est très souvent une mise en réseau verticale, a été faite au niveau régional dans les différentes grandes régions du monde pour permettre aux pays qui partagent les mêmes défis de mettre ensemble leurs équipes de recherche afin de trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Dans le cadre de cette organisation des liens entre la recherche et la formulation des politiques, nous avons tenu le premier Forum Mondial sur l'articulation entre la recherche et les politiques en sciences sociales. C'était en Argentine et en Uruguay il y a un an. La déclaration finale de Buenos Aires demande qu'il y ait une nouvelle approche si l'on veut véritablement instaurer un dialogue fructueux entre chercheurs, décideurs politiques et ceux qui formulent les politiques. D'abord, il faut faire des recherches pour comprendre pourquoi ça ne marche pas, parce que ce n'est pas aussi simple qu'on pourrait le penser. Deuxièmement, il faut bien comprendre toutes les articulations entre la production de la recherche, la formulation de la politique, l'évaluation de la politique et le retour en boucle. La déclaration de Buenos Aires a identifié des pistes pour améliorer le dialogue entre chercheurs et décideurs politiques, pour institutionnaliser l'utilisation des résultats de la recherche et pour s'assurer que la recherche prend en compte les priorités telles que formulées par les décideurs politiques. Cette problématique a fait l'objet d'une réunion de suivi à Nairobi entre les ministres du développement social en provenance de six régions du monde, des organisations de chercheurs et des ONG impliquées dans l'action sociale, dans la mise en œuvre des programmes de développement social, notamment la déclaration de Copenhague. Je vous ai fait distribuer le document qui s'appelle « From Research to Policy to Action » qui est en quelque sorte le résultat de la consultation et de la concertation entre ministres chargés du développement social, chercheurs en sciences sociales et ONG qui travaillent sur le terrain. Ce document montre la complexité, même quand il y a la volonté politique d'organiser ce dialogue et d'organiser ces liens. C'est assez complexe parce que même si les connaissances que les sciences sociales génèrent sont des connaissances dont les politiques ont besoin, ce sont quand même deux mondes différents, deux logiques différentes, des contraintes différentes, des attentes différentes, des obligations différentes, et dans le temps, ce sont également des agendas différents. L'agenda du politicien, c'est la prochaine élection ; celui du chercheur, c'est le prochain projet de recherche.

Voilà pourquoi votre travail et votre expérience en matière de restitution seront précieux pour nous parce que cela pourra nous aider à aider les Etats à mieux organiser cette interaction et à mieux institutionnaliser le processus depuis la génération des connaissances jusqu'à leur utilisation. Dans certaines régions, notamment en Afrique, nous savons qu'historiquement, il y a eu une suspicion entre deux mondes qui très souvent continuent de s'ignorer superbement, à savoir le Gouvernement et l'Université, et cela est compréhensible pour des raisons historiques. Les chercheurs dans l'Université avant les indépendances



travaillaient sur un agenda anti-colonial et ne pouvaient pas travailler avec l'autorité coloniale. La fin de la colonisation a été très souvent suivie de régimes de partis uniques, de militaires, de dictateurs, etc., et donc entre l'Université et le Gouvernement, c'était une opposition très souvent frontale, qui a fait d'ailleurs que les universitaires sont devenus leaders de partis d'opposition, et qui, maintenant la démocratie revenue, ont oublié de revenir à l'université. Ils sont toujours en train de s'époumoner dans de petits partis alors que c'est dans les universités que l'on a besoin d'eux. Il s'agit donc maintenant de restaurer un climat qui permette le dialogue véritable, le dialogue franc, le dialogue ouvert, le dialogue critique tout en sachant que chacun a des rôles différents à jouer afin que les décideurs politiques utilisent les ressources nationales plutôt que de continuer à puiser leurs informations dans la Banque Mondiale ou le FMI. Il est vrai que le continent africain est le continent le plus étudié de l'extérieur mais en partie c'est dû au fait que ce dialogue et ces liens entre chercheurs et décideurs politiques ne sont pas encore suffisamment institutionnalisés afin de permettre aux décideurs politiques d'avoir au moins sur la table des options plutôt que d'avoir une seule source de statistique, d'information et de conseil en matière de politique.

C'est pourquoi votre expérience de restitution nous intéresse, nous allons certainement avec mes collègues qui vont participer à ce colloque l'étudier pour voir nous-mêmes comment nous pouvons l'utiliser dans notre propre travail où nous essayons d'aider les Etats membres de l'Unesco à mieux organiser et à mieux institutionnaliser la relation entre chercheurs et politiques.

Vous voyez donc que les thèmes de vos recherches et les intérêts du secteur des sciences sociales et humaines de l'Unesco en termes de programme de travail se rejoignent. C'est pourquoi nous sommes très honorés et très heureux de vous accueillir au palais de l'Unesco pour votre colloque. Je vous remercie.



2.2. Allocution de Christian Thimonier

J'ai écouté avec un intérêt profond le Directeur général et je partage avec lui l'idée que cette réunion est importante parce que pour nous ce sont les choses sérieuses qui commencent. Les chercheurs ont travaillé et nous allons avoir les premiers acquis de ces recherches dans un domaine essentiel pour lequel nous avons choisi de lancer un programme. L'année 2007 va être l'année de restitution des connaissances et elle commence à l'Unesco. Je trouve que c'est un bon signal, en premier lieu parce que nous entretenons et nous cultivons une communauté de pensée avec l'Unesco et aussi parce que nous souhaitons que cette restitution ait une portée aussi universelle que possible, chacun dans son propre pays pouvant être à l'origine d'autres restitutions.

C'était un des projets de ce programme que de permettre aux réflexions d'essaimer sur ce domaine capital des interactions entre les populations, le développement et l'environnement. Pour nous, ce programme entre dans une vision tout à fait globale de la recherche au service du développement. Très récemment, notre ministre de la coopération et notre ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ont co-signé un supplément de la revue *La recherche* intitulé « La recherche au service du développement », déclinant les grands domaines dans lesquels nous avons lancé récemment un certain nombre de programmes. Nous essayons que ces programmes soient en liaison la plus étroite possible avec la demande des pays africains mais aussi des autres pays connaissant des problèmes liés au développement. Bien sûr, ce sont les défis de la santé, les défis du changement climatique et naturellement toujours ceux liés à l'usage et à l'agriculture. Dans ces domaines, les sciences dures ont bien sûr une grande importance, nous ne pouvons rien entreprendre sans les agronomes, sans les spécialistes du climat, sans même les spécialistes des sciences fondamentales qui sont à l'origine de tout, ce qu'il faut parfois rappeler, mais les sciences humaines et sociales ont eu tendance à être laissées un peu de côté ou mobilisées dans des programmes spéciaux. Le souhait de notre Sous-direction est d'insuffler dans tous ces programmes scientifiques qui visent avant tout à produire de la connaissance, le regard des sciences humaines et sociales. Nous ne ferons rien de convenable scientifiquement en liaison entre le Nord et le Sud sans un regard sur l'appropriation par les sociétés. C'est le message que je voulais vous apporter aujourd'hui, notre souhait d'intégrer cette dimension de manière toujours plus étroite. Ce n'est pas toujours aisé parce que la demande des Etats est souvent une demande d'ordre très technique et le regard des sciences humaines et sociales dans ce qu'il a de politique crée parfois des difficultés, mais nous sommes prêts à les expliquer et à les surmonter.

D'autre part, nous attendons des chercheurs qu'ils se montrent plus enclins à aller vers les politiques car tout n'est pas de la responsabilité des politiques dans ce problème de partage qui a été évoqué par le Directeur général. Il y a un double mouvement à créer. Nos programmes sont des opportunités de rencontres entre chercheurs du Sud et du Nord et maintenant c'est aux chercheurs de s'approprier à partir des résultats qu'ils ont eus une politique de conseil, de publication. Pripode est un cas très intéressant puisqu'il mobilise de la connaissance, de l'expertise mais aussi il doit aller en direction des politiques pour leur donner des idées, des pistes et en tout cas de nouvelles approches.

Je voulais donc surtout souligner combien nous estimons fructueuse la mobilisation du Cicred. Je ne veux pas empiéter sur les débats parce que nous aurons l'occasion d'en juger à travers les restitutions mais il y a là une question de méthode, d'appropriation en particulier par les pays du Sud de la démarche de la recherche. C'est un point sur lequel nous



OUVERTURE

n'insisterons jamais assez. Je crois qu'il y a là toujours une grande question : comment interagir ensemble sur des problèmes qui ne sont, ni les vôtres ni les nôtres mais qui sont réellement les problèmes de l'humanité tout entière puisque ce qui se passe dans les pays du Sud connaît des développements quasiment immédiats aujourd'hui dans les pays du Nord et vice-versa. Donc, je crois que ces programmes sont importants par la recherche qu'ils créent mais aussi par le sentiment de conscience, d'unité parmi les chercheurs mais aussi parmi les politiques, et entre politiques et entre chercheurs par-delà les frontières. C'est un message que je voulais redire au nom de notre Ministère et je le dis avec d'autant plus de ferveur que c'est l'Unesco qui est porteuse de ce message d'universalité. Merci et bons travaux.



3. Restitution des résultats des équipes, séance 1



Séance 1

Monde rural, mutations agraires et gestion des ressources naturelles

Président : Roger-Mark De Souza

J'ai le plaisir de présider cette première session, dont le thème est « Monde rural, mutations agraires et gestion des ressources naturelles ». Comme vous l'avez entendu lors de l'ouverture officielle, il y a plusieurs sujets, plusieurs thèmes qui vont être abordés. Nous verrons le lien entre la recherche et la prise de décisions, nous verrons également des questions habituellement laissées quelque peu de côté qui seront examinées ici par les équipes de recherche, nous parlerons des méthodes qui ont été utilisées pour ces recherches, notamment dans le choix des échelles sociale, écologique et économique adoptées par les équipes. Nous allons écouter maintenant les restitutions des résultats de six équipes. Il s'agit des équipes du Laos, de l'Afrique du Sud, du Vietnam, du Mali, du Niger et de Madagascar.



3.1. LA1. Dynamiques foncières dans le district de Sing, province de Luang Namtha, RDP du Laos

Présenté par Sithong Thongmanivong

Résumé

La configuration historique du foncier et les mécanismes de la transition agraire au nord du Laos, ainsi que leurs rapports à la structure de la population, à la démographie et aux moyens d'existence des ménages, ont été peu étudiés. En combinant plusieurs méthodes interdisciplinaires, l'équipe a notamment décrit les processus de transformation socioéconomique et de changement d'utilisation de la terre dans le district de Sing, province de Luang Namtha. L'étude montre une augmentation de la densité de la population et de la commercialisation de la production agricole dans les terres de plaine et s'interroge sur les conséquences de ces changements sur les pratiques communautaires de gestion et d'utilisation de la terre.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Le nord du Laos, montagneux, est constitué de terrains en pente et offre peu de terres agricoles arables. Selon une enquête nationale, cette région se caractérise par une forte dégradation de la forêt. Alors que les aspects destructifs de la culture itinérante dans un contexte d'augmentation des concentrations de population ont beaucoup attiré l'attention, peu d'études ont été menées au sujet des relations entre les sociétés humaines et les agro-systèmes sur les hauts plateaux. Ce déséquilibre peut être attribué à l'application de mesures gouvernementales qui tendent à simplifier les causes et à restreindre la culture itinérante et d'autres usages de la forêt dans les hautes terres, en définissant la manière dont l'espace et ses ressources doivent être utilisés. Les configurations historique du foncier et les mécanismes de la transition agraire, de même que leurs relations à la structure de la population, les configurations démographiques et les moyens d'existence des ménages ont été largement sous-étudiés.

Nous avons choisi comme zone d'étude pour cette recherche le district de Sing dans la province de Luang Namtha. La population de ce district en plaine est actuellement de 30 548 personnes. Il y a 94 villages ou *baan*, qui est la plus petite unité administrative au Laos. Alors que le nombre de villages a diminué, passant de 110 villages en 1995 à 94 villages en 2005, il est à noter que la population de ce district a augmenté durant cette période. Ceci s'explique par la relocalisation des villageois des hautes terres, spontanée ou induite par le gouvernement, dans les plaines. Dans le passé, la relocalisation s'accompagnait d'un changement de résidence mais les migrants conservaient l'accès à de vastes terres agricoles dans les hautes terres. Aujourd'hui, la migration est devenue permanente puisque les villageois abandonnent non seulement leur résidence mais aussi leurs terres agricoles. Ceci indique un déclin spectaculaire de la population des hautes terres et une concentration rapide des populations dans les plaines, principalement dans trois sous-districts (Thongmai, Namkeo-luang et Vieng), ainsi que dans les vallées du sous-district de Mom.

Au fil des années, les terres agricoles des plaines sont devenues rares suite à l'accroissement de la population et leur besoin en terres fertiles. Afin de soulager cette pression, la transition vers une utilisation plus intense et productive des terres est devenue nécessaire. Néanmoins, cette transition s'est accompagnée d'une marginalisation sociale de



la population migrante, qui se retrouve confinée dans le statut de main-d'œuvre agricole salariée. Cette étude vise à mieux comprendre cette croissance de la population dans les plaines, ainsi que la croissance de la commercialisation des productions agricoles, à analyser les conséquences de ces transformations sur les pratiques d'utilisation des ressources et de gestion communautaire de la terre. Plus généralement, il s'agit d'identifier les processus qui ont structuré durant ces dix dernières années les transformations socioéconomiques et de l'occupation des terres dans le district de Sing.

Méthodologie

Notre recherche a recours à plusieurs méthodes pluridisciplinaires, notamment l'analyse spatiale et l'analyse socio-économique, afin de comprendre les processus de la transition agraire et du changement démographique dans le district de Sing. Nous avons utilisé des données agrégées de population et de production agricole obtenues auprès des administrations locales, ainsi que des données de terrain récoltées dans sept villages du district de Sing durant le mois de décembre 2003 et le mois d'août 2005.

De façon à comprendre la transition de l'usage des terres dans le district de Sing durant les dernières décennies, nous avons utilisé également les données satellites Landsat de 1973 et 2004 pour analyser la dynamique globale de l'occupation des terres. En utilisant des méthodes de classification par maximum de vraisemblance, chaque image Landsat a été renseignée selon cinq items, à savoir l'eau, la forêt, les terres non cultivées et les rizières. De plus, nous avons sélectionné trois images d'époques différentes afin d'évaluer l'évolution de l'occupation des sols au cours des dernières décennies. Afin de comprendre la dynamique de transformation de la couverture forestière, nous nous sommes intéressés aux caractéristiques de la fragmentation de la forêt, grâce à la conversion des cartes foncières en format vectoriel et en calculant la taille moyenne et le nombre de zones forestières.

En ce qui concerne les données démographiques, nous avons utilisé les statistiques produites par le Centre National de la Statistique et le Bureau de Planification de District. Datant de 1995, 2001, 2003 et 2005, ces données spatialisées ont permis de dessiner des cartes de densité de population afin d'analyser la distribution de population et des groupes ethniques à travers le district, ainsi que les mouvements de population dans le district de Sing.

Des entretiens ont également été conduits dans le bureau de district chargé de la forêt et de l'agriculture, mais aussi dans quatre sous-districts, pour aborder l'histoire et les événements qui ont généré des mouvements de population dans le district. A l'échelon villageois, nous avons interrogé des ménages dans sept villages situés dans trois sous-districts pour décrire l'histoire locale des agriculteurs et de leurs pratiques d'utilisation de la terre, ainsi que leurs pratiques actuelles. Nous avons aussi interrogé des membres d'organisations villageoises dans chacun des sept villages pour mieux comprendre l'articulation entre les pratiques communales de gestion de la terre et les institutions locales de gestion des ressources, et comment celles-ci s'articulent avec les politiques gouvernementales et l'environnement socioéconomique. A côté de l'analyse spatiale, l'analyse socioéconomique a consisté à faire le bilan des tendances majeures de la production agricole dans le district de Sing et à partir d'un échantillon de ménages au niveau villageois.



Résultats

Au Laos, les relocalisations sont directement ou indirectement influencées par les politiques gouvernementales. Les entretiens menés dans quatre sous-districts ont montré que les principales causes de la migration étaient la guerre et les épidémies. Plus récemment, c'est pour accéder aux services et au développement que les populations changent de résidence. Au début des années 1990, certaines organisations internationales ont commencé à appuyer le développement des infrastructures en milieu rural, ce qui a entraîné le déplacement des villageois des hautes terres vers les routes principales, souvent situées sur les terres de plaine. Par ailleurs, pour intégrer les minorités ethniques des hautes terres dans la culture dominante Lao et le développement rural, le gouvernement a incité les villages les plus petits et isolés à se regrouper dans une seule unité administrative. De plus, la politique du gouvernement consistant à stopper la culture itinérante est devenue une priorité dans le district de Sing et celle visant à interdire la culture d'opium a affecté le contrôle du foncier sur les hautes terres de ce même district, surtout entre 2003 et 2005.

Changements démographiques et caractéristiques de l'utilisation de la terre

Cette vague migratoire des hautes terres vers la plaine, qui s'est déroulée durant les cinq dernières années, a été facilitée par le développement des cultures commerciales et des opportunités économiques dans les basses terres depuis le milieu des années 1980, suite au passage opéré par le gouvernement laotien d'une économie centralisée à une économie de marché. L'ouverture de la frontière régionale a contribué à faciliter les productions agricoles commerciales dans le district de Sing au début des années 1990, parallèlement au développement du commerce transfrontalier. De nouvelles variétés de semences furent introduites depuis la Chine, comprenant des variétés de riz non glutineux à rendement élevé, du maïs, de la canne à sucre et d'autres légumes. Des marchands et investisseurs chinois ont également fourni des capitaux et un support technique aux fermiers à travers la passation de contrats agricoles, ce qui a grandement favorisé la culture commerciale dans les terres de plaine et, de fait, a attiré de plus en plus d'habitants des hautes terres.

Une analyse spatiale a été effectuée à partir d'images satellites prises entre 1973 et 2004. Pour une superficie totale du district de 142 957 ha, plus de 79 494 ha soit 56% des terres ont subi des transformations. La zone forestière a diminué de 50% à 30% de la superficie totale calculée entre 1973 et 2004. Une des causes de cette déforestation est le feu de forêt déclenché par les pratiques de chasse locales.

Depuis cinq ans, la production agricole du district de Sing a augmenté et plus particulièrement les spéculations déjà citées. Cette augmentation de la production agricole s'accompagne d'une expansion des rizières de 3 652 ha à 5 444 ha (+49%). Alors que les champs irrigués ne représentent que 3% de la superficie totale des rizières alimentées par la pluie, les rizières sont souvent utilisées à la saison sèche pour cultiver des légumes (piment, pastèque, ail, concombre, etc.). Par ailleurs, la production dans les hautes terres est elle aussi en train de se transformer. Les zones de culture itinérante ont diminué de 67% entre 1999 et 2004. On observe une augmentation de la conversion des cultures sur brûlis et des terres en jachère vers une agriculture permanente, notamment dans les zones de faible pente. La majorité des agriculteurs cultivent la canne à sucre, le maïs et la banane de façon contractuelle et exportent leurs produits en Chine. Le caoutchouc fait partie des nouvelles cultures florissantes dans le district de Sing. Ces dernières années, son expansion est attribuable à l'auto-investissement et l'investissement croisés des cultivateurs entre eux, ce qui



n'est pas le cas pour d'autres productions agricoles commerciales des hautes terres comme la canne à sucre, le maïs et la banane.

Production agricole des ménages

Nos enquêtes approfondies auprès des ménages de différentes origines ethniques, dans sept villages des hautes et basses terres, visaient à comprendre les différences de production agricole des ménages et leur utilisation de la terre, du capital et des autres intrants. Dans les trois sous-districts, les cultivateurs sont impliqués dans diverses activités agricoles autres que le paddy et le riz en culture sur brûlis. Par exemple, dans les sous-district de Xiengkheng et de Xay, les fermiers vendent du bétail et des buffles à la Thaïlande, la Chine et la Birmanie, alors que dans les sous-districts de Mom les fermiers vendent du gros bétail à la Chine mais aussi dans les marchés locaux du district de Sing. Néanmoins, de nombreux cultivateurs des terres de plaine ont arrêté d'élever du gros bétail en raison de la diminution des zones de pâture et de l'augmentation des vols. A la place, les fermiers élèvent des cochons et des petites volailles pour les vendre. D'autre part, dans les villages Akha tels Eula et Lomeu, dans le sous-district de Mom, nous avons observé un haut degré de commercialisation de la production agricole, notamment de la canne à sucre et du caoutchouc. Alors que la canne à sucre est cultivée de façon contractuelle avec des usines de traitement basées à Meng Peng en Chine, le caoutchouc est principalement autofinancé par les cultivateurs.

Au cours des entretiens, nous avons appris que plusieurs ménages ont commencé à planter du caoutchouc de leur propre initiative. Ces cultivateurs avaient rendu visite à des membres de leur famille résidant en Chine et ont observé comment ceux-ci accumulaient des richesses sans intermédiaire. Un nombre croissant de cultivateurs se lance dans le commerce agricole. Non seulement ils récoltent et vendent le riz qu'ils produisent dans leur propre village mais ils collectent aussi une variété de produits agricoles d'autres cultivateurs locaux du district de Sing et les vendent en Chine à travers leurs familles, qui viennent régulièrement prendre les produits dans leurs villages d'origine. Ces cultivateurs-commerçants jouent un rôle significatif dans la facilitation du commerce agricole transfrontalier puisqu'ils n'ont pas à payer les taxes pour le commerce et l'exportation. De plus, la commercialisation de produits forestiers, en dehors du bois de coupe, joue aussi un rôle important dans le système de subsistance rural de cette région. Les produits clés incluent le *peuak meuak* et la cardamome, qui sont vendus à des marchands venus de Chine.

Bien que le réseau routier se soit amélioré ces dernières années, le fleuve du Mékong est toujours la voie commerciale principale. Bien que la production agricole commerciale des villages des hautes terres reste limitée, les cultivateurs ne sont pas isolés et coupés des marchés. L'expansion du caoutchouc va inévitablement transformer la production agricole des ménages et l'assise des moyens de subsistance dans la prochaine décennie.

L'accroissement de l'investissement dans le caoutchouc ces dernières années a augmenté la demande pour la main-d'œuvre agricole bon marché. En particulier, il y a une demande saisonnière importante pendant la récolte de la canne à sucre et du caoutchouc, comme durant la préparation des terres et la plantation. Le manque de main-d'œuvre est actuellement comblé par des Akha des hautes terres et des Chinois. Souvent, il s'agit d'Akha des hautes terres qui se sont réinstallés dans de nouveaux villages et qui deviennent dépendants du salaire agricole puisqu'ils n'ont pas accès à la terre.



Conclusions et implications politiques

Alors que notre étude a montré une augmentation croissante de la population sur les terres de plaine et une commercialisation accrue de la production agricole, on peut se demander quelles sont les conséquences de ces changements sur les pratiques de gestion des ressources et des terres communautaires ?

L'une des conséquences les plus visibles est la pression croissante sur le foncier qui se règle en partie par une utilisation plus intensive des terres mais au détriment de la population migrante employée comme salariés agricoles et n'ayant pas accès à la terre. La compétition croissante sur la terre est aussi liée aux conflits inter-villageois au sujet de l'accès aux ressources communales. Alors que les villages partageaient leurs ressources dans le passé, la commercialisation de la production agricole et la pression démographique ont entraîné une compétition autour de la terre. Les ressources communales qui étaient jadis partagées par les membres de différents villages constituent aujourd'hui un facteur d'émergence de conflits puisque les utilisateurs revendiquent leurs droits d'usage. Le problème fut particulièrement aigu à Oudomxin et Namdet Mai qui avaient l'habitude de partager l'accès à la terre et à la forêt avec les villages voisins. Namdet Mai continue d'empiéter aujourd'hui sur les zones forestières d'Oudomxin qui sont devenues aujourd'hui des terres communales et placées sous la gestion du village d'Oudomxin. Cependant, les habitants de Namdet Mai revendiquent aussi leur droit coutumier à la terre et ils ont transformé les terres de jachère en terres de production de la canne à sucre et de l'hévéa.

L'expansion de la production d'hévéa a également eu un impact sur la gestion foncière dans les villages. Des zones qui étaient réservées à des familles sont de plus en plus converties en cultures d'hévéa. Alors qu'auparavant l'accès aux ressources sur les terres réservées n'était pas limité, la conversion de ces terres en culture permanente d'hévéa renforce la propriété privée de la terre. De plus, la conversion en culture d'hévéa a entraîné l'extermination d'une variété de produits alimentaires collectés dans la forêt. Cela affecte tout particulièrement les ménages les plus pauvres dans les villages dont les moyens d'existence dépendent de tels produits naturels.

Tandis que les politiques gouvernementales, comme l'allocation de terre et de la forêt, avaient pour objectif d'améliorer la gestion durable des ressources dans chaque village, les changements démographiques et économiques durant la dernière décennie se superposent aux programmes de gestion locale des ressources. Ceci peut être attribué à un manque de continuité dans le processus de planification et de gestion des ressources à l'échelon local en matière d'allocation de terre et de forêt. Ce manque de suivi systématique par les administrateurs du bureau de district chargé de l'agriculture et de la foresterie entame sérieusement la motivation des villageois pour continuer à gérer les ressources.



3.2. ZA1. Mortalité liée au Sida et caractéristiques des ménages en Afrique du Sud rurale : implications pour l'utilisation des ressources naturelles et le développement

Présenté par Wayne Twine

Résumé

Le projet explore les relations entre les caractéristiques des ménages, leur expérience face à la mortalité des adultes dans la force de l'âge et leurs modes d'utilisation des ressources naturelles dans un sous-district rural de l'Afrique du Sud. En combinant des données démographiques sur les ménages, des résultats d'enquêtes sur les ressources naturelles et le développement, ainsi que des entretiens qualitatifs, l'analyse a non seulement montré les relations entre le choix des ressources naturelles et les caractéristiques des ménages mais dévoilé aussi le lien entre le décès d'un de leur membre adulte et la manière dont les ménages sélectionnent, utilisent, consomment et acquièrent des ressources-clés. Les résultats de ce projet constituent un enjeu pour le développement dans un contexte de mortalité croissante des adultes atteints du Sida parmi les communautés rurales pauvres.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Le projet explore les relations entre les caractéristiques des ménages, leur expérience face au décès d'un adulte dans la force de l'âge et leurs modes d'utilisation des ressources naturelles dans un sous-district rural de l'Afrique du Sud. Les implications de telles associations pour le développement dans les contextes ruraux africains ont été évaluées dans le cadre de la hausse de la mortalité des adultes dans la force de l'âge liée au VIH/Sida, de l'augmentation des niveaux de dégradation environnementale et de l'importance des ressources naturelles dans le niveau de vie. Cette étude a été réalisée dans l'extrême Nord-est de l'Afrique du Sud, dans le sous-district d'Agincourt du district de Bushbuckridge, dans la province de Limpopo.

On constate un manque significatif de recherche sur la façon dont la démographie et l'économie interagissent sur l'utilisation domestique des ressources naturelles dans les zones rurales d'Afrique du Sud. Cette information est pourtant indispensable si l'on veut comprendre les interactions complexes entre les hommes et l'environnement, ainsi que l'implication de ces interactions dans le domaine du développement, notamment chez les communautés les moins développées et plus particulièrement lorsqu'elles sont confrontées à la fois à une forte prévalence du VIH/Sida, à une dégradation environnementale et une forte dépendance aux ressources naturelles. Ce projet traite spécifiquement de ces questions dans le contexte des effets de la mortalité liée au Sida, à travers des enquêtes visant à déterminer des modèles d'utilisation des ressources naturelles par les ménages ruraux lorsqu'ils sont touchés par le décès récent d'un de leurs membres dans une tranche d'âge actif. L'effectif, la composition et le statut économique des ménages constituent également des variables structurantes de ces modèles. Ce projet a renouvelé l'approche de la relation population-développement-environnement en se focalisant sur les implications pour le développement de l'usage des ressources, l'utilisation domestique des ressources naturelles agissant comme un facteur médiateur entre les facteurs de population et le potentiel de développement. Nous avons aussi intégré la dimension de l'impact du VIH/Sida sur la dynamique des ménages, l'usage des ressources et les implications pour le développement.



Dans le contexte rural sud-africain, ce projet vise à répondre aux questions cruciales suivantes :

1) quelles sont les articulations entre la sélection des ressources naturelles, les stratégies d'usage, de consommation et d'acquisition et les caractéristiques de l'effectif, de la composition et du statut économique des ménages en Afrique du Sud rurale ?

2) au-delà des caractéristiques des ménages, comment la mortalité adulte dans la force de l'âge est-elle associée à la manière dont les ménages sélectionnent, utilisent, consomment et acquièrent des ressources naturelles essentielles ?

3) quelles sont les implications de ces associations pour le développement dans le contexte de la hausse de la mortalité liée au Sida parmi les communautés rurales pauvres ?

Méthodologie

Le sous-district d'Agincourt de Bushbuckridge est situé dans la province de Limpopo en Afrique du Sud. Ce sous-district, éponyme de l'un de ses villages, est constitué de 21 villages qui comprennent plus de 12 000 foyers totalisant quelque 70 000 habitants. Il est le site d'observation démographique de l'Unité de Santé et de Population d'Agincourt (AHPU) de l'université de Witwatersrand. La région, typique des communautés rurales de l'Afrique du Sud, se caractérise par la pauvreté, de fortes densités humaines et la dépendance importante à la fois aux ressources naturelles et au transfert de devises de la part d'une très large population de migrants. En raison du faible nombre d'emplois disponibles dans la région, une part importante des adultes sont des agriculteurs migrants, travaillant dans les fermes commerciales et les villes à travers le pays. Une proportion significative des ménages est dépendante de la pension vieillesse versée à un résident âgé, seule source régulière de revenus. La séroprévalence du Sida dans cette région avoisine les 18%.

Afin de répondre aux questions susmentionnées, nous avons exploité trois sources d'information :

1) le système d'observation démographique : le AHPU a récolté depuis 1992 des données à des intervalles de 12 à 18 mois, concernant tous les ménages du sous-district d'Agincourt. Les données récoltées sur le statut économique des ménages sont particulièrement intéressantes pour notre projet ;

2) l'Enquête « Ressources Naturelles et Développement ». Les configurations de l'usage des ressources des résidents d'Agincourt ont été étudiées grâce à une enquête par échantillon constitué de manière aléatoire et stratifiée auprès de 248 ménages ;

3) des entretiens qualitatifs. Nous avons conduit des entretiens approfondis avec 30 ménages choisis au hasard.

Les enquêtes de terrain ont commencé au début du mois de mai 2004. Les questionnaires ont été administrés par quatre membres expérimentés du AHPU, supervisés par un senior et par les responsables de l'étude. Les enquêteurs et le superviseur sont tous originaires de la région et parlent couramment la langue locale. Les ménages ont donc été interrogés dans leur langue maternelle. La récolte des données a duré environ six semaines. Les trente entretiens qualitatifs ont été conduits à la fin du terrain, après que la plupart des ménages aient été interrogés. Les chercheurs étaient assistés par un interprète qui traduisait les questions et les réponses. Les entretiens ont été systématiquement enregistrés sur un dictaphone. Cette phase de récolte des données a duré approximativement deux semaines. L'analyse des données a été réalisée par les chercheurs avec le soutien de doctorants. Les



données de l'enquête ont été analysées selon des techniques de statistique descriptive, de modèles logistiques multivariés et de régression linéaire par la méthode des moindres carrés ordinaires.

Résultats

Avant d'analyser les effets des caractéristiques des ménages et l'expérience de la mortalité adulte sur l'usage des ressources par le ménage, les configurations générales de l'usage du bois de chauffe et de l'eau doivent être d'abord pris en compte pour comprendre le contexte dans lequel cette étude s'inscrit. Si la nécessité de se procurer de l'eau pour les moyens d'existence paraît évidente, la forte dépendance au bois de chauffe est en revanche une découverte majeure. Plus de 90% des ménages utilisent du bois de chauffe, ceci malgré le fait que plus de 80% de l'ensemble des ménages possèdent l'électricité. Cela illustre bien le contexte de pauvreté dans lequel l'électricité et les appareils électroménagers apparaissent comme un luxe. Les entretiens qualitatifs viennent le confirmer. L'utilisation du bois de chauffe et de l'eau est, en quantité, relativement limitée, indiquant par là une faible disponibilité ou un accès difficile. Pour l'eau, la plupart des ménages (78,4%) utilisent environ 100 litres par jour. La proportion importante des ménages achetant du bois de chauffe indique une pénurie de cette ressource autour de certains villages, surtout liée à la surexploitation et la transformation de l'usage des terres.

Concernant les associations entre d'une part, la sélection des ressources naturelles, ses utilisations, sa consommation ainsi que ses stratégies d'acquisition et d'autre part, les caractéristiques du ménage selon la taille, la composition et le statut économique, la première question de recherche a permis de décrire le contexte d'analyse des impacts de la mortalité en explorant préalablement d'autres caractéristiques des ménages associées à l'usage des ressources. Les caractéristiques des ménages influencent relativement peu les variables d'usage des ressources pour le bois de chauffe et l'eau. L'électricité est utilisée moins souvent comme source d'énergie pour la cuisine par les ménages de grande taille, l'explication plausible étant que les ménages plus nombreux ont plus de personnes à nourrir et plus de main-d'œuvre pour récolter le bois. La taille des ménages n'a pas d'effet sur les niveaux de consommation de l'eau. Les entretiens ont aussi démontré que les ménages sont très clairement parcimonieux en terme d'utilisation de leurs ressources puisque les feux domestiques sont méticuleusement entretenus et n'utilisent que la quantité de bois strictement nécessaire.

Pour les stratégies d'acquisition, les résultats des modèles de régression indiquent que la composition et le statut économique des ménages ont un effet limité, mais statistiquement significatif, sur la personne qui récolte le bois et l'eau. En particulier, les ménages aux effectifs les plus nombreux sont davantage susceptibles d'avoir un chef de famille masculin qui récolte le bois et ramène l'eau. Comme on peut s'y attendre, les femmes chef de ménage sont moins susceptibles de récolter le bois ou l'eau lorsque le ménage a plus de membres masculins.

Les entretiens ont permis de bien éclairer les décisions relatives aux stratégies de récolte du bois de chauffe. Plus précisément, les discussions ont souvent révélé des stratégies dictées par le tandem temps/argent. Néanmoins, en l'absence de revenus réguliers, certains ménages n'ont pas d'autre choix que de récolter le bois. Au final, le contexte villageois influence la consommation quotidienne d'eau et d'électricité : localement, les pénuries de bois de chauffe entraînent une dépendance accrue à l'électricité tandis que les manques en eau entraînent une limitation de la consommation.



Notre seconde question s'intéresse plus directement à la relation entre l'expérience dans un ménage du décès d'un membre adulte dans la force de l'âge et les configurations d'usage des ressources. La survenue récente du décès d'un adulte a peu d'effets sur l'utilisation de l'eau mais elle est associée à une plus forte probabilité d'utilisation de bois par le ménage, particulièrement pour faire la cuisine, alors que le coefficient négatif selon le statut socioéconomique suggère que cette association est plus faible pour les ménages au statut socioéconomique plus élevé. L'implication est que les ménages les plus démunis atteints par le décès d'un adulte sont plus enclins à utiliser du bois de chauffe comme source première d'énergie. La survenue d'un décès n'a pas d'effet significatif sur la probabilité de l'usage de l'électricité pour la cuisine ou l'éclairage.

Un effet intéressant à court terme est l'usage de grandes quantités de bois de chauffe (environ 750 kg) pour les funérailles, pour 84% des ménages touchés par le décès d'un adulte. La perte d'un adulte a un impact sur les stratégies de récolte dans les ménages, tant pour l'eau que pour le bois. En prêtant attention au sexe de la personne décédée au sein des ménages dont le chef de famille est un homme, nous constatons que les tâches sont également partagées. Il est donc possible que les chefs de famille masculins endossent la responsabilité de la récolte du bois en situation de crise du ménage. Cet élément est corroboré par le fait que la probabilité de collecte de bois par le chef de famille décline avec le temps. Un modèle similaire émerge pour ce qui concerne la collecte de l'eau.

L'expérience face à la mortalité n'a pas d'influence notable sur la décision d'un ménage d'acheter du bois ou de le récolter. En dépit de ces résultats, les entretiens qualitatifs indiquent que la récolte du bois de chauffe, plutôt que son achat, est l'une des stratégies visant à faire des économies développée par les ménages ayant perdu un soutien familial. Les coefficients non significatifs de l'achat de bois dans les modèles de « mortalité » peuvent être le résultat de facteurs de confusion comme la disponibilité locale, le statut socioéconomique et l'absence du rôle de la personne décédée dans l'économie des ménages. Les entretiens ont montré l'impact décisif de la mortalité adulte sur les stratégies d'adaptation : l'impact de la mortalité se manifeste par de subtiles mais importantes modifications de la répartition des tâches, des stratégies de subsistance ainsi que par des changements liés à la modification des coûts relatifs d'opportunité.

En général, pour les ménages ayant subi le décès d'un adulte, les changements de configuration des stratégies de sélection, d'usage, de consommation et d'acquisition sont clairement liés au rôle de la personne décédée dans l'économie du ménage. Si la personne décédée était impliquée dans l'approvisionnement de ressources mais n'était pas engagée dans un travail rémunéré en dehors de la maison, ses responsabilités de récolte seront prises en charge par d'autres membres du ménage.

Les transformations les plus notables apparaissent lorsque la personne décédée contribuait à l'économie des ménages par des revenus. Dans certains cas, ces revenus étaient utilisés pour acheter du bois de chauffe et de l'eau et, en conséquence, après sa disparition, des membres du ménage sont obligés de récolter eux-mêmes ces ressources. Le capital social du ménage peut être ainsi réduit à plus long terme car le temps accaparé par la collecte implique une réduction de celui consacré à l'éducation et, parfois, à certaines tâches ménagères comme l'entretien des potagers.

Les entretiens qualitatifs montrent aussi que la disparition d'un membre adulte affecte la sécurité alimentaire et la dépendance à la nourriture sauvage, ainsi que celle produite dans les potagers. Ces résultats, ignorés par les modèles quantitatifs, sont importants car ils reflètent l'influence du décès d'un adulte sur les interactions entre l'homme et l'environnement.



Les associations les plus étroites entre le décès et les transformations de la sécurité alimentaire des ménages apparaissent lorsque le revenu de la personne disparue était utilisé tout particulièrement pour l'achat de denrées alimentaires.

Nos entretiens suggèrent que ce sont des denrées récoltées dans l'environnement local qui remplacent les achats alimentaires suite à la perte d'un membre de la famille. Ce fait est clairement exprimé par une personne interrogée dans un ménage qui a perdu son principal salarié : « maintenant le criquet est notre bœuf », illustrant la dépendance accrue des ménages aux denrées sauvages et potagères, suite au décès d'un adulte. Inversement, la perte d'un membre du ménage qui s'occupait précédemment d'autres tâches ménagères oblige les membres restants à acheter la nourriture qu'ils auraient auparavant fait pousser eux-mêmes.

Conclusions et implications politiques

En ce qui concerne la mortalité, les données quantitatives et qualitatives révèlent que la survenue du décès d'un adulte remodèle les stratégies de sélection et de collecte des ressources naturelles. Plus précisément, les données obtenues lors des entretiens montrent que la perte de revenus liée au décès d'un membre adulte réduit la probabilité que le ménage puisse être en mesure d'utiliser l'électricité pour la cuisine, et réduit ainsi leur ascension dans « l'échelle énergétique ». Dans ce cas, la mortalité exacerbe la pauvreté, cette dernière étant le facteur le plus influent des stratégies d'utilisation des ressources naturelles. Concernant la collecte des ressources naturelles, l'analyse révèle des changements de répartition du temps parmi les membres vivants du ménage, particulièrement pour ce qui est de la participation des chefs de famille masculins aux tâches de récolte.

Ce qui ressort de nos données est une image du rôle que jouent les ressources naturelles pour les ménages, comme tampon contre les chocs économiques associés à la perte d'un adulte productif. Premièrement, en faisant usage de ressources naturelles comme le bois de chauffe et les denrées sauvages, les ménages peuvent économiser leur ressources financières dont ils ont tant besoin. Pareillement, le fait de récolter des ressources comme le bois plutôt que de l'acheter, ou de payer pour des ressources encore plus onéreuses, permet de faire des économies. Il est évident que la dégradation de l'environnement ronge cet effet tampon de l'usage des ressources. De manière importante, néanmoins, la collecte de ressources implique des coûts d'opportunité. Une perte de capital humain suite à un décès peut rendre la collecte de ressources naturelles plus difficile, fragilisant un peu plus la situation financière du ménage qui est donc obligé d'acheter des ressources. Deuxièmement, l'analyse des données qualitatives indique que l'usage accru de nourriture sauvage, dans le contexte de la perte d'un soutien de famille, peut avoir une incidence positive pour la sécurité alimentaire de ces ménages.

Les résultats de l'étude suggèrent enfin que la mortalité adulte et un environnement peu prospère s'imbriquent pour former et remodeler les stratégies des ménages par rapport aux stratégies de l'usage et de la collecte des ressources naturelles. De façon nette, les données tirées des questionnaires révèlent des associations entre le statut socioéconomique et la disponibilité des ressources au niveau du village qui reflètent l'interaction entre la pauvreté et la localisation dans les choix d'adaptation des ménages. Combinés avec les données d'entretiens, les résultats laissent apparaître des transformations subtiles et complexes au niveau des ménages. A partir de cette étude, nous pensons qu'une meilleure compréhension du rôle des ressources naturelles dans les stratégies d'adaptation est capitale pour établir une politique efficace visant à soutenir en zone rurale les ménages pauvres touchés par la mortalité adulte.



3.3. VN6. Développement économique et problèmes d'environnement au Vietnam dans un contexte de forte pression démographique

Présenté par Dao The Tuan

Résumé

Avec pour objet d'étude les interactions PDE dans différentes régions du Vietnam, l'équipe de recherche s'est plus particulièrement attachée à dresser une typologie du changement structurel en recourant à une méthode de classification multifactorielle. L'analyse des disparités ville-campagne et de l'impact de l'économie de marché sur l'environnement a conclu à la nécessité de formuler des stratégies et des politiques de durabilité propres au cas vietnamien, c'est-à-dire une approche du développement fondée sur la communauté locale pour conduire des actions collectives, et en même temps sur la sensibilisation de la société civile aux questions d'environnement.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Un quadruple objectif scientifique a guidé l'équipe de recherche :

- 1) étudier les interactions PDE dans différentes régions du Vietnam (delta du Fleuve Rouge et du Mékong, montagnes du Nord) où se croisent des problèmes liés à la densité de la population, au profil écologique et à différents régimes de développement ;
- 2) étudier l'aspect historique de ces zones d'étude pour déterminer les contraintes du développement et les solutions utilisées par les générations passées ;
- 3) à partir de différentes expériences écologiques, y compris celles d'autres pays, rechercher des solutions de développement durable ;
- 4) formuler des politiques de développement appropriées à chacun des cas.

Ce programme est une synthèse des recherches effectuées durant les dernières années et des travaux en cours. Il a fallu compléter les connaissances de l'équipe de recherche par des études thématiques qui font défaut dans la littérature démographique (migration, emploi) et sur l'environnement. Pour ce faire, plusieurs sous-projets ont été menés de front : le développement de l'agriculture familiale paysanne vers une agriculture marchande ; le développement de l'agriculture commerciale, du marché des produits agricoles ; la diversification des activités économiques ; la pollution causée par l'intensification de l'agriculture ; les changements structurels.

Plusieurs hypothèses de départ ont orienté ces thèmes de recherche. Selon l'expérience des pays de l'Asie de l'Est, la pression démographique n'est pas toujours une contrainte au développement. Le développement économique dans des contextes de forte pression démographique nécessite des stratégies, des politiques et institutions appropriées. Le gouvernement vietnamien est fortement influencé par l'approche néo-libérale promulguée par les organisations internationales. Plusieurs problèmes liés à la croissance comme les changements structurels, le développement du marché intérieur, la diversification de l'agriculture, le développement de l'industrie rurale, impliquent l'élaboration de nouvelles stratégies et politiques. C'est pourquoi les résultats de cette étude peuvent contribuer à la formulation de telles stratégies et politiques de durabilité propres au cas vietnamien.



Méthodologie

Les trois terrains de recherche retenus dans le cadre du projet sont le delta du Fleuve Rouge, une région ancienne avec une pression démographique élevée comme la plupart des deltas de l'Asie de l'Est (Chine, Japon), le delta du Mékong, une région d'occupation plus récente où la pression démographique n'est pas encore très élevée et les ressources naturelles sont encore conséquentes comme dans les deltas du Sud-Est asiatique (Chao Phraya, Irrawaddy) et les montagnes du Vietnam, une région à l'écologie fragile qui cherche d'autres types de développement.

Les approches méthodologiques appliquées sont l'approche-système, multidisciplinaire et étudiant les systèmes agraires, l'approche historique et socio-économique et l'approche écologique et développement durable. Des méthodes d'analyse comme l'analyse statistique multidimensionnelle, l'analyse des filières, les Systèmes d'Information Géographique, la modélisation et simulation ont été appliquées. Par exemple, l'interprétation d'images (photographies aériennes, satellites) a permis de mettre en évidence les changements successifs des modes d'exploitation du milieu, avec leurs principaux effets environnementaux (déforestation, érosion, reboisement, etc.), pour des zones très variées du point de vue des caractéristiques du peuplement et du milieu physique. Dans le cadre du projet, ces données doivent être analysées à la lumière des nouvelles données démographiques sur la région, pour mettre en évidence et mieux quantifier les interactions entre politiques de développement, dynamiques de population et modes de gestion des ressources naturelles par les populations rurales.

Résultats

Typologie du changement structurel au Vietnam

Le changement structurel qui s'observe actuellement au Vietnam est relativement lent. Les facteurs explicatifs sont à rechercher dans le travail et le capital, malgré une croissance du PIB assez rapide. La main-d'œuvre agricole s'est transformée en service. L'investissement dans la diversification des produits agricoles, surtout dans la transformation des produits agricoles, reste encore négligeable. Le changement structurel dépend des conditions écologiques et socio-économiques. Nous avons utilisé une méthode de classification multifactorielle pour faire une typologie en cinq types de changement :

Type hauts plateaux, changement lent. Ce type se développe sur la spécialisation des cultures pérennes comme le café, et la diminution de la diversification agricole. La production principale est le café brut peu transformé. La main-d'œuvre agricole est encore très nombreuse.

Type des grandes plaines, changement moyen. Ce sont des régions de production rizicole comme la plupart des provinces du delta du Fleuve Rouge et du Mékong. Ces provinces ont une croissance du PIB faible et connaissent une diminution de la diversification.

Dans ces deux premiers types, le développement basé sur l'exportation des produits agricoles bruts entraîne la spécialisation de l'agriculture et un faible développement de l'industrie. Dans ces régions, le passage des foyers paysans vers l'agriculture commerciale est aussi lent.

Type des montagnes et du Centre. Ces régions pauvres incluent 33 provinces des différentes régions. La diversification de l'agriculture est assez importante et la main-d'œuvre agricole est assez nombreuse. Ces régions ont une croissance du PIB plus élevée que les régions



rizicoles grâce à la diversification de l'agriculture. Ces provinces n'ont pas encore trouvé une stratégie de changement structurel, le changement est spontané.

Type urbain et industriel, changement assez important. C'est le type des grandes villes et des provinces industrielles comme Dong nai, Binh duong qui ont une industrie plus développée et une croissance du PIB élevée. Dans ces provinces, la diminution de la main-d'œuvre agricole est assez rapide.

Type commencement d'industrialisation rapide, changement structurel rapide. C'est le type des provinces qui commencent à s'industrialiser avec l'investissement étranger, présentant un taux d'industrialisation élevé et une diminution de la main-d'œuvre agricole. Dans ces provinces, le taux d'urbanisation est élevé mais les villes sont encore petites. L'urbanisation facilite le développement de l'agriculture. Dans ce groupe, on trouve trois provinces du delta du Fleuve Rouge (Hung yen, Vinh phuc et Bac ninh) et une dans le Sud-est (Binh phuoc).

Les problèmes liés au développement

La stratégie du développement après la Rénovation repose sur l'économie de marché d'orientation socialiste. Cependant, durant ces dernières années sous la pression des organisations internationales, l'influence du néolibéralisme prédomine. L'expérience de la réforme économique chinoise, qui a commencé plus tôt, a une forte influence sur la politique. Au Vietnam, la disparité ville-campagne n'a pas encore atteint le niveau chinois mais les tendances du développement des deux pays sont similaires. Le résultat de notre recherche a montré que l'orientation du développement économique du Vietnam n'est pas durable. Cette orientation est critiquée sous le nom de « libéral communisme ».

Dans ce modèle de développement, l'objectif principal est la croissance rapide du PIB. Une stratégie basée sur l'exportation, surtout sur l'exportation des produits agricoles bruts et sur l'attraction de l'investissement direct de l'étranger, n'est pas durable car elle n'exploite pas les potentiels du marché intérieur et de l'industrie locale traditionnelle. Notre simulation de l'industrialisation a montré que l'industrialisation des villes et des zones industrielles ne peut pas capter à elle seule toute la main-d'œuvre de l'agriculture. Sans le développement de l'industrie et du service rural, on ne peut diminuer la main-d'œuvre agricole pour élever la productivité de ce secteur et le revenu des paysans.

La disparité ville-campagne ne peut pas seulement se régler par l'investissement dans l'agriculture et le développement rural. Le développement des villes entraîne le développement rural de la région périphérique. C'est pourquoi le modèle de l'urbanisation décentralisée avec des villes moyennes réparties dans le pays est meilleur que le modèle des mégapoles. Le modèle classique de la division du travail entre la ville et la campagne ne peut pas être réalisé dans une situation de densité de population très élevée. Dans une telle situation, l'urbanisation des campagnes et le développement de l'industrie et du service rural sont nécessaires.

Les problèmes PDE régionaux

Les études sur le développement ont montré qu'en général, la contrainte pour le développement n'est pas le facteur démographique mais le facteur institutionnel. Si l'on compare différentes localités d'une même région, là où la pression démographique est plus forte, le développement s'est produit plus vite. Aussi la typologie des villages des différentes régions du pays a-t-elle montré que les villages qui ont peu de terres par habitant sont les plus riches. L'émergence des clusters industriels des villages de métier et des clusters agricoles se produit dans les provinces régions où la pression démographique est la plus



importante. La contrainte principale du développement durable est le changement structurel de la main-d'œuvre.

Récemment, les problèmes de l'environnement apparaissent comme de plus en plus saillants dans les villes, les villages à haute densité de population, surtout dans les villages de métier. La forte dégradation des ressources naturelles observée dans les montagnes est liée à l'augmentation de la population, consécutive à l'amélioration de la santé et à l'immigration.

Le développement de l'économie de marché sans régulation mène à des problèmes environnementaux très sérieux : inondations dans les villes et bourgs sans système de drainage, pollution des cours d'eau et des puits. Une autre contrainte est le manque de terre. Le Vietnam est en train de libéraliser le marché foncier, ce qui provoque la spéculation foncière et la disparition des terres agricoles. L'étude a montré qu'il serait difficile pour le Vietnam de devenir un pays industrialisé sans un secteur agricole fort. Dans les montagnes, les conflits ethniques liés à la terre sont causés par une immigration trop forte de la population depuis la plaine.

L'une des clés pour résoudre ces problèmes réside dans la gouvernance communautaire, pour intéresser les communautés rurales à la gestion durable des ressources naturelles. Cette tradition historique de gouvernance au Vietnam est en train de disparaître sous l'influence de la mondialisation.

Conclusions et implications politiques

Cette étude est une première tentative d'analyse intégrée des interactions PDE. Plusieurs conclusions en découlent. Le facteur population jusqu'ici considéré comme négatif dans les projets coûteux de planification familiale a aussi des effets positifs pour le développement. Le développement de l'économie de marché avec pour objectif unique la croissance rapide du PIB produit des effets négatifs sur la population et sur l'environnement, qui amputent le processus de développement durable.

Pour résoudre les trois problèmes démographique, économique et écologique, il faut élaborer une stratégie de développement intégré durable prenant en compte l'ensemble des processus. Pour atteindre le développement durable, il faut utiliser l'approche de développement basé sur la communauté pour les actions collectives en même temps que le développement de la société civile.



3.4. ML2. Croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des ressources naturelles dans le sud du Mali

Présenté par Ibrahima Cissé

Résumé

Le projet Pripode ML2, avec pour terrain d'étude deux zones situées dans le vieux bassin cotonnier et dans la zone d'extension de cette culture dans le sud du Mali, s'intéresse aux interactions entre croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des ressources naturelles. Avec les outils méthodologiques du diagnostic participatif et de l'enquête par questionnaire, l'équipe s'est attachée à décrire le rôle des pratiques de gestion des ressources naturelles pour atteindre la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la conservation des ressources et de l'environnement. L'analyse des résultats a permis de dégager des actions de recherche prioritaires à mettre en œuvre dans des zones de saturation foncière et d'extension de la culture du coton.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Le projet « Croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des ressources naturelles dans le sud du Mali » couvre les communes de Tao dans le Cercle de Koutiala et de Garalo dans le Cercle de Bougouni, des zones représentatives du vieux bassin cotonnier et de la zone d'extension de cette culture dans le sud du Mali. Comme de nombreux pays du Sahel, le Mali est fortement concerné par les questions de développement durable. Il est confronté à une forte pression sur les ressources naturelles du fait de la synergie entre facteurs climatiques et anthropiques. Cette pression qui répond aux besoins de la population en rapport avec son accroissement démographique constitue un obstacle pour atteindre la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la conservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Les recherches menées au Mali restent en général très sectorielles (amélioration des pratiques culturales, gestion de la jachère, etc.) et n'intègrent que partiellement les facteurs population, développement, environnement. Elles montrent notamment que la pauvreté comme cause de dégradation de l'environnement oriente la formulation des politiques et des programmes de développement gouvernementaux, en mettant en avant la relation entre l'intégrité environnementale et la prospérité économique.

Cette recherche a pour objectif de vérifier trois hypothèses majeures :

- 1) l'accroissement de la population entraîne une intensification des systèmes de culture et la modification des pratiques de gestion des ressources naturelles (GRN) ;
- 2) les attitudes et pratiques de GRN ne sont pas seulement liées au niveau de revenu des ménages ou des exploitations, mais aussi à la pression démographique, à l'accès à la terre, à la décentralisation et à des facteurs socioculturels ;
- 3) les grandes exploitations sont aussi celles qui disposent du plus de potentialités pour mettre en œuvre les stratégies adaptées de GRN.

Les axes de recherches portent ici sur l'évolution et la comparaison à l'intérieur d'une même sous-zone de la densité de la population, l'état d'exploitation des ressources naturelles, le système de rotation culturale, le statut foncier, l'évolution des modes de tenure, l'intégration de l'élevage à l'agriculture, l'adoption des thèmes de gestion environnementale,



la différenciation sociale, la dynamique démographique, les revenus des exploitations en relation avec les caractéristiques socioculturelles et l'évolution du contexte économique.

Méthodologie

Pour identifier les terrains de recherche, des entretiens préparatoires ont été menés d'une part, à Bamako avec les responsables de la division Recherche Développement de la Direction Générale de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) et, d'autre part, au niveau des régions de Bougouni et Koutiala, avec les services techniques, les ONG et les chercheurs du Centre Régional de la Recherche Agronomique de Sikasso. Ces entretiens ont porté essentiellement sur les critères d'échantillonnage. Couplés à la revue documentaire, ils ont permis d'identifier les principaux indicateurs à retenir pour la collecte des données et pour orienter les analyses.

Deux zones du Mali Sud ont été retenues : l'ancien bassin cotonnier (Koutiala) et la nouvelle zone de colonisation agricole (Bougouni). La première zone représente des terroirs de plus en plus saturés et la seconde des terroirs largement ouverts et encore sous-exploités. Dans chacune des zones, un échantillon de trois villages dans une commune (commune de Tao pour Koutiala et commune de Garalo pour Bougouni) a été choisi selon l'accessibilité, la disponibilité des populations pour les enquêtes et le niveau d'organisation. Sur la base des indicateurs et des variables identifiés, des guides méthodologiques pour la collecte des données ont été élaborés aux niveaux suivants : village et terroir, organisations paysannes, exploitations agricoles. Deux enquêteurs pour chacune des deux zones ont été recrutés et formés pour la diffusion du questionnaire au niveau des exploitations. L'échantillon représente cent unités d'exploitations agricoles, préalablement classées en trois groupes (aisée, moyenne et pauvre) selon des critères pré-établis avec les populations. Plusieurs outils méthodologiques ont été utilisés durant la période d'enquête : le diagnostic participatif et le questionnaire.

Le traitement et l'exploitation des données collectées ont été effectués en quatre étapes : la vérification par les chercheurs des questionnaires, la saisie des données collectées, le contrôle et le traitement des données, l'analyse des données et la rédaction du rapport. Les analyses effectuées comprennent une analyse comparative entre les deux zones et les différentes catégories d'exploitation pour l'ensemble des variables, une analyse diachronique quantitative pour les principales variables sur les 15-20 dernières années, une analyse qualitative basée sur les résultats des enquêtes légères effectuées par les chercheurs, une analyse factorielle des correspondances multiples avec des variables qualitatives uniquement.

Résultats

La population est jeune avec une proportion des moins de 20 ans égale à 56% à Tao et 63% à Garalo. Elle est particulièrement jeune à Garalo (83% des habitants ont moins de 30 ans) et connaît des taux de natalité et de mortalité très élevés. La densité démographique est élevée à Tao (plus de 63 habitants/km²) et faible à Garalo (14 habitants/km²). Le taux d'accroissement de la population est élevé dans les deux zones du fait de la baisse de la mortalité à Tao, et de l'immigration à partir de 2000 dans les villages enquêtés à Garalo.

Les familles à Tao sont de plus grande taille (13,1 personnes réparties dans deux ménages) qu'à Garalo (11,7 personnes réparties environ en un ménage et demi). Le taux de dépendance est particulièrement élevé à Garalo, de l'ordre de 126% en moyenne, alors qu'il n'est que de 93% à Tao. Du fait de la jeunesse de la population à Garalo, la proportion des



dépendants enfants est particulièrement élevée, surtout pour les exploitations pauvres. A Tao, ce sont aussi les exploitations les plus pauvres qui ont le plus de dépendants âgés.

Depuis environ deux décennies, la zone de Tao connaît des départs en migration de familles entières à destination de nouvelles zones de colonisation agricole dans la région de Garalo. Cette commune enregistre un flux important de migrants agricoles originaires du vieux bassin cotonnier et du pays dogon.

La culture du coton est ancienne dans les deux zones mais sa généralisation est cependant beaucoup plus ancienne à Koutiala (Tao). Elle a contribué à une différenciation socio-économique des exploitations agricoles familiales. Aujourd'hui, cette répartition semble figée avec, pour les plus pauvres, très peu de perspectives d'amélioration de leur situation à travers l'agriculture, aboutissant à une certaine polarisation. Les changements sociaux majeurs de ces vingt dernières années pour la zone de Tao sont liés au processus d'éclatement des familles du fait de l'adoption par les cadets de nouvelles valeurs sociétales, de l'augmentation des revenus individuels (des cadets surtout) à partir d'activités en grande partie non agricoles, au développement socio-économique des villages à travers la gestion des revenus du coton par les organisations paysannes, et à l'affaiblissement des autorités traditionnelles.

La promotion de diverses organisations paysannes, professionnelles ou communautaires, a favorisé l'émergence d'une nouvelle élite villageoise au bénéfice du développement local et de la mise en œuvre de la décentralisation. A Garalo, où la généralisation de la culture du coton est plus récente, la (re)structuration sociale est plus faible et la différenciation socio-économique des exploitations est moins marquée sur le plan des capacités de production même si une augmentation significative des revenus monétaires générés par le coton a été enregistrée par les exploitants. Les perspectives pour les exploitations les plus pauvres restent favorables en raison du potentiel existant. Les nouvelles institutions suscitées par l'encadrement n'ont encore qu'un impact social limité tandis que les institutions traditionnelles sont fonctionnelles et régissent la vie communautaire dans les villages. L'objectif majeur des exploitations reste essentiellement l'autosuffisance alimentaire.

La pression foncière liée à la densité démographique et à l'accroissement de la population crée des conditions d'instabilité sociale, à travers les conflits fonciers et l'éclatement des exploitations. Le système de tenure foncière dans les deux zones est régi par des règles traditionnelles en dépit de l'existence d'un droit moderne. Les contraintes liées à la terre, l'affaiblissement des institutions locales et les pratiques d'intensification culturale à Tao ont exacerbé les conflits dont l'origine est la volonté de récupération de parcelles prêtées depuis plusieurs générations. Ces conflits opposent très souvent des membres des lignages fondateurs, qui sont les anciens propriétaires coutumiers, à des membres des lignages alliés, principaux bénéficiaires du système de prêt de la terre. Si ces conflits perdurent, le risque de crise sociale est élevé. A Garalo, en revanche, du fait de la disponibilité en terres, le défrichement reste libre et les conflits fonciers sont quasi inexistantes. Cependant, si le rythme d'arrivée de nouveaux migrants n'est pas maîtrisé, la situation pourrait se dégrader compte tenu des rivalités d'usages entre autochtones et migrants et de l'incapacité des autorités locales à gérer les questions foncières.

L'accroissement de la population a entraîné une intensification des systèmes de production dans la zone de Tao à travers un *ager* (terroir cultivé en continu) stabilisé et une tendance des producteurs à mettre en valeur des parcelles dans des zones moins favorables et normalement dévolues aux parcours du bétail. Les friches et les jachères ont disparu dans cette zone. Les producteurs sont toutefois conscients que le maintien de la fertilité des



sols est lié à l'épandage de la fumure organique et à l'utilisation d'engrais chimique. Ces deux pratiques sont généralisées sur toutes les cultures à des doses élevées, particulièrement sur les parcelles de coton, et ce quelles que soient les catégories d'exploitation.

La commune de Tao connaît un niveau de développement social et économique relativement élevé. Elle est dotée d'infrastructures et d'équipements pour les services sociaux de base, les échanges économiques, le crédit, etc. L'ancienneté de l'intervention de l'organisme de développement et l'impact de la culture du coton, dont les revenus générés contribuent à renforcer la participation des populations à la réalisation de ces investissements, expliquent en grande partie la différence de développement des infrastructures et équipements collectifs entre ces deux zones. Par ailleurs, les relations semblent fortes entre densité démographique et émigration en milieu rural, surtout dans la zone de Tao où les villages de la commune connaissent depuis environ deux décennies une émigration vers de nouvelles zones de colonisation agricole. Cette émigration est la conséquence du prolongement des différentes stratégies foncières locales pour pallier les contraintes et l'insécurité foncières liées au système de prêt de terre, de plus en plus contesté par les propriétaires fonciers coutumiers. Au contraire, le niveau de développement de la commune de Garalo est plus faible et se limite à quelques infrastructures et équipements réalisés grâce à l'appui d'ONG. Garalo est une zone d'accueil qui connaît depuis environ deux décennies des flux importants d'immigrants liés à la disponibilité de terres de culture et aux conditions climatiques favorables à l'agriculture.

La perception de bien-être de la part des populations semble fortement lié aux revenus monétaires générés par la vente du coton et les possibilités d'accès aux services sociaux de base. En effet, pour la quasi-totalité des populations de Tao, leur état de bien-être au cours des quinze dernières années s'est amélioré du fait essentiellement de l'augmentation des revenus monétaires tirés de la vente du coton et autres activités génératrices de revenus, et de l'amélioration des conditions d'accès aux services de santé, d'éducation et de formation, à l'eau potable et au marché. En revanche, dans la commune de Garalo, où ces revenus monétaires sont plus faibles et l'accès à ces services sociaux de base plus limité, c'est une plus faible proportion de la population (39%) qui déclare ressentir cette amélioration, alors qu'elle est ressentie par toutes les catégories de la population à Tao (100% chez les riches et les intermédiaires et 86% chez les pauvres). A Garalo, l'amélioration est ressentie seulement parmi les exploitations aisées et intermédiaires.

Conclusions et implications politiques

La zone de Tao est confrontée à quatre défis majeurs :

- 1) la disparition des parcours pour un cheptel en nette croissance alors que l'association agriculture-élevage est indispensable pour assurer la fertilité des sols et l'intensification agricole ;
- 2) les difficultés croissantes d'approvisionnement en bois de chauffe et l'absence d'alternative pour une énergie domestique accessible ;
- 3) la tendance à la baisse des prix et des rendements du coton alors que cette culture a été jusqu'à présent le moteur du développement économique et social dans les villages ;
- 4) une pression foncière de plus en plus forte avec la multiplication des conflits et leur pérennisation qui pourrait engendrer à terme des crises majeures.



Le développement durable de la zone apparaît ainsi compromis. Il paraît difficilement concevable que les nouvelles générations puissent rester travailler et vivre sur ces terroirs avec un niveau de vie minimal, sans que des innovations technologiques permettent une augmentation forte et rapide de la productivité et que des innovations institutionnelles permettent une gestion apaisée des relations sociales et, en particulier, de la question foncière. Selon l'avis des chefs d'exploitation de cette zone, les jeunes générations assureront leur avenir par l'émigration ou par leur conversion à une activité non agricole.

La zone de Garalo, du fait de la faible pression sur les terres et de l'introduction plus récente de la culture du coton, n'est pas soumise aujourd'hui à ces contraintes et les paysans voient leur avenir dans la mise en valeur progressive de leur terroir. Cependant, cette zone est aujourd'hui un front pionnier avec une pression croissante des migrants et des pratiques culturelles trop peu intensives. Le développement durable de cette zone apparaît tout aussi compromis si des mesures appropriées ne sont pas prises pour prévenir, d'une part, les problèmes fonciers entre autochtones et migrants et assurer, d'autre part, une mise en valeur durable des ressources.

Eclairant les évolutions en cours dans des zones de saturation foncière et d'extension de la culture du coton, les résultats permettent de dégager quelques actions de recherche prioritaires :

- 1) actualiser de la carte d'occupation des sols de la zone Sud du Mali, nécessaire à l'élaboration de schémas d'aménagement ;
- 2) approfondir la connaissance des interrelations entre modes traditionnels de gestion et nouveaux pouvoirs locaux issus de la décentralisation ;
- 3) mener un programme de recherche spécifique sur le foncier qui apparaît aujourd'hui comme l'une des contraintes principales au développement durable.



3.5. NE1. Transitions agraires en zones semi-arides à forte croissance démographique au Niger

Présenté par Harouna Mounkaila

Résumé

L'agriculture nigérienne connaît de profondes mutations sous l'influence de nombreux facteurs climatiques, démographiques, sociaux, environnementaux, etc. Ces mutations qui aboutissent à la recombinaison des systèmes agraires constituent la « transition agraire ». Quelles sont les modalités de cette transition au Niger ? Quels sont ici les enjeux et les exigences du développement durable ? Après avoir décrit la diversité des situations agro-écologiques dans la zone d'étude, les régions de Maradi et Tillabéri, trois scénarios ont été comparés, correspondant aux réponses politiques aux problèmes de population. Les résultats ont mis en avant le rôle déterminant de la migration dans le maintien des espaces de départ et, plus largement, dans la transition agraire.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

L'agriculture nigérienne connaît de profondes mutations sous l'influence de nombreux facteurs tels que le climat, les techniques, la démographie, l'environnement socioéconomique et culturel, les politiques agricoles, la démocratie et le mode de gouvernance. Ces mutations qui aboutissent à la recombinaison des systèmes agraires constituent ce que l'on appelle la « transition agraire ».

La recherche de l'équipe Pripode NE1 est de cerner les modalités de cette transition au Niger, dans deux régions semi-arides caractérisées par une forte croissance démographique. Il s'agit de comprendre les enjeux et les exigences du développement durable. Ces thématiques sont fondamentales au Niger dont l'économie, à l'instar des autres pays sahéliens, repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Les systèmes de production générés par ces activités avaient relativement bien fonctionné jusqu'au milieu des années 1970 avant de connaître une crise persistante, à travers des difficultés à couvrir les besoins alimentaires de la population, sous l'effet conjugué de facteurs tels que l'évolution démographique, les changements climatiques, les modes d'exploitations du milieu et les politiques et stratégies de développement. La réduction de la croissance démographique est l'un des objectifs de la Politique de Population adoptée par le Gouvernement du Niger en 1994, à ceci près que les messages et les programmes insistent exclusivement sur l'espacement des naissances et non sur leur limitation.

L'analyse des interactions entre ces facteurs, de leurs conséquences et des stratégies d'adaptation mises en œuvre permet d'appréhender la capacité de résilience des sociétés. En effet, ces interactions induisent soit une différenciation ou une disparition des systèmes existants, soit des dynamiques de transition vers de nouveaux systèmes de production. C'est précisément ce phénomène de transition agraire qui a été abordé à travers un ensemble de questions. L'agriculture restera-t-elle marquée par une logique de subsistance ? Du fait de l'importance de la pauvreté (66% au Niger), des agricultures en dessous du seuil de renouvellement ou du seuil de capitalisation vont-elles se développer et s'imposer dans certaines régions, voire dans l'ensemble du pays ? L'accroissement démographique et le phénomène urbain peuvent-ils générer le développement d'une agriculture articulée à des



marchés rémunérateurs ? L'hypothèse majeure est que la migration joue un rôle structurant de cette dynamique de développement et de transition agraire.

Méthodologie

Pour aborder le premier thème de recherche sur les aspects démographiques, des données sur la population ont été récoltées à partir de trois sources : les recensements généraux de la population (1977, 1988 et 2001), les recensements administratifs et les enquêtes nationales réalisées au Niger au cours de ces vingt dernières années. Elles portent sur les effectifs de population, les densités, les taux d'accroissement, l'urbanisation et les migrations. Le deuxième thème renvoie au contexte climatique : zonage et phytogéographie, profil des risques environnementaux selon les régions. Quant au troisième thème, il s'agit d'un état des connaissances sur les systèmes de production par les statistiques disponibles. Pour ce faire, le matériau a consisté en des données d'enquêtes et de recherche sur les pratiques agricoles et de gestion des ressources naturelles susceptibles d'influencer la dynamique des systèmes agraires, ainsi que des statistiques nationales agricoles couvrant la période 1960-2002 avec comme variables les superficies, les rendements, les productions des principales cultures vivrières et de rapport, ainsi que les charges animales.

Dans le cadre de l'étude, deux régions suffisamment contrastées sur les plans géographique, sociologique, démographique, environnemental et de l'histoire agraire ont été retenues : Maradi et Tillabéri. Les enquêtes ont été réalisées pour la région de Maradi, dans le département d'Aguié (terroirs villageois de Dan saga et de Gassakoli) et, pour la région de Tillabéri, dans le département de Kollo au niveau du Fakara (terroirs villageois de Danchandou, Gorou Yéna, Tigo - Tégui). L'enquête démographique a porté sur les migrations, notamment l'exode, et leurs conséquences sur les systèmes de production. Dans l'enquête sur les systèmes de production, ce sont surtout les modes d'exploitation du milieu rural et leurs conséquences sur le milieu et les modes de gestion des ressources qui ont retenu l'attention.

Un travail de modélisation des perspectives d'évolution 2005-2050 de la démographie au Niger a été réalisé selon trois scénarios articulant chacun des hypothèses de travail, à travers le recours au modèle de Bongaarts (1982) : le scénario tendanciel, le scénario dit « d'appel à l'action » et le scénario de réduction rapide de la fécondité. Ces trois scénarios soutiennent deux hypothèses communes, l'une d'évolution de la mortalité associée à la maîtrise de l'épidémie du VIH/Sida et l'autre d'un solde migratoire nul pour les migrations internationales.

Résultats

Contexte de l'agriculture au Niger : pression anthropique et risque environnemental

Il ressort de l'analyse du contexte national et régional d'exercice de l'agriculture au Niger que la crise de l'agriculture nigérienne qui a débuté dans les années 1970 perdure et s'aggrave sous le poids de la démographie, du changement climatique, des pratiques agricoles et des itinéraires techniques pour l'essentiel caducs. Cette agriculture, du fait de sa faible productivité, ne peut pas supporter le scénario démographique tendanciel actuel. Le scénario interventionniste d'« appel à l'action » peut donner une marge de manœuvre relative pour d'une part, promouvoir des actions de prévention des graves crises écologiques, alimentaires et socioéconomiques à venir, dont les premières manifestations aiguës sont apparues en 2004, précisément dans la région de Maradi et, d'autre part, engager des actions de



développement durable. Ce scénario exige cependant un engagement politique fort et une mobilisation de tous les acteurs concernés pour mettre en œuvre les réformes qu'il nécessite.

Sur le plan démographique, il implique :

1) le libre choix de la population d'utiliser diverses méthodes contraceptives efficaces, ce qui devrait se traduire par une augmentation réaliste et régulière de l'utilisation de la contraception ;

2) une liberté plus grande concernant les mariages qui se traduirait par une réduction majeure des mariages précoces et, par conséquent, une diminution de la proportion de femmes mariées entre 15 et 19 ans ;

3) le maintien d'une durée élevée de l'allaitement maternel, bénéfique à la santé des enfants et de leur mère et une sensibilisation permanente sur ce point.

Sur le plan agronomique et de la préservation du capital naturel, seuls les efforts d'investissement dans l'équipement rural de base, dans la formation et dans l'organisation des producteurs peuvent freiner les évolutions en cours.

La durabilité du développement agricole se pose donc avec la même acuité aux niveaux national et régional. Cependant, des spécificités interrégionales existent : la région de Maradi est une zone de saturation foncière. La gestion de la fertilité des terres à travers la jachère a quasiment disparu pendant que le développement de la pauvreté annihile les capacités d'accès aux intrants des agriculteurs. La population de Maradi et sa densité sont respectivement de 1,2 fois et 2,6 fois supérieures à celles de la région de Tillabéri. Là, si l'action des jachères dans la remontée biologique des terres a significativement baissé, son rôle dans l'approvisionnement en bois énergie, en fourrage et en pharmacopée reste encore important.

Actuellement, les dispositions politiques, institutionnelles et juridiques en vigueur au Niger pour prendre en charge ces différentes dimensions du développement durable, notamment les interactions agriculture-environnement-démographie, sont contenues dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Ces interactions à l'origine des dynamiques agraires peuvent être mieux appréhendées à travers l'analyse des modes d'exploitation du milieu rural à une échelle plus locale.

Modes d'exploitation du milieu rural, migrations et transition agraire

Face à la baisse généralisée des rendements des cultures et de la production des pâturages du fait des itinéraires techniques inadaptés, des effets du changement climatique et des parasites des cultures, les paysans mettent en œuvre des pratiques et stratégies d'adaptation. Parmi elles, on peut citer la gestion de la fertilité des sols (fumure organique, fumure minérale, jachère et défrichement), la diversification des cultures, la production et vente d'animaux, la lutte contre les parasites.

Plusieurs activités génératrices de revenus permettent aux paysans d'atténuer les effets du déficit vivrier consécutif à une sécheresse. Dans les régions rurales de Maradi et de Tillabéri soumises à une forte croissance démographique, les migrations se sont accélérées au cours de ces dernières décennies en raison de la dégradation de l'environnement et des conditions climatiques défavorables qui ont contribué à augmenter l'insécurité alimentaire. Ces migrations s'intègrent parfaitement dans les stratégies d'adaptation à l'évolution des systèmes agraires incapables d'assurer les besoins alimentaires des populations.



Les mouvements migratoires seraient l'une des conséquences des mauvaises récoltes. En effet, l'insuffisance des récoltes constitue la motivation principale du départ en migration pour plus de la moitié des migrants. Les motivations secondaires sont, entre autres, la recherche de revenus complémentaires, la recherche de la dot et l'attrait pour une autre vie.

Les migrations dans ces deux régions sont caractérisées par leur nature temporaire et circulaire. En effet, ce sont les migrations saisonnières qui prédominent. Ainsi, la majorité des migrants de retour ont déclaré avoir passé de trois à six mois dans leurs lieux de séjour.

La plupart des personnes migrent pendant la saison sèche ou peu après les récoltes et reviennent généralement avant les premières pluies. L'analyse du profil des migrants montre que ceux-ci sont majoritairement des hommes jeunes. En effet, plus de deux tiers des migrants de retour ont moins de 40 ans. La majorité d'entre eux débute leur vie migratoire à moins de 20 ans.

Les flux migratoires se déclinent en migrations internes et externes. Les migrations internationales sont principalement dirigées vers le Nigeria pour les ressortissants de la région de Maradi et le Togo, le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire pour les ressortissants de la région de Tillabéri.

Les revenus de la migration contribuent essentiellement à la survie des exploitations. En effet, le premier poste d'utilisation des ressources générées par la migration est l'achat de vivres. La migration joue ainsi un rôle important dans la réduction de l'insécurité alimentaire. Les migrations ne s'inscrivent pas dans une logique d'abandon des espaces de départ, mais contribuent plutôt au maintien de leur peuplement. Il est alors légitime d'affirmer que le sort des paysans est désormais lié à leur mobilité spatiale, d'autant plus que les migrations constituent une des adaptations majeures aux contraintes des systèmes de production.

Les ressources de la migration sont cependant susceptibles d'être investies dans l'agriculture à travers l'acquisition d'un champ, l'achat d'intrants comme les semences améliorées, les engrais, les outils aratoires. L'utilisation des ressources migratoires pour moderniser l'exploitation, acquérir des moyens mécaniques, augmenter le cheptel et le patrimoine foncier, financer une main-d'œuvre agricole ou même payer des vivres, participe à la transformation des systèmes agraires. Cependant, ces investissements ne sont visibles que lorsque la situation alimentaire le permet car dans les régions soumises à une insécurité alimentaire chronique, les ressources migratoires sont essentiellement utilisées à des fins de survie. Dans ce cas, la migration est rarement une opportunité d'accumulation ou d'investissement dans l'exploitation agricole.

Dans la zone de colonisation agricole récente, les migrations contribuent à l'accroissement de la population et à celui de la pression sur les ressources naturelles. L'impact sur l'environnement se traduit par l'augmentation de la pression foncière sur les terres mises en culture et par la réduction des réserves foncières.

Conclusions et implications politiques

A la lumière des principaux résultats, on note que face aux contre-performances de l'agriculture nigérienne et aux défis d'un développement agricole durable (forte croissance démographique, accès, contrôle et gestion des ressources, règlement et éradication des sources de conflits intra et inter communautaires, investissement et amélioration de la performance des systèmes de production pour lutter contre l'insécurité alimentaire, etc.), les populations développent et adaptent leurs pratiques et leurs stratégies. Il ressort que ces populations et leurs organisations socioéconomiques et professionnelles traditionnelles ne



sont pas préparées pour relever des défis lancés à une agriculture évoluant dans un tel contexte. Le niveau de pauvreté est élevé, la compétition pour l'accès aux ressources et leur contrôle s'accroît pendant que leur dégradation (terres de culture et de parcours, forêt, faune, etc.) a atteint un seuil qui nécessite plus d'organisation, plus de méthodes, de sensibilisation, de formation, de réflexions communes, de partage des connaissances et d'expériences.

Dans cette perspective, les organisations socioprofessionnelles nées à la faveur du désengagement de l'Etat du secteur productif agricole, d'une part, et à celle du processus démocratique, d'autre part, viennent combler un vide institutionnel. On assiste depuis les années 2000 à une nouvelle dynamique organisationnelle dans les régions : émergence des groupements au niveau villageois et union des groupements à l'échelle des cantons. Ces organisations de base où les femmes sont souvent bien représentées constituent le nouvel espoir des populations par rapport à leurs attentes. En effet, malgré leur caractère récent, ces organisations socioprofessionnelles ont commencé à prendre en charge un certain nombre de préoccupations. A côté de ces organisations paysannes, d'autres structures ont fait aussi leur apparition comme les mutuelles d'épargne et de crédit, la radio rurale.

Cette nouvelle donne, en relation avec les structures traditionnelles (chef de canton, chef de village, imam, professionnels de l'élevage, etc.), conduit de plus en plus à la création de cadres de concertations dont l'objectif est de satisfaire plusieurs attentes comme l'implication de l'ensemble des acteurs dans la gestion des ressources naturelles et la résolution de conflits entre éleveurs et agriculteurs, la réflexion collective et le partage de connaissances et expériences entre les intervenants dans la gestion des ressources naturelles, ainsi que la mise en place de structures de diffusion de l'information



3.6. MG2. Perception de l'environnement et attitude des paysans malgaches face aux projets de développement rural

Présenté par Charles Rakotondrafara

Résumé

Mené dans une commune rurale des Hautes Terres malgaches, ce projet vise à décrire les relations entre d'une part, les facteurs démographiques, économiques, sociaux des habitants et d'autre part, leurs attitudes et perceptions face à l'environnement et aux projets de développement. La méthode, largement interdisciplinaire, s'appuie sur une analyse croisée de plusieurs sources de données collectées sur le terrain et synthétisées : enquêtes quantitatives, entretiens thématiques, cartes et SIG, modélisation. Les résultats indiquent d'abord que les théories malthusiennes et boserupiennes sont trop frustrées pour étudier la relation population-environnement-développement au niveau local, ensuite que les aspects organisationnels sont dans la zone d'étude un facteur important de blocage dans le processus du développement.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Madagascar connaît une croissance démographique annuelle moyenne de 2,8%, consécutive à une fécondité particulièrement élevée (indice synthétique de fécondité de 6 enfants par femme en 1997). Selon le Fnuap, pour 25,6% des femmes, il existe une demande de planification familiale non satisfaite. L'espérance de vie est de l'ordre de 55 ans. En 1999, plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La grande majorité de la population rurale demeure enclavée et ne dispose pas d'infrastructures modernes : 71% de la population ne dispose pas d'accès à l'eau potable et 62% n'a pas accès aux services de santé de base. Le pays est classé au 153^e rang sur un total de 174 en ce qui concerne l'indice de développement humain (IDH). En milieu rural, l'autoconsommation est le mode principal de survie.

Quant aux problèmes écologiques, on peut mentionner la menace de la disparition de la biodiversité, l'exploitation forestière et les impacts de la culture sur brûlis. En 1994, les forêts ne couvraient plus que 9 à 10 millions d'hectares contre 15 millions dans les années 1950. Un rapport des Nations Unies (1999) fait mention des nombreux dangers auxquels était soumis actuellement le potentiel productif du pays : dégradation des sols, disparition d'importantes superficies cultivables, diminution des ressources hydriques, etc.

Des recherches thématiques sur ces trois composantes ont bien sûr été menées à Madagascar, surtout dans leur composante environnement/ressources naturelles, mais peu de travaux se sont intéressés aux interactions PDE, malgré les recommandations de l'Agenda 21 de la Conférence de Rio et celles du Programme National de Population malgache dont un des objectifs est « d'enrayer la spirale de la dégradation en réconciliant la population avec son environnement ». Une des stratégies d'action proposée par le Programme National de Population est justement « d'intensifier les recherches sur les interactions entre la population, les ressources naturelles et l'environnement ».

C'est dans ce contexte que le programme Pripode MG2 a étudié les relations PDE dans une zone rurale à Madagascar. Il s'agit de comprendre les liens existant entre la perception de l'environnement et d'autres variables démographiques, économiques, sociales, agricoles ou foncières. Situer les paysans dans leur environnement est un préalable à une interrogation plus vaste : quelle est l'attitude des paysans face aux projets de développe-



ment ? En effet, la multitude des projets de développement existant ou ayant existé à Madagascar n'a pas abouti aux résultats escomptés si l'on s'en tient aux grands indicateurs démographiques et économiques énumérés ci-dessus. Au-delà des résultats analytiques et des implications potentielles en matière de politiques de développement, un autre objectif du programme est de mener une réflexion méthodologique sur la manière d'étudier les relations PDE.

Méthodologie

L'approche du programme Pripode MG2 est d'étudier conjointement les stratégies démographiques, économiques et de gestion des ressources dans une zone rurale des Hautes Terres malgaches. Celle-ci est constituée de neuf *fokontany* (villages) dans la commune d'Ampitatafika, sous-préfecture d'Antanifotsy, préfecture d'Antsirabe, province d'Antananarivo. Le territoire concerné couvre une superficie d'environ 50 km² pour une population de 1621 ménages, soit 7820 personnes. Le problème qui est étudié ici est de définir le plus précisément possible les représentations de l'environnement de la part d'une population rurale (selon des variables démographiques, économiques, sociales, agricoles, techniques et foncières) et de voir les liens qui existent entre ces représentations et l'attitude face aux projets de conservation environnementale et à la gestion des ressources.

L'approche est résolument interdisciplinaire. La question foncière a été abordée par des économistes, démographes, sociologues et géographes. La gestion de l'environnement et de la ressource en eau a donné lieu à des investigations d'un point de vue économique, agronomique et géographique. La gestion de crise suite à une hausse du prix du riz a été étudiée par des économistes, sociologues et démographes. La diffusion de l'innovation a été l'occasion d'un échange de points de vue entre économistes, démographes et géographes. Une mission d'expertise de deux semaines sur le terrain (2005) a permis à des étudiants en agronomie et en géographie de se confronter mutuellement à la question des relations entre systèmes agraires et environnement. La phase de modélisation a aussi été une occasion de confrontation des points de vue. Le choix du thème retenu (l'innovation en matière agricole), la nature des données à recueillir et les modèles ont été discutés par une équipe d'économistes, géographes et démographes.

Le parti a été pris ici de combiner les méthodes d'analyse. L'Enquête Référence, qui est le socle du programme MG2, a été conduite par 26 étudiants auprès de 1621 ménages. Les principaux résultats ont été exposés à Antananarivo à l'occasion du rapport d'étape. Deux enquêtes complémentaires autour des thèmes « Environnement et projets de développement » et « Attitude face aux projets de développement » ont été réalisées auprès de 153 chefs de ménage. Il faut ajouter à ce dispositif les entretiens ciblés en malgache (2003), la cartographie, la spatialisation des données et le recours à l'analyse spatiale et statistique, la modélisation (2003-2005). Toutes ces opérations ont été menées de manière complémentaire et interactive. Ce brassage des méthodes a été facilité par la présence continue sur le terrain et dans les bureaux à Antananarivo de la majeure partie de l'équipe.

Résultats

Pertinence des théories PDE à Ampitatafika

Les résultats de l'analyse de la pertinence et de la validité des théories utilisées dans l'étude des relations PDE, confirment ceux de la littérature scientifique depuis une quinzaine d'années. Les théories (néo)malthusiennes et (néo)boserupiennes sont des types



idéaux trop tranchés pour avoir une pertinence à des échelles fines de temps et d'espace. Pour étudier la relation PDE au niveau local, mieux vaut prendre le parti de la complexité. Autre résultat, le relâchement de certaines hypothèses du modèle économique néo-classique standard autorise une meilleure analyse des comportements du monde rural des pays en développement. La rationalité économique peut se comprendre en mettant l'accent sur la minimisation des risques en lieu et place de la maximisation des revenus, et en raisonnant sur des entités décisionnelles familiales et non pas individuelles. Quant aux mécanismes de coordination et d'échanges, il faut les appréhender dans leur contexte socio-économique, celui des réseaux sociaux de solidarité.

Environnement : perception et attitudes

Dans la zone d'étude, la très large majorité des paysans se sentent concernés par les problèmes d'environnement (95% des chefs de ménage). Ils ont tout à fait conscience du lien entre les activités humaines et la dégradation ou la protection de l'environnement. Le faible degré de connaissances techniques limite fortement l'innovation dans les pratiques agricoles. Rares sont les agriculteurs d'Ampitatafika qui déclarent avoir reçu une formation ou une aide technique en matière agricole. Les agriculteurs peuvent néanmoins faire preuve d'innovation si le risque d'une nouvelle pratique est très faible. L'aide et la connaissance techniques aident beaucoup à limiter ce risque, ainsi que les mécanismes d'imitation des paysans entre eux. L'adoption de ces pratiques est aussi plus fréquente dans les ménages dont le chef est alphabétisé, qui sont plus aptes à s'affranchir de la coutume et des contraintes sociales.

De même, plus la superficie de la terre exploitée est importante, plus les pratiques protégeant l'environnement, par exemple la fertilité du sol, sont nombreuses au sein des ménages. Le revenu joue ici un rôle important, car la mise en place puis l'entretien des aménagements ont un coût et les ménages les plus nécessiteux peuvent hésiter à prendre des risques en modifiant leurs techniques de culture. Ils cherchent avant tout à assurer leur auto-subsistance. Enfin, un résultat intéressant est que plus le nombre d'individus dans le ménage est élevé, plus le ménage développe des pratiques agricoles « protectrices ». Cette relation s'explique notamment par le fait que certaines familles de faible effectif peuvent manquer de main-d'œuvre pour certaines pratiques d'entretien agricole.

Quelles sont, dans ce contexte de pauvreté, de forte densité où la taille réduite des parcelles et la faible fertilité de certaines terres limitent les rendements agricoles, les possibilités et les capacités d'adaptation des familles ? Quelles sont les stratégies démographiques, économiques mises en œuvre et quels sont leurs impacts sur l'environnement ? Les stratégies les plus fréquentes consistent à multiplier les sources de revenus via des activités non agricoles ou des activités agricoles en dehors d'Ampitatafika. Environ un cinquième des actifs ont une seconde activité de type saisonnier, vers des zones de culture (légumes, fruits) ou de production (artisanat, menuisier, briquetier, maçon). Certaines de ces stratégies aident à préserver l'environnement en limitant la pression sur les terres. D'autres, en revanche, sont plutôt un facteur de dégradation comme, par exemple, la fabrication de briques, qui est une pratique particulièrement nocive pour la fertilité des sols. Cependant, rares sont les familles qui abandonnent totalement l'agriculture.

L'approche locale menée à Ampitatafika a permis de spécifier quelques mécanismes d'interaction entre population et environnement. Un des résultats marquants ici est que l'effectif du ménage, et donc le nombre d'enfants, ne sont pas le facteur déterminant de la dégradation des ressources naturelles. Entre la population et l'environnement, le rôle d'interface du système de production économique et agricole est ici confirmé.



Les projets de développement

A côté de l'analyse proprement statistique, l'étude a montré que quasiment toutes les variables de perception de l'environnement présentent une forte structuration spatiale. On a ainsi identifié des oppositions spatiales entre des groupements de lieux où les ménages ont des perceptions identiques de l'environnement, soit d'amélioration, soit de dégradation. Au-delà des conditions physiques ou des pratiques culturelles, ces différences sont liées aussi à une conscience collective déterminée par un lien social intense. Dans leur perception de l'environnement, les individus intègrent aussi d'autres facteurs que ceux liés à la simple distance euclidienne. Par exemple, le fait d'être physiquement proche de routes carrossables et pistes menant à une route nationale, ne signifie pas pour autant que les individus se sentent proches de cette dernière car ils intègrent avant tout les problèmes d'accessibilité et la qualité du service offert.

La commune d'Ampitatafika, malgré des atouts en terme de localisation (en bord de route, à moins de 100 km de la capitale), connaît un faible développement, absolu et relatif par rapport aux communes avoisinantes, alors que plusieurs microprojets de développement ayant trait à l'agriculture ont été mis en place depuis de nombreuses années. On dénombre aussi quelques projets de plus grande envergure, comme par exemple les crédits octroyés aux paysans depuis les années 1980 par la Banque pour les Paysans, en collaboration avec le gouvernement. La commune a en effet déjà reçu à deux reprises un « Plan Communal de Développement » en 2003 et 2005, qui sont des projets d'initiative publique financés par les institutions internationales et/ou le gouvernement. Seulement 7,6% des chefs de ménage savent « bien » ou « un peu » à quoi sert un tel plan et 85,3% « pas du tout ». La population ne sent pas concernée par lui, et même si 39% des individus pensent qu'il est utile pour la commune, seulement 3,8% estiment qu'il correspond à leurs attentes personnelles.

Au niveau individuel, seul un chef de ménage sur dix a adhéré à des projets de micro-crédits. La peur de ne pas pouvoir rembourser est omniprésente et, très souvent, elle renvoie à une expérience mal vécue. Ainsi, deux tiers des ménages ne souhaitent pas adhérer aujourd'hui à ce type de projet. Mis à part des facteurs d'échec assez classiques (financement insuffisant, retard dans les versements, mauvaise gestion), d'autres raisons sont à rechercher dans l'attitude des paysans qui justifient leur manque d'initiative en évoquant souvent l'héritage de la période collectiviste (années 1970-1980), au cours de laquelle l'Etat prenait toutes les initiatives dans les choix productifs. Un autre argument concerne la prise de risque que comporte toute adhésion à l'innovation, considérée comme extrêmement dommageable pour les paysans, d'autant qu'il n'existe aucun système d'assurance en cas d'échec. Et les risques auxquels est confrontée la population étant nombreux, la probabilité d'occurrence est perçue comme relativement élevée : risques climatiques, risques d'insécurité foncière ou risques sociaux. L'Enquête Référence a montré que 73,0% des emprunts se faisaient au sein de la famille, 20,6% de la population s'adressant à un ami ou à un voisin. Pourtant, si les deux tiers des emprunts concernent des sommes relativement modestes, presque 10% des emprunts sont relatifs à des sommes importantes, supérieures à 300 000 Fmg (45 euros), qui ne sont pas demandées à des organismes professionnels.

Un autre exemple est celui de l'adoption de l'innovation. Des enquêtes ont été menées dans le village de Mananetivohitra (74 ménages) pour savoir dans quelles conditions les paysans avaient adopté une innovation : le passage de la riziculture « en foule » à la riziculture « en ligne ». L'analyse indique qu'il aura fallu trente ans pour que la majorité de la population adopte la culture en ligne, alors que celle-ci ne représente pas une innovation



majeure ou très risquée, d'après les spécialistes. L'adoption d'une nouvelle technique a donc lieu lorsque tous les doutes ont été évacués. De plus, des cataclysmes naturels ayant mis en péril les cultures au début des années 2000 ont abouti à la désadoption partielle de l'innovation.

Les aspects communautaires et collectifs sont donc déterminants dans le processus d'adoption de l'innovation, plus particulièrement quand elle est proposée par des projets de développement. L'enquête « Environnement et projets de développement » l'indique clairement : les paysans préfèrent s'appuyer sur des structures associatives pour s'inscrire dans des projets de développement, à condition que celles-ci soient constituées de membres en qui ils ont entièrement confiance.

Conclusions et implications politiques

La saturation de l'espace agricole, l'exiguïté des terres cultivées et l'absence de débouchés monétaires autres qu'agricoles aboutissent à de nouvelles stratégies démographiques et économiques de la part des ménages. Primo, ceux-ci intensifient les cultures en multipliant les cycles cultureux et les spéculations au cours d'une même saison. Secundo, ils diversifient les sources de revenus en vendant leur force de travail comme salarié agricole, sur place ou en migration. Tertio, les jeunes couples commencent à essayer de limiter leur descendance mais la croissance démographique naturelle reste très élevée et le modèle agricole qui prévalait jusque là ne suffit plus à assurer ne serait-ce que l'alimentation de base du ménage.

De manière générale, le souci de préservation de l'environnement naturel et d'aménagement anti-érosif des parcelles est présent à l'esprit des paysans mais il se heurte à une vision à court terme guidée à la fois par la pauvreté et l'insécurité sur la propriété foncière. Les perspectives d'un développement durable semblent donc être hypothéquées par l'absence de débouchés économiques locaux et par une diminution de la quantité et de la qualité des terres, pour des générations futures en forte croissance démographique.

L'analyse montre ici que les freins au développement sont avant tout de nature organisationnelle, les paysans craignant le risque de toute entreprise innovante. Il faut raisonner dans un contexte qui est celui de la grande pauvreté et où les seuls mécanismes assurantiels sont ceux de la solidarité familiale et villageoise. Le glissement du lien social de la sphère économique (entraide agricole) vers la sphère socioculturelle (invitations croisées aux cérémonies traditionnelles, entraide sur la construction de la maison) est significatif de l'émergence de comportements économiques plus individualistes. La question est alors de savoir comment transférer alors une capacité de structuration organisationnelle pour mutualiser les activités économiques et trouver des débouchés monétaires à la production agricole sur le marché des grandes villes proches ?

En conclusion, les résultats du programme de recherche Pripode MG2, centré sur les interrelations PDE dans toute leur complexité, indiquent que l'analyse doit s'accompagner d'une évolution des modes de description des phénomènes. Interdisciplinarité, détermination des échelles, prise en compte des aspects spatiaux, même à une échelle très réduite, et modélisation sont des concepts-clés à mobiliser et à intégrer dans l'analyse, tout comme l'est le rôle de la composante organisationnelle dans la définition et la mise en place de projets de développement, qu'ils soient de nature environnementale ou autre.



3.7. Discussion des résultats présentés à la séance 1

Discutant : Simon Batterbury

Les études qui viennent de nous être présentées illustrent une série d'importantes transformations en cours dans le milieu rural en Afrique et en Asie du Sud-Est. Le terme « transformation » se réfère ici à l'idée d'un changement général d'un état comprenant plusieurs éléments. Le changement, dans ces études, se produit non seulement dans les systèmes de production agricole eux-mêmes, mais aussi au niveau de l'environnement naturel et des populations qui y vivent. Dans chaque cas de figure, la relation PDE est loin d'être similaire au cours du temps car elle dépend des forces politiques, économiques et environnementales qui la sous-tendent. Toutefois, quelques leçons générales peuvent être tirées.

Les transformations agraires sont, à l'origine, guidées par une tension entre les structures de contraintes et d'opportunités, environnementales et sociales, ainsi que par les capacités et les actions humaines. Différentes institutions jouent le rôle d'intermédiaire entre ces structures et l'action humaine. Je cite un extrait d'un travail du British Department for International Development effectué en 2004 : « Les caractéristiques structurelles incluent les ressources humaines et naturelles, économiques et les structures sociales. Les institutions sont les règles qui structurent le comportement des agents. Elles peuvent renvoyer à des institutions formelles ou informelles. Les agents sont des individus et des organisations qui poursuivent des intérêts particuliers ».

Ces recherches du programme Pripode mettent en évidence le rôle important que jouent les facteurs démographiques et économiques en structurant et en encadrant les compétences des agents dans l'action et dans leurs modes d'adaptation. Dans ces régions rurales, les résultats montrent les changements actuels que les populations ont choisis, ou ont été forcées de choisir, afin d'assurer leur bien-être. Ces résultats nous informent aussi sur les forces à l'œuvre dans le changement. Elles se concrétisent autour des prix des produits, et cela est particulièrement évident pour les agriculteurs ouest-africains soumis aux cours du marché mondial du coton, de la dynamique des marchés internationaux, des politiques publiques. L'incertitude qui pèse sur le devenir de la production agricole joue aussi un rôle. Ces facteurs ont créé de nouveaux modèles de gestion du changement, avec des incidences à la fois sur les modèles culturels et sur le bien être socio-économique.

Concernant les systèmes agraires eux-mêmes, on peut distinguer d'une part, l'intensification agricole endogène, généralement induite par des densités de population en croissance et par la réduction des superficies de terres disponibles. C'est ce que Boserup appelait la pression créatrice. D'autre part, il existe une intensification exogène impulsée par les politiques élaborées par les gouvernements ou diverses institutions, qui incitent au changement technique et à l'adoption de nouveaux modes de production.

C'est ainsi qu'au Laos et au Vietnam, il y a eu des interventions politiques ou militaires des gouvernements. Au Laos, les exploitants des hautes terres qui cultivaient l'opium ont été encouragés à s'installer sur les terres de plaine où ils ont développé de nouvelles cultures plus diversifiées. Cette politique « incitative » a permis par la suite de générer une intensification endogène grâce aux plantations d'hévéas, parallèlement à l'augmentation de la densité de la population.



Au sud du Burkina Faso et au sud du Mali, la terre a été offerte pour l'établissement de peuplements. Une politique d'incitation a été entreprise en direction des agriculteurs de régions densément peuplées dans ces deux pays afin de s'installer dans de nouvelles régions.

À Madagascar, l'étude est menée dans une région densément peuplée et dans laquelle il n'y a pas eu de politiques publiques marquantes en matière d'intensification agricole. Nous sommes assez proches ici d'un système agraire involutif, c'est-à-dire au sein duquel la pression de la population a conduit à l'appauvrissement de la disponibilité en terre, alors que l'émigration n'est pas encore très significative. Dans ce cas, l'intensification apparaît stoppée par la grande pauvreté et par les nombreux défis auxquels la population doit faire face et dont les capacités s'en retrouvent bridées. Le micro-crédit pourrait peut-être améliorer quelque peu la situation mais les agriculteurs sont peu enclins à y adhérer par crainte de ne pas pouvoir rembourser.

La situation au Niger est encore différente. Le Niger a bénéficié d'une aide significative au développement, avec de fortes pressions sur les ménages pour qu'ils adoptent de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles. Des changements dans le Code Rural ont été institués dans les années 1990 pour attribuer aux agriculteurs à Maradi des droits sur les arbres plantés par eux. Cela a conduit à une dynamique positive d'investissements, grâce à une plantation considérable d'arbres et un reboisement de zones entières de terres pourtant densément peuplées. Par conséquent, ce changement politique a induit un cercle vertueux et les conflits fonciers, qui ont pu être observés en zone cotonnière au Mali, ont été évités ici.

Au Vietnam, les zones étudiées témoignent d'une remarquable intensification qui a permis d'aboutir à de très fortes densités de population, beaucoup plus élevées que celle atteinte en Afrique. L'étude montre que les possibilités de développement sont meilleures dans les zones connaissant des densités très élevées, en accord avec la thèse bosserupienne de l'intensification. Dans les régions moins peuplées, c'est davantage sur la diversification des cultures que se reposent les ménages, assortie d'une immigration dans les zones de plaine, l'ensemble apportant une légère croissance économique. L'approche au niveau national proposée dans l'étude n'a pas montré comment ces tendances générales se traduisaient localement dans les changements de stratégies productives des ménages ou des communautés, mais elle illustre bien comment les grands cadres des réformes nationales et la politique économique du pays ont généré des transformations démographiques et environnementales.

La diversification des moyens de subsistance est centrale dans tout système de production en milieu rural. Ce qu'on relève de ces études est l'apport de la composante migratoire à cette stratégie de diversification, autorisant le plus souvent une marge de manœuvre supplémentaire aux ménages.

Loin de s'enraciner en milieu rural et de diversifier ou d'intensifier leur production agricole sur les mêmes parcelles, de plus en plus de paysans font le choix de la mobilité, que ce soit en établissant de nouveaux peuplements comme au Laos, en migrant temporairement pour des durées plus ou moins longues, comme au Burkina Faso, au Mali et en Afrique du Sud ou en se déplaçant vers de nouvelles régions, ce qui est observé au sud du Burkina Faso et au Vietnam.

Si l'agriculture reste vivace parmi les ménages, ces mouvements migratoires posent néanmoins les délicates questions de la valeur du travail extra-agricole, des conditions de



vie des migrants sur les lieux d'accueil et de la réalité des opportunités internationales ou régionales offertes aux ménages des pays et des zones en difficulté.

D'autres études du programme Pripode, par exemple celles sur le Maroc ou sur les mouvements transsahariens, confirment que la migration interne du rural vers l'urbain ou la migration internationale dans d'autres pays en développement atténuent rarement la pauvreté rurale sur les lieux de départ, ce qui signifie que la production locale reste essentielle. Ainsi, une question empirique à laquelle il est difficile de répondre à partir de ces études, est de savoir comment l'argent du migrant est utilisé, s'il est renvoyé vers la zone d'origine et dans quelle proportion. De l'équipe du Niger, on apprend que le volume global de ces petits montants s'accroît à travers une migration de plus en plus conséquente mais l'argent du migrant sert essentiellement pour assurer la survie sur les lieux de départ sans permettre réellement aux villageois de la région de Tillabéri d'accumuler davantage de richesse.

Enfin, les travaux soulèvent la question de savoir si l'intensification rapide de l'exploitation agricole est possible sans conflits au sujet de la terre ou d'autres ressources naturelles. Au Mali, on a relevé des conflits suite à l'incertitude montante qui règne sur les profits du coton et à la baisse des revenus au cours des dernières années. Ceci a amené les propriétaires de la terre à réoccuper des parcelles qu'ils louaient jusque-là à d'autres exploitants. La conséquence en a été une accentuation de l'émigration, le plus souvent internationale vers le Ghana et la Côte d'Ivoire. De tels conflits pourraient également émerger dans des régions nouvellement ouvertes à des formes d'installation similaires. Dans ces deux types de cas, les conflits sont médiatisés par des institutions nationales ou régionales, le Mali connaissant quelques cas de gouvernance décentralisée. Ce dernier système est bien avancé également dans les zones de peuplement au sud du Burkina Faso, comme Kompienga.

Pour conclure, l'ensemble de ces études démontre que les ménages se donnent la possibilité d'une certaine marge de manœuvre, par le biais de la diversification de la production et de la mobilité. Les configurations existantes sont variées et répondent aux conditions démographiques et au mode de développement. Maintenant, il est rare que ces trajectoires d'adaptation suivies par les ménages aboutissent à une réelle croissance économique durable.



Questions-débat

Question de Heather D'Agnes à Sithong Thongmanivong (LA1)

J'ai une question de clarification. Y a-t-il un système de gestion des ressources naturelles ? Vous avez parlé de le promouvoir, mais y a-t-il déjà quelque chose en place ?

Réponse de Sithong Thongmanivong

Oui, dans la région étudiée, il existe déjà un projet soutenu par le gouvernement allemand, un projet de développement rural. Ce projet est en cours, il y a eu des investissements et il y a également une participation de la population locale. Mais cette participation reste cependant assez faible et nous aimerions à l'avenir faire en sorte que la participation des populations locales soit réelle et effective et que ce ne soit pas uniquement une aide extérieure qui procède à ces planifications. Il est très important que la population locale participe véritablement et il faut pour cela développer une méthodologie. Ce type d'action est en cours.

Question de Jockey Baker Nyakaana à Dao The Tuan (VN6)

Il semblerait que le développement ait un impact négatif sur l'environnement. Vous montrez une augmentation de la population et une détérioration de l'environnement. Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour éviter l'échec d'une croissance qui se révélerait non durable ?

Réponse de Dao The Tuan

Comme je l'ai mentionné, le développement du Vietnam est en ce moment induit par les organisations internationales avec une influence néo-libérale très forte. Dans la presse, le développement rural au Vietnam est positivement apprécié par les économistes, mais nous pensons que ce développement n'est pas durable. C'est un problème sur lequel nous travaillons pour convaincre les économistes qu'il faut changer la stratégie de développement.

Question d'Alex de Sherbinin à Ibrahima Cissé (ML2)

Pourquoi est-ce que la zone de Bougouni n'a pas été occupée auparavant par des cultivateurs ? Est-ce qu'il y avait des maladies là-bas ou bien était-ce une zone de forêts denses ou autre chose qui n'a pas permis aux gens de cultiver auparavant ?

Réponse d'Ibrahima Cissé

Effectivement, ce sont les deux facteurs essentiels. Le principal facteur est qu'il s'agit d'une zone

d'infestation de la mouche tsé-tsé et il a fallu un grand programme d'éradication de cette épidémie, ou tout au moins de sa diminution pour que les populations commencent à venir. Et puis, c'est aussi une zone très forestière dont le relief est extrêmement difficile. Les populations préféraient se tourner plutôt vers l'élevage, l'exploitation de l'or et également les plantations. Comme c'est une zone frontalière, les populations s'adonnaient plus à du trafic et le développement de l'agriculture n'y avait pas été favorisé.

Question à Harouna Mounkaila (NE1)

Que signifie le « cadre de concertation » pour satisfaire les attentes des populations ?

Réponse de Harouna Mounkaila

Nous avons constaté dans le cadre de nos recherches, qu'avec le désengagement de l'Etat et la démocratisation, il y a un certain nombre de structures socioprofessionnelles qui se sont mises en place en milieu rural. Il est donc intéressant de voir dans quelle mesure on peut faire en sorte que ces structures, avec les autorités locales ou les chefs traditionnels par exemple, puissent se retrouver dans le cadre de la gestion, que ce soit la gestion des conflits ou la gestion des ressources naturelles dans un sens plus large.

Question de Jockey Baker Nyakaana à Harouna Mounkaila (NE1)

Dans votre exposé, vous avez dit que les activités de migration au Niger, surtout vers le Nigeria, étaient considérées comme une activité de développement. Pourriez-vous nous expliquer davantage comment cette migration contribue au processus de développement du Niger ? Ensuite, y a-t-il des implications pour l'environnement suite à cette migration ? De quelle façon cela permet-il de développer les différents secteurs ? Enfin, cette migration est-elle suivie de près par le gouvernement ou se fait-elle de façon individuelle ? Et qu'en est-il de la migration internationale en dehors de l'Afrique, est-ce qu'elle contribue au développement ou est-ce simplement une stratégie de survie ?

Réponse de Harouna Mounkaila

Merci, c'est un plaisir pour moi de répondre à ces différentes questions. J'ai beaucoup travaillé sur les questions de migration, notamment dans la région de Tillabéri. Effectivement, j'ai constaté dans mes recherches que ces migrations sont essentiellement des migrations de survie parce que l'essentiel des ressources qui sont générées par ces migrations sont des ressources qui sont utilisées dans la satisfaction



des besoins alimentaires des populations. Et ces ressources contribuent de façon très importante à la réduction de l'insécurité alimentaire. Il y a très peu d'opportunités en ce qui concerne les investissements qui seraient issus des ressources générées dans le cadre de ces migrations, c'est un constat général. Au niveau du secteur agricole et du secteur productif, il y a très peu d'investissements. Au niveau de l'élevage, de temps en temps lorsque les gens ont suffisamment de ressources et lorsqu'il n'y a pas de problèmes alimentaires, alors ils peuvent parfois investir dans le bétail mais c'est rare. On a constaté, au niveau de la région de Maradi, des petits investissements dans le domaine agricole, notamment dans l'acquisition d'engrais, car dans la région les gens utilisent de plus en plus d'engrais minéral. On voit donc une petite partie des ressources utilisées dans l'investissement mais l'essentiel des ressources de la migration sert à satisfaire les besoins alimentaires, c'est là leur premier poste d'utilisation. Voilà en ce qui concerne les investissements.

Pour les migrations et leur impact sur l'environnement, ce qui nous intéresse ici concerne surtout la région de Tillabéri. Dans les années 1970-1980, il y a eu des sécheresses qui ont concerné l'ensemble des régions sahéniennes. On a constaté des mouvements assez importants de population, notamment des secteurs nord de la région de Tillabéri vers les secteurs sud. Dans les années 1970, dans ces secteurs sud, c'est surtout le département de Say qui était concerné. C'est un département de la partie sud-ouest de la région, qui a été choisi dans les années 1970 pour un projet de transfert de population mais qui n'a finalement pas été mis en place. Ce projet avait été monté dans l'optique de transférer les populations des secteurs nord de la région, qui sont confrontées au problème de la sécheresse, vers différentes zones du sud où existent des disponibilités en terme de culture puisque ce sont des terres qui ont été soustraites à l'onchocercose. Il y avait là un faible peuplement compte tenu de cette maladie qui sévissait. Mais le projet a avorté en 1978. Dans les années 1970, il y a eu des migrations spontanées de population qui se sont intensifiées avec la sécheresse de 1984. Elles se sont poursuivies en 2004 parce que l'Etat a déclassé une partie de la réserve de faune adjacente au parc du W et 110 000 hectares sur 140 000 hectares ont été déclassés. Dans les années 1970, l'objectif était de transférer les populations au niveau de cette zone. Ce projet a échoué et ce sont les commerçants et les fonctionnaires qui se sont accaparés les terres en signant bien évidemment des contrats avec les services de l'environnement. Ces différents acteurs, avec la crise économique des

années 1980, ont lâché prise mais malgré tout, il y a eu un redéploiement assez important de population. On constate pour cette zone un accroissement moyen annuel de la population supérieur à 7% entre 1977 et 1988. Dans un des cantons où existe cette réserve, l'accroissement a été supérieur à 14% par an en moyenne. C'est un chiffre très important et qui pose des problèmes énormes en matière d'environnement puisque les migrants qui sont dans ces zones et qui viennent des régions qui sont situées dans les secteurs nord de la région de Tillabéri, développent des pratiques qui sont très prédatrices pour les ressources naturelles. Et ce sont ces pratiques qui ont été exportées dans ces différentes zones. C'est donc un problème aigu pour l'environnement.

Maintenant, en ce qui concerne les migrations internationales, vous savez que le Niger joue une triple fonction. Premièrement, le Niger est un pays d'émigration essentiellement vers les pays de la côte comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin, le Nigeria, le Togo, un peu aussi vers l'Afrique Centrale, le Gabon, le Cameroun, le Congo, et de plus en plus vers le Maghreb. L'émigration internationale en dehors de l'Afrique est très faible, ce n'est pas ce qu'on observe au Mali, au Sénégal ou en Mauritanie. Depuis les années 1990, on observe un certain regain d'intérêt pour les Etats-Unis mais c'est très marginal. Il en est de même pour l'Europe, même s'il existe des communautés nigériennes à Marseille et à Lyon, notamment qui viennent de la région de Tawa, une sous-région située entre la région de Tillabéri et Maradi. Deuxièmement, le Niger est une zone de transit puisque de nombreux migrants venant de pays situés un peu plus au sud transitent par le Niger pour aller dans les pays magrébins. Troisièmement, le Niger est aussi un pays d'immigration mais celle-ci n'est pas très développée.

En ce qui concerne le suivi par les politiques, je peux dire que c'est une politique du « laisser-faire » dans le domaine des migrations. Les pouvoirs publics ont une perception négative des migrations internationales. L'opinion publique pense que ceux qui vont à l'extérieur, ce sont des gens qui ne rapportent rien. La stratégie consiste à développer des actions au niveau local pour inciter les gens à ne pas partir. Au niveau sous-régional, il existe des textes sur la libre circulation des personnes et des biens mais quand on regarde l'intention de ces textes et la réalité, ce sont deux choses distinctes.

Quant à l'impact des migrations sur le développement, comme je l'ai dit tout à l'heure, à partir du moment où ces migrations sont essentiellement des migrations qui servent à satisfaire les besoins alimentaires de la population et qu'il y a très peu de ressource



ces qui sont affectées à l'investissement dans le domaine productif, c'est très difficile de dire que l'impact sur le développement est important. Ce ne sont pas vraiment des sommes farineuses qui sont transférées, comme on le voit dans certaines régions du Mali, de la Mauritanie ou du Sénégal. Ce sont des ressources qui servent essentiellement à la survie. On peut y voir plusieurs logiques. Il y a d'abord une logique que je qualifierais de logique de diversification, d'augmentation de revenus des ménages. Lorsqu'il n'y a pas de problèmes de sécurité alimentaire, les migrations contribuent à accroître les revenus des ménages. La deuxième logique est une logique que l'on peut qualifier de stratégie d'adaptation et c'est surtout ce que l'on voit dans le cadre des migrations circulaires, de va-et-vient qui, dans certaines régions, sont l'élément essentiel du maintien du peuplement. Cela consacre en quelque sorte la formule « partir pour rester », s'il n'y avait pas les migrations, peut-être ces régions seraient-elles complètement désertées. Lors des années de paroxysme climatique en 1973, en 1984, il y a eu des redéploiements de population mais on n'a pas assisté à une contraction au niveau des zones de départ. Les villages n'ont pas été abandonnés, même s'ils ont été vidés d'une partie de leurs habitants.

Question de Jacques Bongolomba à Ibrahima Cissé (ML2), Charles Rakotondrafara (MG2), Dao The Tuan (VN6).

J'ai plusieurs questions à poser. Je commence par Ibrahima Cissé. Je voudrais d'abord connaître l'impact réel de la culture du coton dans l'économie des ménages. J'aimerais aussi savoir quelles sont les politiques en matière de reboisement ainsi que les politiques d'arbitrage des conflits fonciers, dans ces zones qui sont gouvernées par les autorités locales et communales. La question suivante est pour Charles Rakotondrafara de Madagascar. Existe-t-il des organisations de micro crédit rural et quelle est leur efficacité pour les projets de développement rural dans la zone que vous avez étudiée ? Enfin, je m'adresse à Dao The Tuan et j'aimerais qu'il me dise quel est le statut des femmes dans l'accompagnement du développement économique et social en termes de régulation de la fécondité, ainsi que le rôle du programme de planning familial ?

Réponse d'Ibrahima Cissé

Concernant la question de l'impact réel de la culture du coton, on peut répondre à plusieurs niveaux. Je me limiterai à celui des producteurs. Pour ceux-ci, la production du coton constitue la principale source sûre de revenus monétaires, étant donné que le prix

du coton est fixé et que toute la production est achetée. Donc, les produits du coton sont sûrs d'être vendus. C'est différent pour les autres cultures comme les céréales où les cours sont très fluctuants, où l'Etat n'intervient pratiquement pas. Pour le paysan de la côte du Mali, le coton est donc avant tout une source d'argent sûre. Le deuxième impact réel qui explique pourquoi les paysans s'accrochent à la culture du coton, c'est la certitude d'accès au crédit, surtout au crédit agricole. Et ce que l'on constate, malgré la baisse du prix du coton, est que les paysans avec cette possibilité d'accéder aux intrants, l'utilisent pour développer d'autres cultures, et surtout la culture céréalière pour assurer leur sécurité alimentaire. Pour l'Etat, au niveau du PNB, le coton est la principale culture d'exportation. Jusqu'aux années 1994-1995, c'était la principale source de devises et à partir de 1998, c'est l'or qui arrive comme principale production, le coton en deuxième et l'exportation de bétail en troisième.

Quant à votre question au sujet de la politique de reforestation, je peux dire que nous avons également des politiques, des schémas, des plans depuis les années 1990, surtout après la conférence de Rio. Mais le problème se pose au niveau de l'application, les limites de l'Etat deviennent alors très patentes. On constate que c'est surtout avec l'appui de certains partenaires techniques et financiers que se réalisent les codes de la reforestation ou bien de l'agroforesterie. Ce sont donc là des actions très ponctuelles, très limitées et très ciblées. Il n'y a pas de vaste mouvement, de véritable politique de mise en œuvre à l'échelle nationale où toutes les études sont faites, où les plans d'ensemble sont élaborés et les coûts estimés. Le problème de mise en œuvre se pose alors.

Concernant enfin les politiques d'arbitrage en matière foncière, évidemment nous avons un code domaniale et foncier qui a été élaboré mais l'Etat encourage surtout des cadres de concertation au niveau communautaire ou local. Au niveau des communautés, ce qui est surtout mis en œuvre, ce sont des commissions de prévention et de gestion des conflits qui fonctionnent plus ou moins bien.

Réponse de Charles Rakotondrafara

Pour les micro crédits dans notre zone d'étude, un chef de ménage sur dix a affirmé avoir déjà adhéré à un projet de micro crédit. Sur cette partie de population, 50% ont été satisfaits et 50% ne l'ont pas été. A l'heure actuelle, les deux tiers des chefs de ménage disent ne pas vouloir adhérer à un système de micro crédit. Tout cela est arrivé par une expérience malheureuse dans les années 1980, où l'on a commencé



à mettre en place un système de micro crédit mais malheureusement, ce fut une année terrible, la grêle a détruit toutes les cultures et les paysans ont dû vendre des terres pour rembourser. Depuis, la peur de ne pas pouvoir rembourser et de vendre une part du patrimoine domine, ce qui fait qu'il n'y a pas de système de micro crédit.

Réponse de Dao The Tuan

Au Vietnam, la relation entre le développement et la fécondité n'a pas été très étudiée par les démographes jusqu'ici mais nous avons constaté une réduction de la fécondité très rapide. Il y a vingt ans, au début de la période de la rénovation du Vietnam, le taux de croissance de la population était de 2,3-2,5% par an alors qu'il est aujourd'hui de 1,3%. C'est une réduction très rapide mais on ne connaît pas l'impact du programme de planification familiale mis en place par le Gouvernement sous la pression des organisations internationales. Notre équipe est une des premières à poser le problème et nous avons vu que les régions où la pression démographique est la plus forte se développent plus vite que celles où la densité de population est faible. C'est un problème très important qu'il faut approfondir. Dans un deuxième temps, si le niveau de vie de la population augmente, et au Vietnam il augmente très vite, la réduction de la croissance démographique suit dans le sillage. Il y a trois ou quatre ans, quand on a pris conscience que le taux de croissance de la population continuait à diminuer, certains ont dit qu'il fallait peut-être arrêter les programmes de planification familiale et laisser aux couples toute liberté de décider du nombre de leurs enfants, car au Vietnam il y a la politique « des deux enfants ». La question n'est pas tranchée, elle est en débat à l'Assemblée nationale. La fécondité risque alors de remonter car chaque famille souhaite avoir au moins un garçon et donc les familles qui ont deux filles souhaitent avoir un troisième enfant en espérant que ce soit un garçon. Pour éviter les avortements sélectifs, il est maintenant interdit de faire des échographies pour savoir le sexe de l'enfant mais c'est très difficile de faire respecter ceci.

Question d'Alex de Sherbinin à l'ensemble des intervenants

Puisque nous avons parlé de planification familiale, il me semble que dans un certain nombre des études de cas qui ont été présentées, il existe des taux de fécondité élevés, sept enfants par femme à Madagascar, des taux de croissance de 3% au sud du Niger, au Mali plus de 2%, également des taux de croissance de la population très importants en Afrique du Sud, au Laos. J'aimerais savoir si vos recherches se

sont penchées sur les raisons des prises de décision en milieu familial. Est-ce qu'il existe des théories populaires qui ont été développées par les économistes sur l'externalisation de la fécondité, c'est à dire que, dans une famille faisant face à une situation de dégradation des ressources, il serait plus utile, plus profitable d'avoir davantage d'enfants malgré le manque de ressources ? Je ne sais pas si c'est exact mais il y a peut-être d'autres raisons qu'économiques d'avoir des familles nombreuses, cela peut être pour des raisons de coutume, de religion ou simplement parce que il n'y a pas d'alternative considérée comme possible : on a l'habitude d'avoir des familles nombreuses. Vous venez également, Dao The Tuan, de poser la question de la mortalité infantile et de la volonté d'avoir au moins un enfant masculin survivant pour perpétuer la famille. Est-ce qu'il s'agit d'un calcul économique rationnel au niveau des ménages de dire « nous voulons avoir plus d'enfants pour pouvoir en envoyer un ou deux ailleurs » ou peut-être en fonction de l'idée que « plus de bras signifie plus de ressources » ou y a-t-il d'autres mécanismes ? Cela dépend également sans doute de l'accessibilité à la planification familiale, car si ce service n'est pas accessible, les couples ne vont tout simplement pas considérer cette option.

Réponse de Dao The Tuan

C'est un problème très complexe que les démographes doivent encore étudier. Dans la prise de décision en matière de fécondité, il y a beaucoup de variables en jeu. Prenons par exemple le facteur foncier au Vietnam. En 1993, une loi foncière a été votée qui divise la terre équitablement entre les enfants. Très rapidement, il n'y aura plus vraiment de redistribution si les enfants sont nombreux.

Réponse de Sithong Thongmanivong

Je peux dire quelques mots bien que notre étude ne vise pas à faire des investigations poussées en la matière. Ce que nous avons observé néanmoins est que la planification familiale n'est pas une pratique très courante au Laos, du moins dans la région étudiée. Le taux de mortalité est assez élevé dans cette région, qui est une région quelque peu isolée et où les populations ont encore un mode de vie assez traditionnel. La culture y est assez différente de ce que l'on trouve dans les régions de plaine. Par exemple, c'est une région traditionnellement où l'on n'accepte pas les naissances jumelles. Il y a également d'autres pratiques traditionnelles locales, notamment en ce qui concerne le mariage. Un mariage peut intervenir uniquement lorsqu'il y a déjà des enfants, c'est-à-dire que les concubins vivent ensemble et lorsqu'ils ont



des enfants, ils se marient. La planification familiale est donc une notion très lointaine pour les populations de ces régions. La tradition familiale veut que l'on ait environ quatre ou cinq enfants par famille et la population du Laos continue largement à croître.

Réponse de Charles Rakotondrafara

Concernant Madagascar, sur le plan national l'impact de la pauvreté sur la fécondité est assez simple. N'ayant accès ni au crédit ni aux techniques modernes de culture améliorées, comme les semences améliorées ou les engrais minéraux, les ruraux se rabattent sur la main-d'œuvre familiale pour augmenter effectivement leur production. Maintenant, concernant la zone d'étude, mes collègues démographes pourront sans doute apporter plus de précisions.

Réponse de Frédéric Sandron

Dans la zone d'étude du programme Madagascar, nous observons quelque chose d'assez classique, ce que les démographes appellent, même si ce terme est très critiqué, une fécondité naturelle, c'est-à-dire qu'aucun moyen n'est mis en œuvre, aucune contraception, aucun recul de l'âge au mariage, aucune stratégie dans le système d'alliance ne sont mobilisés pour réduire la fécondité. Donc, il s'agit vraiment d'une stratégie de maximisation de la fécondité. Comme l'a mentionné Charles Rakotondrafara, au niveau national l'indice synthétique de la fécondité est aujourd'hui de l'ordre de 5,7 enfants par femme en milieu rural selon la dernière Enquête Démographique et de Santé de 2003. Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde et l'on sait que les gens raisonnent en terme d'enfants survivants, c'est pourquoi face à des taux de mortalité très élevés, une des rares stratégies possibles est de maximiser le nombre d'enfants. En outre, Madagascar est un pays rural à 75% et effectivement la notion de main-d'œuvre familiale sur les champs est très importante. Les résultats de la zone d'étude vont donc bien dans le même sens que les résultats nationaux.

Réponse de Harouna Mounkaila

Pour l'équipe du Niger, au niveau de la démographie, nous nous sommes surtout appesantis sur les projections de population. Ce que je peux dire sur la prévalence contraceptive, c'est qu'il y a une enquête qui a été menée en 2006 dans le cadre des Enquêtes démographiques et de santé qui a montré que le niveau de prévalence est de 11%, avec 5% pour les méthodes modernes et 6% pour les méthodes traditionnelles, c'est-à-dire l'utilisation de grigri par exemple. On voit aussi que le gros problème à ce niveau est que compte tenu de la pauvreté et des difficultés de sen-

sibilisation, les gens n'ont pas accès aux différentes structures leur permettant d'utiliser les méthodes contraceptives modernes. Le niveau de fécondité est ainsi de 7,1 enfants par femme. Il était encore supérieur à ce chiffre au moment de l'enquête de 1998, et si l'on constate une légère baisse, elle n'est pas très significative. C'est pour cela que si les tendances se poursuivent, c'est-à-dire si le rythme d'accroissement actuel de 3,3% se maintient, il y aura 55,8 millions d'habitants d'ici 2050. Il y a déjà aujourd'hui avec 13 millions d'habitants beaucoup de problèmes pour assurer la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Compte tenu des ressources dont dispose l'Etat et dont disposent les populations, si ce rythme se maintient il y aura d'énormes problèmes. D'où la nécessité de maîtriser cette croissance et c'est pourquoi nous avons développé le scénario « appel à l'action » qui combine la limitation du mariage précoce, qui est surtout une réalité dans la région de Maradi, l'encouragement de l'allaitement maternel et puis l'amélioration de l'utilisation des méthodes contraceptives modernes et surtout de leur efficacité. Si vous utilisez le grigri, qu'est-ce que ça peut empêcher ?

Réponse d'Ibrahima Cissé

Pour le cas du Mali, nous n'avons pas étudié spécifiquement la question de la fécondité. Mais nous avons fait quand même la comparaison des pyramides des âges entre les deux zones, c'est-à-dire la zone de Koutiala qui connaît un niveau de développement relativement plus important, et l'autre zone où il n'y a pas de coton et qui connaît un niveau de développement beaucoup plus faible. Quand on observe la pyramide des âges, dans la zone moins développée du sud, donc Garalo, on en déduit une fécondité naturelle, des taux de fécondité très élevés et des taux de mortalité aussi très élevés. La pyramide a une base très large, un taux de dépendance là encore très élevé et c'est la zone aussi où l'on trouve un type de famille plutôt nucléaire, c'est-à-dire que les familles ne sont pas composées de plusieurs ménages. La moyenne y est d'un ménage et demi, donc plutôt de petite taille. Par contre, du côté de Koutiala, où l'on a un niveau de développement plus important, on constate avec la présence des centres de santé une fréquentation élevée des femmes dans ces centres, aussi bien pour l'espacement des naissances, la planification familiale, la santé maternelle et infantile. C'est incontestable, si bien qu'on peut se poser la question de savoir si les problèmes de fécondité ne sont pas un simple problème de développement. Peut-être que si toutes les mesures et si les conditions de développement étaient réunies dans ces milieux ruraux, la population



irait vers l'espacement des naissances. C'est en tout cas cette tendance que l'on constate.

Question de Francis Gendreau à Dao The Tuan (VN6) et Charles Rakotondrafara (MG2)

Je voudrais intervenir sur deux points. Le premier, dans le prolongement de ce qui vient d'être dit, pour rappeler que par rapport aux situations qui nous ont été décrites, on a une très grande diversité en termes de caractéristiques démographiques des pays ou des régions étudiés. Quand Dao The Tuan nous parle du delta du Fleuve Rouge, il faut savoir que c'est là une densité rurale de 1 000 habitants au kilomètre carré. Gourou, dans sa célèbre thèse de 1936, avait déjà constaté la très forte densité. Il avait dit que ce n'était plus possible ou que ça n'allait plus être possible très longtemps or c'est encore possible aujourd'hui car si j'ai bien compris l'exposé de Dao The Tuan, c'est la région qui semble le mieux réussir actuellement. Sur le plan de la planification familiale, là aussi il y a des diversités d'accès qui sont très grandes. C'est vrai qu'à Madagascar, au Niger ou au Mali, il y a des taux de prévalence contraceptive très faibles, y compris parce qu'il n'y a pas de système opérationnel de planification familiale et qu'il n'y a pas de centre de planning familial. Alors qu'au Vietnam, il y a une politique très volontariste du gouvernement depuis déjà de nombreuses années. Je ne sais pas quel est le taux de prévalence contraceptive au Vietnam mais je crois que c'est de l'ordre de 60% ou 70%, c'est une autre dimension. Au Vietnam, la dernière Enquête Démographique et de Santé de 2002 ou 2003 indique deux enfants par femme, donc nous sommes loin des six ou sept enfants par femme à Madagascar ou au Niger.

Le deuxième point sur lequel je voulais intervenir est plus une question. Les exposés, et je pense surtout aux deux pays que je connais le mieux, Madagascar et le Vietnam, n'ont pas beaucoup parlé de la question de l'urbanisation. Ce sont deux pays qui sont relativement peu urbanisés mais dans des situations de forte densité comme le delta du Fleuve Rouge ou, comme le décrit Charles Rakotondrafara, une situation où il y a une pression sur la terre avec une superficie par personne qui diminue de génération en génération, une réponse possible des populations consiste à émigrer, notamment vers les villes, comme on le voit au Vietnam ou dans d'autres régions. On nous a parlé des hauts plateaux du centre qui connaissent une très forte migration en provenance du delta du Fleuve Rouge où il y a eu tous les problèmes du café. A Madagascar, la commune que vous avez étudiée est assez proche de Tananarive, environ 100 kilomètres, mais il ne me semble pas

que vous ayez parlé de l'attraction de Tananarive, que ce soit pour des migrations définitives ou pour des migrations saisonnières, afin justement de minimiser les risques que vous évoquiez. Et de façon plus générale, par rapport à ces fortes densités rurales et à la question du développement, est-ce qu'il n'y a pas le problème d'une urbanisation qui n'est pas suffisante pour générer du développement ? Je crois que c'est le cas au Vietnam où les experts de la Banque Mondiale disent que la politique du gouvernement vietnamien qui, jusqu'à il y a une quinzaine d'années était de freiner l'urbanisation, n'est pas bonne. Actuellement, il y a un certain rattrapage mais Dao The Tuan dans son exposé avait l'air de plutôt plaider pour le développement d'une diversification des activités en dehors des activités agricoles en milieu rural avec les villages « métiers » ou des petites villes. Qu'est ce que vous pensez de ce qui se passe actuellement au Vietnam avec cette urbanisation assez rapide ?

Réponse de Dao The Tuan

Je n'ai pas eu le temps de vous en parler mais l'urbanisation est effectivement une question très importante. Il y a un problème qui se pose au Vietnam : les statistiques d'urbanisation ne reflètent pas la réalité parce que les statisticiens utilisent la densité de la population pour définir la ville et la campagne. Or, au Vietnam, il y a des villages dont la densité de population est plus élevée que les villes. C'est pourquoi il est très difficile de définir l'urbanisation à partir des statistiques. Dans le nord du Vietnam, comme Francis Gendreau l'a dit, dans le delta du Fleuve Rouge, nous avons plus de 1 200 personnes par kilomètre carré. Il y a plusieurs villages dans lesquels la densité de la population dépasse la densité des villes. Dans ces régions là, si les paysans développent des activités non agricoles, il y a un processus d'urbanisation spontanée.

J'ai un exemple qui est celui du développement des villages autour de la ville d'Hanoi. La ville d'Hanoi réfrène l'urbanisation pour des problèmes d'infrastructure. Tout un processus est enclenché pour freiner l'urbanisation tandis que dans les villages aux alentours, il n'y a pas de mécanismes de ce genre et l'urbanisation se fait d'une façon spontanée, même sans infrastructure, même sans investissement du gouvernement. C'est un problème que nous sommes en ce moment en train d'étudier car ce problème d'urbanisation spontanée coûtera sûrement très cher dans le futur. Mais si les gens peuvent développer les emplois à partir des activités non agricoles, ils ne quitteront pas la campagne. Au contraire, il y a des régions, des « villages métiers » qui attirent même



la population d'autres régions, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'exode rural dans ces régions. Connaissant une forte densité de population, la province de Thai binh était la province la plus intensive du Vietnam, maintenant le processus de migration et d'exode rural est très rapide. On y observe un processus de féminisation de l'agriculture car tous les hommes partent. C'est une situation très complexe.

Réponse de Charles Rakotondrafara

Dans la zone d'étude, la migration à long terme vers le milieu urbain n'est pas envisagée de manière prioritaire par les ménages. On y envoie effectivement les enfants et les jeunes adultes s'il y a un réseau de solidarité qui peut les prendre en charge mais sinon ce sont surtout les migrations saisonnières qui sont pratiquées.

Question de Joseph Assan

Je voudrais commenter les aspects de diversification évoqués à plusieurs reprises. J'ai une question et d'abord un commentaire. Nous avons mené des études au Ghana qui montrent que la diversification dans un contexte rural ne mène pas toujours à l'arrêt de la dégradation de l'environnement mais peut y participer. La diversification des activités nécessite l'utilisation de ressources qui viennent de la terre, par exemple l'utilisation du bois de chauffage, la production de charbon, ce qui provoque une dégradation encore plus importante de l'environnement si vous n'avez pas une situation bien contrôlée, bien limitée. La diversification a des impacts sur l'économie des ménages lorsqu'il s'agit d'une stratégie de réduction de la pauvreté mais elle joue aussi un rôle quant à la pression sur les terres agricoles. Je pense que l'interaction entre la diversification et la gestion des ressources environnementales devrait être une question à étudier davantage à l'avenir. Ma question est la suivante : les équipes ont-elles observé des mécanismes de ce type ?

Réponse de Wayne Twine

Nous ne l'avons pas étudié de manière directe mais nous avons vu que l'utilisation des ressources naturelles constituait un élément de la stratégie de réponse à court terme. C'est une façon de réagir à l'urgence pour les ménages. Ce n'est pas forcément un élément de la stratégie à long terme et je crois que c'est un sujet à étudier à l'avenir que l'impact de ces stratégies à court terme sur l'environnement. Dans notre étude, nous n'avons pas eu de production de charbon mais je sais qu'il y a des régions du Mozam-

bique où c'est un problème très important et ce sont les pauvres dans les régions rurales qui produisent du charbon. C'est une des stratégies pour faire face aux difficultés.

Question de Daniel Tolno à Ibrahima Cissé (ML2)

Je voudrais poser trois questions sur le programme Mali. J'aimerais connaître d'abord la spécificité démographique des zones étudiées par rapport à l'ensemble du pays. La deuxième question porte sur la culture du coton qui comme l'orateur l'a dit, génère des mouvements de population. Or, ces mouvements de populations peuvent créer de nouveaux problèmes sanitaires, liés par exemple à la prostitution. En Guinée par exemple, on constate que dans les zones minières, les mouvements de population créent souvent des problèmes sanitaires. Je voudrais savoir si l'étude s'est intéressée à ces aspects. Le dernier point concerne le travail des enfants : je voudrais savoir si les enfants sont utilisés comme main-d'œuvre pour la culture du coton.

Réponse d'Ibrahima Cissé

Pour répondre très rapidement sur la question de l'utilisation des enfants dans le travail du coton, je vous dirai qu'il n'y a pas de limitation d'âge sur le travail des enfants, que ce soit pour le coton ou pour toutes les autres cultures. Concernant le coton, on remarque que les enfants sont surtout utilisés pour certaines activités très spécifiques comme la récolte où ils participent en grand nombre. Pour les travaux plus pénibles, ils sont généralement épargnés. Les problèmes sociaux liés à la migration que vous évoquez se remarquent surtout dans certains pôles urbains dans la zone cotonnière, là où il y a des usines, là où il y a des activités très diverses. Effectivement, ce sont là des problèmes très généraux d'urbanisation non contrôlée avec toutes les conséquences sociales et sanitaires que vous avez évoquées que l'on remarque beaucoup dans des villes comme Koutiala, dans des villes où il y a des activités agricoles mais aussi industrielles.

Concernant la troisième question sur la spécificité des zones étudiées, effectivement on ne peut pas généraliser à partir de ces études pour l'ensemble du pays. Nous avons privilégié l'analyse d'un certain nombre d'hypothèses pour étudier la problématique PDE, mais on ne peut pas parler de représentativité de ces zones.



4. Restitution des résultats des équipes, séance 2



Séance 2

La relation population-environnement-développement en milieu urbain

Président : Pierre Milleville

L'accent va être mis ici sur la distribution spatiale, à la fois des populations mais aussi des conditions environnementales, du cadre de vie, des services, des infrastructures de manière générale. Les résultats des quatre programmes qui vont être présentés illustrent de manière convaincante l'ensemble de ces points. Ils mettent l'accent sur la rapidité des mutations, sans doute encore plus marquées en ville que dans les zones rurales. Ils mettent aussi l'accent aussi sur un phénomène de disparité tout à fait considérable de l'espace urbain, à la fois en termes de conditions de peuplement, de pauvreté et de conditions environnementales. Les recherches se sont toutes attachées à rendre compte de ces phénomènes et ont pour cela combiné différentes méthodes. Enfin, ces différents travaux présentent des points de vue et des angles d'attaque assez différenciés. Ce faisant, leur mise en perspective va nous permettre à la fois d'avoir des regards assez précis sur un certain nombre de singularités, de spécificités des cas qui seront présentés, mais aussi de dégager des tendances qui dans une large mesure ont valeur générale.



4.1. CG1. Brazzaville. Pauvreté et problèmes environnementaux

Présenté par Hyacinthe Defoundoux

Résumé

Ce projet vise à mieux comprendre les relations de causalité entre pauvreté et environnement dans l'agglomération de Brazzaville au Congo, en mesurant la pauvreté, en analysant le schéma directeur de la ville et en évaluant l'impact des niveaux de pauvreté sur l'environnement urbain. Pour ce faire, l'équipe a mobilisé des données d'archives et du recensement de la population, appuyées par des cartes topographiques, des photographies aériennes et des images satellites, ainsi qu'une enquête thématique par sondage. Les premiers résultats n'indiquent pas de relation de causalité pauvreté-dégradation de l'environnement. Ils révèlent au contraire une disjonction entre la dynamique socio-spatiale et les politiques de gestion de la ville, à l'origine du très faible niveau de développement de Brazzaville.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Brazzaville est une agglomération située sur la rive droite du fleuve Congo et découpée administrativement en sept arrondissements : Makélékélé, Baongo, Poto-Poto, Moundali, Ouénzé, Talangai et Mfilou. La superficie de Brazzaville a connu depuis 1980 une forte augmentation, consécutive à l'adjonction de zones périurbaines à la circonscription administrative d'origine. La pauvreté qui sévit à Brazzaville et au Congo trouve ses origines dans la crise structurelle résultant des différentes politiques (ou absence de politiques) de population, d'urbanisation et de développement qui ont prévalu depuis l'introduction des rapports capitalistes de production, parallèlement aux conflits armés internes, dans la sous-région de l'Afrique centrale au cours de la dernière décennie.

L'équipe Pripode CG1 s'était initialement fixée trois objectifs :

- (1) mesurer la pauvreté en analysant les conditions de vie des ménages et les modalités d'accès aux services sociaux de base ;
- (2) analyser le schéma directeur de la ville de Brazzaville pour une gestion urbaine efficace et durable ;
- (3) évaluer l'impact de la pauvreté sur l'environnement.

Au cours des recherches, il est apparu que les effets de la pauvreté sur l'environnement étaient médiatisés par un ensemble de processus sociaux, c'est-à-dire un contexte social, économique, technologique et organisationnel. Aussi, deux objectifs nouveaux ont été fixés, à savoir :

- (1) déterminer le consentement à payer des ménages pour l'amélioration de la qualité de l'environnement ;
- (2) évaluer le coût de la gestion de l'environnement, de manière générale, et des déchets ménagers, en particulier.

D'après ce qui précède, la situation économique générale a contribué à la baisse de revenu des ménages à Brazzaville, d'où l'apparition d'un processus auto-entretenu entre forte croissance démographique, pauvreté et détérioration de l'environnement, hypothéquant les perspectives des générations futures. Partant de cette hypothèse, il a été envisagé de mettre en évidence d'une part, l'intensité de la pauvreté en tenant compte de la dynamique histori-



co-spatiale et de la structure de la population, et de décrire, d'autre part, son évolution, sa répartition, et la relation entre les inégalités économiques (pauvres et moins pauvres) et le cadre de vie.

Méthodologie

L'étude vise donc à cerner les relations de causalité entre pauvreté et environnement, plus particulièrement en s'intéressant au cadre de vie des populations à Brazzaville. La méthodologie est essentiellement basée sur l'exploitation de données d'archives et des données démographiques du recensement général de la population et de l'habitat de 1984 et des estimations à partir des données du recensement général de la population et de l'habitat de 1996 (non validées par le gouvernement), ainsi que les données environnementales tirées des cartes topographiques feuilles de Brazzaville, des photographies aériennes et des images satellites.

Autre méthode, l'enquête par sondage, organisée auprès d'un échantillon de 915 ménages sur 169 305 (estimation 1996) répartis dans les sept arrondissements de Brazzaville. Cet échantillon a été confectionné selon la méthode des quotas avec comme variables de contrôle la taille du ménage, la situation individuelle et le sexe du chef de ménage. Le questionnaire comprend trois volets thématiques : environnement, développement, population.

L'analyse des résultats repose sur des indicateurs de pauvreté issus des travaux de Sen qui distinguent pauvreté monétaire et pauvreté humaine. La pauvreté monétaire est appréhendée à partir des indicateurs monétaires de pauvreté estimés par les échelles d'équivalence. La pauvreté humaine est analysée à travers les indicateurs composites que sont l'IDH et l'IPH-1. L'évaluation de l'environnement est faite à partir de la méthode contingente de Mitchell et Carson (1989) et se rapporte essentiellement ici au cadre de vie.

Résultats

La population

D'une manière générale, on relève les caractéristiques suivantes concernant la population. La taille moyenne du ménage est de 5,52 individus et la moyenne d'âge du chef de ménage est de 43 ans. L'espérance de vie est située à 52 ans. Les tranches d'âges allant de 35 à 54 ans sont les plus dynamiques économiquement et socialement. Les personnes à charge dans le ménage sont principalement les enfants avec une moyenne de trois enfants propres, auxquels s'ajoute en moyenne un individu supplémentaire chaque fois que le ménage s'accroît d'un enfant propre. L'individu supplémentaire est souvent une relation collatérale du chef du ménage ou de son conjoint. On compte 20% des ménages dirigés par des femmes et ces ménages se singularisent par le petit nombre des individus pris en charge (3 à 4).

Plus de 60% des ménages interrogés sont composés d'individus vivant mariés ou « maritalement » et les relations et rapports économiques qui se tissent autour du mariage permettent à la société toute entière d'opérer des transferts de richesses et de valeurs au profit du groupe. C'est surtout dans les arrondissements de Makélékélé et Mfilou que l'organisation de la cellule de vie se structure autour de comportements communautaires.

Le niveau de formation du chef de ménage connaît une distribution particulière. Il existe une rupture dans la continuité de la formation entre niveau d'étude primaire et secondaire et niveau d'études supérieures. Les distributions montrent que l'absence d'un di-



plôme renvoie à des comportements de solidarité communautaire qui sont le propre des arrondissements périphériques, par exemple Mfilou. Les « sans diplôme » recourent à des mécanismes sociaux parallèles d'organisation et de vie des ménages. Un phénomène croissant est la recherche d'une activité professionnelle complémentaire.

Le développement

Le niveau de développement est appréhendé à partir des ressources financières des ménages et de leurs conditions de vie. Les ressources sont affectées à des dépenses alimentaires qui constituent le poste principal du budget des ménages, aux soins de santé, à l'éducation/formation, à l'acquisition d'un habitat rudimentaire et à l'assainissement de l'environnement. Les conditions de vie sont déterminées par le mode de gestion de l'espace urbain, mode qui relève principalement de l'Etat et/ou des collectivités locales.

Si 53% des ménages de Brazzaville restent largement en dessous du seuil de pauvreté, l'existence d'une forte disparité dans les revenus des ménages est apparue. Le revenu mensuel moyen du groupe des agriculteurs, des élèves et étudiants et des chômeurs, s'établit à moins de 45 000 FCFA ce qui classe ces individus comme extrêmement pauvres. Cette situation est valable aussi, dans une moindre mesure, pour le groupe constitué par les inactifs, les commerçants, artisans et chefs de micro-entreprise, ainsi que les ouvriers dont le revenu mensuel se situe entre 45 et 75 000 FCFA. A l'autre extrémité, les cadres et professions intellectuelles supérieures perçoivent des revenus allant de 200 à 400 000 FCFA, voire plus.

La pauvreté à une composante spatiale. Le niveau de dépenses individuelles journalières est en effet différent selon les quartiers :

Pour moins de 1 dollar, on parle de pauvreté extrême : c'est le cas des quartiers situés très majoritairement à Makélékélé, Bacongo et Mfilou ;

Pour un à deux dollars, on parle de pauvreté : c'est le cas des quartiers situés majoritairement à Poto Poto, Moungali, Ouenzé et Talangai. On trouve aussi quelques îlots de quartiers à lotissements modernes (OCH33, Quartiers SIC34, etc.) présents à Makélékélé et Bacongo ;

Pour deux à trois dollars, il s'agit d'un quartier habité par des non-pauvres constituant un îlot étroit au sein des nombreux pauvres de Talangai ;

Pour quatre dollars et plus, il s'agit essentiellement du quartier « centre ville », ancienne cité européenne, occupée de nos jours par les expatriés des communautés occidentales et les hauts cadres politiques et administratifs de l'état congolais.

Malgré ces disparités, les ménages à Brazzaville consomment au moins un repas par jour surtout le soir.

D'un point de vue sanitaire, plusieurs maladies liées au contexte de pauvreté et de malpropreté affectent les populations de tous les arrondissements sans discrimination. Les occurrences déclarées des maladies qui ont touché au moins un membre du ménage dans les douze mois précédant l'enquête concernent surtout le paludisme, la grippe et la typhoïde. Cette situation s'explique par l'environnement pollué et la destruction du système d'évacuation des eaux usées. Face à cela, les structures institutionnelles de santé n'offrent pas les soins appropriés.

Enfin, en l'absence d'une politique étatique de logement social à Brazzaville, on note l'auto-construction sans permis par les ménages. Le statut de locataire domine (39%) par



rapport aux propriétaires (34%), tandis que l'occupation de logement à titre gracieux représente 26%. Ce dernier chiffre reflète la forte proportion de ménages à faibles revenus ne pouvant prendre en charge l'acquisition ou la location de manière autonome.

L'environnement urbain de Brazzaville

L'environnement urbain recouvre ici l'assainissement, l'habitat, les transports, l'énergie, l'aménagement de l'espace, etc. Celui de Brazzaville est caractérisé par la promiscuité et l'insalubrité de l'habitat dans la plupart des quartiers qui connaissent des problèmes d'accès à l'eau potable, de protection contre les risques naturels ou provoqués (érosions, inondations, etc.), de contrôle et de traitement des eaux usées, de collecte et d'évacuation des ordures. Cette dégradation de l'environnement est liée à une absence de politique d'urbanisation, à une forte croissance démographique due au croît naturel et à l'immigration, ainsi qu'au nombre croissant des ménages vivant dans l'extrême pauvreté.

En effet, il n'existe pas réellement de politique de logement à Brazzaville, le plan d'aménagement de l'espace ne laisse pas apparaître une architecture cohérente avec le lotissement des zones habitées, les styles architecturaux sont disparates, on croise au milieu des quartiers insalubres de belles villas modernes et des habitations précaires. La dégradation de l'environnement urbain par l'érosion hydrique prend une dimension dramatique qui trouve ses origines dans l'interaction entre l'occupation anarchique de l'espace, l'insuffisance des infrastructures, comme les canalisations, dans les zones d'occupation ancienne et leur absence dans les zones d'occupation récente, la fragilité du milieu naturel, etc.

La voirie n'assure plus l'évacuation des ordures ménagères et, a fortiori, ne contrôle plus les décharges. En saison des pluies, ces zones d'épandage se transforment en véritables cloaques dont les émanations pestilentielles nuisent grandement au confort et à la santé de la population. La gestion des déchets solides se fait selon des circuits de ramassage non déterminés et peu fréquents, ainsi que par des déversements non contrôlés le long des voies publiques, des ruisseaux, etc. Les établissements administratifs et commerciaux produisent surtout des déchets sous forme de papiers très souvent brûlés sur place. Pour la consommation de l'énergie, bien que doté d'énormes potentialités en ressources (pétrole, gaz, bois et hydroélectricité), le Congo et Brazzaville en particulier connaissent actuellement une grave crise du secteur énergétique. Un grave problème auquel est confrontée la ville de Brazzaville est l'utilisation du bois-énergie pour satisfaire la demande des ménages.

Conclusions et implications politiques

Les résultats montrent une relation entre le niveau de vie des ménages, le cadre de vie et la dégradation de l'environnement urbain. La dégradation de l'environnement s'observe là où les ménages vivent dans la précarité et le dénuement. La faiblesse des revenus, l'insuffisance et la vétusté des structures de base, liées à l'absence de politique publique d'urbanisation, expliquent la localisation des dégradations. Mais cette co-évolution reflète davantage les faiblesses de la gestion urbaine, plus qu'elle n'indique une relation de causalité pauvreté-dégradation de l'environnement. En effet, à niveau de vie égal, des quartiers montrent des différences importantes de la dégradation de leur environnement.

Les zones dont le risque d'érosion est élevé sont des quartiers périphériques de Brazzaville non équipés, même si l'érosion pelliculaire n'est pas rare dans les quartiers du centre ville. Cette dernière forme d'érosion est souvent liée à la détérioration et dégradation des canalisations. Il en est de même des fréquentes inondations dans ces mêmes quartiers. Des quartiers de Talangai et une partie de quartiers du centre ville sont ceux qui présentent un



risque d'inondation majeur par le fleuve Congo. Aussi, certains quartiers de Talangai connaissent des glissements de terrain et des coulées de boue. La forte croissance démographique que connaît Brazzaville oblige les ménages à prendre d'assaut les espaces périurbains inappropriés frisant ainsi parfois la rupture des équilibres entre milieu naturel et milieu anthropisé. Les corollaires de cette évolution sont le non accès aux services sociaux de base (école, eau, santé, etc.) et la montée de l'insécurité.

Des changements politiques ont néanmoins récemment permis la réalisation d'initiatives de gestion de l'environnement urbain, grâce à la décentralisation et à la démocratisation, qui se traduisent par une redéfinition du rôle des autorités locales et nationales (Plan national de gestion des déchets solides, liquides et excréta de la ville de Brazzaville, juin 2005 ; Plan national de gestion des déchets biomédicaux, septembre 2003). Ces initiatives privilégient la planification à long terme du développement urbain, la mise en application des mesures de lutte contre la pollution et d'autres réglementations protégeant le bien-être social, ainsi que la création de conditions favorables à l'initiative privée.

Dans ce contexte, les efforts d'amélioration de la gestion des affaires urbaines de Brazzaville devraient porter sur cinq points :

1) améliorer l'efficacité des institutions de l'Etat, qui doivent assumer leurs fonctions avec efficacité et en tenant dûment compte des besoins des populations pauvres et des contraintes auxquelles celles-ci doivent faire face. L'ouverture et la transparence sont essentielles si les autorités veulent bénéficier de l'appui du public et donner une légitimité au système de planification ;

2) reconnaître les lacunes de l'état, en termes de compétences ou de ressources, face aux problèmes d'environnement, et la nécessité de collaborer avec les représentants des collectivités locales et du secteur privé.

3) définir les rôles et responsabilités respectifs des pouvoirs publics, des acteurs du secteur privé et des organisations non gouvernementales en matière de planification du développement urbain, de mise à disposition d'infrastructures, de services et de régulation des activités économiques. Les investissements et les initiatives du secteur privé et des communautés locales nécessitent un environnement réglementaire sain ;

4) rechercher un juste équilibre des pouvoirs et des responsabilités des autorités nationales, régionales et municipales. Pour être efficaces, les collectivités locales ont besoin de s'appuyer sur des législations et des institutions nationales favorisant la protection de l'environnement ;

5) assurer l'accès à l'information. Les décisions des autorités chargées de la planification et du développement urbain répondent souvent aux besoins des citoyens les plus aisés. Les collectivités défavorisées n'ont pas les connaissances nécessaires pour évaluer les conséquences des décisions de planification ou des mesures adoptées par les autorités municipales, ou pour proposer d'autres solutions susceptibles de mieux répondre à leurs besoins. L'accès à l'information est vital pour ceux qui veulent influencer sur les décisions prises par l'État et le secteur privé.



4.2. VN5. Développement économique, urbanisation et changements de l'environnement à Hô Chi Minh Ville : interrelations et politiques

Présenté par Le van Than

Résumé

Au cours des dernières années, Hô Chi Minh Ville, la plus grande ville du Vietnam, a connu une phase accélérée de développement économique. Une urbanisation rapide et spontanée a entraîné une surcharge des services urbains ainsi que diverses conséquences sur l'environnement, notamment en terme de pollution. Les infrastructures et les services urbains mis en place n'ont pas suffi à répondre à la double nécessité du développement socioéconomique et de la protection de l'environnement urbain. La durabilité de ce mode de développement est donc au centre des relations population-environnement, tant au niveau de Hô Chi Minh Ville qu'à celui des zones nouvellement urbanisées.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

L'objectif du projet VN5 est d'étudier les relations entre le développement économique, la croissance de la population urbaine, les changements environnementaux à Hô Chi Minh Ville (HCMV) et les politiques publiques. HCMV, la plus grande ville du pays, a connu une phase accélérée de développement économique au cours des années récentes, avec un rythme moyen annuel de croissance du PIB proche de 12%. Parallèlement, une urbanisation rapide et spontanée a entraîné une surcharge des services urbains ainsi que diverses conséquences sur l'environnement, souvent difficiles à évaluer. Dans la situation actuelle de développement économique rapide, la pollution urbaine a atteint un record, les infrastructures et les services urbains mis en place n'ayant pas suffi à répondre à la double nécessité du développement socioéconomique et de la protection de l'environnement urbain.

Les études sur les systèmes écologiques et environnementaux de Hô Chi Minh Ville concernent surtout les différents aspects de la pollution de la ville, et un certain nombre d'ouvrages et articles constituent des sources d'information incontournables pour l'analyse de l'environnement à Hô Chi Minh Ville. Cependant, l'analyse précise de la perception de la qualité de l'environnement (sol, air et eau) sur les trois sites étudiés dans le cadre de ce projet a nécessité la collecte de données supplémentaires.

Dans ce contexte, l'étude des relations entre les trois domaines économique, environnemental et sociodémographique, peut aider à la réflexion quant à la formulation de politiques d'aménagement du territoire, de redistribution de la population urbaine, d'urbanisme et d'amélioration des conditions de l'environnement urbain des grandes villes du Vietnam. La recommandation proposée par l'équipe est d'établir une répartition spatiale harmonisée par une déconcentration de la population et des sites de production vers la périphérie, afin de soulager l'environnement urbain. Les expériences passées de déconcentration de la population à HCMV montrent qu'il s'agit d'une politique réalisable, à travers des projets publics, mais aussi par la construction d'infrastructures dans de nouvelles zones à urbaniser.



Méthodologie

Trois étapes de recherche ont guidé la démarche :

- 1) la collecte de documents et de statistiques concernant la population, l'économie et l'environnement de HCMV ;
- 2) l'analyse des projets officiels d'aide au développement ;
- 3) la conduite d'entretiens et la diffusion d'une enquête socioéconomique et environnementale auprès des ménages.

Grâce aux documents fournis lors d'une phase d'observation du fonctionnement des comités populaires, l'équipe a déterminé les zones d'enquête et les lieux de collecte des échantillons pour l'étude sur l'environnement. Trois sous-arrondissements (*phuong*) ont été retenus : *Phuong* 11 pour l'arrondissement (*Quận*) de Go Vap, Thanh My Loi pour l'arrondissement 2 et Tân Tao pour l'arrondissement Binh Tan.

L'enquête, qui s'est déroulée dans ces trois lieux auprès de 432 ménages, avait pour objectif d'évaluer les impacts de l'urbanisation sur les domaines socioéconomiques et environnementaux des ménages et de collecter les perceptions de la population sur leurs changements dans ce processus. Plus précisément, il s'est agi d'étudier les :

- 1) caractéristiques des ménages dans les zones urbanisées ;
- 2) changements en matière d'emploi et de revenu des ménages ;
- 3) changements en matière d'éducation et de formation ;
- 4) changements en matière de soins de santé, de loisirs, de commerce et de services ;
- 5) changements de condition d'habitation ;
- 6) changements de la situation de l'environnement ;
- 7) aspirations de la population dans les zones étudiées ;
- 8) politiques locales.

Résultats

L'investissement pour développer l'économie joue un rôle déterminant dans le processus d'urbanisation. C'est le secteur privé qui draine le plus d'investissements qui sont dirigés vers les sites les plus rentables. L'évolution de la structure économique influence fortement celle de la structure des emplois. La main-d'œuvre agricole diminue au profit des secteurs secondaire et tertiaire. La superficie cultivée diminue du fait de la conversion des terres cultivables en terres industrielles, phénomène à l'origine du changement de la structure des professions.

Les indicateurs pour évaluer les changements économiques engendrés par l'urbanisation sont l'emploi et le revenu. La proportion de personnes ayant changé d'emploi au cours des cinq dernières années est de 13%. Les migrants jouent un rôle important car les zones industrielles absorbent essentiellement la main-d'œuvre venue de l'extérieur (70%). Au cours des cinq dernières années, le revenu des habitants lié à l'emploi principal et le revenu total des ménages s'accroissent proportionnellement au degré d'urbanisation.



Une très forte majorité des migrants a choisi de s'installer dans les zones périphériques en voie d'urbanisation car l'emploi y est plus facile d'accès et plus abondant mais aussi parce que le coût de la location des terres et des logements est plus faible que dans les arrondissements du centre-ville. Les migrants et les non migrants ne profitent pas de façon équitable de la dynamique d'urbanisation, les conditions de vie des migrants s'avérant plus précaires.

La formation des nouveaux arrondissements implique ainsi la création de nouvelles infrastructures techniques et sociales, en matière d'éducation par exemple : création de nouvelles écoles, augmentation du nombre de salles de classe, meilleure qualité des équipements et des conditions d'études. Cependant, les enfants ne sont pas scolarisés conformément à leur âge. Or, l'urbanisation produit de nouveaux besoins en main-d'œuvre instruite et qualifiée.

Cette dynamique d'urbanisation et de forte croissance démographique et économique contribue à la dégradation de l'environnement et constitue une menace pour sa durabilité, tant au niveau de Hô Chi Minh Ville qu'à celui des zones nouvellement urbanisées. Le développement des infrastructures techniques, la création de nouvelles zones industrielles et de nouvelles usines, parallèlement à la croissance démographique, génèrent des problèmes d'inondations, de pollution des sols, de l'eau et de l'air, ou encore de pollution sonore. On note aussi une absence de traitement des déchets.

Conclusions et implications politiques

Cette étude a conclu à la nécessité de mettre en application des politiques de crédit, des politiques de vulgarisation scientifique et technologique et des politiques d'aménagement urbain. Premièrement, si la ville pouvait trouver des accords avec le secteur bancaire sur les métiers qui bénéficieraient prioritairement d'un crédit, il serait possible de limiter la pollution en orientant les activités productives. Une politique de crédit peut également accorder des taux prioritaires à des projets mis en place dans des zones peu urbanisées pour déconcentrer les usines sur une même unité territoriale. Ensuite, la politique de crédit doit être accompagnée d'une vulgarisation scientifique et technique pour sensibiliser les investisseurs et la population aux activités non polluantes. Son intérêt réside dans la formation et le recyclage de la main-d'œuvre, la formation de personnes ressources de haut niveau, de décideurs, d'aménageurs aptes à définir les orientations pour le développement d'une économie urbaine écologique et durable. Enfin, l'exemple de l'urbanisation à Hô Chi Minh Ville montre que la politique d'aménagement urbain est nécessaire pour orienter le développement. L'étude a indiqué que c'est l'organisation pour l'application des lois et des réglementations en vigueur qui importe le plus. Il faut d'un côté, instaurer le principe « pollueur-payeur » et, d'un autre côté, sensibiliser la population à la protection de l'environnement.

En résumé, l'étude des relations existant entre développement économique, croissance démographique et changements environnementaux à Hô Chi Minh Ville fait ressortir que les effets de l'urbanisation sur ces trois dimensions doivent être analysés au niveau le plus fin. Les trois lieux d'enquête ont des profils différents : plus l'urbanisation est forte, plus importants sont les changements survenus en matière d'emploi et de revenu, plus les infrastructures et le niveau de vie s'améliorent, et plus l'environnement se dégrade. Les résultats montrent aussi le rôle déterminant des autorités locales. Dans un arrondissement au niveau d'urbanisation moyen, si les autorités se préoccupent de l'éducation, le taux de satisfaction de la population est plus élevé. Enfin, seules des politiques appropriées permettront de



rectifier les effets négatifs de l'urbanisation sur l'environnement et de valoriser les effets positifs. La politique de crédit proposée n'est qu'un exemple parmi d'autres.



4.3. UG4. Population, développement urbain et environnement en Ouganda : Kampala et ses environs

Présenté par Jockey Baker Nyakaana

Résumé

La croissance et le développement de la ville de Kampala se sont effectués au détriment des espaces ruraux périphériques en intégrant les villes satellites. Cependant, cette expansion qui est liée au manque d'infrastructures et de services sociaux pose de nombreux problèmes d'aménagement et d'environnement. La question est de savoir comment les autorités municipales, gouvernementales et publiques, sont capables d'aborder ces problèmes à travers des politiques volontaristes et des efforts concertés. Le projet de recherche traite des interactions PDE à Kampala et dans ses environs avec pour objectif de définir des politiques visant à générer un développement et une urbanisation durables. Les résultats révèlent que la combinaison d'une croissance rapide de la population, d'un secteur informel désorganisé et d'un développement non planifié participent à la dégradation de l'environnement.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

L'objectif général de cette étude est d'analyser les relations entre population, développement urbain et environnement afin de formuler des recommandations de politiques pour générer une urbanisation durable. La ville de Kampala en Ouganda montre une croissance rapide de sa population avec 774 241 personnes en 1991 et plus de 1,2 million en 2002, avec une croissance annuelle de 5,6%. Ce taux de croissance est largement attribuable aux migrations rural-urbain. L'augmentation de la population dans la région métropolitaine de Kampala est responsable de l'augmentation de la demande en emplois, en terrains pour le logement, en services sociaux et infrastructures qui ont stimulé un développement urbain et une industrialisation rapides. Ceci contribue fortement à une exploitation non durable des ressources naturelles, ce qui réduit les potentialités de l'environnement naturel dans la zone métropolitaine. Par conséquent, la vulnérabilité des populations et des communautés de Kampala est exacerbée face aux catastrophes naturelles. En tant qu'étude multidisciplinaire, cette recherche a évalué les changements démographiques à Kampala et leur influence sur l'environnement suite à un développement urbain qui se concentre sur le logement, l'industrialisation et les activités économiques dans la région métropolitaine.

Alors qu'une représentation schématique peut suggérer une relation linéaire entre les dynamiques de population et le développement urbain, il existe en fait une interaction dialectique continue. Nous reconnaissons par ailleurs qu'il existe d'autres facteurs médiateurs « extérieurs » qui ne font pas l'objet d'une analyse ici. Ce cadre conceptuel offre une base pour l'évaluation des liens et permet d'apporter des recommandations politiques pour un développement urbain durable en Ouganda. Une telle évaluation est envisagée afin de proposer une contribution significative à la connaissance des effets des dynamiques de population et du développement urbain sur l'environnement.

Alors que l'environnement se détériore, on constate une augmentation de la pauvreté en zone urbaine. Celle-ci est due à la dépendance des pauvres à l'agriculture urbaine, à l'extraction des ressources naturelles, à la production et au commerce informels comme stratégies d'adaptation. Ainsi, les objectifs plus spécifiques de l'équipe Pripode UG4 ont été :



- (1) d'examiner les tendances de la croissance de la population et son impact sur l'environnement à travers les stratégies de subsistance ;
- (2) d'étudier l'expansion physique et l'évolution de la planification de Kampala ;
- (3) de décrire les tendances de l'industrialisation et son rôle dans la production de migrants et de logements précaires ;
- (4) d'évaluer les niveaux de pollution de l'eau liés à l'industrialisation et à la gestion des déchets solides;
- (5) de cerner l'étendue de la dégradation des marais à travers la croissance de la population et le développement urbain.

Méthodologie

La ville de Kampala a été retenue pour cette étude de par son rôle stratégique et fonctionnel en tant que centre commercial, industriel, administratif, social, économique et culturel de l'Ouganda. L'étude combine plusieurs méthodologies de recherche et s'appuie aussi sur des données secondaires tirées de différents rapports et de bases documentaires d'orientation politique, publiés par différentes agences qui ont toutes essayé de faire face aux problèmes d'environnement et de développement dans la ville de Kampala.

Les résultats présentés ici sont des synthèses de ces sources secondaires et d'analyses statistiques et spatiales des variables retenues dans notre étude. Nous avons récolté des données provenant du gouvernement, de recherches scientifiques, d'études de cabinets de conseil et de rapports journalistiques. Ces données incluent des données sur la population, les cadres de planification urbaine, les activités industrielles, le développement urbain et les impacts environnementaux. A ces données secondaires s'ajoutent des collectes de données primaires en recourant aux entretiens et aux groupes de discussion avec différents décideurs. Ces données ont été traitées avec des outils d'analyse statistique et qualitatifs.

Afin de dégager les caractéristiques du développement de la ville entre 1980 et 2004, nous avons eu recours au SIG pour développer notre analyse spatiale. L'analyse d'images satellites constitue la base de l'analyse de la croissance urbaine. Deux images Landsat, l'une datant de 1980 (résolution de 20 m) et l'autre de 2001 (résolution de 20 m) ont été exploitées. Face à cette faible résolution, une classification selon l'occupation des sols a été réalisée. Des données supplémentaires sur les caractéristiques de la région métropolitaine ont été obtenues grâce à des enquêtes de terrain. Les données statistiques ont aussi été extraites des cartes digitalisées des marais et des classes d'occupation des sols grâce aux images satellites.

Les résultats de cette étude ont été renforcés par des données obtenues lors d'ateliers avec des décideurs qui ont fourni des informations capitales. Deux quartiers qui possèdent les caractéristiques générales du modèle conceptuel ont été sélectionnés. Grâce à ces réunions, des données sur l'environnement, sur les stratégies d'adaptation et sur la pauvreté ont été récoltées et utilisées pour valider les informations tirées des autres sources.

Résultats

Kampala est le seul district urbain de l'Ouganda. Il est établi sur une série de collines relativement escarpées et séparées par de larges vallées. L'expansion physique de Kampala a été accompagnée par plusieurs schémas de planification (1912, 1919, 1930, 1972 et 1994).



Néanmoins, le bâti continue d'être désordonné et improvisé en dehors des zones planifiées et Kampala est parfois désignée comme « le bidonville des riches ». La population de Kampala, comme celle des autres noyaux urbains de l'Ouganda, est en augmentation à la suite, d'une part, de la forte fertilité et du déclin de la mortalité qui entraînent une forte croissance naturelle et, d'autre part, de l'immigration interne et internationale. Kampala reste une grande ville attractive. En tant que centre d'activités économiques, sociales, commerciales, industrielles et politiques, elle attire à la fois des migrants internes et internationaux. La population est dominée par les jeunes de moins de 18 ans (44,9%) et il y a très peu de plus de 60 ans (1,7%). On dénombre aussi plus de femmes (51,3%) que d'hommes (48,7%). Les résidents malchanceux qui ne parviennent pas à obtenir un emploi formel et un logement décent se tournent vers le secteur informel, en constante expansion à la fois en matière d'emploi et de logement. Ce secteur contribue de façon importante à la dégradation de l'environnement via la détérioration des marais, l'accumulation des déchets, la contamination de l'eau et les mauvaises conditions sanitaires.

L'industrialisation a largement augmenté à Kampala grâce à une politique d'investissement libérale et d'autres politiques macro-économiques. Le gouvernement a installé une zone industrielle dans la forêt déclassée de Namanwe qui fait de Kampala la capitale industrielle de l'Ouganda. Les petites industries se spécialisent dans les secteurs du travail du bois, de la fabrication de métaux, du vin et des boissons gazeuses alors que les grosses industries sont impliquées dans la manufacture de textile, de l'acier, des tuiles et des briques, des boissons gazeuses et de la bière, la fabrication de vaisselle et la tannerie. Bien que la croissance des activités industrielles ouvre des opportunités de développement, ses conséquences sur l'environnement sont graves avec la dégradation des marais, le dépôt de déchets solides et toxiques dans les marais et les canaux d'évacuation. Compte tenu de l'histoire de la planification et en particulier de la répartition spatiale des zones industrielles dans et autour des marais, l'industrialisation a contribué au fil du temps à l'arrivée importante de migrants à Kampala. Les travailleurs sans emploi ont dû rejoindre le secteur informel, désorganisé mais en pleine expansion. Cette affluence de travailleurs a stimulé une forte croissance du secteur de l'immobilier qui n'est malheureusement pas ciblé par les planifications et qui se pose à présent comme une menace pour l'environnement.

Pollution de l'eau, gestion sanitaire et gestion des déchets

Selon les estimations, 55% de la population de Kampala a un accès collectif à l'eau courante, alors que seulement 8% des ménages ont l'eau courante dans leur domicile. Kampala puise son eau dans la baie de Murchison qui subit de plein fouet la pollution urbaine. La station d'épuration de Gaba produit de l'eau de qualité internationale mais celle-ci risque d'être contaminée lors de son acheminement, eu égard au mauvais entretien des canalisations, aux fuites des égouts et au traitement des eaux usées. Le problème des fuites s'explique par la perte de pression dans les tuyaux. La répartition des égouts et des sanitaires est inégale et varie tant en qualité qu'en propreté. Ces mauvaises conditions sanitaires à Kampala se manifestent par de fréquentes épidémies de choléra, de dysenterie, de colique néphrétique.

Une des conséquences environnementales négligée de cette urbanisation accélérée par les planificateurs est la quantité de déchets produite par la ville. Kampala produit environ 30 000 tonnes de déchets par mois. De l'approvisionnement inadéquat en bennes à ordures et en camions résultent l'accumulation et le débordement des déchets et l'apparition de décharges illégales. Des méthodes non conventionnelles de gestion des déchets émergent. On brûle les déchets dans des fosses creusées dans les cours des maisons et on jette des



ordures soit dans les ruisseaux, au bord de la route ou encore dans des parcelles inoccupées. Ce problème est aggravé par les frais très élevés perçus par les sociétés privées de ramassage des ordures. Afin d'améliorer son rôle de supervision et de gestion des déchets, le conseil municipal de Kampala a pris quelques mesures importantes comme la décentralisation de la gestion des déchets au niveau des divisions, ainsi que la privatisation du ramassage et du traitement des déchets par appel d'offre. Toutefois, les communautés ont initié des formes de gestion de ces problèmes comme le recyclage de différentes ressources (métal, compost, papier, etc.).

Occupation des sols et dégradation des terres marécageuses

L'accroissement de la population urbaine, l'industrialisation et la demande parallèle de logements conduisent à des transformations de l'occupation du sol. Les zones construites et industrielles ont plus que doublé entre 1980 et 2002 alors que les terres agricoles ont diminué d'un quart pour laisser la place aux industries et aux logements. Les zones industrielles, forestières et immobilières se sont transformées rapidement. Les terres marécageuses de Kampala se sont fortement détériorées à cause de la localisation dans ce district de zones à forte densité de population ainsi qu'une importante activité commerciale et industrielle. La taille et la biodiversité des zones préservées de marécage ont considérablement diminué et des pans entiers ont été complètement convertis.

Stratégies d'adaptation

Le défi de la gestion des problèmes environnementaux repose pour beaucoup sur les stratégies des ménages dans leur gestion des déchets, de la pollution de l'eau, des inondations et des questions sanitaires. Par ailleurs, la pauvreté a contribué à la polarisation de la ville avec des poches défavorisées, dispersées dans l'ensemble de la zone métropolitaine. Dans ces quartiers, les populations ont développé des stratégies d'adaptation pour gérer les défis économiques, immobiliers et environnementaux qui se posent à eux.

La croissance de la population urbaine associée à la migration économique a créé un groupe important de chercheurs d'emploi dans la zone métropolitaine de Kampala. Malheureusement, ils ne peuvent pas tous être absorbés par le secteur formel puisque la plupart d'entre eux sont sans formation et illettrés. Ces personnes ont adopté différentes stratégies d'adaptation afin de rester à Kampala puisqu'un retour en zone rurale leur est inconcevable. La plupart ont rejoint le secteur informel dans la production et le commerce, en pleine expansion, soit de manière indépendante ou en tant qu'employé. Certains, quant à eux, se livrent à des activités illégales comme le trafic de drogue, le vol et la prostitution. D'autres stratégies d'adaptation profitent des ressources disponibles comme l'agriculture urbaine et le recyclage. Néanmoins, ces activités ont des conséquences négatives associées à la pollution, à la production de déchets, au système sanitaire et au surpeuplement.

Compte tenu de la difficulté de trouver un emploi rapidement, la plupart des migrants urbains sont confrontés au problème de trouver un logement. La politique nationale actuelle de réhabilitation de l'environnement rend la question immobilière encore plus épineuse pour beaucoup de ménages à Kampala. A cause de l'inefficacité du marché immobilier urbain, les couches les plus défavorisées de la population sont poussées à occuper des zones marginales, notamment les zones marécageuses où des petits lopins de terre sont disponibles à un prix abordable. Par conséquent, les constructions sont réalisées par les ménages eux-mêmes avec parfois un système d'entraide qui exploite largement les ressources naturelles utilisées comme matériau de construction dans ces localités. Au vu de leurs contraintes financières, de nombreux ménages construisent des maisons d'une ou deux



chambres seulement alors même que beaucoup d'entre eux passeront le restant de leur vie dans ces maisons. Ceci explique cette prédominance des taudis parmi les populations les plus défavorisés.

Puisque le peuplement des plus défavorisés se fait principalement dans les zones marécageuses, les ménages consolident les terres afin d'y construire leur logement en utilisant toutes sortes de matériaux disponibles, y compris les déchets et ordures. D'autre part, des sacs de terre et de déchets sont disposés autour de la maison pour empêcher les eaux d'inondation d'y pénétrer. Cependant, ces pratiques ne font qu'atténuer légèrement l'effet des inondations autour de la maison et ne règlent pas les problèmes d'accès à ces quartiers qui restent difficiles. De plus, ces sacs de terre et de déchets créent des problèmes supplémentaires de pollution parmi ces communautés.

Conclusions et implications politiques

L'environnement physique est un facteur significatif du bien-être des personnes puisqu'il détermine la qualité et la quantité des ressources exploitables pour le développement socio-économique. Néanmoins, le développement durable dépend d'une utilisation planifiée des ressources, que ce soit en zone urbaine ou rurale. En tant que capitale, Kampala doit faire face à une croissance accélérée de sa population, distribuée de manière inégale parmi les divisions administratives. La demande émanant de la population dépasse l'offre en infrastructures (logement et services sociaux) et en emplois disponibles puisque l'administration est sous-financée, ce qui entraîne de nombreuses personnes à adopter différentes stratégies d'adaptation et de survie.

Malheureusement, la non planification de ces stratégies entraîne à son tour des phénomènes de congestion, la construction de logements informels, l'accumulation de déchets, le traitement irresponsable des ordures, le mauvais système sanitaire, la dégradation des terres marécageuses et la pollution de l'eau. L'analyse des interactions PDE indique clairement ici que l'accroissement accéléré de la population, la multiplication des logements, le développement d'industries et les activités économiques qui en découlent ont un effet négatif sur l'environnement, et cela est d'autant plus vrai que l'on constate une situation d'échec quant à l'application des plans structurels urbains. Ces impacts négatifs se ressentent à travers les mauvaises conditions d'hygiène, les logements surpeuplés, les inondations, la dégradation des zones marécageuses, la mauvaise gestion des déchets, la pollution de l'eau et de la terre. Tous ces problèmes doivent être abordés si Kampala, et l'Ouganda en général, veulent poursuivre leur développement économique. Ceci peut se réaliser à travers la promulgation et l'application de mesures et de lois qui prennent en compte les questions soulevées dans cette étude.



4.4. GH1. Population, développement et environnement dans la métropole d'Accra : une étude en deux phases

Présenté par George Botchie et Allan Hill

Résumé

Les disparités spatiales de mortalité et de santé sont particulièrement aiguës dans les villes du Sud, dépourvues de mécanismes pour redresser ces inégalités. De plus, distinguer les effets de structure et de caractéristiques de la population des effets liés à la localisation représente souvent un défi en raison du manque de données. Pour cette étude sur Accra au Ghana, nous avons pu combiner les données de recensement, d'enquêtes et d'état civil à l'imagerie satellitaire et aux méthodes d'analyse spatiale ainsi qu'à l'évaluation des perceptions locales de l'environnement. Le projet indique plusieurs interventions réalisables limitant l'incidence du paludisme et des maladies diarrhéiques ainsi que les différentiels de santé entre quartiers. Un travail complémentaire est prévu pour quantifier la morbidité par causes dans la ville, fournissant ainsi une justification économique pour l'intervention.

Problématique, objectifs, contextes et enjeux

Cette recherche a été élaborée pour tester l'hypothèse selon laquelle les niveaux de santé des lieux urbains sont influencés de manière importante par l'environnement local des quartiers, c'est-à-dire la nature de l'environnement bâti (immeubles et infrastructures), l'environnement socio-économique (incluant les niveaux moyens de revenus et d'éducation, ainsi que la disponibilité et l'usage raisonné des ressources) et la localisation d'un quartier au sein de l'environnement urbain plus large (incluant la proximité de cliniques et d'hôpitaux). Les niveaux de santé sont aussi liés au type d'arrangements institutionnels qui régulent l'attribution des ressources vers le niveau local. La région métropolitaine d'Accra au Ghana a été choisie pour cette étude.

Nous nous sommes appuyés sur le recensement de 2000, l'Enquête Démographique et de Santé de 2003 et surtout sur l'Enquête sur la Santé des Femmes (WHS) à Accra de 2003, soit un échantillon de 3 200 femmes âgées de 18 ans et plus résidant dans la région urbaine d'Accra. Ces données furent enrichies par celles concernant les causes de décès pour 1999-2001, qui furent recodées au standard ICD-10, ainsi que par les images satellites Quickbird multispectrales permettant une classification indépendante des micro-environnements urbains. Des données récemment acquises sur l'incidence du paludisme et parasitémie parmi les jeunes enfants sont incluses dans l'analyse.

Dans la seconde étape, nous avons examiné en détail les perceptions des risques inhérents à l'environnement local dans un quartier pauvre, Nima-Maamobi, où le Legal Resources Centre, une ONG locale, a joué un rôle actif dans la promotion de la santé au niveau de la communauté depuis cinq ans. Cette ONG, composée d'avocats de la faculté de droit, d'autres avocats et scientifiques spécialisés dans l'environnement, a tissé des liens solides avec des groupes de femmes, des comités d'action pour le genre et des dirigeants politiques et religieux locaux afin de promouvoir la santé à travers l'amélioration de la qualité de l'eau et des conditions sanitaires, ainsi que par l'exemption des frais pour l'utilisation des services de santé. En travaillant avec la communauté locale, ce projet a conduit à une évaluation subjective des risques environnementaux, pour la comparer ensuite avec d'autres évaluations fondées sur des données statistiques. L'officier médical de la Santé Publique pour la



région métropolitaine d'Accra a été intégré au projet pour assurer la cohérence du lien entre les politiques et l'action. L'évaluation des perceptions locales des risques environnementaux parmi les communautés de Nima et Maamobi repose sur l'hypothèse que les niveaux de santé dans les zones urbaines, plus particulièrement les zones défavorisées, sont fortement influencés par les caractéristiques environnementales locales.

Méthodologie

La première étape de ce projet a consisté à rassembler les recensements existants, les enquêtes et les données de santé pour la ville, et les organiser dans une base de données géographique commune. La première unité d'analyse est le recensement de 2000 des quartiers, qui sont au nombre de 1 741 dans la ville. Les données du recensement ont permis de mesurer la mortalité infantile précoce et de fournir des informations relatives aux conditions de vie des ménages. Les données d'enregistrement des décès naturels pour 1999, 2000 et 2001 ont été intégrées dans une nouvelle base de données incluant les variables de localisation, d'âge, de sexe et de cause du décès. Les conditions environnementales dans chacun des quartiers ont été étudiées à partir d'enquêtes de terrain et d'images satellites digitalisées disponibles pour 2002. L'image satellite d'Accra a été utilisée pour classifier les quartiers par type d'occupation des sols, en recourant à une analyse de type « Multiple end member spectral mixture » impliquant la création de variables caractérisant l'usage de sols et une approche quantitative du paysage comme mesure de l'environnement construit et naturel. Les données de l'enquête WHS sur la santé des femmes furent ajoutées et géoréférencées pour un échantillon de quartiers. Les mesures de la santé adulte sont disponibles pour un échantillon représentatif de 3 200 femmes âgées de plus de 18 ans, à partir de l'enquête WHS.

Une analyse spatiale et statistique a été menée pour mesurer la corrélation entre l'environnement, les conditions de vie et la santé. Le modèle de base, testé avec les données sur la santé présentes dans le recensement et/ou les statistiques de mortalité part du principe que le niveau de santé dans les quartiers est fonction des caractéristiques sociodémographiques individuelles et des caractéristiques de l'environnement du quartier. Ces dernières incluent les variables censitaires, les variables issues des traitements des images satellites et la proximité et le recours aux centres de soin.

Dans la seconde étape, de nouveaux entretiens avec des groupes de discussion ciblés et des femmes résidant à Nima et Maamobi ont produit de nouvelles données relatives à la perception des risques environnementaux par la communauté. Le but de ces entretiens était de comparer les risques évalués objectivement et ceux rapportés subjectivement afin d'en tirer les conclusions appropriées. Ce cadre a été testé empiriquement dans deux quartiers défavorisés d'Accra, Nima et Maamobi. En préalable à l'évaluation empirique des risques environnementaux, nous avons enquêté sur les caractéristiques générales des populations dans les quartiers urbains défavorisés.

Résultats

Durant la première étape, nous avons commencé avec le modèle relativement simple des configurations intra-urbaines de santé à Accra, en posant l'hypothèse qu'il existait une variabilité spatiale de santé à Accra, expliquée par l'environnement des quartiers incluant à la fois la nature de l'environnement bâti, l'environnement socio-économique de type communautaire et des facteurs contextuels. Les résultats indiquent que notre hypothèse initiale



n'est pas invalidée mais que la situation de la santé à Accra est beaucoup plus complexe que ne le suggère la littérature et les modèles les plus simples. Plus déroutant encore est la relative incapacité des facteurs de risques habituels au niveau individuel à expliquer la variabilité intra-individuelle des niveaux de santé. Un élément de réponse plausible peut se situer au sein même des quartiers, comme le suggère la régression spatiale pondérée. Cette analyse a montré au niveau individuel ce qui a été démontré à un niveau plus large. Non seulement les niveaux de santé varient selon la localisation à Accra, mais les facteurs explicatifs du niveau de santé varient eux aussi selon le lieu de résidence. Ce qui n'est pas clair est de savoir si les conditions de vie dans les bidonvilles sont sur- ou sous-estimés quant à leur incidence sur la santé, mais notre étude - la première du genre d'après la littérature - indique que les bidonvilles sont loin de présenter des niveaux de santé similaires entre eux. De plus, des faibles niveaux de santé apparaissent dans des quartiers qui ne sont pas considérés comme des bidonvilles alors que certains bidonvilles présentent des niveaux de santé relativement élevés.

Dans la plupart des études précédentes, l'auto-évaluation de la santé était prise comme une variable dépendante. Notre travail, et d'autres fondés sur l'Enquête Mondiale de Santé, ont montré l'importance des effets de seuil dans ces évaluations qui sont eux-mêmes associés à la classe sociale. Ainsi, nous trouvons régulièrement des inversions dans les niveaux habituels de santé selon la classe sociale, les groupes de statut socioéconomique les plus bas rapportant la plus faible morbidité. Un autre aspect technique, qui est à rechercher dans les mesures de santé objectivement évaluées et que nous avons pu obtenir auprès de l'Enquête de Santé des Femmes, est que la configuration de la morbidité varie énormément selon le statut socioéconomique. Nous avons constaté que les populations défavorisées, et plus particulièrement celles résidant au bord de la rivière, sont plus vulnérables aux maladies infectieuses, notamment le paludisme, alors que les classes sociales plus élevées sont plus touchées par des pathologies chroniques telles que les maladies cardio-vasculaires. Ceci complique donc la comparaison des états de santé objectivement évalués selon la classe sociale.

De manière générale, nous observons une typologie des conditions de santé par district mais ces effets spatiaux sont difficilement distinguables des configurations historiques de concentration ethnique dans la ville. Les plus anciens résidents d'Accra, les Ga, sont concentrés dans d'anciens villages (Jamestown, Osu, La) qui ont été par la suite absorbés par la ville mais qui partagent les mêmes caractéristiques des quartiers telles que la surpopulation, la proximité de la mer et la vétusté des constructions.

Les résultats clés de la deuxième étape de cette recherche peuvent être résumés comme suit. Les réponses suggèrent que les personnes interrogées perçoivent la pollution comme la source majeure de risque environnemental à Nima et Maamobi. A Maamobi, les problèmes d'inondation, de pollution, d'occupation illégale des sols, d'élevage du bétail et d'absence de respect des mesures institutionnelles sont perçus comme des risques majeurs pour l'environnement. Ces situations sont étroitement liées au niveau d'éducation à Maamobi. A Nima, où le niveau d'éducation est relativement plus élevé, ces risques environnementaux sont moins élevés. Ces réponses suggèrent donc une plus grande exposition aux risques à Maamobi qu'à Nima et, pourtant, la gravité des risques environnementaux dans ces deux communautés est importante. Cette étude a donc évalué le degré d'intensité de ces risques dans les deux localités. Les différentes causes de ces risques ont été établies en lien avec les réponses des résidents de Nima et Maamobi.



Aucune différence significative n'apparaît en terme de cause de risque entre Nima et Maamobi. Des égouts de mauvaise qualité, des caniveaux nauséabonds, des amas d'ordures, l'accumulation d'eaux usées, des canalisations bouchées et pestilentielles, ainsi que des revenus faibles caractérisent ces deux localités. Il n'est donc pas simple d'expliquer la variation des causes de risque environnemental en terme de niveau relatif d'alphabétisation ou d'ethnicité dans ces deux communautés. La surpopulation et le ratio élevé d'occupation des pièces sont plus importants à Nima qu'à Maamobi malgré le plus faible niveau d'alphabétisation de cette dernière. La nature des réponses aux causes des risques environnementaux dans ces deux localités suggèrent qu'elles sont toutes deux particulièrement pauvres.

Les opinions concernant le rôle que devrait jouer le gouvernement central varient entre Nima et Maamobi. Pour les résidents de Nima, le gouvernement devrait en priorité veiller à faire respecter les lois, fournir des conteneurs pour les déchets et mettre en place une politique d'éducation publique intensive afin de pallier les risques environnementaux et les problèmes de santé. Pour les résidents de Maamobi, l'application des lois, la construction de nouvelles toilettes publiques et le soutien logistique pour les travaux publics figurent parmi les priorités.

Le travail de terrain à Nima et Maamobi a fait apparaître des différences majeures concernant la perception de la responsabilité entre ces deux localités à faible revenu. A Nima, plus homogène et constituée de migrants originaires du nord du pays, la volonté de s'engager dans un effort commun afin d'améliorer le niveau de santé semble plus développée. L'encouragement du travail public à Nima, l'adhésion aux politiques publiques et à l'éducation en matière de politique sanitaire à Maamobi sont les deux opinions majeures exprimées dans ces localités concernant le rôle des résidents face aux risques environnementaux et aux problèmes de santé.

Une autre variable liée au développement des réseaux sociaux et des associations est la durée de séjour des migrants et habitants dans certains quartiers. Le débat sur la signification du capital social – des arrangements et des fonctions sociales opérant au-delà de l'agrégation des actions individuelles – fait encore rage et la qualité de nos données n'est malheureusement pas encore assez bonne pour Nima et Maamobi pour trancher ce débat, à savoir s'il existe des fonctions sociales dominantes qui surpassent les liens de parenté ou encore si la participation des individus à des clubs et associations permet d'optimiser le niveau individuel plutôt que collectif. Cette étude requiert probablement une approche anthropologique sur le plus long terme afin de traiter ces questions.

L'accès aux données satellitaires a permis quant à lui d'ajouter des variables écologiques à l'analyse. Localement, la perception de la part des résidents des risques environnementaux n'est pas nécessairement adaptée aux facteurs de risques liés à la santé publique, généralement liés aux conditions infectieuses comme le paludisme, la diarrhée et le choléra. Alors que les ordures dans la rue créent des nuisances, attirent des rongeurs et des parasites, peu de personnes considèrent l'introduction de latrines ou de systèmes d'égouts comme étant une priorité.

Conclusions et implications politiques

De manière générale, nous avons montré qu'il existe de forts différentiels de santé et de mortalité à Accra selon une répartition spatiale très visible. De la même manière, de nets différentiels apparaissent en terme de revenus avec là encore une forte inscription spatiale. Contrairement à nos attentes, selon l'analyse spatiale, la pauvreté n'est pas un déterminant



fort des niveaux de santé. Nous avons par contre noté une incidence importante de l'ethnicité, qui est une variable discriminante pour de nombreux autres processus. Nous avons aussi remarqué à travers l'analyse des images satellites que le manque de végétation est associé à la pauvreté mais puisque les niveaux de pauvreté à l'échelon local sont faiblement liés à la santé, le manque de végétation n'est pas un indicateur de la mauvaise santé. Notre conclusion est que pour être efficace, de nouvelles interventions doivent prendre en compte les processus par lesquels les personnes se retrouvent dans des quartiers spécifiques et aussi s'intéresser au niveau des services disponibles dans ces quartiers. Il existe des obstacles à la propriété foncière, comme les systèmes établis de chefferie, qui freinent les initiatives locales et orientent certains sous-groupes vers certains quartiers, généralement les plus insalubres.

L'enquête locale à Nima et Maamobi révèle une conscience aigüe de l'importance des effets de l'environnement sur la santé et le bien-être mais les mécanismes liant les préoccupations environnementales à la santé sont très souvent mal compris. Comme avec la théorie des miasmes au début du 20^{ème} siècle en Europe, il reste encore beaucoup à faire eu égard à l'imperfection des connaissances. L'obstacle majeur à l'amélioration de l'environnement local est l'incapacité des communautés locales, dont beaucoup sont constituées d'immigrants récents et qui de ce fait ne font pas partie des structures urbaines de pouvoir plus anciennes, à influencer les dépenses du gouvernement pour investir dans des projets coûteux d'amélioration de l'environnement, notamment l'eau potable et les égouts. Cette frustration est notable en regard du système de gouvernement ouvert et démocratique du Ghana, que l'on ne retrouve pas dans la plupart des pays africains. Placer les préoccupations en matière d'environnement et de santé au cœur de l'arène politique est le prochain défi. Le pays est prêt à prendre en considération des études fondées sur des données concrètes, comme cela a été démontré par le Legal Resources Centre pour les taxes d'usagers ou d'autres types d'interactions entre les communautés locales et l'Etat.



4.5. Discussions des résultats présentés à la séance 2

Discutant : Jacques Véron

Je vais présenter un certain nombre de points qui m'ont été suggérés à partir des différentes interventions. Le premier est relatif au terme « environnement ». Allan Hill en a parlé en distinguant l'environnement physique de l'environnement social. C'est un point important car en fonction de la définition donnée à l'environnement, les relations considérées ne seront pas les mêmes. La question de fond est alors de savoir quels sont les éléments que l'on va intégrer dans l'analyse et ceux que l'on va ignorer. A cet égard, les approches pour distinguer l'environnement urbain de l'environnement en général sont assez différenciées. Pour l'environnement urbain, on parle de cadre de vie comme dans le cas de Brazzaville, c'est-à-dire que l'on regarde les conditions de vie des gens à l'intérieur d'une ville. On peut aussi se demander comment cette ville interagit avec les questions d'environnement plus globales. Il est important de distinguer les différents types de dégradation, car souvent il y a deux approches possibles : l'une tel un catalogue où l'on privilégie tels types de relations avec tels critères et où l'on décrit qu'il se passe telles choses. L'autre approche où l'on essaie de mettre en évidence des interactions est nettement plus difficile à mettre en œuvre.

Une question importante est celle de la plus ou moins grande réversibilité des processus, car les questions d'environnement ne se posent pas dans des termes identiques dans les pays riches et pauvres même s'il existe des formes de dégradation marquées dans les deux cas. Il est intéressant de distinguer ce qui est général au phénomène urbain et ce qui est propre à l'histoire spécifique d'une ville. Quand on analyse un phénomène d'environnement en milieu urbain, il faut voir ce qui est du ressort de l'urbanisation générale, de la tendance de l'époque et puis ce qui est caractéristique de l'histoire propre avec ses conditions particulière. Ce sont des approches assez différentes.

Distinguer cette question sur un plan général et sur un plan plus particulier amène à prendre en compte des éléments externes qui sont notamment la localisation d'une ville et ses conditions particulières de développement, souvent liées à l'histoire. De là, on peut aborder la question de l'étalement urbain en termes de fragilité et de risque : dans quelle mesure l'étalement urbain introduit-il de nouvelles fragilités quand la ville s'étend ? Quand on arrive dans des zones qui peuvent être différentes de nature, on rencontre souvent très rapidement une concurrence entre les terres fertiles et la construction pour l'habitat. Il peut y avoir des phénomènes d'absorption d'usines originellement extérieures à la ville, simplement par extension de la ville comme cela a été cité dans le cas d'Hô Chi Minh Ville. Nous avons vu que la ville n'était pas un ensemble homogène comme cela a été montré dans le cas d'Accra, il y a des « sous-villes » dans la ville qui présentent des problématiques qui peuvent être assez diverses.

Il me semble important de confronter les logiques micro et macroscopiques, en confrontant l'avantage individuel et les conséquences globales sur la ville, car un migrant peut avoir un avantage à aller en ville, alors que plus globalement, du point de vue de l'urbanisation, cela peut avoir des effets largement négatifs. Il faut confronter ces deux perspectives.

Il est aussi intéressant de comparer la relation pauvreté-environnement d'une part, et richesse-environnement d'autre part, car il y a des problèmes spécifiques à la ville qui sont



liés à la richesse et il y a des problèmes spécifiques qui sont liés à la pauvreté, et ce ne sont pas forcément les mêmes problèmes. Cela amène à réfléchir à la spécificité de la croissance urbaine dans les villes du Sud, et à voir dans quelle mesure les problèmes environnementaux dans les villes du Sud sont particuliers.

Il est important quand on aborde les questions urbaines de les replacer dans le cadre de la dynamique générale de la relation population-environnement-développement, avec l'idée de la spécificité urbaine : dans quelle mesure l'urbanisation va-t-elle amener une vision particulière, dans quelle mesure va-t-elle médiatiser cette relation PDE de manière spécifique ? A cet égard, il est important de comparer les zones rurales et les zones urbaines. Parmi les questions abordées, il y a celle des effets de la croissance de la population, les effets de la densité : y a-t-il un effet proprement urbain qui serait indépendant de la croissance de la population et de la densité, sachant qu'il peut y avoir des densités élevées en zone rurale, et que densité élevée ne veut pas dire forcément urbanisation, même si l'urbanisation permet des densités importantes ? Je pense qu'il est important de se demander ce qui se passe dans les zones rurales quand la croissance démographique est très forte, quand il y a des problèmes d'environnement, de partage des terres, etc. Quand on se focalise sur ce qui se passe en ville, évidemment on voit les problèmes de manière plus forte, car il sont plus dilués dans les zones rurales, mais si l'on réalise un bilan écologique global, on ne peut pas a priori tirer facilement des conclusions.

Il existe en ville une dimension « qualité de la vie », cela a été abordé pour le transport et l'habitat. Il est important de mener des études sur les questions concernant la distance entre l'habitation et le lieu de travail. C'est un thème émergent dans les pays du Nord qui est important aussi dans les pays du Sud quand on essaie de déplacer les populations. Au Caire, par exemple, il y a eu des réticences face à un tel projet car pour les gens ceci voulait dire un accroissement du temps et du coût de transport et cela a eu un impact en termes d'énergie, de pollution et d'encombrement.

D'autres dimensions de la question d'urbanisation peuvent être de nature patrimoniale ou esthétique. Au Vietnam, la croissance démographique pose des problèmes dans la ville et dans la préservation des sites. On a parlé aussi de la notion de paysage à propos de Brazzaville. La relation à la santé est importante et il a été posé comme question de savoir dans quelle mesure certaines maladies étaient liées à l'environnement, que ce soit sous l'effet des eaux stagnantes ou de la qualité de l'eau, du fonctionnement des égouts ou de la gestion des déchets. Tous ces facteurs ont des liens avec la santé et aussi des conséquences, comme cela a été évoqué à propos de Kampala, sur l'environnement non urbain. Par exemple, si l'on dépose les déchets urbains ailleurs qu'en ville, cela peut avoir des impacts sur la pollution des rivières de manière beaucoup plus globale. Cet aspect global n'est pas secondaire par rapport à l'aspect strictement urbain.

Il est intéressant aussi de comparer la pauvreté urbaine et rurale. Dans quelle mesure la pauvreté urbaine possède-t-elle des spécificités par rapport à la pauvreté rurale, est-ce la ville qui est mal organisée ? Tous cela amène à la question des politiques publiques, avec deux niveaux distincts. Un premier niveau consiste en la possibilité d'intervention sur la dynamique urbaine : si l'on prédit une forte croissance de la population urbaine, quelles sont les politiques qui permettraient de limiter cette croissance urbaine, sachant que certaines politiques, par exemple promouvoir les villes moyennes, n'ont pas été toujours couronnées de succès ? Le deuxième niveau est celui de la gestion urbaine qui s'adresse directement aux populations actuelles, éventuellement aux populations futures. Avec des questions concernant par exemple la gestion des déchets, on revient à la notion



d'environnement urbain : comment peut-on vivre bien dans les villes, que faire des déchets ? En tenant compte des modes de vies associés à la vie urbaine, cela pose des problèmes d'environnement. Il faut inscrire cela dans la durée et répéter qu'il y a aujourd'hui des problèmes liés à la croissance des villes. Mais on voit bien que la croissance va continuer, qu'il ne s'agit pas simplement de gérer les problèmes d'aujourd'hui mais aussi d'anticiper les problèmes de demain.

En résumé, on peut faire l'exercice de se demander quelle serait la ville idéale, souhaitable, ou si l'on est moins ambitieux, simplement possible ? Avec l'idée qu'il y a un modèle, quels seraient les moyens qui permettraient de tendre vers ce modèle, sachant que l'on dispose de deux types de moyens, globalement le développement et plus spécifiquement les politiques publiques ? Le développement ne résout pas tous les problèmes, on peut faire des égouts bien arrangés, des maisons très belles mais qui sont très polluantes du fait du mode de vie des gens qui y vivent. Ce sont d'autres formes de pollution et de dégradation de l'environnement qui se substituent alors à la première qui, elle, est liée à la pauvreté.



Questions-débat

Question de Khaled Louhichi à George Botchie et Allan Hill (GH1)

Dans votre recherche, qu'en est-il de la question du genre ? J'aimerais aussi aborder la dimension culturelle. Vous avez bien montré l'importance de cet aspect à travers la perception par la population du fait urbain. Je souhaiterais que vous développiez cet aspect réalité-perception. J'ai aussi apprécié la prise en compte des conditions sanitaires, ceci est important, comme on le voit dans le cas d'Accra. Les informations sur le HIV, le paludisme et les autres maladies graves sont précieuses pour les plaidoyers.

Question de Rosemary Vargas-Lundius à l'ensemble des intervenants

J'aimerais savoir si dans vos recherches, vous avez porté votre attention sur les facteurs *pull* et *push* de la migration. Nous voyons que la population urbaine s'accroît fortement via la migration. Dans le cas d'Hô Chi Minh Ville par exemple, 30% de la population est constituée des migrants, mais s'agit-il d'une migration permanente ? Pour le cas de Kampala, pensez-vous que ces migrants vont repartir ? Ces personnes ont été obligées dans un premier temps de quitter les zones rurales et d'aller vers les zones urbaines, mais ensuite pourquoi continuent-elles à se déplacer ? Cela n'est pas clair car si l'on sait au départ que la pauvreté ou les conflits sont de manière générale des facteurs répulsifs en milieu rural, on sait moins bien ce qui se passe ensuite.

Question de Paulina Adebusoye à l'ensemble des intervenants

Dans l'ensemble des interventions, nous avons encore eu la confirmation d'un ensemble de problèmes qui se posaient dans les zones urbaines : la croissance démographique, la gestion des déchets ou les problèmes de logement. Mais en tant qu'expert en sciences sociales, avez-vous essayé de voir comment les sciences dures pouvaient aider à résoudre certains problèmes, par exemple le traitement des déchets qui semblent résister à toutes les solutions ?

Question de Dominique Tabutin à Hyacinthe Defoundoux (CG1)

Brazzaville n'est pas une ville très riche, c'est le moins qu'on puisse dire, elle est confrontée comme beaucoup d'autres à de sérieux problèmes. Le résultat est que 30% de la population est prête à payer pour améliorer les services publics en matière d'environnement. Ma question précise est : qui serait prêt à payer, pour quoi faire et en quelle matière ?

Plus généralement, pourquoi poser ce genre de question dans les enquêtes ? N'est-ce pas une approche qui pourrait se révéler dangereuse ? A mon avis, il y a des répercussions en terme d'implication politique et de gestion. Si l'on dit que 30% ou 40% de la population est prête à payer, pourquoi la ville ou l'Etat paieraient puisque des gens sont prêts à payer ? N'y a-t-il pas un tel risque ?

Question de Jockey Baker Nyakaana

J'ai une question qui prolonge la précédente : quand vous avez parlé de Brazzaville et de 30% des habitants qui seraient disposés à payer pour effectuer des travaux d'assainissement, cela veut dire que 70% ne sont pas disposés à le faire. Mais combien dans ces 70% ont les moyens de payer ? Il faut faire la différence entre ceux qui ne peuvent pas payer et ceux qui auraient les moyens mais qui ne veulent pas payer.

Réponse d'Allan Hill

D'abord, il faut dire que la question sur le genre est étroitement liée à celle de la santé et de l'environnement. A Accra, 85% des ménages font encore la cuisine avec du charbon et du bois. Une conséquence de ceci est que, d'après nos enquêtes, la prévalence de l'asthme est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Ce sont les ménages les plus riches qui peuvent se permettre d'utiliser le gaz et l'électricité pour faire la cuisine et donc pour ces ménages la différence homme/femme est moins marquée.

Sur le plan de la santé, nous sommes en train de vivre une transition étonnante dans les villes africaines. L'Afrique de l'Ouest n'a pas été très touchée par le VIH/Sida, le taux de prévalence chez les femmes est de 2,4%, très loin de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe. On relève 40% des femmes de plus de cinquante ans qui souffrent d'obésité. N'importe laquelle des femmes que nous avons interrogées pourrait connaître une attaque cérébrale parce que le taux de cholestérol est très élevé. Nous sommes donc confrontés à une série de problèmes très différents. Dans le même temps, le taux de mortalité infantile à Accra est de soixante pour mille. Les enfants sont bien vaccinés, la majorité des naissances se font à l'hôpital parce que les soins sont gratuits mais le taux de mortalité est néanmoins de soixante pour mille. Cela est évidemment le fait des maladies infectieuses, des diarrhées, du paludisme et du choléra.

Concernant la question sur l'utilisation des résultats des sciences dures, il faut savoir que certains jeunes ont commencé à recycler des déchets pour essayer



de réduire les tas d'ordures mais cela n'était pas du tout économique. Il faut beaucoup de temps pour ressortir les boîtes, les bouteilles, tout ce qui pouvait être revendu, et il restait énormément de déchets. Les jeunes ont essayé de vendre cela aux municipalités mais ces dernières pouvaient acheter les matériaux à des prix meilleurs ailleurs. L'expérience aurait pu fonctionner si la ville avait acheté ces déchets à des prix meilleurs. Les gens font de leur mieux mais sont freinés par les divers règlements. Les femmes par exemple ont dit qu'elles réussiraient mieux à enlever les déchets que les sous-traitants et les personnes qui étaient censés le faire. Je suis sûr qu'elles pouvaient le faire mais la question était de savoir où elles allaient déposer ces déchets. Elles n'avaient pas accès aux incinérateurs que les sous-traitants pouvaient eux utiliser.

Réponse de Hyacinthe Defoundoux

Les migrations, dans le cas de Brazzaville, sont de deux ordres. Il y a des mouvements de population qui se font de manière permanente, donc pour l'installation, car la ville apparaît comme un lieu qui pourrait générer plus de ressources que le monde rural. Il y a aussi des mouvements de population qui sont conjoncturels, des populations qui viennent en ville le temps d'acquérir quelques ressources et qui repartent vers leur espace d'origine pour valoriser le potentiel présent dans ces milieux-là. C'est ce que nous avons pu remarquer au Congo.

Il y avait aussi une question sur le genre. Bien que notre approche se focalise plutôt sur le ménage, nous pouvons dire qu'au niveau des variables de contrôle, nous avons le sexe, et on compte 20% des ménages qui sont dirigés par des femmes. Ces femmes sont responsables de micro-entreprises, elles font du commerce entre Brazzaville et Kinshasa et même Legos, Dubaï ou d'autres villes. Elles sont généralement plus « riches » que les hommes chefs de ménage, elles ont plus de responsabilités. Maintenant, pour la grande majorité des autres femmes, épouses d'hommes chef de ménage, la situation n'est pas la même.

Pour la question sur le consentement à payer pour améliorer les services publics en ville, nous sommes partis d'un constat : actuellement à Brazzaville, il y a une société nationale de distribution d'eau mais il n'y a pratiquement pas d'eau dans les robinets. En conséquence, les gens achètent de l'eau, ils ont déjà commencé à financer certaines actions et ils suppléent à la défaillance municipale. C'est dans ce contexte que nous avons posé cette question. En politique, il y a des régulations qui peuvent se faire par le marché, il y a des régulations par le service

public et il y a actuellement la notion de participation qu'on essaie de développer. L'idée derrière cette question est de voir si les populations sont capables de payer pour un certain nombre de services qui sont actuellement des services publics. Mais compte tenu de cette défaillance des services publics, quel serait le niveau de participation des populations ? Cela peut être interprété comme pousser à l'irresponsabilité les pouvoirs publics, mais ce n'était pas évidemment pas notre objectif ! D'ailleurs 60% de la population refuse de payer, cela veut dire qu'il n'y pas un signal donné aux pouvoirs public pour compter sur les populations en ce domaine.

Réponse de Jockey Baker Nyakaana

Je réponds à la question sur la manière de faire intervenir les sciences dures. A Kampala, il y a eu des tentatives de recherche pour voir comment on pouvait utiliser sur le plan économique, donc recycler en quelque sorte, les déchets. Le Maire était en première ligne pour essayer de trouver un moyen pour générer de l'électricité à partir de la biomasse, malheureusement, aucun financement n'a été trouvé. Actuellement, en Ouganda, nous faisons beaucoup de recyclage de déchets métalliques et plastiques, nous avons une industrie qui recycle le plastique et une autre qui recycle le métal. Néanmoins, il reste des déchets. Il y a aussi des groupes de femmes qui essaient de recycler les déchets, elles en font des enveloppes et d'autres matériaux d'emballage, c'est l'un de nos résultats importants. On essaie donc de résoudre le problème, on essaie de transformer les déchets dégradables en engrais mais il y a un manque de financement notamment dans la séparation des déchets. C'est là que risque de se produire un certain nombre de problèmes et de menaces, et finalement les déchets continuent à s'accumuler.

Une autre question concernait les quartiers plus aisés : que fait-on dans les quartiers riches en matière de déchets ? En fait, là où les revenus sont élevés, il y a 0,6 kg de déchets par tête et par jour, alors qu'il y a 0,15 kg de déchets pour les pauvres, autrement dit les riches produisent davantage de déchets que les pauvres. Pourtant leur environnement est plus propre que celui des pauvres, car avec la privatisation, les riches sont non seulement disposés à payer, mais ils paient effectivement pour la collecte des déchets, qui sont régulièrement ramassés chez eux, ce qui n'est pas le cas dans les quartiers pauvres. Malheureusement, le comportement des riches consiste parfois à collecter leurs déchets, les mettre dans des sacs et les transporter en voiture la nuit pour les mettre au bord de la route, « ailleurs ». Les pauvres, eux, n'ont pas cette possibilité de déplacer leurs déchets. Ils se



contentent de les mettre dans la cour, et la cour c'est chez les voisins ou près des voisins, ce qui génère des problèmes.

Quant à la composante santé, dans notre recherche, nous avons étudié les maladies liées à l'environnement des pauvres, notamment le choléra qui est endémique à Kampala. De temps en temps, surtout après la saison des pluies, il y a une épidémie de choléra, surtout dans les quartiers pauvres. Le principal facteur qui attire les populations vers les zones pauvres de Kampala est paradoxalement la fuite devant la pauvreté qu'elles subissent dans d'autres régions. Les pauvres sont attirés vers Kampala car c'est là qu'il y a des activités économiques. Il y a une attirance, non pas seulement des populations des zones rurales, mais aussi d'autres régions urbaines, ce qui cause encore une fois des problèmes d'environnement.

Réponse de George Botchie

Pour préserver l'environnement, il y a des solutions apportées par les sciences physiques, mais les sciences sociales ont dans ce domaine un rôle important à jouer. Par exemple, nous avons vu que l'Ouganda n'avait pas de plan directeur opérationnel en raison d'interférences politiques. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de plan, mais que les plans ne sont pas mis en œuvre. On peut se demander alors si les planificateurs doivent être obligatoirement des politiques pour pouvoir mettre en œuvre les plans ? Peut-être pas, mais il faudrait que les planificateurs examinent les choses de très près pour que les plans puissent être exécutés. Si l'on peut calculer le coût des plans, si l'on peut mettre en rapport le coût d'une opération et ce qu'on peut en retirer, alors il faut prendre les mesures qui s'imposent.

Il y a un moment où l'on n'a plus suffisamment de ressources pour nettoyer l'environnement, mais nous ne pouvons pas nous permettre non plus d'attendre que les générations futures viennent nettoyer l'environnement que nous salissons. Que devons-nous faire ? Cette question relève du domaine des sciences sociales, il faut y réfléchir.

Question d'Yves Charbit à George Botchie et Allan Hill (GH1)

La réflexion méthodologique menée dans le programme sur le Ghana est extrêmement intéressante. On voit bien là, et dans les autres exposés, que les problèmes d'environnement sont complexes parce qu'ils sont multidimensionnels. Jacques Véron l'a signalé aussi, il existe en la matière une grande diversité des méthodes, des échelles et des problématiques. J'ai une remarque sur la perception des pro-

blèmes d'environnement par la population. Je crois me rappeler que 24% de la population déclare que la priorité absolue c'est de faire respecter la loi puis vient ensuite une série d'autres items. Or, je voudrais savoir comment les questions ont été posées car faire respecter la loi est la première réponse qui vient à l'esprit, sous-entendu faire respecter la loi par exemple pour qu'il n'y ait pas négligence en matière de ramassage des ordures. Mais est-ce qu'il n'y pas un problème de construction des items qui font que « respecter la loi » constitue une réponse englobante par rapport aux autres ? Il s'agit d'un détail mineur par rapport à la richesse de la présentation, mais cela me semble important car quand on parle de perception, on ne peut pas faire des analyses très poussées avec des réponses trop générales.

Réponse de George Botchie

Nous n'avons pas eu effectivement le temps d'aborder ce point dans la présentation mais il faut savoir que les items des questions ont été pensés à la suite de nombreuses discussions avec des hommes, des femmes, des jeunes, des vieux, selon la méthode des *focus groups*. Tous les individus se sont exprimés sur leur perception, leurs modes de gestion, leur rôle dans la résolution des problèmes de santé et d'environnement.

Question de Jacques Bongolomba

Quand on parle des questions de dégradation de l'environnement, il ne faut pas voir seulement les ménages ou les micro-activités, il y a aussi de grandes sociétés qui polluent l'environnement. Les politiques publiques, devant ces sociétés, sont souvent incapables de leur imposer une ligne de conduite en matière de gestion d'environnement. Il me semble que c'est un point qui mériterait d'être étudié davantage.

J'aimerais aussi que l'on évoque la question des transports urbains dans les grandes villes africaines qui connaissent à la fois des taux de croissance démographique élevés et des modes de transports très polluants. Cela pose évidemment de sérieux problèmes de pollution.

Enfin, je voudrais poser une question d'ordre général : faut-il à votre avis instaurer une taxe écologique pour améliorer l'environnement dans les villes africaines comme Accra, Brazzaville, Kampala ?

Question de Nouredine Daoudi

Localement, il doit être possible de s'appuyer sur des associations d'usagers pour régler un certain nombre de problèmes environnementaux. Si l'on prend par exemple le problème des eaux usées, pour lesquelles on a vu qu'il y avait des égouts à l'air libre, je pense que les associations de quartiers peuvent régler au



moins ce problème, en construisant des fosses perdues ou en se branchant sur le réseau, s'il n'est pas loin. Qu'en pensez-vous ?

Réponse de Jockey Baker Nyakaana

Construire des éléments physiques ou relier les égouts au réseau sont des problèmes à la fois fondamentaux et difficiles car dans la plupart des centres urbains des pays en développement, y compris Kampala, il y a très peu de quartiers qui sont reliés au système national, il n'y a que le centre ville qui est relié. Donc il y a des eaux usées, mais les systèmes d'égouts ne sont pas connectés partout et cela pose un problème de pollution. Pour lutter contre les dépôts d'ordure dans les systèmes à ciel ouvert, si vous voulez introduire un système de drainage fermé, cela risque de poser des blocages. Les gens risquent de mettre des déchets dans le système, les tuyaux vont se boucher, c'est pour cela qu'on choisit les systèmes à ciel ouvert.

Pour la question sur les taxes écologiques, ce serait certainement une bonne politique qui permettrait de faire payer les ménages selon les déchets qu'ils engendrent mais cela conduit à un problème de collecte de la taxe, surtout parmi les pauvres. Dans les zones urbaines, ils essaient d'abord de survivre, si vous essayez d'imposer encore une taxe vous leur rendez la vie encore plus difficile. Les pauvres préféreraient vivre dans un environnement propre mais ne peuvent pas se permettre de payer l'évacuation des déchets.

Un autre facteur de blocage dans les zones urbaines est celui de l'inertie des habitudes. La plupart des gens vivent dans des environnements où depuis toujours c'est le gouvernement qui dirige tout. Quand la question de la privatisation intervient pour

collecter les déchets, les gens n'acceptent pas, non pas seulement parce qu'ils n'ont pas les moyens mais parce qu'ils ont pris l'habitude que les pouvoirs publics soient aux commandes. Il faut sensibiliser la population sur ce point. Malheureusement, notre gouvernement a introduit des mesures avant de sensibiliser la population ce qui a conduit à certaines résistances de la part de la population.

Quant au transport dans les zones urbaines, c'est évidemment un défi très important car au fur et à mesure que la population augmente, le nombre de véhicules augmente. Il y a donc beaucoup de problèmes de circulation. Tous les véhicules, que ce soit les vélos, les motos, les voitures, les taxis utilisent les mêmes routes et malheureusement ces routes sont devenues trop étroites et mauvaises. On peut parler de compétition ou de concurrence entre ces usagers ce qui crée des embouteillages et des phénomènes de congestion qui ajoutent encore à la pollution. Il y a même parfois des embouteillages de piétons car l'espace est très étroit et il existe une concurrence directe avec les véhicules.

Réponse de Hyacinthe Defoundoux

Pour le consentement à payer, je rappelle que les ménages sont déjà obligés de payer pour régler certains problèmes liés à l'environnement. En matière d'assainissement, nos enquêtes montrent qu'il y a un refus des ménages de s'impliquer à hauteur de 60-70 %. Pourquoi ? Comme je l'ai déjà mentionné, notre décodage est que l'assainissement relève dans l'esprit de la population des pouvoirs publics. Les ménages n'ont pas voulu délivrer un message comme quoi ils pourraient participer à la résolution de ces problèmes car ces actions relèvent selon eux des pouvoirs publics.



5. Restitution des résultats des équipes, séance 3



Séance 3

Pauvreté, environnement et migration

Présidente : Mariam Sow

Nous allons maintenant entendre cinq communications portant sur le thème « pauvreté, environnement et migration ». Ce thème a été décliné dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, au Burkina Faso, au Nigeria et au Togo, ainsi qu'en Afrique du Nord, puisque le Maroc et la zone du Sahara central sont concernés. Différents types de migrations sont envisagés par les équipes de recherche. Il faut noter pour commencer que la majorité des études s'intéressent à l'émigration issue des zones rurales, ainsi qu'aux facteurs à l'origine de ces départs. Quant aux zones d'arrivée, elles se situent aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Enfin, les migrations internes et internationales ont été traitées de manière spécifique ou conjointe selon les programmes de recherche. C'est cette diversité de résultats et d'approches qui vont nous être présentés ici.



5.1. BF5. Mobilité spatiale de la population, nécessité de développement et risques de dégradation de l'environnement dans l'est et le sud-ouest du Burkina Faso

Présenté par Ardjouma Ouattara

Résumé

L'objectif de ce projet sur la mobilité spatiale de la population et les risques de dégradation de l'environnement est de contribuer à une meilleure connaissance des interrelations PDE au Burkina Faso, notamment dans les régions du Sud-Ouest et de l'Est, deux zones d'accueil des migrants internes. À partir de matériaux aussi divers que des documents administratifs et juridiques, des statistiques sur la pauvreté, des images satellites et des enquêtes socio-économiques, les résultats montrent que si les migrations participent à l'accroissement de la production et l'amélioration des conditions de vie des ménages, l'absence de sécurité foncière et de législation efficace en matière d'environnement peut s'avérer un frein à la dynamique de développement des zones d'accueil.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

L'objectif des recherches sur la mobilité spatiale des populations et les risques de dégradation de l'environnement, en liaison avec les nécessités de développement, est de contribuer à une meilleure connaissance des interrelations PDE en se fondant sur deux hypothèses : tout d'abord, l'accroissement démographique peut constituer un facteur de paupérisation de la population et de dégradation de l'environnement ; deuxièmement, la mobilité de la population est à la fois facteur de développement socio-économique et source de bouleversements socioculturels préjudiciables à l'environnement.

Au Burkina Faso, la population est inégalement répartie sur le territoire national. Les provinces du Centre et de l'Ouest du pays présentent les plus forts effectifs. À l'opposé, les provinces de la Kompienga, du Nounbiel et du Poni figurent parmi les moins peuplées. Dans ces provinces, l'activité économique basée sur l'agriculture et l'élevage, pour plus de 80% de la population, en est toujours au stade des techniques agricoles rudimentaires en raison de la faiblesse de l'encadrement technique, de l'analphabétisme et des difficultés d'accès au crédit agricole. Les groupes pratiquent également les cultures maraîchères, la pêche, l'artisanat et le commerce de détail.

Ces régions du Sud-Ouest et de l'Est, toutes deux des zones d'accueil des migrants internes, ont été retenues comme terrain de recherche de l'équipe. Les provinces de la Kompienga, du Nounbiel et du Poni sont peuplées par des groupes d'origines diverses. Dans la Kompienga, la majorité de la population est Gourmatché, groupe auquel s'ajoutent les Mossi, les Yancé, les Peuls, les Haoussa et les Djerma. Dans le Poni et le Nounbiel, ce sont les Lobi, les Birifor, les Dagara, les Djan, les Mossi et les Dioula qui peuplent ces territoires.

Des politiques nationales de développement ont été déployées pour améliorer le niveau de vie des populations. Cependant, les résultats sont en deçà des attentes. Le plus souvent, les textes, les lois et les politiques qui les sous-tendent ont du mal à être appliqués à l'échelle locale parce qu'ils n'intègrent pas suffisamment les savoirs locaux. Parfois, les intérêts des populations locales sont relégués au second plan au profit de l'intérêt national. Une telle démarche crée des frictions à l'origine de l'inefficacité des stratégies susceptibles de préserver l'environnement.



Méthodologie

Trois types de données et d'approches ont été retenus par l'équipe. La méthode a consisté à effectuer des recherches documentaires, des analyses d'images satellites et à mener une enquête complémentaire.

Les recherches documentaires ont permis de recentrer la problématique population-développement-environnement sur la vision « nexus » établissant des liens avec la pauvreté. Ces recherches ont mis en évidence une abondante documentation sur les phénomènes migratoires au Burkina Faso, mais qui reste avare en production scientifique sur les zones d'étude. De même, il n'existe pas, sur les zones concernées, de travaux scientifiques sur les rapports entre les migrants et la population locale et leurs implications dans la gestion des ressources naturelles. En revanche, l'exploitation des textes officiels en matière foncière et d'environnement a permis de camper le cadre législatif de la gestion des ressources naturelles.

L'évolution de l'état de l'environnement a été analysée grâce à l'exploitation d'images satellites des années 1984 et 1999, ce qui a permis de réaliser une étude cartographique des sites dans la durée, de mieux apprécier la dynamique de l'occupation humaine de l'espace et d'appréhender la dégradation du couvert végétal à travers les modifications physiologiques des différentes formations végétales.

Les investigations sur le terrain se sont quant à elles appuyées sur des enquêtes concernant les villages et les unités d'exploitation réalisées en 2001-2002 dans les provinces de la Kompienga (Est), du Nounbiel et du Poni (Sud-Ouest) dans le cadre du programme « Population, développement et environnement » du Département des Sciences de la Population de l'Institut des Sciences des Sociétés. Des enquêtes complémentaires dictées par le souci de combler les insuffisances de l'enquête 2001-2002, ont permis de collecter des informations sur la situation économique des ménages migrants, de cerner l'impact de la migration sur les conditions de vie et le degré de leur perception de la dégradation de l'environnement en rapport avec leurs techniques d'exploitation agricole.

Résultats

Tout d'abord, il ressort que l'accroissement de la population est beaucoup plus important dans l'Est que dans le Sud-Ouest à cause de la présence du lac du barrage de la Kompienga, qui attire de nombreux migrants. Parallèlement, les événements survenus en Côte-d'Ivoire à partir de 2001 ont sans doute contribué à modifier le profil migratoire des deux zones, le Sud-Ouest ayant été retenu comme site majeur d'accueil des expulsés de ce pays.

La dynamique de la population résulte également des migrations induites par l'inégale répartition des ressources naturelles sur le territoire national. Ces mouvements partent des zones défavorisées vers celles qui disposent de terres cultivables. Les migrations vers la Kompienga ont été plus importantes que dans le Poni/Nounbiel puisqu'en 1985 et 1996, des soldes positifs y étaient enregistrés, tandis que le Sud-Ouest présentait un solde négatif. Les résultats des enquêtes sur les deux sites ont également montré que 34,8% des chefs d'unités d'exploitation agricole sont des migrants, souvent originaires des provinces voisines et sont généralement des hommes âgés de 30 à 44 ans. C'est donc à ce jeune âge que les hommes partent le plus monnayer leur force de travail ailleurs et préparer le retour au pays.

Ainsi, l'augmentation de la population s'est accompagnée d'un éparpillement de l'habitat, avec pour effet le morcellement des exploitations agricoles, ce qui est préjudiciable



à l'environnement. La situation est d'autant plus difficile à l'Est que les migrations venues du Centre et du Nord du pays (Mossi, Peul) restreignent l'espace disponible, phénomène accentué par le fait que les zones potentiellement très fertiles sont classées réserves de faune et parcs nationaux.

En 1985, le décret portant application de la Réforme Agraire et Foncière (RAF) donnait à la terre un statut nouveau, susceptible de permettre d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et « le logement pour tous ». De plus, le code de l'environnement et le code forestier fournissent les réglementations les plus pertinentes. Mais la non implication des populations à leur conception et mise en œuvre rend ces réglementations inefficaces pour la préservation de l'environnement. Pour y remédier, le Burkina Faso a mis en place le Plan National pour l'Environnement dans un souci de préservation du milieu. Le rapport du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté publié en 2003 indique cependant que les résultats des années 2000 à 2002 ont été mitigés dans la mesure où la pauvreté s'est aggravée et le cadre macro-économique s'est relativement détérioré. Au niveau régional, les situations sont contrastées : on observe dans la région de l'Est une régression de l'incidence de la pauvreté de 56,5% en 1994 à 40,9% en 2003 alors qu'au Sud-Ouest, la situation se traduit par une augmentation de la pauvreté de 44,8% en 1994 à 56,6% en 2003.

Les migrations, sources d'accroissement de la production

À l'Est comme au Sud-Ouest, les champs octroyés aux migrants sont le plus souvent des espaces laissés en friche ou d'anciens champs abandonnés. La mise en valeur de ces lopins de terre par les migrants est d'un apport considérable dans la production vivrière globale de la zone. Sur les deux sites, les migrants tendent à mettre en valeur de grandes superficies cultivables, ce qui a souvent un effet d'entraînement sur les populations locales, jusqu'ici habituées aux champs familiaux de taille plus réduite pour l'agriculture de subsistance. Les cultures de rente permettent aux migrants d'avoir des revenus assez importants pour acquérir un équipement agricole plus performant et des engrais pour accroître la productivité.

Rôle de la mobilité sur les conditions de vie des ménages

L'amélioration du niveau de vie des migrants s'observe assez rapidement après leur arrivée. Celle-ci est plus importante à l'Est qu'au Sud-Ouest, si l'on se réfère aux statistiques nationales sur l'évolution du niveau de pauvreté des deux zones. L'Est, notamment la province de la Kompienga, s'est peuplée ces dernières années grâce à la migration favorisée par la mise en eau du premier barrage hydroélectrique du pays, suivie d'un désenclavement de la zone grâce au bitumage de routes internationales. L'augmentation du trafic et du commerce ainsi que la migration internationale ajoutée à celle des populations de l'intérieur, favorisent la mise en place par l'Etat et ses partenaires d'infrastructures sanitaires, hydrauliques, scolaires, etc. L'augmentation des ressources grâce à la pratique de cultures de rentes, participe de même à cette amélioration des conditions de vie. Cependant, la migration peut aussi entraîner des troubles dans l'organisation sociale des villages, notamment en matière de gestion des terres.

Les conflits liés à l'insécurité foncière

Certains villageois considèrent que les migrants procèdent à l'extension des superficies qui leurs sont allouées, ou à des investissements coûteux comme l'agroforesterie, sans autorisation préalable de leur part. Sur les deux sites, la terre appartient toujours aux ancêtres et aux divinités locales. La crainte d'être dépossédé pour un motif quelconque ou le désir de pouvoir laisser leur champ en héritage à leur descendance est la raison fondamentale de



recherche d'une régularisation foncière administrative de la part des villageois. Une frange de ces derniers propose de réguler la migration, de réduire les superficies allouées ou encore de limiter dans le temps l'exploitation des champs offerts aux migrants. Les difficultés liées à l'application des textes nationaux en matière foncière, plus particulièrement ceux de la RAF, explique cette insécurité foncière et cette attitude face aux migrants.

Innovations et mutations socioculturelles

L'arrivée des migrants s'accompagne nécessairement de changements culturels. Lorsqu'ils sont en petit nombre, la tendance à l'intégration est plus poussée (apprentissage de la langue, participation aux cérémonies de vie, etc.). En revanche, la reproduction des attitudes culturelles du lieu d'origine est plus forte lorsqu'il y a un grand nombre de migrants issus de la même destination de départ. De nombreux migrants ont introduit avec beaucoup de réussite la plantation d'arbres fruitiers, tels que l'anacardier, dans le Sud-Ouest, ou encore le coton, culture très développée dans l'Est. La réussite économique et sociale engendrée a pour avantage de fixer les jeunes dans leur nouveau terroir. Toutefois, l'introduction de l'argent crée une catégorisation sociale qui transcende souvent les hiérarchies traditionnelles, entraînant un changement dans les pratiques et représentations socioculturelles. Une autre transformation observée est la multiplication des marchés permanents, avec l'introduction par les migrants du petit commerce, de la mécanique, de la menuiserie, etc. L'emploi rural non agricole se développant, ceci entraîne une diversification des sources de revenus et une ouverture à l'économie de marché.

La dynamique du milieu naturel

Le phénomène migratoire a pour effet de contraindre les populations résidentes des deux sites, migrants et non-migrants, à déboiser pour disposer de nouveaux champs. Dans les provinces de la Kompienga, du Poni et du Noumbiel, la mise en valeur des terres agricoles se fait au détriment de la végétation. La dégradation des formations végétales s'observe tant sur les plans de la distribution spatiale que d'un point de vue qualitatif. Les images satellites permettent de décrire la dynamique des paysages végétaux qui montre que les différentes classes de l'occupation du sol ont connu des variations notables de 1984 à 1999, entre savanes boisées, arborées et arbustives. La tendance à la dégradation des formations naturelles semble généralisée à toute la province, et ceci même dans les aires protégées. Les mêmes analyses appliquées aux provinces du Poni et du Noumbiel font ressortir également une évolution régressive du couvert végétal qui, combinée aux pratiques culturelles, expose les terres aux effets insidieux de l'érosion que sont le ravinement, le décapage et le sapement des berges.

Conclusions et implications politiques

L'étude a permis de mettre en relief la problématique du développement local au Burkina Faso. L'analyse des textes montre que la RAF dont sont dérivés les codes de l'environnement et forestier a encouragé tacitement la mobilité des populations et la mise en valeur des fortes potentialités des régions de l'Est et du Sud-Ouest du pays. En effet, en stipulant que la terre appartient à celui qui l'exploite, la RAF encourage la mise en valeur des ressources naturelles sur tout l'ensemble du territoire national. Les chefferies coutumières, jugées comme des forces rétrogrades, sont quelquefois mises à l'écart du processus d'élaboration des textes en matière de gestion des ressources naturelles. Aussi ces pouvoirs traditionnels locaux, autrefois garants des valeurs communautaires, ne sont-ils pas reconnus par la RAF. Il en résulte un vide institutionnel à l'échelon villageois, où les institutions mo-



dernes chargées de gérer les rapports entre les hommes et l'espace ne sont pas représentées. Cette ambiguïté déresponsabilise les populations d'une gestion durable des terres et de la préservation des ressources.

Ce contexte est à l'origine de l'occupation et de l'exploitation anarchique des ressources naturelles avec pour corollaire leur dégradation continue. En effet, l'analyse démographique a montré que l'accroissement de la population est essentiellement alimenté par des flux migratoires non contrôlés. En l'absence de sécurité foncière, ces migrants s'adonnent très souvent à une exploitation minière des ressources naturelles. A long terme, ces pratiques peuvent compromettent le développement socio-économique des zones d'accueil, notamment à l'Est et au Sud-Ouest du Burkina Faso. L'espoir se situe alors dans l'avènement du processus de décentralisation des services de l'Etat et dans l'élaboration en cours de la politique nationale de sécurité foncière, qui permettront de mieux responsabiliser les communautés à la préservation et à une gestion durable des ressources naturelles.

Au regard de l'évolution de la situation de l'environnement dans les deux régions, des mesures préventives sont nécessaires afin de bien orienter les mouvements d'occupation vers des unités moins fragiles, de sensibiliser les populations aux méthodes de sauvegarde de l'environnement en s'appuyant sur leurs expériences pratiques et leurs savoirs locaux. C'est à ce prix qu'on peut contribuer à juguler la désertification qui, nul ne l'ignore, gagne de plus en plus de terrain. Les politiques de développement devraient en tenir compte.



5.2. NG1. Migration rural-urbain, pauvreté et environnement durable à Lagos

Présenté par Peter Okuneye

Résumé

L'étude s'intéresse aux causes et à l'impact des migrations rural urbain, en soulignant les conséquences de celles-ci sur les conditions socioéconomiques et environnementales à Lagos et dans les lieux d'origine des migrants. Grâce à des méthodes à la fois qualitatives et quantitatives, cette recherche a montré que les facteurs socioéconomiques, notamment les opportunités professionnelles et éducatives, sont la principale cause de migration à Lagos, ancienne capitale du Nigeria et centre commercial actuel. De plus, l'état de dégradation de l'environnement à Lagos exige des secteurs public et privé la formulation de stratégies participatives pour créer et faire appliquer des règles en faveur de la durabilité environnementale.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Lagos constitue un cas d'école pour étudier les migrants et les conséquences des migrations internes. C'est la ville la plus cosmopolite d'Afrique de l'Ouest avec une population d'environ 10 millions de personnes résidant dans le seul centre urbain. Lagos est un *melting pot* qui constitue en quelque sorte une représentation miniature du Nigeria. Tous les groupes ethniques y sont représentés avec les Yoruba comme groupe dominant. Avec une histoire marquée par ses origines précoloniales et façonnée ensuite par l'administration coloniale, la ville est devenue aujourd'hui le centre commercial névralgique du Nigeria.

L'objectif global de ce projet était d'étudier la nature, les causes et conséquences des migrations du milieu rural vers l'urbain sur la pauvreté et sur le changement environnemental à Lagos mais aussi dans les lieux d'origine des migrants. Plus précisément, le projet s'est attaché à :

- 1) étudier les facteurs de la migration rural-urbain au Nigeria et à réaliser une cartographie de la migration rural-urbain à Lagos ;
- 2) examiner la nature de la pauvreté et l'impact environnemental de la migration à la fois dans les lieux d'origine et d'arrivée des migrants ;
- 3) montrer la corrélation existant entre la migration rural-urbain et le taux de dégradation environnementale à Lagos ;
- 4) mettre en valeur les résultats de recherche au regard des politiques de planification du développement durable au Nigeria.

Les questions centrales à ce projet de recherche articulant la migration, la pauvreté et l'environnement sont de savoir si :

- a) la décision de migrer dépend des conditions de vie dans le lieu d'origine ;
- b) il existe une différence significative entre le niveau de revenus des migrants avant et après la migration ;
- c) les caractéristiques socioéconomiques diffèrent beaucoup entre les migrants et les non-migrants ;



d) les stades du développement à Lagos et dans les lieux d'origine des migrants ont été marqués par de profonds changements durant les vingt dernières années ;

e) les problèmes environnementaux auxquels sont confrontés les migrants à Lagos et les non-migrants dans leurs lieux d'origine sont similaires ou différents.

Méthodologie

Trois étapes ont structuré la méthodologie de recherche. Tout d'abord, le bilan de la littérature produite par un certain nombre d'organisations et institutions nationales et internationales est une étape préliminaire indispensable pour collecter des données qui constitueront le fondement des recherches à venir. Deuxièmement, le projet se focalise essentiellement sur la ville de Lagos, point de départ d'une étude exploratoire de la distribution et des conditions de vie des migrants dans leur lieu d'arrivée. Une rencontre entre décideurs a été organisée avec des représentants des gouvernements central et local à cet effet. C'est à partir des résultats de cette phase exploratoire que les lieux d'origine des personnes interrogées (migrants à Lagos) ont pu être sélectionnés. Des enquêtes socioéconomiques et environnementales plus poussées ont été conduites par la suite dans les lieux choisis. Dans un troisième temps, la mise au point d'une carte des migrations au Nigeria a permis de visualiser les flux migratoires en direction des lieux d'arrivée que nous avons sélectionnés. Un échantillon de trois lieux d'origine a été retenu pour la collecte plus approfondie de données concernant les niveaux de vie, la situation environnementale, les activités, la démographie et les infrastructures.

Aussi, la rencontre avec les décideurs a-t-elle généré un certain nombre d'informations à partir desquelles d'autres méthodologies de collecte de données ont pu être mises au point, notamment l'analyse d'images satellites et le SIG pour traiter les unités sélectionnées comme les LGA (Local Government Areas). Les opinions des représentants du gouvernement ont également été analysées.

Six assistants de recherche ont été formés à la technique d'entretien pour l'appliquer ensuite à un échantillon de 360 individus répartis dans six LGA sélectionnés en fonction du niveau de richesse et du trafic de circulation. On dénombre des LGA avec des hauts revenus et un faible trafic, avec revenus et trafic moyens, avec bas revenus et circulation intense. Les listes de rues établies par le recensement national de 1991 ont été obtenues directement au siège de chaque LGA afin d'effectuer une sélection aléatoire de six rues. Pour chacune des rues, dix personnes ont été sélectionnées à partir de dix maisons, elles-mêmes choisies de manière aléatoire. Ce sont 350 entretiens qui ont pu être analysés, étant donné l'absence de données pertinentes dans une dizaine de cas.

L'analyse statistique et descriptive de ces entretiens a révélé des tendances et des modèles à partir de variables préalablement définies : les conditions socioéconomiques, l'environnement, la santé. Par ailleurs, les présidents des six LGA, les directeurs et secrétaires de Ministères et départements d'Etat liés à notre étude ont été interrogés au sujet des activités conduites par leurs organisations, notamment celles concernant les migrants et les besoins de la population grandissante. Au total, 180 personnes originaires des trois plus importantes régions d'origine des migrants ont été interrogées. Des échantillons d'eau et de nourriture vendue dans la rue ont également été collectés à Lagos et dans les lieux d'origine des migrants pour évaluer l'impact éventuel de la pollution environnementale.

Des données supplémentaires ont été collectées à partir de méthodes participatives comme l'observation, le jeu de rôle, la hiérarchisation et la cartographie des lieux d'origine



sélectionnés à partir des données obtenues à Lagos, les groupes de discussion avec des anciens et d'autres personnes d'influence dans les lieux d'origine.

Les données obtenues ont été analysées de trois manières différentes. Tout d'abord, des analyses participatives sur le terrain et des investigations plus poussées ont été conduites avec des migrants respectivement à Lagos et dans leurs lieux d'origine. Une analyse plus systématique des données quantitatives existantes s'est déroulée en incorporant les données de l'enquête à Lagos. Il en est ressorti une caractérisation de la nature de la pauvreté et des caractéristiques socioéconomiques et démographiques des familles de migrants et de non-migrants. Quant à lui, le protocole d'analyses biologiques et chimiques a été réalisé à partir d'échantillons d'eau et de nourriture collectés dans les endroits sélectionnés à Lagos. A partir d'échantillons obtenus dans les lieux choisis, des examens similaires ont permis de mesurer les niveaux d'impact environnemental sur l'alimentation dans la rue. Des outils de statistique inférentielle ont été utilisés pour tester, valider ou reformuler, les hypothèses de départ.

Résultats

L'étude a montré que les facteurs socioéconomiques, comme l'emploi et les opportunités en matière d'éducation, constituaient la cause principale de migration en direction de Lagos. Le taux de chômage des migrants à Lagos a été divisé par sept par rapport à leur situation dans le milieu d'origine. Les conditions de vie individuelles ne sont pas un facteur très discriminant du départ mais c'est plutôt le niveau de pauvreté global en zone rurale qui constitue un facteur déterminant de la migration à Lagos. De plus, la recherche a pu démontrer qu'une fois à Lagos, le spectre d'activités professionnelles s'élargit à tel point que les migrants délaissent l'agriculture. Un effort soutenu pour améliorer la pratique de l'agriculture permettrait certainement d'endiguer l'exode rural au Nigeria. De même, l'industrialisation dans les campagnes est un secteur crucial à développer afin de retenir en zone rurale la population jeune dans le secteur agricole.

Les résultats de la recherche ont également démontré que la situation socioéconomique des migrants à Lagos était bien meilleure que dans le milieu d'origine avant la migration. Même si la prise en compte de la cherté de la vie à Lagos rend difficile la comparaison, il n'en demeure pas moins que le niveau de vie des migrants est plus élevé après la migration.

Au-delà de ces observations générales, l'analyse des perceptions des personnes interrogées et l'analyse d'images ont clairement montré des évolutions majeures dans les phases de développement de Lagos. Dans trois LGA couverts par l'enquête, il y a eu 100% d'augmentation du bâti. Dans des zones de faible densité de population et de hauts revenus comme dans le LGA d'Eti-Osa, la progression des constructions n'atteint que 50% par rapport aux années 1960 et 1970. Dans les lieux d'origine, le développement durant les vingt dernières années n'a pas été aussi rapide qu'à Lagos, véritable pôle d'attraction des migrants.

Malgré l'émigration depuis les zones rurales, la situation environnementale locale est perçue comme allant dans le sens de la dégradation plutôt que l'amélioration. L'une des raisons avancées pour expliquer ce phénomène est celle du taux de croissance de la population, malgré l'émigration, et le manque d'intérêt pour les zones rurales dans les pays en voie de développement. Il est à noter que la situation n'est cependant pas perçue comme meilleure à Lagos. La demande en infrastructures y est en effet bien supérieure à l'offre. L'analyse des échantillons d'eau et de nourriture a révélé un taux élevé de contamination



par des produits très toxiques. Cette contamination est liée à la pollution environnementale qui est elle-même liée à une densité très élevée de population et de circulation dans la ville.

On dénombre 27% de personnes interrogées qui rejettent la responsabilité sur le gouvernement pour ce qui est de l'évacuation des déchets dans leur espace de vie. Des chercheurs ont débattu sur la nécessité d'une meilleure gestion des fonds alloués mais le problème des déchets en milieu urbain est aggravé par le phénomène migratoire. Des instruments appropriés d'économie de l'environnement pourraient être utilisés pour minimiser ces conséquences négatives et sensibiliser du même coup le gouvernement, les industriels et les usagers.

L'étude a également montré que la plupart des échantillons d'eau et de bananes plantain frites collectés dans la rue étaient contaminés d'une manière ou d'une autre, ce qui permettrait d'expliquer l'augmentation du nombre de maladies comme le cancer, les problèmes respiratoires, les gastro-entérites dans les couches de la population à bas revenus. Cependant, un meilleur conditionnement des bananes plantain est recommandé pour empêcher toute contamination bactérienne. Des solutions alternatives de traitement devraient aussi être trouvées pour éviter, ou tout du moins pour minimiser la pollution des produits par des métaux lourds, et donc réduire les risques sanitaires. Il est notamment recommandé que l'eau gagnerait en qualité en utilisant par exemple des filtres de carbone/sable avec irradiation par ultraviolets. Des études complémentaires sur les problèmes de santé et sur les maladies endémiques chez les personnes interrogées permettraient certainement de mieux comprendre les conséquences de la pollution environnementale sur la santé.

Conclusions et implications politiques

L'étude de l'articulation des dynamiques de population avec l'environnement, les migrants et les personnes dans leurs milieux d'origine éclaire sur les conséquences de la migration rural-urbain. Cette dernière constitue depuis des années une préoccupation majeure des décideurs, des partenaires du développement et des chercheurs. La migration entraîne dans le monde entier une pression démographique de plus en plus forte sur les villes en développement. Ce type de dynamique de population a également des conséquences néfastes sur l'environnement, plus particulièrement dans les zones où le rythme de construction ou d'entretien des infrastructures n'est pas en phase avec celui de la croissance de la population.

Aggravé par d'amples mouvements migratoires, l'état de dégradation de l'environnement à Lagos est inquiétant. Dans le but de traiter la question des problèmes d'environnement et de santé, les résultats de cette étude incitent à instaurer une stratégie conjointe de gestion urbaine de la part des secteurs privés et publics. Pour s'assurer le succès d'une telle stratégie, une structure de suivi et d'évaluation doit être mise en place pour faire respecter les règlements et conduire ainsi à un environnement durable. En outre, un effort est à faire en amont pour améliorer la situation socioéconomique dans les campagnes et dans les villes de transit. Par exemple, des industries agroalimentaires peuvent être implantées en zone rurale pour éviter ou ralentir la migration vers les villes grâce à la création d'emplois.



5.3. MA2. Interaction entre migrations internationales, croissance urbaine et développement durable au Maroc

Présenté par Jamal Elachmit

Résumé

Ce projet vise à décrire les effets des migrations internationales sur la croissance urbaine et le développement durable au Maroc, à travers l'exemple de la région du Souss-Massa (province de Tiznit), l'un des grands foyers de départ. C'est grâce à un double diagnostic en milieu rural et urbain, ainsi qu'une enquête par questionnaire, que nous avons testé l'hypothèse selon laquelle la dynamique migratoire est caractérisée d'un côté, par le dépérissement de l'activité rurale traditionnelle et, de l'autre, par une croissance urbaine sans précédent. Les résultats ont montré que l'émigration a généré à la fois une forte croissance urbaine et un phénomène de micro-urbanisation des espaces ruraux, avec pour effet un exode rural, fort dans un premier temps, puis tempéré par la saturation des grandes villes.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Les migrants, par leurs déplacements, mesurent les écarts de niveau de vie et de développement entre l'espace de départ et celui de destination. Les migrants ont aussi appris à épargner selon des stratégies à la fois individuelles et collectives. Ils envoient de l'argent à leur famille restée dans le pays de départ. Dans le monde, le montant des sommes envoyées est en constante augmentation. La Banque Mondiale et le FMI les évaluent pour l'année 2005 à plus de 167 milliards de dollars. Si les volumes annuels sont importants, le fait le plus marquant de ces dernières années est leur progression : ils sont passés de 3 milliards de dollars en 1970 à 70 milliards au début des années 1990 pour atteindre 167 milliards en 2005.

Avec plus de trois millions de Marocains à l'étranger, soit presque 10% de la population, le Maroc est considéré aujourd'hui comme l'un des principaux pays d'émigration en Afrique. L'émigration est devenue un secteur clé de la politique nationale grâce aux transferts monétaires, contribuant ainsi à l'économie nationale (près de 10% du PIB) et au bien-être social. Au niveau macroéconomique, les transferts financiers des émigrés couvrent une partie du déficit de la balance des paiements marocains. Il est maintenant admis que ces transferts permettent aux populations non migrantes de vivre plus décemment. Principalement, en milieu rural, l'initiative individuelle paraît plus largement collectivisée qu'en milieu urbain. Ce constat rejoint le discours dominant des pays d'immigration et des Nations Unies selon lequel les migrations internationales et la question du développement du pays d'origine sont étroitement liées.

C'est dans ce contexte que l'examen de la situation du Souss-Massa, l'une des seize régions que compte le Maroc, permet de mettre en relief un cas singulier sur l'échiquier national, voire international, à la fois par son épaisseur historique, son poids numérique et l'importance de ses effets sociaux, spatiaux et économiques. Outre une interrogation sur les émigrés comme acteurs de l'urbanisation, nous examinons les effets de leurs actions dans le domaine du développement et de l'environnement, en milieu rural et urbain, dans un contexte où la nouvelle organisation des sociétés civiles dans le mouvement de la mondialisation entraîne une multiplication des acteurs de la coopération pour le développement durable. Aujourd'hui, les institutions internationales fondent leurs interventions, notam-



ment dans les pays du Sud, sur une exigence de mise en œuvre de pratiques de « bonne gouvernance », au travers de programmes visant le développement de la « démocratie participative ». La fonction régaliennne des Etats a laissé désormais la place à de nombreux acteurs. Il faut composer avec les ONG mais aussi, plus récemment, avec les Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations.

Méthodologie

Fruit du différentiel économique, combinées à de nombreux facteurs humains, spatiaux et sociaux, les forces « attractives » et « répulsives » constituent les déterminants des migrations internationales. L'hypothèse de départ est la suivante : sous les effets conjugués des difficultés de vie dans le milieu rural et de l'attraction grandissante des espaces urbains, on assiste d'un côté, au dépérissement de l'activité rurale traditionnelle et, de l'autre, à une croissance urbaine sans précédent. Mais chacun de ces modèles de développement corroborent une série de faits à la fois sur le milieu naturel, sur les conditions de vie et de travail de la population, en particulier, et à l'évolution de la dynamique de la société, en général.

La région du Souss-Massa est considérée comme l'une des régions de départ classique des populations du Sud vers le Nord. Elle est caractérisée par des milieux fragiles et contraignants. Ces contraintes écologiques font que les sociétés se sont structurées autour de la gestion parcimonieuse des ressources naturelles, en adaptant leurs systèmes sociaux et familiaux dans lesquels la migration a toujours joué un rôle déterminant dans l'équilibre entre l'homme et l'espace. Depuis la fin du 19^{ème} siècle, ces espaces ont connu des vagues migratoires importantes, à des rythmes et calendriers divers. Pour les aborder, deux types d'enquêtes ont été conduits en milieu rural et urbain.

Tout d'abord, un diagnostic rapide en milieu rural a été effectué dans une commune rurale, El Mâader El Kabir, située dans la Province de Tiznit. En recourant aux techniques de l'observation participante, de l'entretien semi-directif et de la discussion de groupe, ce diagnostic territorial s'est focalisé sur les systèmes de production et la situation socioéconomique d'une quinzaine d'exploitations. Un support de cartographie thématique et d'imagerie satellitaire a également été utilisé pour localiser les lieux et identifier les axes de développement choisis.

Pour ce qui est de l'approche en milieu urbain, un diagnostic environnemental, c'est-à-dire l'évaluation des impacts des migrations sur l'environnement et sur l'utilisation des ressources à l'intérieur de la ville, a été mené grâce une enquête par questionnaire. Avec comme unité d'étude un bidonville situé au cœur du grand Agadir, c'est la dynamique des trajectoires migratoires individuelles et collectives qui a été considérée.

Résultats

Croissance démographique et utilisation des ressources naturelles

La région du Souss-Massa est constituée de montagnes et de plateaux formant un châteaueau d'eau pour les plaines du Massa et de Tiznit. Ces ressources en eau sont en nette diminution du fait de cycles de sécheresse prolongés et récurrents, en raison de la dégradation des ressources naturelles (érosion des sols, recul des forêts, croissance de l'urbanisation, etc.) et d'un exode rural et agraire depuis plus d'un demi-siècle.

La province de Tiznit est subdivisée en trois zones géographiquement distinctes (la plaine, la zone montagneuse continentale, la zone montagneuse littorale) et la vie rurale y



est rythmée par le fonctionnement du système Arganeraie. Les surfaces agricoles sont en majorité réparties en plaine et en moyenne montagne. La plupart des terres agricoles sont exploitées par leurs propriétaires (90%) et le mode de faire-valoir indirect représente 10%. Une typologie des exploitations agricoles montre la domination de la petite exploitation et de la céréaliculture, pratique la plus consommatrice d'espace agricole (90% des terrains emblavés).

En 2004, la population de la Province de Tiznit, après avoir connu une très forte croissance annuelle moyenne de 5,2% entre 1960 et 1971, est passée d'un taux de croissance moyen de 0,9% entre 1982 et 1994, à -0,1% entre 1994 et 2004, à comparer pour la dernière période au taux de 1,4% pour la région et de 1,7% pour l'ensemble du Maroc. L'exode rural est donc encore très actif aujourd'hui. Pratiquement toutes les communes rurales de la province ont subi une baisse substantielle de leur population mais ceci n'est pas une spécificité locale, l'exode rural est une constante dans la dynamique urbaine marocaine.

Dans la région de Tiznit, les effets conjugués de la pression anthropique croissante sur les ressources naturelles et des conditions climatiques sévères engendrent des dysfonctionnements de l'écosystème général. Ces effets sont amplifiés par des systèmes inappropriés d'exploitation des ressources naturelles disponibles. Cela conduit à la régression des massifs forestiers, à la diminution de la disponibilité des ressources en eau et à leur pollution, ainsi qu'à la dégradation des sols pouvant engendrer la désertification et la disparition de certaines espèces. Ces perturbations, qui affectent les ressources biologiques et les potentialités des terres, se traduisent par la détérioration du niveau de vie de la population, l'abandon des terres et l'exode rural ou l'émigration. Les progrès liés à l'introduction de nouvelles techniques et de nouvelles politiques en matière d'environnement et d'aménagement hydro-agricole ne semblent plus contrebalancer cette dynamique démographique et économique. Dans ce contexte, des stratégies d'adaptation à ces contraintes semblent pourtant essayer de maintenir un certain équilibre entre la terre et les hommes. Ainsi, la pluriactivité pratiquée en milieu rural devient une norme de régulation, dans la mesure où les migrants cherchent un complément de ressources, soit en s'installant en ville (Grand Agadir), soit en tentant leur chance à l'étranger.

Migrations et croissance urbaine

L'aire du Grand Agadir a vu sa population croître à un rythme très élevé entre 1982 et 2004, passant de 258 200 à 678 600 habitants, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4,5%. Comparé aux autres grandes agglomérations nationales, le Grand Agadir se situe au cinquième rang de par sa population après les villes de Casablanca (2 950 000), Fès (946 800), Marrakech (823 150) et Salé (760 200). Il a connu toutefois le plus fort taux d'accroissement annuel moyen entre 1994 et 2004.

Agadir est victime de son dynamisme économique, social et urbanistique, un atout majeur qui risque de devenir son handicap de demain. Dans le cas du Grand Agadir, une crise aiguë du logement est liée à la faiblesse des équipements et à l'insuffisance des infrastructures. Les pouvoirs publics ne parviennent pas à maîtriser le rythme d'urbanisation anarchique. Avec une concentration des équipements, des services et des emplois dans des zones bien délimitées dans la ville, les communes avoisinantes sont devenues des villes « dortoirs » qui jouent parfois une fonction de centre de services et de noyau industriel.

Un nouveau Programme National de Résorption de l'Habitat Insalubre a été mis en place par le gouvernement en 2003, avec comme objectif d'améliorer les conditions du logement. La ville d'Agadir se situe en troisième position après Casablanca et Marrakech,



pour le nombre de bidonvilles. Parallèlement, 19% des logements sont vacants (12% au niveau national) et 4% du parc logement est constitué de résidences secondaires. Cette vacance s'explique par l'importance de l'émigration internationale dans la région, la fonction touristique de la ville, l'instabilité du marché et le déséquilibre entre offre et demande qui incite à la spéculation. La croissance urbaine rapide permet la prolifération de l'habitat informel sur toutes sortes de terrains (zones inondables, sols instables, zones sismiques). C'est le cas des quartiers de la zone piémont d'Agadir. Il y a donc un décalage net entre les projets d'urbanisme et la réalité urbaine. Les villes drainent une population de prolétaires agricoles qui nourrit la croissance démographique. Cet attrait renvoie moins aux capacités économiques d'accueil des villes qu'à un ensemble de mutations socio-économiques subies par la campagne marocaine.

Migration et modification de l'habitat

Les « primo-migrants » ont profondément modifié leur habitat rural. Si en milieu urbain, particulièrement dans les grandes villes, l'émigration internationale s'accompagne de changements de quartier comme signe de réussite sociale, ce sont plutôt les modifications du cadre bâti qui prévalent en milieu rural, notamment la construction de résidences luxueuses qui participent à l'urbanisation des campagnes. Celle-ci s'accompagne de l'éclatement des sites villageois et des douars, donc d'une dispersion de l'habitat. Le phénomène est frappant dans les régions montagneuses à forte migration, dans le Souss-Massa ou dans le Rif. Mais les migrants préfèrent aujourd'hui construire en plaine, le long des axes routiers, afin de se rapprocher des équipements et des infrastructures, notamment des écoles. Aujourd'hui, les émigrés construisent de plus en plus d'écoles, contribuent à l'électrification, à l'aménagement de pistes et de routes, au creusement de puits et à l'édification de mosquées dans les zones rurales. Du fait de l'engouement pour la ville, les primo-migrants ont renforcé l'attractivité de ce qui fut dans les années 1970 et 1980 de petits centres ruraux, devenus aujourd'hui de petites et moyennes villes (Anzi et Tafraout dans la province de Tiznit). Sous l'influence conjuguée des migrations, du retour des enfants et des parents qui travaillent dans les villes, ainsi que des techniques d'information et de communication, les campagnes de la région du Souss-Massa sont au cœur d'un processus de micro-urbanisation, qui s'exprime par l'effritement de l'économie traditionnelle, l'émergence de nouveaux modes de consommation et de nouvelles aspirations en matière de logement, d'équipement et de services.

L'espace « facteur de départ » devient alors un « espace-refuge », un support affectif où peuvent s'établir des relations sociales permettant d'échapper à l'anonymat. Après un premier investissement dans le douar, les migrants partent généralement pour le chef-lieu de la province, surtout s'il est de petite ou moyenne taille car plus la ville est grande et moins il y a d'opportunités. La saturation des grandes villes explique aujourd'hui en partie ce phénomène de rétention des populations en milieu rural. La croissance s'est donc reportée sur les petites et moyennes villes satellites. Mais pour les nombreuses communes autour du Grand Agadir, il y a d'autres facteurs d'explication de ce phénomène : le tourisme, le coût de foncier et du logement à Agadir, la proximité d'Agadir, l'émigration interne, le développement des secteurs de l'industrie, de la pêche et de l'agroalimentaire, etc.

Conclusions et implications politiques

La relation migration-environnement apparaît aujourd'hui dans la région du Souss-Massa très largement dépendante des facteurs sociaux qui régulent le fonctionnement des sociétés rurales. La migration n'est plus seulement un facteur de régulation des « surplus



démographiques », elle est également un agent direct des transformations dans les systèmes de production et d'usage des ressources naturelles, à la fois cause et conséquence de l'évolution des milieux. Les populations sont très concernées, malgré leur bas niveau de vie, par la pérennité des ressources naturelles et la nécessité de les protéger face à une surexploitation intense et à la sécheresse. Elles soulignent également la nécessité de valider cette idée de protection par le consensus, les expériences antérieures ayant généré un sentiment de méfiance à l'égard de toute initiative de conservation des ressources naturelles. Les habitants considèrent que l'Etat doit intervenir d'urgence, non seulement par le renforcement de la surveillance et de l'aide technique, mais surtout par le soutien des associations locales porteuses d'une dynamique nouvelle. En milieu urbain, les habitants des bidonvilles estiment majoritairement qu'il faut changer de type de construction au niveau du quartier, tout en souhaitant ne pas migrer. L'autre problème qui se pose au niveau des bidonvilles et des quartiers populaires est celui de la pauvreté. Au-delà du logement, il faut également créer des emplois et des moyens de subsistance, de même que des infrastructures et un environnement propice à l'épanouissement des enfants.

De même, l'intensification des migrations s'accompagne d'une compétition sociale dans l'occupation de l'espace impliquant tous les groupes. Bien que la mobilité humaine soit l'une des composantes fondamentales de la dynamique territoriale, d'autres dimensions participent au changement socio-spatial comme, par exemple, le rapport affectif avec l'espace d'origine. De plus, le bénévolat permet aux migrants d'être perçus comme un groupe spécifique au sein de la communauté d'origine, qui favorise le développement local. Cependant, les migrations internationales ne stabilisent pas toujours la population dans les zones rurales (exode rural, vieillissement, féminisation de l'économie). Le migrant apparaît également comme un acteur urbain singulier, producteur de nouvelles dynamiques économiques et sociales. Ainsi, l'injection des revenus migratoires dans les centres urbains accélère le rythme d'urbanisation et donne une signification nouvelle aux mutations en cours, avec des effets sur l'inflation, la spéculation foncière, le renforcement des processus de classement/déclassement/reclassement socio-spatial, la fragmentation et la ségrégation urbaine et sociale.



5.4. DZ1. Circulations migratoires transsahariennes et développement urbain au Sahara central (Cirmides)

Présenté par Sassia Spiga

Résumé

Cette équipe pluridisciplinaire de recherche est partie de l'hypothèse que la circulation des migrants subsahariens par le Sahara central est un enjeu de développement pour les territoires transfrontaliers constitués en réseaux urbains de migration. En croisant différentes sources et outils méthodologiques d'observation, de modélisation et de simulation, l'analyse a démontré que les différents aspects de durabilité tant sociale, spatiale qu'environnementale relèvent de ces deux processus associés que sont la circulation migratoire et le développement urbain.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Les migrations internationales au départ de l'Afrique subsaharienne connaissent de profonds bouleversements en lien avec le renforcement de la crise économique, la montée des nationalismes, le durcissement des politiques migratoires au Nord ainsi que la systématisation des opérations d'expulsions au Sud, en dépit des accords de libre circulation. Dans cette recherche, l'équipe pluridisciplinaire DZ1 est partie de l'hypothèse que la circulation des migrants subsahariens par le Sahara central est enjeu de développement pour les territoires transfrontaliers constitués en « réseaux urbains de migration ». Elle a proposé de rechercher les liens qui se sont tissés entre la circulation migratoire subsaharienne et le développement urbain de part et d'autres des frontières d'Etat qui départagent le Sahara central, dont les villes sont au cœur de cette problématique. Réceptacles temporaires ou définitifs des flux migratoires, leur croissance démographique met à l'épreuve les collectivités publiques. Leur extension spatiale met à mal le modèle oasien de développement, déjà fragile et discuté, qui tente d'accorder croissance urbaine et contraintes du milieu, notamment manque d'eau et fortes températures. Or, l'Etat par l'urbanisme standard, la population par les formes d'urbanisation informelles sont les artisans d'une production urbaine dont le bilan est à bien des égards mitigé.

Le catastrophisme qui est souvent de mise mérite pourtant d'être nuancé et mis en perspective au regard des différentes expériences de développement et de régulation des problèmes environnementaux qui se déploient localement. La place prise aujourd'hui par les migrants dans les villes sahariennes est l'occasion de réfléchir au développement local et aux conséquences environnementales en introduisant ce nouveau paramètre qu'est l'arrivée de populations dans des espaces urbains fragiles. Cette question a une facette opérationnelle car dans les villes où transitent les migrants subsahariens, les autorités municipales sont souvent bien démunies face à une gestion urbaine à adapter à des contextes inédits. L'enjeu est aussi de connaissance car les circulations migratoires entre Afrique noire et Monde arabe sont bien mal connues et méritent une attention particulière dans leurs interrelations socio-spatiales avec les villes traversées.



Méthodologie

L'équipe a travaillé en croisant différentes sources et méthodes de recherche pour élaborer observations exploratoires et documents de première main : enquêtes de terrain, analyses qualitatives d'entretiens, traitement de données spatiales, traitements statistiques de données démographiques, sociales et économiques. La constitution d'un corpus de données et les hypothèses (re)formulées ont été discutées à l'occasion de réunions pour soulever les différents aspects de durabilité tant sociale que spatiale qui relèvent de ces deux processus associés que sont la circulation migratoire et le développement urbain à travers les villes étudiées. L'aspect circulation migratoire a été étudié à travers les observations réalisées dans la partie orientale de l'espace circulatoire transsaharien, plus précisément dans deux villes d'accueil, Tunis et le Caire, ainsi qu'à Ouagadougou où l'enquête sur les conditions de retour et de réinsertion sociale des migrants burkinabé s'est déroulée dans le contexte particulier de la crise ivoirienne. Les observations réalisées dans les villes du Sahara central, centrées beaucoup plus sur l'Algérie, le nord du Mali et du Niger ont été orientées vers la confirmation de l'hypothèse, d'emblée retenue, d'un développement urbain tributaire de la circulation migratoire.

Le recours aux photographies aériennes et aux images satellites a été privilégié pour évaluer l'ampleur de la croissance spatiale des villes et mesurer son impact environnemental. Par ailleurs, les essais de modélisation et de simulation recourent essentiellement à une méthode inspirée des Systèmes Multi Agents (SMA). Les villes de départ et de retour, les villes de transit sahariennes et les villes sud-méditerranéennes d'arrivée sont considérées en tant que systèmes urbains en interdépendance. La ville est composée de trois sphères : la sphère du politique, la sphère du social et la sphère économique. Dans chaque sphère sont considérés trois groupes d'agents concourant aux processus de migration subsaharienne et aux processus de développement urbain. Les simulations consistent à rechercher les différentes interactions qui ont lieu entre agents et à les qualifier.

Résultats

Description des circulations migratoires

Les turbulences politiques à l'œuvre en Afrique de l'Ouest et les déplacements massifs de population participent à la construction de nouvelles configurations migratoires. Pour atteindre les « forteresses du Nord », la migration par étapes redevient un scénario fréquent. Les villes et villages situés sur les itinéraires empruntés par les migrants subsahariens affirment ou réaffirment leurs fonctions de transit pour des populations africaines de plus en plus nombreuses. L'observation des voies possibles de migration, des itinéraires empruntés, conduit à constater qu'il y a enchevêtrement, parfois juxtaposition, des routes migratoires et des routes commerciales anciennes (routes caravanières) et de routes récentes (routes du pétrole et du minerai, de désenclavement, etc.). Aussi des perturbations dans le dispositif migratoire et marchand entre le Darfour et la Libye découlent-elles d'un déplacement de la circulation régulière par la route à une circulation aérienne qui prélude à un démantèlement de l'espace de circulation migratoire dans cette région. La géographie des flux migratoires, sans cesse modifiée par la rectification des itinéraires, relève aussi de la réadaptation des stratégies de mobilité, voire de reformulation des projets.

Si au Sahara libyen et algérien, le migrant utilise le contexte ethnique sahélien et les chaînes migratoires pour circuler dans les métropoles nord-africaines, de nouvelles variantes apparaissent. Par exemple, à Tunis, les migrants se rapprochent des grandes institutions



dans l'attente du départ. Autre exemple, l'université d'El Azhar en Egypte joue un rôle dans la migration (étudiante) des Subsahariens et la figure du migrant devient alors celle de l'élite musulmane africaine. Quant à l'« exilé en transit », qui incarne la figure du migrant en quête de demande d'asile, il se rapproche naturellement des institutions internationales du Caire.

Deux autres caractéristiques de la circulation migratoire méritent attention. La première réside dans la réinsertion des migrants burkinabé avec d'une part, un mouvement spontané de retour au Burkina Faso dans le contexte de la crise ivoirienne dès les années 1990 et, d'autre part, un retour institutionnalisé des Burkinabé à partir de 2002 (opération Bayiri) dont l'insertion relève plutôt de l'aide familiale et de la solidarité communautaire. Deuxième caractéristique, au Burkina Faso, on note une attention particulière portée par les responsables au lien entre migration et urbanisation dans les espaces de retour, qui se manifeste par la mise en place de dispositifs publics et privés facilitant l'investissement et le transfert bancaire dans le pays d'origine.

Le modèle de développement urbain du Sahara central, une traduction des interactions Cirmides

Les indicateurs qui montrent cette réalité nouvelle de villes émergentes dans les espaces de circulation migratoire sont :

1) le mode de croissance de la population où les taux d'accroissement naturel contribuent avec une faible part dans le croît démographique total, celui-ci étant dû surtout aux migrations internes qui ont pris de l'ampleur avec le transit des migrants subsahariens par le Sahara ;

2) la structure urbaine qui révèle l'originalité de la ville de migration, dont l'organisation spatiale et le fonctionnement répondent à l'installation ou au transit des migrants.

Les observations permettent d'identifier les villes qui obéissent à ce modèle et on constate qu'elles sont constituées en réseaux qui fonctionnent en territoires urbains transfrontaliers interdépendants. Ces réseaux autorisent l'arrimage des villes pauvres du nord du Sahel aux villes mieux dotées du sud algéro-libyen. La bi-modalité de la structure urbaine y répond à deux types de logiques d'acteurs publics et sociaux : dans le Sahara algéro-libyen sont produites les conditions de captage des migrants en tant que force de travail employée dans les chantiers que génèrent les projets de développement. Leur insertion dans la ville est possible (trilogie espace autochtone/ espace des migrants internes/ espaces des migrants subsahariens) ; dans le Nord du Sahel, l'extension de la ville est entreprise avec la logique de développer la fonction de transit, voire de carrefour migratoire. La structure urbaine, unitaire ne produit pas de discrimination entre les espaces, et les lieux de sociabilité sont accessibles au migrant.

C'est vers ces modèles urbains que tendent les petites agglomérations en développant des structures spatiales à même de s'aligner sur celles des villes confirmées dans l'accueil et le transit des Subsahariens. Le fonctionnement en réseau de ces villes se manifeste dans la dynamisation des secteurs d'activités économiques, assurée par les acteurs sociaux, tandis que, pour des questions stratégiques, les acteurs publics algériens et libyens investissent dans les infrastructures économiques et sociales durables. Si les partenaires nord sahéliens des opérateurs économiques du sud algéro-libyen, qui sont souvent des migrants nord-sahéliens stabilisés, arrivent à enclencher une dynamique urbaine, l'initiative de l'Etat pour le développement est quasi inexistante. Les écarts de ressources qui existent entre les villes du Sahara algéro-libyen dotées de subventions étatiques et de ressources financières locales



(taxes tirées de l'exploitation du gaz et du pétrole...) et les villes nord-sahéliennes dont les seuls revenus sont tirés des activités induites par la circulation migratoire des Subsahariens, sont utilisés dans le fonctionnement en complémentarité des sous-réseaux urbains sahariens inter-frontaliers. La ville du Sahara algéro-libyen devient ainsi le fournisseur de biens de toutes sortes aux populations du nord du Sahel voire de l'Afrique de l'Ouest. Dans la marchandise de retour qui lui parvient, le bétail nord sahélien est dominant (chameaux et moutons). Une économie transfrontalière émerge actuellement dans l'entre-deux des flux marchands informels et des flux marchands formels, inscrivant la circulation inter-frontalière des Sahéliens, charriant les flux de migration clandestine des Subsahariens.

Circulations migratoires, écosystèmes urbains et développement durable

Ces villes de transit migratoire sont inscrites dans l'écosystème saharien qui présente une vulnérabilité de tous ses constituants (eau, végétation, sol agricole). Les urbanisations sur les modèles standard et les urbanisations spontanées détériorent ces éléments que des installations humaines plus anciennes ont su plus ou moins maîtriser en instaurant le modèle oasien. Les écosystèmes urbains des villes sahariennes, dont la croissance est accélérée par la circulation migratoire, ont perdu leurs qualités environnementales : disparition du couvert végétal liée à l'étalement urbain, à l'intensification des circuits de nomadisation et au surpâturage, à la prolifération de maladies liées aux stagnations d'eau, aux contaminations des nappes phréatiques et d'inféoflux dues à l'absence de système adaptés de gestion des déchets, d'assainissement etc.

Dans ce contexte, on peut déceler toutefois des interventions politiques à caractère durable, comme c'est le cas au Burkina Faso, où les émigrés sont associés dans certaines limites aux grands projets urbains. Cependant, qu'il s'agisse des villes de transit des Subsahariens ou des villes à partir desquelles s'organisent leurs départs, les handicaps qui éloignent du développement durable sont à situer à deux niveaux :

1) les enjeux réels de la circulation migratoire ne sont pas pris en considération par les opérateurs internationaux qui interviennent dans la lutte contre la pauvreté dans les pays subsahariens ;

2) les acteurs locaux, sensibles à la problématique du développement urbain en lien avec la circulation migratoire présentent, cependant, de graves limites en matière de gouvernance.

Afin de décliner les enjeux du lien entre développement urbain et circulation migratoire, et rechercher les pistes à explorer pour des interventions pertinentes, il a été nécessaire de déplacer les investigations à l'échelle du méta-système méditerranéo-subsaarien, qui inscrit les processus complets de développement urbain en lien avec la mobilité des Subsahariens. Les données obtenues à cette échelle ont conduit à dégager, dans un premier temps, les modèles d'interactions Cirmides et, dans un deuxième, leur impact environnemental. Les termes de référence proposés pour qualifier la durabilité dans l'espace de circulation migratoire méditerranéo-subsaarien ont été recherchés dans un double contexte : celui du milieu humain et celui milieu physique.

Conclusions et implications politiques

A cause des politiques récemment développées à l'égard de la migration clandestine, la remontée vers le Nord des Subsahariens, pourtant de plus en plus hypothétique, continue, entretenue par des processus interactifs. Face aux Etats qui inventent de nouvelles politi-



ques de maîtrise de la migration clandestine, les transporteurs inventent de nouveaux itinéraires et les migrants inventent de nouvelles stratégies pour circuler.

La circulation repose et s'articule sur le développement urbain au Sahara central où les urbanisations initiées par l'Etat, ou produites par la population autochtone tirant profit du transit des migrants, deviennent les pivots de la mobilité. L'absence de conditions de réinsertion ou leur improvisation n'empêchent pas les récives des migrants et n'évitent pas les nouveaux départs.

En replaçant les processus de détérioration des écosystèmes urbains au Sahara central dans l'espace global de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne, les essais de modélisation et simulation ont permis d'une part, de mieux cerner l'impact des interactions Cirmides sur la précarisation/dé-précarisation du migrant en circulation et, d'autre part, d'évaluer l'impact de ces interactions sur le milieu physique, la circulation migratoire transsaharienne induisant à la fois des paramètres de détérioration et de conservation du milieu. Les interactions Cirmides relèvent ainsi d'une situation paradoxale dont la régulation serait complexe et se complexifierait en cas de perturbations du système circulatoire par des mesures de répression de la migration clandestine des Subsahariens. Est-il possible de maintenir la mobilité migratoire porteuse de significations durables en l'affranchissant de l'illégalité ? Le scénario de la régulation de la circulation migratoire transsaharienne des Subsahariens (modèle Cirmides régulé) montre qu'il est possible et nécessaire pour le Subsaharien, en quête d'une amélioration de ses conditions de vie, de basculer dans la mobilité : circuler légalement, garder le lien économique et le lien social avec la ville de départ, être intégré dans la sphère économique en tant que travailleur immigré.

L'ensemble de ces constats permet donc de s'interroger sur la pertinence des mesures de contrôle de la migration clandestine des Subsahariens. Il conduit aussi à donner à la démarche interactive une place privilégiée entre actions scientifiques et politiques de développement.



5.5. TG4. Peuplement, mobilité et développement dans un milieu défavorisé : la région des Savanes au Togo

Présenté par Kokou Vignikin

Résumé

Le projet de recherche s'appuie sur la nécessité de circonscrire la paupérisation que vivent les ménages exploitants de la région des Savanes dans le nord du Togo, en améliorant les productivités agricoles par une utilisation plus rationnelle de l'espace agro-pastoral et la promotion d'un système de production qui accroît les rendements tout en préservant l'environnement. D'après un corpus reposant essentiellement sur les données statistiques du recensement agricole, l'équipe s'est attachée à mesurer d'un côté, l'effet des paramètres de production sur les productivités agricoles et, de l'autre côté, le lien qui existe entre ces productivités et les conditions de vie des ménages exploitants. A la lumière des résultats, l'équipe s'interroge sur les raisons de l'échec des différentes actions de développement mises en œuvre par le passé.

Problématique, objectifs, contextes, enjeux

Longtemps considérée comme le milieu le plus défavorisé du Togo, la région des Savanes n'en constitue pas moins un terroir recelant de fortes potentialités économiques et surtout agricoles. Sa population, estimée aujourd'hui à plus d'un demi-million d'habitants, lui confère une densité d'environ soixante habitants au km². Son peuplement frappe cependant par la forte concentration de la population dans la partie nord-ouest de la région et le caractère fortement dispersé de l'occupation dans les autres parties. Trois séries de facteurs permettent de l'expliquer : des conditions naturelles difficiles, des structures sociales et ethniques contraignantes limitant l'accès à la terre, une répartition inégale des équipements socio-collectifs.

Deux réalités paradoxales méritent d'être mises en lumière :

1) dans les zones densément peuplées, non seulement la population continue de s'accroître au rythme rapide de 3,2% par an, mais du fait de la pression démographique forte sur les terres, ces zones ont vu leur système de production se transformer en une monoculture sur les mêmes sols ;

2) dans les zones faiblement peuplées de la région, l'inexistence d'une mise en valeur des terres a favorisé le développement d'agents pathogènes dont les effets néfastes sur la santé de la population ont fait qualifier ces zones de « milieu hostile » alors que le potentiel productif de leurs terres est excellent. Ce paradoxe suscite deux interrogations : quels mécanismes d'interaction population-environnement-production observe-t-on dans la région des Savanes ? Sur quels leviers agir pour améliorer la production agricole de la région et réduire la précarité économique que vivent les ménages exploitants ?

Pour y répondre, deux axes ont été approfondis :

1) l'effet des paramètres de production (ressources foncières, ressources en main-d'œuvre, pratiques culturales, accès aux techniques d'intensification, etc.) sur les productivités agricoles ;

2) le lien qui existe entre ces productivités et les conditions de vie des ménages exploitants.



L'étude repose sur l'hypothèse de recherche selon laquelle l'installation d'une partie des agriculteurs des zones densément peuplées dans les zones actuellement sous-peuplées de la région, associée à une intensification de l'agriculture, va contribuer à :

- a) baisser la pression démographique sur les terres ;
- b) mettre en valeur le potentiel agricole des zones relativement vides ;
- c) accroître les rendements agricoles et la production ;
- d) réduire la pauvreté dans la région des Savanes.

Méthodologie

Du postulat précédent se déduisent les hypothèses suivantes :

- 1) les rendements agricoles des ménages sont plus faibles dans les zones où la densité agraire est élevée que dans les zones où la densité agraire est faible ;
- 2) les paramètres technologiques influencent plus significativement et positivement les rendements agricoles que les paramètres démographiques ;
- 3) à pratique culturale identique, les rendements agricoles sont plus élevés dans les zones peu peuplées que dans les zones densément peuplées ;
- 4) les ménages dont les rendements agricoles sont élevés courent moins de risques de précarité que ceux dont les rendements agricoles sont faibles.

Les données utilisées pour tester ces hypothèses de travail proviennent principalement du dernier Recensement National Agricole réalisé au Togo en 1996 par la Direction de la Statistique Agricole, de l'Information et de la Documentation. Ce recensement a permis de disposer de données sur les paramètres fonciers, les systèmes de culture, la main-d'œuvre agricole, la production agricole et les rendements auprès de 1 192 ménages agricoles de la région. Le tirage de l'échantillon a été fait à partir de la base de sondage actualisée, obtenue à l'issue de la cartographie et du pré-dénombrement exhaustif de l'ensemble des exploitations agricoles. Un plan de sondage stratifié à deux degrés a été appliqué. Au premier degré, les strates sont constituées par les subdivisions administratives du pays, à savoir 33 préfectures et sous-préfectures. Au second degré, une stratification a été opérée au sein des exploitations agricoles suivant le type d'activités agricoles (agriculture seule, agriculture et élevage, élevage seul) dans le souci de réduire l'erreur d'échantillonnage.

Pour exploiter ces données, une démarche duale d'analyse a été adoptée. La première démarche (analyse de contingence) a consisté à faire ressortir l'influence des variables explicatives retenues sur les productivités agricoles en mesurant l'effet des différents facteurs de production sur la probabilité pour un ménage agricole produisant du sorgho d'avoir des rendements supérieurs à 0,6 t/ha sur son exploitation (analyse de régression logistique). En considérant que les paramètres de production agricole exercent un effet (indépendant ou combiné) sur les productivités et que ces dernières font subir une fluctuation constante à la capacité de subsistance des ménages exploitants, la seconde démarche a servi à mesurer le sens et l'intensité de la relation entre le niveau des rendements agricoles et le niveau de vie des ménages exploitants (analyse de contingence et divers tests statistiques).



Résultats

Diagnostic régional

Si la région peut être vue comme un milieu géographiquement défavorisé, elle est cependant loin d'avoir atteint les limites de la capacité de ses terres à nourrir adéquatement sa population et à assurer des conditions de vie décentes à ses agriculteurs. La déstabilisation du système de production agricole qu'on y observe et dont les répercussions sur les conditions de vie des ménages exploitants ne cessent de s'amplifier, serait imputable à cinq facteurs :

- 1) un contexte géo-climatique qui handicape l'amélioration des productivités agricoles ;
- 2) une forte inégalité du potentiel productif entre les localités constitutives de la région ;
- 3) une atomisation excessive des terres cultivées du fait du mode de dévolution foncière et leur inégale répartition entre les grands groupes ethniques ;
- 4) une réduction considérable de l'espace agricole susceptible d'être viabilisé du fait de l'extension des réserves de faune et de flore ;
- 5) une fécondité élevée qui plombe les charges de subsistance économique des ménages agricoles et nuit à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Sur quels leviers agir pour réduire la pauvreté des ménages agricoles dans la région ?

Trois facteurs influencent de façon significative la production agricole de la région : foncier, technologique et démographique.

Pour le facteur foncier, les analyses de régression ont montré qu'il existe un lien statistique significatif entre les variables ayant trait au foncier et l'activité agricole. Entre autres résultats, il en ressort que les tailles d'exploitation les plus grandes sont préférentiellement et significativement associées aux zones de densité agraire faible et réciproquement et que les bonnes terres arables sont plus fortement associées aux zones de faible densité qu'aux zones de densité élevée.

Au plan technologique, il existe une association significative entre les variables « utilisation d'engrais » et « densité agraire du milieu de culture ». Ainsi, à superficies égales, les exploitations localisées dans les zones de forte densité recourraient plus à l'utilisation d'engrais (39,1%) que celles des zones de faibles densités (13,7%). Cependant, pour les autres variables de la sphère technologique, il ne semble pas se dégager un effet significatif sur la production agricole. Ainsi, ni l'appartenance à un groupement agricole, ni l'accès au crédit agricole, ni l'utilisation de l'attelage ne semblent déterminants pour la production agricole.

Les variables démographiques ont globalement un lien faible avec l'activité agricole selon la zone de culture. Autrement dit, ces variables sont les moins différenciées selon la zone de densité. Seule la variable « Ethnie » semble distinguer les deux zones de culture.

On constate donc que l'augmentation des rendements agricoles dans la région des Savanes est principalement influencée par les paramètres fonciers et les paramètres technologiques et dans une mesure nettement moindre, par les paramètres démographiques. L'influence exercée par les deux premiers paramètres est d'autant plus grande que le sens et la significativité de l'effet exercé se confirment dans chacune des deux sous-régions agricoles étudiées mais de façon un peu plus prononcée dans les zones de densités faibles.



Pour l'ensemble des résultats obtenus, les constats suivants se dégagent. Dans les zones de fortes densités, la pression démographique sur les terres est telle que l'accroissement de la productivité ne passe plus par le facteur foncier mais davantage à travers les paramètres technologiques. Cette pression agissante, qui se traduit par une abondance relative de la main-d'œuvre par rapport à la terre, déséquilibre le jeu des combinaisons optimales et force les agriculteurs à réaliser leur production de façon sub-optimale.

A l'opposé, dans les zones faiblement peuplées où la terre n'a pas encore atteint ses limites, un accroissement du volume de main-d'œuvre contribue à faire augmenter les rendements agricoles.

Comment ces réalités agricoles affectent-elles les conditions de vie des ménages exploitants ?

Les résultats relatifs à l'influence des facteurs de production sur les rendements agricoles et les conditions de vie des exploitants indiquent que :

1) si l'effet des paramètres fonciers, technologiques et démographiques sur les productivités agricoles se révèle globalement significatif, les paramètres démographiques sont ceux dont la contribution à la variation des rendements agricoles reste la plus faible et ce, quelle que soit la zone de densité considérée ;

2) dans les zones à forte densité de population, non seulement le facteur terre est relativement « rare », mais la dynamique de reproduction des exploitants agricoles est demeurée à un niveau élevé puisque l'indice synthétique de fécondité est estimé à 6,3 enfants par femme en 2003. Aussi, face aux difficultés d'extension des surfaces cultivées et d'accessibilité aux techniques d'intensification dans ces zones, le rapport entre ressources et population à l'intérieur des ménages, mesuré par le revenu annuel par membre, ne pouvait théoriquement déboucher que sur une détérioration des capacités de subsistance. Les résultats obtenus révèlent à ce sujet que plus de 65% des ménages agricoles opérant dans ces zones ont un revenu annuel par membre très faible et que dans un ménage sur deux, le niveau de l'indice est si bas qu'il n'est pas exagéré de qualifier ces ménages d'indigents ;

3) dans les zones à densité de population plus modérée, les productions agricoles connaissent un meilleur rendement. Le niveau relativement élevé de la productivité agricole dans ces zones se traduit par une précarité économique moindre. Un peu plus du tiers des ménages agricoles de ces zones expérimentent en effet des conditions de vie que l'on peut qualifier de décentes par comparaison avec les conditions de vie dans les zones densément peuplées.

Conclusions et implications politiques

Pris dans leur globalité, les résultats qui se dégagent de l'étude suggèrent un certain nombre d'actions dont certaines sont déjà en cours et d'autres seraient à initier. Le contraste entre les deux zones d'étude (zones de fortes densités où la densité moyenne est de 112 habitants/km² et les zones de faible densité avec 54 habitants/km²) doit être réduit à travers un transfert de la main-d'œuvre des zones déjà surchargées vers les zones à besoin de main-d'œuvre. Ce rééquilibrage permettra non seulement de réduire la pression dans les zones denses et donc de créer les conditions d'une régénérescence des terres, mais permettra également aux zones de faible densité de connaître un accroissement de leur production. Une telle transition de l'agriculture va requérir un soutien aux agriculteurs dans le domaine de l'accès au crédit par la mise en place d'un système d'épargne et de crédit autogéré et pro-



che des paysans pour leur permettre d'investir dans leurs productions agricoles. Une telle transition passe aussi par un encadrement technique des agriculteurs qui réponde à leurs besoins spécifiques et à leurs attentes, notamment dans le choix de la meilleure technique à utiliser. Dans cette perspective, le recours à la « culture en allée » semble être une solution viable contre la dégradation de l'environnement physique de l'agriculture dans la région.

S'il est vrai que la recherche sur les déterminants de la production agricole permet de diriger et d'orienter les politiques agricoles en vue de réduire la précarité des ménages exploitants, il n'en demeure pas moins vrai que la réussite d'une telle entreprise demande de la part des autorités politiques et des populations elles-mêmes un engagement total. La pierre angulaire des actions de développement dans la région étant le rééquilibrage démographique entre les différentes zones géo-agricoles et la réduction des rigidités du système foncier, il s'avère primordial de documenter à travers une recherche qualitative, les raisons de l'échec des différents plans mis en œuvre dans le temps. Cette recherche qualitative permettra de documenter les rapports à la terre dans la région et d'identifier des éléments d'une véritable réforme agro-foncière susceptible d'être favorablement accueillie par la population locale.

Enfin, de manière réflexive, le cadre d'analyse de la relation entre le paramètre foncier, la dynamique démographique, les techniques de production et les conditions de vie des ménages exploitants qui a été utilisé a conduit à revisiter trois grands courants de pensée : la théorie néo-malthusienne, la théorie productiviste et la théorie fondée sur la combinaison optimum des facteurs.



5.6. Discussion des résultats présentés à la séance 3

Discutant : Bruno Schoumaker

Les recherches précédentes traitent toutes - à des degrés divers - des relations entre migration, environnement et pauvreté. Au delà de cette thématique commune, ces recherches envisagent ces trois composantes de manières diverses.

La migration d'abord est traitée de différentes façons. Certains travaux traitent des migrations rurales-rurales (Burkina Faso, Togo), d'autres rurales-urbaines (Nigeria, Maroc). La migration internationale est aussi prise en compte par deux des équipes - sur le Maroc et sur la migration transsaharienne - qui envisagent également la question de l'articulation entre migration interne et internationale. Enfin, différentes formes de mobilité sont traitées dans ces recherches : migration permanente, migrations temporaires, migrations de retour, migrations de transit. Derrière ce terme de migration, on décèle donc une grande diversité de phénomènes migratoires, avec des conséquences diverses également. Les questions environnementales sont elles aussi envisagées par ces cinq programmes de recherche sous des angles variés. En schématisant, on peut distinguer les problèmes environnementaux dans les contextes urbains et dans les contextes ruraux. En milieu rural (Burkina Faso, Togo, Maroc), ces questions concernent notamment la déforestation et la dégradation des terres ; en milieu urbain et périurbain (Agadir, Lagos, Ouagadougou), elles portent sur des problèmes d'une autre nature, telle que l'insalubrité et la pollution. Enfin, la pauvreté est l'élément qui m'a paru le moins développé ou le moins conceptualisé dans ces travaux. Elle apparaît en toile de fond, mais est rarement un élément central. Elle est traitée par l'examen des conditions de logements, d'indicateurs de santé, des revenus etc.

Un point commun entre ces travaux est la combinaison de plusieurs sources de données (tableau 1). Chacun des cinq projets combine au moins deux sources, mais généralement trois, dont bien sûr des sources documentaires. Ces travaux sont basés sur des enquêtes qualitatives et quantitatives, et dans le cas du Togo un recensement agricole. La plupart des travaux ont aussi utilisé des techniques de télédétection. Ces recherches illustrent bien l'intérêt de combiner des sources diverses - qualitatives et quantitatives - pour étudier les relations migration-environnement-pauvreté.

Tableau 1. Synthèse des sources de données des cinq programmes de recherche

	Revue documentaire	Enquêtes	Recensements	Télédétection
Maroc	X	X		X
Burkina	X	X		X
Togo	X		X	
Nigeria	X	X		
Sahara	X	X		X

Venons-en à ce qui est à mes yeux le thème central des recherches de cette séance, à savoir la migration sous ses multiples formes. Il y aurait différentes manières d'envisager la



migration et ses interrelations avec l'environnement et la pauvreté. Une approche qui permet de synthétiser et comparer quelques résultats de ces travaux est d'envisager les conséquences de la migration sur la zone d'origine ou de destination des migrants, et d'en identifier les aspects positifs et négatifs. En combinant ces deux critères, on obtient un tableau à quatre cellules qui rendent compte de la diversité des conséquences des migrations en matière d'environnement et de pauvreté (tableau 2).

Tableau 2. Exemples de conséquences positives et négatives de la migration sur les régions d'origine et de destination

	Aspects négatifs	Aspects positifs
Destination	Migration → Croissance → pression sur ressources et écosystèmes (<i>Est Burkina Faso, Lagos, Villes de transit Sahara, Agadir</i>) Migration → croissance → conflits fonciers (<i>Burkina Faso</i>)	Migration interne → mise en valeur de terres → augmentation de la production (<i>Burkina Faso, Togo</i>) Migration de transit → développement économie locale (<i>Villes de transit Sahara</i>)
Origine	Emigration → manque de main-d'œuvre → abandon des pratiques de conservation des sols (<i>Nigeria rural</i>) Emigration internationale → investissement immobilier → hausse des prix des logements (<i>Agadir</i>)	Emigration → diminution pression sur environnement → restauration fertilité des sols (<i>Togo</i>) Emigration → transferts d'argent → développement (<i>Maroc, Ouagadougou</i>)

Les exemples les plus fréquents dans ces recherches se situent dans la première cellule du tableau, celle qui envisage un impact négatif (essentiellement sur l'environnement) de la migration dans la zone de destination. Le schéma exposé dans plusieurs travaux consiste à considérer que la migration contribue à la croissance de la population, et à une dégradation de l'environnement naturel par la pression sur les ressources (sols, ressources ligneuses) qu'elle induit, ou par une augmentation de la pollution en milieu urbain. Les travaux sur l'Est du Burkina Faso, sur Lagos, sur les villes de transit du Sahara ou encore Agadir mettent en évidence, à des degrés divers, les influences négatives de la migration sur les régions de destination. Ces travaux illustrent aussi que la croissance rapide de la population, davantage que sa taille, est un facteur de déstabilisation. Les problèmes environnementaux rencontrés dans les petites villes du Sahara, caractérisées par de fortes fluctuations de la taille de la population liées à l'immigration, en sont un exemple. Au-delà de la taille et de la croissance de la population, les caractéristiques et comportements des migrants sont également avancés comme facteurs de dégradation de l'environnement. C'est le cas dans les travaux sur le Burkina Faso, où l'exploitation minière des sols par les migrants est mise en avant comme facteur de dégradation de l'environnement.

Plusieurs de ces travaux exposent également des influences positives de la migration dans les zones de destination. Les recherches sur le Burkina Faso montrent le rôle de la migration dans la mise en valeur des terres agricoles dans l'Est du pays. Cette mise en valeur des terres, et l'effet d'entraînement qu'elle a provoqué sur les populations locales, ont contribué à augmenter la production et à améliorer les conditions de vie des populations. Les auteurs de la recherche sur les migrations de transit au Sahara, montrent également que les migrations transsahariennes ont un effet dynamisant sur l'économie locale, ce qui se traduit, au moins pour une partie de la population, par une amélioration du niveau de vie.

Enfin, ces travaux montrent également comment l'émigration a des impacts, positifs et négatifs, sur les régions d'origine. Du côté négatif, l'équipe du Nigeria souligne que



l'émigration peut avoir des effets négatifs sur l'environnement dans les régions (rurales) de départ des migrants, par l'abandon de certaines pratiques culturelles et de conservation des sols intensives en main-d'œuvre. La recherche portant sur la région d'Agadir met en évidence une influence négative de la migration sur la région d'origine d'une autre nature : l'émigration internationale, à travers les investissements immobiliers des migrants dans leur région d'origine, peut contribuer à une augmentation du coût du logement et à une ségrégation des populations. Enfin, des aspects positifs de l'émigration sur la région d'origine sont également observés sous différentes formes. Deux exemples tirés de ces recherches illustrent ces influences positives. L'équipe du Togo suggère que l'émigration peut être conçue comme une manière de réduire la pression sur l'environnement, pouvant contribuer à une restauration de la fertilité du sol et contribuer au bien-être des populations qui restent sur place. En milieu urbain, les travaux sur le Maroc et la migration transsaharienne (en particulier son volet sur Ouagadougou) illustrent les effets positifs de l'émigration sur le niveau de vie des populations dans les régions d'origine, à travers les transferts d'argent vers les populations restées au pays.

Les travaux de ces cinq équipes mettent donc clairement en évidence des effets positifs et négatifs de la migration, dans les régions d'origine et de destination. Le bilan global – positif ou négatif – de ces effets est difficile à établir, et aucun des travaux ne s'y risque. Etant donné qu'un tel bilan dépend du point de vue micro ou macro que l'on adopte, des échelles de temps sur lesquelles les effets de la migration sont évalués, et de la valeur que l'on accorde aux différents éléments pris en compte (qualité d'environnement, qualité de vie des populations, libertés individuelles), un tel exercice est clairement délicat mais pourrait conduire à de riches débats.

J'aimerais souligner maintenant quelques points qui reviennent avec une certaine régularité dans plusieurs travaux. Un premier élément concerne la relation entre pauvreté et migration. D'une manière générale, et sans grande surprise, ces travaux envisagent tous la migration comme le résultat de stratégies micro (individuelles ou familiales) dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie. Globalement, ces travaux documentent une amélioration du niveau de vie des populations migrantes à travers différents indicateurs. A Lagos au Nigeria, on note une augmentation du revenu des migrants issus du monde rural. Au Burkina Faso, on constate une diminution de la pauvreté (au niveau macro) dans les zones où il y a une forte immigration, et une augmentation du niveau de vie des migrants. Au Maroc et à Ouagadougou, les investissements immobiliers des migrants internationaux témoignent également de la réussite économique, sinon de tous les migrants mais d'au moins une partie d'entre eux. Enfin, l'équipe travaillant sur le Togo met aussi en évidence la relation entre la densité de la population et la productivité, et entre la productivité et le niveau de vie, donc indirectement entre la migration et le niveau de vie. Mais ces travaux documentent également les difficultés que les migrants rencontrent, que ce soit dans leur processus d'intégration dans leur nouveau milieu (par exemple les migrants à Lagos et à Agadir qui se concentrent dans les zones périphériques et les bidonvilles) ou dans leur parcours migratoire complexe et précaire (migrations transsahariennes). Ces travaux nous rappellent donc que la réussite de certains migrants ne doit pas occulter les échecs et les difficultés des autres.

Un deuxième élément qui apparaît dans deux programmes, et qui me paraît particulièrement intéressant à développer, est l'articulation entre migrations internationales et migrations internes. La recherche sur les migrations transsahariennes montre bien comment la migration de Subsahariens vers l'Europe, en dynamisant l'économie de petits centres urbains sur les routes migratoires, favorise une migration interne vers ces petites villes. La



recherche sur le Maroc illustre un autre type de relation potentielle entre migrations internationales et internes. La migration internationale, à travers les transferts des migrants, favorise le développement dans les zones d'origine, et peut par ce biais jouer un rôle de rétention des migrants internes. On constate cependant que ce n'est pas le cas, et que malgré l'investissement des associations de migrants dans les zones d'origine, la migration vers les villes continue, voire s'accélère. Peut-être les investissements viennent-ils trop tard, ou favorisent-ils au contraire la migration vers les villes, comme cela a été mis en évidence dans d'autres contextes.

Une troisième idée qui traverse l'ensemble des communications est la possibilité d'influencer la migration à travers des politiques et des projets de développement dans les zones d'origine. On trouve dans ces travaux à la fois des résultats empiriques et des propositions allant dans ce sens. Au Burkina Faso, l'équipe ayant travaillé sur ce sujet met en évidence le rôle d'un barrage, avec toutes les activités économiques qui s'organisent autour de ce barrage, comme facteur d'attraction des migrants dans la Kompienga. Dans le travail sur le Nigeria et le Maroc, le développement rural, par le développement des infrastructures et d'emplois dans les zones d'origine, est mis en avant comme facteur pouvant réduire les migrations vers les villes en fixant les populations dans les zones de départ. Il n'est toutefois pas clair, dans le travail sur le Nigeria, de voir sur quels résultats empiriques une telle proposition repose. La recherche sur le Maroc montre par ailleurs un résultat allant à l'encontre de cette attente. Malgré le développement des douars d'origine par les associations de migrants, l'émigration vers les villes continue. L'impact des politiques agraires est un deuxième élément qui ressort parmi les facteurs permettant d'influencer les flux migratoires. L'équipe du Burkina Faso montre par exemple que la réforme agraire a accéléré la migration vers certaines zones et favorisé des pratiques d'exploitation minière des ressources. Les effets de ces réformes agraires sur la migration et sur leurs conséquences sont donc un élément essentiel à prendre en compte. Enfin, plusieurs travaux envisagent aussi la possibilité d'influencer la migration à travers des politiques migratoires, qu'il s'agisse de réguler les flux (Burkina Faso) ou de déplacer des populations de zones densément peuplées vers des zones moins denses (Togo). Les auteurs restent néanmoins peu explicites sur les options envisageables pour déplacer les populations et réguler les flux migratoires.

J'aimerais apporter deux suggestions pour conclure. Premièrement, je pense qu'une attention plus importante devrait être accordée aux processus, que ce soit pour l'étude de la dégradation de l'environnement, de la paupérisation des populations et des migrations. Cela permettrait à mon sens de comprendre et mettre en évidence de manière plus fine les relations entre pauvreté, environnement et migration. Un autre élément à souligner est la fragilité des données utilisées dans certains travaux, liée à des petits échantillons ou des zones non représentatives. Cela invite à nuancer l'interprétation et la portée de certains résultats, et en particulier les implications politiques qui sont proposées à partir de ces travaux. S'il est louable de proposer des options politiques à la suite de ces recherches, il me semble tout aussi important de proposer des pistes de recherche supplémentaire pour rendre les résultats de ces recherches suffisamment solides permettant de mettre en place ces politiques.



Questions-débat

Question de Maxime Banoïn à Peter Okuneye (NG1)

Ne faut-il pas que les recherches s'interrogent aussi sur la possibilité de migrations « gagnant-gagnant » pour les zones de départ et d'accueil ? Je pense que c'est une question importante car la migration est un processus qu'on ne peut pas arrêter mais puisqu'elle pose aussi des problèmes, comment peut-on raisonner sur les migrations pour que le bilan soit gagnant-gagnant autant pour les zones de départ que d'arrivée ?

Réponse de Peter Okuneye

Si l'on regarde les migrations rural-urbain dans le cas de Lagos, on peut dire d'abord que les populations rurales bénéficient des transferts des migrants. Mais lorsqu'on leur a posé la question, 75% des individus interrogés ont dit que malgré cela, ils prévoyaient de migrer, et 70 à 75% de ceux-là voulaient migrer vers Lagos. Cela signifie qu'il y aura de toutes façons une perte de main-d'œuvre permanente dans les zones rurales. A partir du moment où l'on adopte cette perspective, on peut se demander ce qui va se passer pour l'ensemble du secteur agricole dans le pays. Ce n'est pas véritablement une situation gagnant-gagnant, du fait des zones rurales, c'est plutôt un ensemble de changements dans les secteurs économiques. Deuxièmement, dans le cas de Lagos, qui est la principale destination, les migrants peuvent trouver un travail mais pas un bon logement. Les plus pauvres se retrouvent concentrés dans certaines zones, ce qui affecte l'environnement dans la mesure où six ou sept personnes vivent dans une seule pièce. En améliorant les installations et les infrastructures dans les zones rurales, on peut empêcher les populations de se déplacer vers Lagos ou d'autres villes. Il faut aussi s'assurer qu'à Lagos, il existe des installations pour ceux qui ont migré afin de pouvoir être correctement installés. C'est cela qui pourrait être une situation gagnant-gagnant.

Question de George Botchie à Peter Okuneye (NG1)

La population de Lagos est de plus de dix millions de personnes et il y a une charge de circulation toujours en augmentation. S'agissant d'émission de gaz, d'oxyde de carbone, existe-t-il des plans pour limiter les risques associés à cette situation ?

Réponse de Peter Okuneye

Nous avons vu l'impact de la circulation très intense,

notamment sur les aliments qui sont vendus dans la rue. On y trouve beaucoup de plomb et d'autres polluants. Il est difficile de résoudre ce problème. Il faut des instruments économiques qui empêcheront dans la mesure du possible les gens d'importer de vieux véhicules et qui dans un deuxième temps encouragent les possesseurs de véhicules à bien les réparer et les entretenir. Le gouvernement a mis en place une politique qui interdit d'importer des véhicules de plus de dix ans d'âge mais il y a tellement d'intérêts économiques que beaucoup de véhicules de plus de dix ans circulent encore au Nigeria. Si l'on peut utiliser les systèmes de contrôle pour mettre en œuvre la réglementation ou si l'on peut donner la possibilité aux gens de circuler en autobus, alors seulement il pourra y avoir une baisse de la pollution liée à la circulation.

Question à Jamal Elachmit (MA2)

Le développement durable n'est-il pas tout simplement ce qu'on appelait le développement il y a dix ans ? Je crains que l'on ne soit en train de banaliser un terme qui était bien plus noble et plus prometteur. En quoi le développement durable est-il différent de ce qu'on appelait le développement tout court depuis des années ?

Réponse de Jamal Elachmit

J'entends par le terme « développement durable » le développement humain et la sauvegarde des ressources naturelles. C'est pourquoi, dans notre projet financé par l'Union européenne, l'Agence de développement nationale et les associations locales, nous avons voulu encourager les femmes qui travaillent dans le milieu rural. Aujourd'hui, nous travaillons avec 50 coopératives au bénéfice de 2 000 femmes qui étaient analphabètes il y a trois ans. Dans une première phase, la difficulté a été de les encadrer pour passer de simples groupements féminins de village à des coopératives, l'objectif étant d'exploiter l'huile d'argan et le bois, tout en faisant attention à ce que cet arbre soit pérenne.

C'est pourquoi nous avons accompagné cette action de développement socio-économique par le reboisement pour garantir la reproduction des arbres que ces mêmes femmes utilisaient il y a trois ans seulement comme une source de bois. Aujourd'hui, les femmes sont conscientes que ces arbres leur permettront une activité génératrice d'un revenu stable. Elles participent au reboisement et font en sorte que l'arbre soit viable pour les cinq à six années à venir. Le développement durable, pour moi, consiste à voir dans quelle mesure on peut garantir aux ressources naturelles de rester pérennes tout en constituant une



activité génératrice de revenus.

Question de Boualem Hamaz à Sassia Spiga (DZ1)

On connaît les liens de parenté entre les populations du Sahara. Quel rôle jouent-ils dans la mobilité ?

Réponse de Sassia Spiga

Parmi les agents sociaux qui pérennisent la circulation migratoire, nous avons effectivement analysé le fait des ramifications tribales et aussi des alliances par mariage. Les stratégies des migrants stabilisés en Algérie ont opéré pour continuer à être dans l'interface des frontières.

Question d'Allan Hill à Sassia Spiga (DZ1)

Vous avez présenté la circulation des gens, mais celle du bétail aussi est importante. Avez-vous une idée de l'ampleur du phénomène ?

Réponse de Sassia Spiga

Nous n'avons pas de chiffres sur cela, tout est clandestin. Mais nous avons suivi cet aspect de très près entre le Sahara central situé en Libye et le Tchad et nous l'avons aussi suivi entre les régions de Gao et du nord du Niger. Nous avons aussi des éléments sur la direction des flux et sur les mécanismes de transferts du bétail. L'importance de ce marché est telle que les maquignons du nord de l'Algérie se sentent menacés parce que la concurrence est trop déloyale dans la mesure où eux sont déclarés et les autres non.

Question de George Botchie à Sassia Spiga (DZ1)

Vous avez conceptualisé la ville pour en faire un système. C'est très important et j'aimerais savoir plus précisément quels en sont les éléments et les interactions.

Réponse de Sassia Spiga

Nous n'avons effectivement pas eu le temps de développer la partie système/agents. Nous avons neuf types d'agents qui ont été croisés pour déterminer les interactions. Pour la sphère politique, nous avons identifié le pouvoir central et les représentations diplomatiques, le pouvoir local, le pouvoir religieux. Tous ont des liens avec la circulation migratoire et le développement. Pour la sphère sociale il s'agit du migrant, des « communautés de destin en migration », les groupes ethniques. Dans la sphère économique, nous avons pris les trois agents les plus pertinents : les opérateurs du secteur informel, les opérateurs du commerce libre qui constituent le secteur formel, les investisseurs publics.

Question d'Ardjouma Ouattara à Kokou Vignikin (TG4)

Y a-t-il des migrations saisonnières de Burkinabé dans votre zone d'étude ? Les migrations agricoles dont vous parlez sont-elles liées aux difficultés foncières ?

Réponse de Kokou Vignikin

Oui, dans la région, on relève la présence de Burkinabé. Ils se sont installés surtout dans les zones faiblement peuplées. Ce qui est important à comprendre dans le format du peuplement de la région est que les premières ethnies qui se sont installées dans la région ont pratiquement fait main basse sur toutes les terres. Les autres ethnies qui veulent s'installer n'arrivent pas à accéder à ces terres, on ne vend pas la terre dans cette région. Pour accéder à la terre, il faut forcément passer par les concessions de ceux qui contrôlent ces terres.

Question à Kokou Vignikin (TG4)

Nous avons parlé dans le cas du Burkina Faso, de Madagascar et du Togo des migrations agricoles vers les terres dites « neuves » ou « vides ». En fait, ces terres ne sont jamais vides, il y a toujours des droits anciens, des éleveurs ou d'autres personnes qui ont des droits. Comment se pose le problème dans ces zones du nord Togo ?

Réponse de Kokou Vignikin

Du point de vue d'une approche foncière de la région, les parties dites « vides d'hommes » ne sont pas vraiment vides mais ce sont des parties qui, il y a longtemps, étaient infestées par la mouche tsé-tsé et où sévissait l'onchocercose. Pour cela, la population est allée dans les plateaux du nord-ouest. Depuis, la maladie a été éradiquée mais les populations rechignent à revenir, ce sont donc les migrants qui s'installent sur ces terres.

Question d'Yves Charbit à Kokou Vignikin (TG4)

Dans les zones de faible densité, on observe clairement une logique malthusienne. A votre avis, est-ce lié à une logique de court terme ? Eventuellement, si l'on adoptait une logique de long terme, est-ce que cela changerait ?

Réponse de Kokou Vignikin

Nous avons fait des simulations pour voir la capacité d'accueil de ces régions. Les calculs nous conduisent à penser que ces régions faiblement peuplées peuvent accueillir encore 70 000 ménages agricoles. On peut donc considérer que la région offre des perspectives d'amélioration des conditions de vie.



Question à Kokou Vignikin (TG4)

J'ai cru entendre lors de l'évocation des zones de parcs nationaux une phrase disant que ces parcs avaient une très grande étendue, puis ensuite il y a eu un autre commentaire, disant qu'il fallait se rappeler que ces régions avaient été agrandies. Que voulez-vous dire précisément avec ces deux phrases ?

Réponse de Kokou Vignikin

C'est la réalité de la région. Les réserves de flore et de faune occupent un tiers de la superficie de la région. Au départ, les réserves n'occupaient pas tant de place. Ces vingt dernières années, on a étendu ces superficies à trois reprises. A chaque fois, on chasse les populations de ces terres, elles sont obligées de partir s'agglutiner dans la partie nord-ouest de la région. J'estime, c'est un point de vue personnel, qu'en protégeant ces aires de façon aussi drastique, aussi dure, on confine ces populations, sachant en outre qu'il y a dans cette région une forte rigidité dans le régime foncier c'est-à-dire qu'on ne peut pas acheter de terre. Quand on vous chasse de vos terres, vous « flotez ». C'est une réalité à prendre en considération lorsqu'on cherche à développer une région et protéger certains espaces.

Question d'Yves Charbit à Sassia Spiga (DZ1)

Je suis d'accord avec vous sur la prudence par rapport aux chiffres, très incertains et susceptibles de vieillir très vite, compte tenu de l'extrême fluidité des flux. Il y a un point que je voudrais mieux comprendre. Vous avez dit qu'il y avait des profils distincts, l'un inter-frontalier, l'autre transsaharien. Vous avez dit aussi que les motivations, contrairement à vos attentes en matière de recherche, n'étaient pas des motivations sociales, malgré la dimension ethnique, etc., mais qu'elles étaient économiques. Si vous avez des acteurs économiques et rationnels pour qui la dimension économique est centrale et qui vont utiliser la mobilité dans leur problématique, j'en conclus que l'intérêt économique de ces acteurs est d'utiliser toutes les formes de mobilité alternatives pour maximiser leur intérêt. Comment peut-on dire alors qu'il y a deux modèles distincts ?

Réponse de Sassia Spiga

Je vais préciser ce point. J'ai parlé des migrants et des acteurs du développement. Qui sont les migrants ? Ils sont de deux types, ceux qui veulent l'insertion, cela concerne la migration courte et inter-frontalière et ceux qui s'orientent vers la circulation internationale. Qui sont les acteurs du développement qui utilisent les migrants ou qui sont en rapport avec eux ? Ce ne sont pas les migrants. Les acteurs du développement, ce sont les acteurs publics c'est-à-

dire les aménageurs, ce sont les acteurs sociaux c'est-à-dire ceux qui vont générer l'urbanisation spontanée, ce sont les acteurs économiques.

Parmi les acteurs économiques, il y a les acteurs publics, notamment ceux qui gèrent le commerce de troc, et les acteurs privés, ceux qui viennent du nord de l'Algérie et qui vont aller vers les villes du Sahara central. Ils sont par exemple entrepreneurs. L'entrepreneur prend un marché libéré par l'aménageur, ce marché a besoin de main-d'œuvre, l'entrepreneur va utiliser le potentiel de main-d'œuvre en allant chercher surtout des migrants. Mais quels migrants va-t-il utiliser ? Ceux qui sont circulants en général ne veulent pas travailler, ils ont besoin d'être hébergés et que l'on réponde à leurs services de circulants. L'opérateur économique n'a pas vraiment beaucoup de relations avec cette catégorie de migrants. Par contre, il va utiliser et rechercher la main-d'œuvre qui se déplace entre les frontières, parce que cela lui permet d'avoir des surprofits qu'il investira dans le nord. Tous les problèmes qui existent en ce moment sont des problèmes de cohésion sociale. Par exemple les Touaregs qui sont les populations locales, trouvent que les gens qui viennent du nord utilisent leur territoire, s'enrichissent puis repartent sans investir chez eux. L'Etat, pour apaiser la situation et pour des raisons stratégiques, fait une perfusion, met beaucoup d'argent dans ces villes, presque à perte. Ensuite, il y a une autre catégorie d'opérateurs économiques, ce ne sont pas les circulants internationaux, ce sont les anciens réfugiés qui se sont stabilisés dans les villes sahariennes, qui se sont mariés, parfois en utilisant les ramifications tribales et les appartenances ethniques, qui ont acquis un savoir-faire et sont devenus des commerçants inter-frontaliers. Je pense donc qu'il ne faut pas considérer automatiquement le migrant qui circule, en voulant aller vers la mondialisation, comme un opérateur économique.

Quant au rapport entre migration et pauvreté, en ce qui concerne les territoires où nous avons travaillé, nous avons trouvé qu'il y avait une migration de courte distance qui est une forme de mobilité contre la pauvreté et de lutte contre la pauvreté. Les migrants entre les zones nord-sahéliennes complètement démunies et les villes sahariennes qui profitent de la perfusion par l'Etat, partent pour des raisons de pauvreté en Algérie. Quand ils reviennent, en général ils investissent dans l'immobilier, créent des agences de voyage car le tourisme est leur compétence, font du transport formel ou informel de migrants ou de marchandises. Les autres migrants ne sont pas pauvres, ce sont même les plus riches, ce sont ceux qui ont des ressources financières qui cherchent à partir



de leur ville.

Question de Jockey Baker Nyakaana

En ce qui concerne le statut d'Abuja, je voudrais savoir s'il existe des politiques stratégiques mises en place par le gouvernement pour tenter d'encourager les migrants à aller vers Abuja, plutôt que de se diriger tous vers Lagos, aboutissant à une véritable congestion, ou s'il y a des politiques spécifiques visant à réduire la surpopulation notoire de Lagos.

Pour tous les orateurs, concernant les revenus des migrants, j'aimerais savoir comment il est utilisé pour développer le lieu d'origine des migrants, comment ce revenu contribue-t-il à la réduction de la pauvreté sur le lieu d'origine des migrants ?

Réponse de Peter Okuneye

Les conséquences de la migration dans les zones rurales et à Lagos n'avaient pas été perçues de manière très claire. Nous avons essayé de le faire en adoptant la perspective de la perte de main-d'œuvre dans les zones rurales. Lorsque quelqu'un s'installe à Lagos, ses proches savent que désormais, ils y ont de la famille ou un ami. Ils peuvent donc plus facilement quitter le milieu rural à leur tour pour s'installer chez lui pendant quelques mois, le temps de trouver un logement et du travail. Cela attire de nombreuses personnes qui viennent chercher un emploi à Lagos. Lorsqu'on s'installe à Lagos, on se dit qu'on va y gagner un peu d'argent, qu'on va pouvoir acheter un peu de terrain et investir dans les zones rurales. Les paysans voient que ceux qui ont quitté la région pendant quelques années ont pu investir dans la terre et encouragent leurs enfants à faire de même.

Quant au cas d'Abuja, qui est la nouvelle capitale du Nigeria depuis 1992, c'est un centre qui concerne les fonctionnaires, ils ont été incités à s'installer à Abuja. La ville de Lagos était le centre culturel, le centre des transports, des ports, etc., il y avait plus d'emplois potentiels à Lagos. Peut-être dans quinze ou vingt ans, la situation aura-t-elle évolué mais pour le moment, les gens préfèrent s'installer à Lagos plutôt qu'à Abuja. Il existe des émissions télévisées pour décourager les éventuels migrants, mais l'agriculture va mal, les gens veulent déménager, la pauvreté n'a pas été réduite pour autant. Au contraire, le niveau de pauvreté est encore plus critique maintenant.

Là où les conditions sont acceptables pour l'alimentation, là où il y a des infrastructures routières, etc., il y a moins d'exode rural. Les politiques et les programmes au Nigeria sont dictés par le gouvernement. Un nouveau gouvernement qui arrive change de politique, lance une nouvelle politique et

les bénéfiques des politiques précédentes disparaissent. Il faut une cohérence au niveau politique pour empêcher l'émigration et nous avons besoin de cette cohérence au niveau politique pour que les petites villes en bénéficient, pour que la population ne se rue pas sur Lagos.

Réponse d'Ardjouma Ouattara

Au Burkina Faso, notre recherche n'a pas vraiment abordé la question de l'impact de la migration sur les zones d'accueil mais plutôt sur les aspects liés aux retombées des migrations sur les zones de départ. Dans ces zones, les migrants améliorent l'habitat, construisent des maisons. Nous avons remarqué qu'à la saison morte, les migrants retournent chez eux, au Mali, au Niger. C'est vrai pour les pêcheurs qui ne peuvent plus pêcher car le niveau de l'eau est trop bas et des agriculteurs qui une fois la saison terminée, rapportent les fruits de leur récolte à leur famille. Cela a été observé dans la région de Kompienga et au Sud-Ouest du pays.

Au Burkina Faso, il n'y a pas de stratégies gouvernementales en ce qui concerne les migrations vers les villes. Elles existent en milieu rural, mais dans les zones que nous avons étudiées, ces stratégies n'ont pas cours. Elles existent dans quelques sites, comme dans les vallées du Volta, anciennement AVV, ou dans la Vallée du Kou à l'ouest du Burkina Faso et dans la zone de Bakré où est pratiquée la riziculture et où il y a un transfert de population contrôlé par l'Etat. Dans la région de Kompienga, il y a eu la construction du barrage qui a amené spontanément des populations pour l'exploitation de cultures maraîchères. Sinon, il n'y pas eu de projets d'envergure en matière de déplacement des populations rurales.

Commentaire de Mariam Sow

Il est certain que restituer une étude de trois ans en quinze minutes ne peut pas rendre compte de toutes ses richesses et subtilités. Surtout que ces études abordent des aspects aujourd'hui très brûlants si l'on observe comment les villes en Afrique se développent ou s'agrandissent de manière incontrôlée, avec le milieu rural qui se dégrade. Même s'il y a un développement, c'est un développement déséquilibré. Nous espérons que ces recherches inscriront dans leur prolongation une recherche-action où l'on implique les acteurs concernés qui vivent les situations décrites : les démunis dans les quartiers populaires et les ruraux qui subissent les conséquences de la dégradation des ressources.



6. Transfert des résultats aux décideurs



6.1. Améliorer les liens entre recherche et politiques : un outil pour la diffusion des résultats de recherches en sciences sociales

Président : Maxime Banoin

Présenté par Vincent Maugis

Connaissances et politiques

Le besoin accru de connaissances pertinentes destinées à informer les décideurs nationaux et internationaux a dépassé les disponibilités actuelles d'accès à l'information, de recherche documentaire, d'organisation et d'interprétation des données. Ce problème prend une importance particulière en sciences sociales, domaine dans lequel les connaissances, si elles se veulent utiles pour la formulation de politiques, se doivent d'être faciles d'accès, comparables et vérifiables. En effet, sans un accès direct aux conclusions d'une recherche de qualité il est difficile d'obtenir des réponses politiques efficaces, ciblées et dans les temps, tant au niveau national qu'international. Par ailleurs, même en supposant que la recherche produit des connaissances pertinentes pour les politiques, il n'existe aucune garantie que les décideurs s'en servent, et encore moins qu'ils le fassent avec sagesse et efficacité.

L'appel actuellement à la mode pour des politiques étayées par des données empiriques, ou des politiques « par la preuve » (*evidence-based policies*), répond en partie à cette préoccupation en spécifiant ce qui constitue une utilisation « sage » et « efficace » : des politiques conçues en référence non au « bon sens » ni à des parti pris idéologiques mais à l'apprentissage d'expériences pratiques antérieures. Les politiques étayées par des données empiriques, en d'autres termes, impliquent une forte base de connaissances comparatives et des modèles de mise en place effectifs et transférables qui peuvent être calibrés selon les caractéristiques de cas particuliers. Le défi du transfert de connaissances consiste ici à identifier les obstacles spécifiques qui opèrent à chaque stade du processus de leur production et de leur utilisation, puis à concevoir des solutions innovantes ainsi que les mécanismes pratiques pour les rendre viables.

Au moment où la mondialisation, l'intensité des connaissances et la connectivité électronique croissantes créent de nouveaux défis et de nouvelles opportunités, les décideurs seraient bien servis par des outils aux fonctionnalités et aux contenus adaptés qui leur permettraient de réduire l'incertitude et l'ambiguïté des choix qui s'offrent à eux, et prendre ainsi des décisions mieux informées.

Un outil comparatif de recherche pour les politiques

Etabli en 1994, le Programme pour la Gestion des Transformations Sociales (*Management of Social Transformations*, MOST) de l'Unesco est un programme intergouvernemental dédié à promouvoir le développement et l'utilisation des connaissances de sciences sociales qui contribuent à une meilleure compréhension et par conséquent à une meilleure gestion des transformations sociales. Le programme a notamment organisé le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales et anime régulièrement des forums



régionaux de ministres du développement social. Il anime également des réseaux régionaux de recherche-politiques autour de thèmes prioritaires sélectionnés, ainsi que des chaires en sciences sociales et des universités d'été. C'est afin de donner meilleure visibilité à des résultats comme ceux du programme Pripode et pour permettre leur utilisation opérationnelle pour la formulation des politiques publiques que le Programme MOST a spécialement conçu un service en ligne de recherche et d'information public, gratuit et disponible dans plusieurs langues en commençant par l'anglais, le français et l'espagnol, avant d'être étendu aux autres langues de travail des Nations Unies.

Ce service a pour but de transmettre aux décideurs politiques les résultats des expériences de recherche en sciences sociales. Le projet vise à encourager la mise en place de nouveaux modes de décision basés sur des faits concrets en lien direct avec les situations vécues par la communauté. Conçu comme un service classique de documentation politique comme il en existe dans certains pays industrialisés, l'outil interactif MOST fournira un accès rapide à une information comparative nationale, régionale et internationale ciblée et pertinente pour l'action publique. La méthode développée par MOST permet notamment de produire différents types de documents à partir du même contenu original afin de mieux répondre à différents types de besoins. L'outil comprend ainsi plusieurs types de documents (complets, condensés, personnalisés) et plusieurs modes de consultation en ligne (statique, interactif, dynamique). Parce qu'une information contextuelle, synthétique et personnalisable est nécessaire pour passer de la recherche aux politiques puis à l'action, les utilisateurs pourront créer des profils de recherche individuels basés sur des catégories thématiques et produire des rapports « à la carte » en sélectionnant des contenus au sein même des documents originaux.

Cet outil novateur de gestion des connaissances permettra de comparer les cas ayant des caractéristiques similaires et d'évaluer l'applicabilité des options politiques disponibles. Dans le cadre d'une recherche documentaire ciblée sur les interactions entre population, développement et environnement on pourrait accéder, entre autres, aux différentes études de cas qui nous sont présentées pendant ce colloque. L'utilisateur sera à même de naviguer simplement entre les différents documents, au sein desquels il pourra compiler selon ses besoins des informations détaillées sur les problématiques, les cadres réglementaires existants ainsi que des recommandations d'experts, des indicateurs et des références – pour produire un rapport personnalisé.

Impact attendu sur le cycle des politiques

Le rapport produit grâce à l'outil MOST constitue une collection d'expériences (d'options) provenant de différents terrains, contextualisées et documentées en fonction de la situation spécifique qui occupe l'utilisateur ; le rapport contient l'information réellement pertinente puisque sélectionnée par lui, et présentée sous une forme qui facilite la comparaison et favorise les inférences. Les résultats de recherche comme ceux du programme Pripode peuvent en effet, de façon pratique, contribuer à soutenir la formulation de politiques également dans d'autres pays que ceux directement concernés.

Autour de l'outil doit par ailleurs émerger un système sociopolitique de connaissances qui produit à son tour différentes dynamiques, distinctes mais interconnectées, entre la recherche et les politiques, entre les niveaux local et global, entre l'action publique et les communautés cibles. Ainsi, la base de connaissances évolue au cours de son utilisation sur le terrain et du retour d'information ; le suivi et l'évaluation des expériences permet aux approches alternatives d'être évaluées en continu, via le pistage et la cartographie des appli-



cations. Les politiques sont graduellement liées entre elles, car les initiatives proviennent d'expériences partagées (enseignements et bénéfices mutuels) et finalement, la réactivité des politiques par rapport aux situations qu'elles se donnent d'adresser est rendue transparente, traçable et ajustable.

Le service devra ainsi permettre aux nouvelles politiques d'être et de demeurer, durablement, « la meilleure des options possibles », du fait qu'elles seront basées sur des données empiriques liées aux dynamiques locales et documentées par une vaste évaluation d'expériences similaires. L'objectif premier de ce projet est de permettre que l'intervention politique soit la mieux adaptée aux besoins spécifiques du public concerné.



Questions-débat

Question d'Allan Hill

J'imagine que dans la base de données, figurent essentiellement des documents qui sont formatés selon un modèle particulier. Vous n'avez pas accès à toute la littérature scientifique et vous ne pouvez pas véritablement l'intégrer dans la base de données pour l'instant parce que le format n'est pas le même. Est-ce correct ?

Réponse de Vincent Maugis

C'est tout à fait juste. Pour l'instant, c'est une méthodologie a priori ce qui signifie que seuls sont utilisables les documents qui sont forgés sur une structure particulière. Nous avons les documents dits « brèves », ces documents peuvent être intégrés dans le système et faire le lien avec un document plus complet, original, qui ne serait pas nécessairement structuré. Nous avons essayé de prendre un échantillon de documents non formatés pour essayer d'en analyser le contenu afin de l'intégrer à notre structure. C'est un travail assez ardu et long et le résultat n'est pas très satisfaisant, du moins pas encore.

Question de Roger-Mark de Souza

Je vous remercie pour cette présentation extrêmement stimulante et intéressante. J'ai cinq questions à vous poser.

Tout d'abord, nous avons tenté une démarche similaire pour certains de nos projets aux Etats-Unis et l'une de nos préoccupations principales est de savoir qui valide la recherche ? Qui dit que ce sont là des éléments de recherche valides pouvant être pris en compte par les politiques ?

Deuxième question. Beaucoup de chercheurs font de la recherche pour tester ou générer des théories, examiner des méthodologies et ne se préoccupent pas nécessairement des applications en matière de politiques. Nous obtenons parfois des recherches qui ne s'intéressent aux politiques qu'à la fin de la recherche et qui essaient en réalité d'intégrer la recherche aux besoins politiques alors que les questions de recherche identifiées ne sont pas des priorités politiques. A quel moment donc intégrez-vous la dimension politique dans le processus de recherche ? Quelle est la motivation pour les chercheurs de participer au projet ?

Troisième question. Pour le public cible, qui sont les décideurs politiques, quel est le niveau des décideurs politiques que vous visez ? S'agit-il du niveau régional, national, sous-national ? Comment obtenir des recherches qui peuvent couvrir ces différents éche-

lons ? Nous avons également constaté dans notre travail que les décideurs sont souvent trop occupés pour lire et qu'ils ne liront pas, et d'ailleurs certains d'entre eux ne comprennent pas tous les tenants et aboutissants scientifiques. Avec ce public cible, cela peut être problématique et je me demande si votre objectif cible est véritablement les décideurs ou les conseillers politiques, c'est-à-dire les techniciens qui conseillent les politiques ?

Quatrième question. Nous avons vu souvent que l'une des méthodes les plus efficaces pour que les décideurs s'intéressent à la science, c'est par le biais des médias, en travaillant avec les journalistes, ce qui permet de valider et d'assurer une source crédible pour les décideurs des résultats de la recherche et des implications pour la politique. Y avez-vous pensé ?

Dernière question. Comment les décideurs reçoivent-ils les informations ? Nous estimons que les décideurs habituellement ne lisent pas ce type de documents. Beaucoup ne naviguent pas sur Internet, n'utilisent pas ce type d'outils interactifs, tout simplement parce qu'ils n'ont pas le temps de le faire. Et beaucoup préféreraient recevoir des informations sous forme verbale. Ils veulent une présentation de quinze minutes, fondée sur trois années de recherche, pendant lesquelles vous présentez simplement les résultats de la recherche en matière de politique, pas un rapport de 80 pages, quel que soit le format. Avez-vous fait une recherche sur l'utilisation potentielle de ce type d'outils par les décideurs et comment il serait possible de transmettre verbalement ces informations ?

Question d'Alex de Sherbinin

Cette idée est véritablement très intéressante. Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit par Roger-Mark de Souza. Ma question est de savoir comment vous arrivez à obtenir que les auteurs suivent un format donné ? Si vous avez les résultats de plusieurs années d'études, par exemple le programme Pripode, et que vous essayez de les mettre sous un même format, la tâche sera assez ardue.

Réponse de Vincent Maugis

Je réponds aux questions dans le désordre. Comment motiver les chercheurs pour accepter les règles de présentation ? Intégrer le résultat d'une recherche dans un format fixé est une contrainte, et potentiellement, une telle tâche peut ne pas être spécialement agréable. Nous avons eu cependant des réactions assez différentes, certains chercheurs nous ont dit « c'est formidable, j'ai une pile de rapports, je voudrais préparer un document et le publier mais je ne sais pas comment m'y prendre et là vous me donnez



une table des matières, tout ce que j'ai besoin de faire c'est piocher, mettre les choses en place et en fait vous me facilitez la tâche». Finalement, la notion de contrainte n'est pas très différente des contraintes habituelles qui sont celles d'un chercheur lorsqu'il ou elle a besoin de publier, par exemple, dans un journal ou une revue qui demandent également un format pré-établi. Ce n'est pas une table des matières mais ce sont des marges, une police de caractères donnée, et parfois cela peut prendre très longtemps entre le chercheur et le comité d'examen pour qu'au bout du compte le document soit physiquement exactement tel qu'il est demandé. C'est le même type de processus.

Je reviens à la première question. Comment pouvons-nous être sûrs que cette recherche est une recherche de qualité, comment est-elle évaluée, comment sa pertinence est-elle évaluée ? D'abord, nous avons commencé par accepter des contenus de partenaires, soit à l'intérieur de la maison ou de partenaires du réseau ou d'autres partenaires. Ce sont donc des partenaires à qui nous faisons confiance. Naturellement, le conseil intergouvernemental d'un programme doit procéder à un comité pour examen par les pairs.

En ce qui concerne votre deuxième question, je voudrais vous diriger vers le résumé du document conceptuel que nous avons rédigé. Il existe aussi un document complet dans lequel vous trouverez la réponse.

Quels sont les décideurs que nous visons, à quels niveaux ? Notre travail a été fait à la demande des Etats membres, et nous pouvons penser que s'ils l'ont demandé, c'est pour s'en servir. Quant aux utilisateurs, je crois effectivement que ce sont plutôt les conseillers des décideurs, les équipes techniques des Ministères qui rendent compte de leurs activités aux décideurs. Nous ne visons pas de niveaux spécifiques, vous pouvez commencer à l'échelle locale, régionale, sous-régionale, nationale, comme vous

voulez. Nous visons aussi d'autres publics. Cela peut être un travail pertinent pour les chercheurs, pour les étudiants, pour les ONG, pour la société civile. Voilà d'autres cibles.

Ensuite, vous avez signalé que les décideurs ne lisent pas, n'ont pas le temps de lire. Nous avons essayé d'aborder ce problème, nous avons tenu compte des contraintes des décideurs et nous avons essayé de renverser la stratégie de recherche. Nous avons commencé par une information assez précise, après nous élargissons le périmètre, nous rajoutons des documents, nous donnons des informations supplémentaires. C'est comme si vous commenciez par un point de détail sur une présentation PowerPoint et qu'après vous développiez vos arguments.

Question de Charles Rakotondrafara

Je voudrais juste poser une petite question technique. Dans le document final, je n'ai pas vu de paragraphes, de mots-clés. Est-ce qu'à la recherche, ça ne va pas multiplier les documents de façon inutile ?

Réponse de Vincent Maugis

De façon inutile, non certainement pas ! Multiplier les documents, oui, multiplier le volume d'information, oui, l'idée c'est effectivement de pouvoir rester avec une information qui soit assimilable. C'est à l'utilisateur de sélectionner son information pour qu'elle reste dans un volume digérable. Mais effectivement, vous avez raison, on peut se retrouver très rapidement avec un document qui fasse au final 300 pages. Notre ambition par rapport à cet outil et par rapport à d'autres initiatives que nous sommes en train de prendre sera d'utiliser des applications sémantiques qui vont permettre de synthétiser l'information, de la modéliser et de finalement extraire le sens de contenus très volumineux et très hétérogènes. Ce sera notre prochaine étape, effectivement.



7. Expériences d'acteurs du développement



Expériences d'acteurs du développement confrontés aux questions population-environnement- développement

Président : Jacques du Guerny

Les deux interventions que nous allons entendre sont très intéressantes en cela qu'elles sont complémentaires. La première communication concerne le monde rural, sa thématique est très liée à l'environnement, au développement et à l'agriculture. Elle pose la question de savoir comment sortir d'une agriculture destructrice de l'environnement pour adopter une agriculture plus durable. Nous verrons notamment comment cette question fait le lien avec celle de la condition de la femme. La deuxième communication portera sur une ville et l'environnement sera réellement pris en compte, ce qui est important car on a souvent tendance à considérer la question urbaine sans la composante environnementale ou alors seulement en s'intéressant au problème des déchets. Ce qui est intéressant est que l'on va nous parler d'une ville en déclin qui, en prenant en compte ces interactions, a réussi à relancer une dynamique de développement et d'expansion, de manière semble-t-il plus durable. Les intervenants vont en quelque sorte nous mettre au défi car il y a d'autres facteurs que la recherche qui interviennent dans la prise de décision et je pense que les deux intervenants vont nous montrer, comment ils voient la place de la recherche dans le processus du développement durable.



7.1. L'ONG Pronat

Mariam Sow

Je vais vous présenter une expérience d'une équipe d'Enda Tiers-monde, qui est une ONG internationale dont le siège se trouve au Sénégal. Elle œuvre sur plusieurs thématiques de développement en matière d'environnement. Au sein de cette organisation, il existe une équipe qui s'appelle Pronat (Protection Naturelle des Cultures) qui est partie de constats sur l'utilisation abusive des produits agrochimiques au Sénégal, après une étude initiée en 1982. Il s'agit d'un processus de recherche-action mené avec la population et des instituts de recherche.

Pronat au Sénégal travaille pour la promotion d'une agriculture saine et durable, non seulement au niveau de la sous-région, en organisant des ateliers d'échanges d'expériences entre les producteurs et les chercheurs, mais aussi en mettant en place des expériences de terrain qui sont localisées dans trois zones au Sénégal. Ce sont des zones consommatrices de produits chimiques : Koussanar, qui est dans la zone cotonnière de Tambacounda, la vallée du Fleuve Sénégal, où l'on trouve des cultures irriguées, et la zone de Niayes où se développent des activités de maraîchage.

L'objectif de Pronat est de promouvoir une agriculture saine et durable, réduire les pesticides et les engrais chimiques, rationaliser de façon durable l'utilisation des ressources naturelles. Face à ces objectifs, nous pouvons faire plusieurs constats. Le premier constat est la forte dégradation des terres, la déforestation a occasionné une réduction du pâturage. Le second constat est que la forte utilisation des produits agrochimiques a causé beaucoup de dommages à la santé humaine, animale et environnementale. Le troisième constat est que ces faits ont instauré un malaise dans les villages qui a favorisé un exode massif vers les centres urbains, qui certainement va poser des problèmes au niveau des villes. On assiste ainsi à l'extension de bidonvilles dans les grandes villes, et plus précisément dans la capitale. Une équipe d'Enda travaille d'ailleurs sur les quartiers de bidonvilles. Nous avons constaté aussi que l'exode rural concernait surtout les hommes et ce sont les femmes qui restent dans le village pour porter le flambeau. Elles développent des activités de survie, en sachant qu'elles le font sans avoir le pouvoir de décision, notamment elles n'ont pas le pouvoir d'accéder à la terre.

Je vais vous présenter la zone de Niayes qui est une zone côtière, allant de Dakar jusqu'à Saint-Louis. C'est une zone dépressionnaire dans laquelle les dépressions ont favorisé la création des bas-fonds qui sont très riches en limon et où les populations développent leurs activités de maraîchage. Nous avons ciblé une communauté rurale, la communauté rurale de Niender, qui compte une population de 29 000 habitants, avec une densité moyenne de 56 habitants/km², légèrement supérieure à la moyenne nationale. Elle se trouve à proximité de Dakar et il n'est pas exagéré de dire que les terres cultivables de cette communauté sont envahies par la ville.

L'activité principale est le maraîchage de contre-saison. Dans cette zone, Pronat a effectué d'importantes opérations de sensibilisation sur l'utilisation des pesticides. Après ces activités de sensibilisation, de formation et d'information, les femmes sont montées en puissance pour expérimenter la faisabilité d'une production sans engrais et sans pesticides et ce dans un contexte national d'intensification de l'agriculture (arachide, coton, etc.). C'est



un défi car les gens sont habitués à utiliser les engrais pour produire plus, mais sans savoir que les engrais nourrissent la plante mais pas la terre, ce qui constitue une rupture entre le savoir-faire moderne et traditionnel.

Les femmes ont porté ces premières expérimentations, qui dans un premier temps, ont certes donné des résultats mais n'ont pas été durables. Quand les femmes ont demandé à expérimenter, elles sont allées en groupe pour demander des terres et se sont vues affecter des terres non appropriées. D'énormes écueils se sont alors dressés au niveau des expérimentations. Elles ont connu des problèmes de fertilité, d'eau, car ce n'était pas des terres destinées aux cultures maraîchères, mais plutôt à l'arboriculture ou aux cultures pluviales. En outre, comme l'opération s'est déroulée au moment de sécheresse, elles ne pouvaient que développer des cultures maraîchères. En tant qu'organisation d'appui, il a fallu que nous nous posions la question : l'agriculture saine et durable, est-ce la bonne méthode ?

Nous avons organisé des ateliers, avec l'implication des populations et des chercheurs pour voir quelle était la méthodologie à utiliser. Nous avons changé de démarche pour adopter une approche village. C'est au niveau du village, avec l'ensemble des acteurs, les jeunes, les hommes et les femmes, que l'on essaie de voir comment arriver à développer des pratiques qui permettent d'utiliser moins de produits agrochimiques et de rationaliser les ressources.

Selon cette méthode, les expérimentations se sont réalisées automatiquement sur le terrain des populations, les villageois se sont organisés et ont mis en place une fédération, la « fédération des agro-pasteurs de Niender », qui intègre les femmes et les hommes et qui propose de multiples formations et activités de renforcement des capacités. Au niveau de cette fédération, les femmes ont réussi à occuper une position importante. C'est le premier résultat.

Parallèlement, un deuxième résultat est que grâce au renforcement des capacités organisationnelles, on obtient des acquis sur les pratiques agro-écologiques, à savoir la fertilisation et la protection naturelle des cultures. On peut relever une réduction de l'utilisation des produits agrochimiques, une augmentation des activités de lutte anti-érosive et de lutte contre la salinisation des terres.

Un troisième résultat est que, de façon globale, la fédération des agro-pasteurs a réussi à être impliquée par le conseil rural dans la gestion des ressources naturelles du terroir, en participant aux différentes commissions et réunions. Au Sénégal en général, la décentralisation fait des avancées importantes.

Au niveau de la communauté locale, la fédération constitue un contre-pouvoir par rapport à la communauté rurale qui est une instance et un outil de gestion du terroir, mais aussi, ne l'oublions pas, une instance politique gouvernée par des élus. Il est bon d'avoir aussi à côté une organisation de la société civile pour essayer de rétablir l'équilibre. La plupart des membres de la fédération sont parvenus à intégrer le conseil rural et il y a une gestion concertée au niveau des ressources dans cette communauté rurale.

La fédération, quand elle a réussi à s'organiser et à mettre en place un savoir-faire en matière de pratiques agro-écologiques, a pris acte que cette agriculture durable ne pouvait pas perdurer sans être soutenue. Elle a donc mis en place une mutuelle épargne et crédit dans laquelle les femmes représentent plus de 60% des membres de l'instance décisionnelle. C'est une femme qui est présidente du conseil d'administration, les femmes se retrouvent aussi dans les différents secteurs, comité de crédit, etc. De même, les femmes comptent pour 40% parmi les membres du conseil rural.



Lorsque la fédération s'est aperçue que les femmes connaissaient des problèmes fonciers, plusieurs ateliers sur la question foncière ont été organisés. Au Sénégal, la loi sur l'autonomie nationale connaît des difficultés d'application. La terre appartient à l'Etat, chaque citoyen peut faire une demande pour accéder à la terre, mais comme il faut compter aussi avec le droit coutumier, ce n'est pas aussi simple. Après le décès du père ou de l'époux, la terre est habituellement laissée telle quelle pour aider à consolider la famille et certainement favoriser les hommes. Pendant ces ateliers, des religieux, des représentants de l'Etat et les populations locales ont débattu du problème foncier. Dans ces ateliers, les hommes disaient que « la terre appelle un pouvoir ». Ces hommes, à la recherche du pouvoir, ne sont disposés pour rien au monde à laisser la terre aux femmes. Pourtant, selon même le droit musulman, si le père décède, les filles et les garçons se partagent la terre selon la règle d'une double part pour l'homme. Grâce à ces ateliers, il y a eu des avancées considérables pour les femmes. Aujourd'hui, dans plus de 50% des cas, les femmes ont réussi à accéder à la terre. Après le décès du père, on procède rapidement au partage, la fille accède à une part qui est la moitié de celle du fils.

On constate aussi que des femmes ont réussi à travailler, à développer leur propre économie et sont parvenues à acheter leurs propres terres. Par exemple, dans le village de Thieudeme, on compte quinze femmes qui sont devenues propriétaires de cette manière, dans celui de Mbawane dix femmes et six dans le village de Thor.

Un autre résultat est que nous avons réussi à faire en sorte que les femmes et les agropasteurs de Diender sont en train d'appuyer une communauté rurale voisine qui s'appelle la communauté rurale de Keur Moussa. Nous organisons avec eux un transfert de compétences, nous sommes en train de transférer les résultats obtenus à Diender. Les femmes, dans un premiers temps, ont réussi à organiser une fédération au niveau de ces deux communautés, 24 groupements à Diender et 36 groupements à Keur Moussa pour un total de 8 000 femmes. Elles se sont organisées en fédération qui travaille autour de plusieurs activités parmi lesquelles les activités agricoles. C'est extrêmement intéressant que ces femmes aient réussi à s'organiser et à capitaliser leurs expériences.

Ce processus initié avec les femmes nous conduit à conclure que le développement d'un terroir ne peut être durable sans l'engagement des femmes. Cela est d'autant plus vrai que le terroir se détériore et que les hommes partent. Ce sont alors les femmes qui restent au village pour faire face aux besoins des enfants et des personnes âgées. En renforçant les capacités techniques et organisationnelles des femmes pour qu'elles puissent s'impliquer dans les instances de décision, elles peuvent participer aux prises de décisions politiques de leur terroir. Nous pensons aussi que la dimension « genre » devrait être intégrée dans toutes les initiatives pour un développement durable, et pour cela il faut mettre l'accent sur l'éducation de base des jeunes filles.



7.2. Aménagement urbain de la ville d'Essaouira

Abdelaziz Mouataz

Je vais aborder la thématique population-développement-environnement à travers l'expérience d'un projet d'aménagement d'un parc urbain dans la ceinture verte de la ville d'Essaouira au Maroc.

La ville d'Essaouira se trouve dans le Sud-Ouest marocain, à environ 175 km de Marrakech, la façade maritime de cette région. La ville est limitée par la mer de presque tous les côtés, il ne reste que la partie Est qui est ceinturée par une forêt dunaire et parsemée de lagunes. Par sa position géographique, la croissance de la ville ne peut se faire qu'aux dépens de son environnement naturel, ce qui a créé un conflit entre l'expansion urbaine et la protection de l'environnement. Je vais essayer d'expliquer d'abord, de manière historique, comment ce conflit s'est instauré depuis la création de la ville.

La ville d'Essaouira a été fondée à la fin du 18^{ème} siècle pour créer un port commercial entre le Maroc et le reste du monde, notamment l'Europe. Le site a été choisi pour sa baie protégée par un archipel. Ce site était très riche du point de vue de l'écosystème présent, on y trouve une forêt de genévriers rouges et un système lagunaire. Pour construire la ville, on a utilisé les matériaux locaux et notamment le bois de la forêt dunaire. Au moment de la construction, toute la forêt qui ceinturait la ville s'est retrouvée dénudée. Après un siècle, la ville est entourée par un océan de sable, tous les accès à la ville sont fermés. Au moment du protectorat, on a fondé le premier Centre forestier au niveau national pour mener une campagne de fixation des dunes. C'est un effort continu jusqu'à nos jours qui a permis de régénérer cette forêt.

Au début du 20^{ème} siècle, un plan de la ville montre que celle-ci restait cantonnée à l'intérieur des remparts, à l'intérieur de la médina, tandis qu'autour se trouvaient des jardins potagers. Une étape importante à partir des années 1970, dans un contexte de croissance démographique et d'exode rural, est l'instauration d'une politique au niveau national de création de lotissements, au détriment de l'écosystème naturel de la ville. La lagune a été remblayée pour faire les lotissements, on a continué à gratter sur les dunes. Le résultat est que les vents alizés sont presque permanents, le sable a envahi la ville et les réseaux d'assainissement ce qui provoque des inondations presque annuelles. Ce sont évidemment des effets négatifs sur les conditions de vie des habitants. Ce problème, conjugué à d'autres, notamment l'enclavement de la ville, le déclin du secteur de la pêche, fait que la ville se trouve à cette époque dans un état de léthargie.

Il fallait trouver une solution pour faire redémarrer le développement de la ville d'Essaouira et pour cela il était nécessaire d'avoir un outil de travail. C'est ainsi qu'a été élaborée la Planification Structurelle Stratégique, qui est une approche dynamique et concertée qui se base sur trois éléments interdépendants : développer une vision à long terme sur la structure spatiale idéale pour la ville d'Essaouira ; travailler au jour le jour pour éliminer les obstacles à la réalisation de cette vision ; promouvoir une approche participative pour impliquer tous les acteurs locaux.

Cette planification structurelle stratégique a été implémentée dans le cadre d'un programme « Agenda 21 local » en 1996, grâce à la coopération belge (consortium



d'Universités et de municipalités), l'organisation internationale ONU-Habitat et enfin la municipalité d'Essaouira. Cette planification a été expérimentée dans une ville de taille moyenne. Les caractéristiques d'Essaouira sont les suivantes : le Recensement de 2004 indique qu'elle compte 69 000 habitants pour 16 129 ménages, l'indice synthétique de la fécondité est de 2,5 enfants par femme tandis que le taux d'analphabétisme est de 30%. Les activités économiques de la ville sont basées sur la pêche, malgré un certain déclin, le tourisme et l'artisanat. Le budget municipal de fonctionnement est d'environ 4 millions d'euros.

Le programme reposait sur une démarche participative. Les experts ont réalisé des études et, à travers des ateliers mixtes de travail, ont expliqué l'approche et la vision de l'esquisse spatiale souhaitée pour un développement durable de la ville. Le document utilisé est le schéma directeur qui prévoit l'avenir de la ville et la répartition spatiale pour les 25 prochaines années. Ce document a été utilisé pour discuter avec les acteurs locaux. Le schéma comporte des zones prioritaires, comme la partie Est où l'on prévoit l'arrêt de l'expansion urbaine. Ceci n'a pas été accepté facilement par les acteurs locaux et par la population, mais la démarche participative et les ateliers ont facilité cette approche et cette solution a été retenue en s'appuyant même sur une base juridique.

Une fois la solution acceptée, on a voulu aller au-delà de la simple interdiction en créant un parc urbain au niveau de la ceinture verte. Dans le schéma directeur de la ville, on peut voir toute la ceinture verte et le parc urbain. On voit aussi comment le front bâti a envahi l'écosystème naturel et les multiples fonctions que le parc doit assumer dans ce site : d'abord une fonction structurelle, la ville sera dotée d'un autre front parallèle au front de mer ; ensuite, le parc aura une fonction d'animation car il y aura plusieurs installations en ce domaine ; enfin, une fonction de protection en matière de fixation des dunes et de préservation de l'environnement.

La réalisation de ce parc urbain a rehaussé l'image environnementale de la ville d'Essaouira, qui essaie de développer un tourisme lié à la nature. Auparavant, à proximité de ce parc, il y avait la décharge sauvage de la ville. Toute la problématique de gestion des déchets solides de la ville a été discutée. Grâce à un financement de l'Union européenne, une décharge contrôlée selon les normes internationales a été construite. Il a fallu aussi trouver des solutions pour trouver l'eau d'arrosage de la ceinture verte, et l'orientation s'est portée vers le recyclage de l'eau d'assainissement. Des études ont été effectuées et actuellement des travaux sont en cours pour la réalisation du réseau d'assainissement et également un réseau de stations d'épuration avec l'objectif de ne plus rejeter les eaux usées à la mer. La ville d'Essaouira a obtenu le label « pavillon bleu ». Ce qui vient d'être dit pour la ceinture verte est valable pour toutes les zones prioritaires de la ville, notamment la médina, le centre historique de la ville qui revêt une grande importance.

Le programme autour de la médina a débuté avec ONU-Habitat mais plusieurs institutions ont adhéré au projet comme l'Unesco et la Coopération internationale. Un certain nombre de réalisations dans la médina ont permis son classement en tant que patrimoine universel. Cela a eu un impact très positif pour le démarrage de l'économie de la ville, sur son image au plan national. C'est ainsi qu'Essaouira est actuellement l'une des premières destinations touristiques au niveau national. En 1996, au moment du démarrage du projet, Essaouira était une ville oubliée, enclavée, alors que maintenant il y a un aéroport et la ville est desservie par quatre vols directs Paris-Essaouira, ce qu'on ne pouvait pas imaginer il y a dix ans.



En conclusion, les problèmes de développement ont toujours une origine locale et donc les solutions sont à rechercher au niveau local. Deuxièmement, les vraies ressources d'une ville, ce sont les acteurs locaux. L'apport extérieur ne peut être que momentané en apportant une vision externe. Enfin, le processus du développement durable est très long, il ne faut pas espérer avoir un résultat tangible dans l'immédiat, mais il faut compter au moins une dizaine ou une quinzaine d'années.



Questions-débat

Jacques du Guerny

Merci aux intervenants qui ont donné tous les éléments pour une discussion. Une des premières choses qui me frappe, un dénominateur commun, c'est l'idée de gouvernance au sens anglo-saxon, c'est-à-dire qui implique la participation de tous les acteurs pour en faire des *stakeholders* et qui mobilise l'idée de l'*empowerment*. Il apparaît que la recherche, pour avoir une efficacité, doit s'insérer dans une approche de ce type. C'est une approche plus large, transversale et qui implique une organisation sur le long terme très importante.

Question de Charles Rakotondrafara à Mariam Sow

Avez-vous pu faire des mesures d'impact socio-économique sur les familles ? Par exemple, avez-vous mesuré l'incidence de la pauvreté, a-t-elle diminué ? Ou encore y a-t-il eu un arrêt ou un ralentissement des départs vers les villes des jeunes, ou au contraire est-ce qu'il y a eu renforcement des pouvoirs en place ce qui aurait favorisé le départ de ceux qui en étaient privés ?

Réponse de Mariam Sow

Nous n'avons pas entrepris d'étude précise consistant à quantifier l'impact des actions. Je peux dire néanmoins a priori qu'il y a un impact puisqu'on observe un développement progressif de cette zone. Un des impacts les plus visibles se retrouve peut-être dans l'évolution de la mentalité de la population.

Qu'observons-nous dans le domaine de l'émigration ? Lors de périodes de sécheresse, il y a des baisses de rendement et certains jeunes peuvent aller chercher des revenus en migration. La proximité des villes est aussi un facteur favorisant le départ, il y aura toujours des personnes qui seront tentées d'aller essayer de gagner davantage ailleurs. On peut noter aussi un phénomène nouveau qui est le départ de jeunes vers l'Espagne en pirogue. Mais, globalement, dans la zone, les activités locales continuent grâce à une bonne insertion dans le marché. Nous organisons la commercialisation et nous sommes en train de travailler sur le commerce équitable. C'est une zone qui ne connaît pas beaucoup d'émigration, mais au contraire, une certaine immigration. Quant aux femmes, elles sont peu concernées par l'exode rural.

Question de Charles Rakotondrafara à Abdelaziz Mouataz

A travers les cartes que vous avez présentées, on

peut s'interroger sur les conséquences d'une catastrophe naturelle du type raz de marée. Un tel risque existe-t-il ? Cela a-t-il été abordé dans la planification stratégique ?

Réponse d'Abdelaziz Mouataz

L'archipel qui ceinture la ville constitue une protection de la baie, le site est d'ailleurs connu depuis l'Antiquité puisqu'on y trouve des traces des Phéniciens et des Romains. L'ancien nom d'Essaouira, Mogador, signifie « mouillage ». Mais il faut compter avec le changement climatique et le relèvement du niveau de la mer qui est un phénomène universel. Déjà, la partie Nord de la ville commence à connaître des problèmes d'érosion maritime. Grâce à l'Unesco, il y a eu plusieurs expertises qui ont été effectuées sur ce site qui est classé patrimoine mondial. Il existe un projet de construction d'une digue, des travaux d'expertise de génie civil ont été réalisés pour l'estimation des travaux, ces études coûtent très chères. Mais il est nécessaire de mener le projet à terme, surtout dans la partie Nord de la ville où le récif est dégradé.

Question de Sassia Spiga à Abdelaziz Moutaz

Certains exemples montrent que le problème des ceintures vertes autour des villes est un véritable casse-tête. Par exemple à Tombouctou, l'administration de l'urbanisme veut déclasser la ceinture verte pour les programmes d'extension de la ville. On a constaté que dans la prise de décision pour réaliser ce genre de projet, on n'a pas, dès le départ et en amont, impliqué réellement les acteurs locaux. Parfois, le projet est à l'encontre des besoins objectifs des populations locales et de leur administration. Mes questions sont les suivantes : comment se présente la situation d'Essaouira par rapport à celle que je viens de citer ? Quelles sont les garanties, quelles sont les modalités de gestion pour ne pas aller vers ce problème, c'est-à-dire déclasser et utiliser la zone verte pour les projets futurs de la ville ?

Réponse d'Abdelaziz Mouataz

A Essaouira, l'approche participative a été décidée au moment de l'élaboration du schéma directeur, dans lequel on a discuté de tous les aspects en matière spatiale. Le conflit entre l'expansion urbaine et l'environnement est le premier élément qui est ressorti des études. Tous les experts nationaux et également internationaux ont déclaré qu'il fallait arrêter l'expansion urbaine qui se faisait aux dépens de la ceinture verte. Cela n'a été accepté ni par les autorités locales ni par la population, car s'il y a une logique de préservation il y a aussi la logique de la crise économique. Dans le cadre de la mise en place de l'Agenda



21, nous avons organisé des réunions intersectorielles, auxquelles beaucoup de personnes participaient, que ce soit des administratifs, des politiques, des cadres, même de manière informelle. On a pu montrer à cette occasion que la ville était perdante sur le plan économique en enlevant la forêt. Avec le vent presque permanent, le sable envahit progressivement tous les quartiers nouvellement construits. Comme la ville possède une topographie plane, puisqu'elle se situe au niveau de la mer, le réseau d'assainissement a une pente très faible et donc se colmate très vite. A chaque pluie, il y a des inondations qui entraînent des coûts d'entretiens très élevés avec des effets sur l'infrastructure de base et les conditions de vie des habitants. On a pensé à faire l'extension de la ville dans deux autres villages qui se trouvent toujours dans le périmètre urbain mais loin de l'expansion.

Vous avez parlé de garanties. La ceinture verte existe, c'est une forêt naturelle mais c'est justement pour avoir ces garanties que nous avons conçu le parc urbain avec ses infrastructures permanentes. Le schéma directeur a une durée limitée de vingt ans, donc on peut remettre en cause les décisions. C'est justement pour cela qu'on a pensé au parc urbain avec ses infrastructures, ses animations ce qui crée toute une dynamique au niveau de cette façade.

Question de Rosemary Vargas-Lundius à Mariam Sow

Dans votre présentation, il est apparu très clairement que vous avez bénéficié d'une grande participation et d'un grand engagement des femmes à votre projet en matière de crédit et d'achat de terre. Est-ce que cette participation accrue de femmes dans les activités productives a été un mouvement spontané, ou est-ce qu'avant cette participation il y a eu un programme d'encouragement à la participation de femmes, de formation sur les questions d'égalité entre les sexes? Quelle a été la réaction des hommes à la participation accrue des femmes, est-ce que cela a été accepté dans les communautés?

Réponse de Mariam Sow à Rosemary Vargas-Lundius

Je crois que ce qui est intéressant à savoir est que les femmes dans l'histoire du Sénégal ont joué un rôle déterminant dans le développement des villages, des régions et du pays. Certaines femmes sont des figures historiques d'avant l'époque coloniale, on évoque leur nom, elles servent de repère. Maintenant, culturellement, les femmes essaient de jouer un rôle avec plus de sagesse, elles ont compris la complémentarité entre deux démarches. Elles adoptent une démarche qui consiste à faire valoir la femme à l'intérieur et de

l'intérieur de la société. C'est différent d'une démarche très féministe qui consiste à se mettre en ligne de front et à se battre. Les groupements féminins se sont développés au Sénégal et ils ont organisé des fédérations au niveau des arrondissements, des régions et aussi au niveau national.

De plus en plus, ces groupements prennent toute leur maturité avec l'appui des ONG. Aujourd'hui, ces femmes vont au-delà de constituer l'électorat, elles cherchent à être élues, à participer, à intégrer. Cette idée se développe aussi dans les villages en milieu rural. Mais il faut reconnaître que pour les femmes entre elles, quelquefois, ce n'est pas si facile. Par exemple, dans un village, si une femme capable veut prendre des initiatives, il n'est pas évident que toutes les autres femmes la suivent, chacune pense à son frère, à son fils, à son mari. C'est un travail qui est en cours de mieux valoriser les femmes à l'intérieur de leur propre communauté et c'est une valorisation progressive car la difficulté provient de la nécessité de maintenir l'équilibre du ménage. Quelles que soient les capacités de la femme, elle doit essayer de trouver un juste milieu entre elle et son mari. Si le foyer éclate, le plus souvent, c'est la femme qui va se retrouver en charge de l'éducation des enfants. Il faut donc que la femme essaie de jouer sur les deux tableaux pour maintenir l'équilibre du foyer.

Quant aux hommes, il y a une meilleure compréhension et une reconnaissance croissante de leur part des capacités des femmes. Il est rare qu'un mari en milieu rural accepte de répartir ses biens avant sa mort mais nous avons connu le cas d'un chef de village qui, quand il a senti qu'il ne pouvait plus aller aux champs, a réparti ses terres entre ses trois épouses. Cette attitude a suscité une réaction très positive de la part des autres hommes. On note à ce propos que dans notre projet, 70% des hommes se positionnent favorablement à la participation des femmes dans la gestion des ressources du terroir.

Question de Rosemary Vargas-Lundius à Abdelaziz Mouataz

Vous nous avez dit que la présentation du schéma directeur avait bénéficié d'un haut degré de participation. Est-ce que la population, les hommes et les femmes ont pu participer activement au processus de prise de décision sur la localisation de ce parc? Y a-t-il d'autre part un programme pour assurer la participation de la population à ces infrastructures? Il arrive que les décideurs construisent une infrastructure et que la maintenance ensuite ne soit pas véritablement et correctement planifiée, car les populations qui vont utiliser l'infrastructure n'ont pas été engagées à participer à sa maintenance? Avez-vous



prévu cela ?

Réponse d'Abdelaziz Mouataz

La ceinture verte s'étend sur toute la partie Est de la ville jusqu'à la partie Sud. Au moment de l'élaboration du schéma directeur, toute la population a participé. Cela a été un véritable processus dans la mesure où, au départ, l'équipe était restreinte, les intervenants étaient peu nombreux, mais au fur et à mesure de l'avancement des travaux, d'autres acteurs sont intervenus et on a connu un effet « boule de neige ». Nous avons créé avec Enda Maghreb une antenne dans la ville d'Essaouira qui s'est spécialisée dans le volet formation et dans le renforcement des capacités locales. Toute une série d'ateliers ont été montés. Au départ, il y avait quelques associations qui faisaient toutes sortes de tâches, maintenant les associations se sont spécialisées dans des domaines très précis. On est allé même au niveau des quartiers pour les doter chacun d'une association locale nommée l'Amicale de quartier. Des projets qui auparavant demeuraient inconnus ne peuvent plus l'être désormais. Par exemple, au niveau de la médina, dans la zone tampon, il y eut un projet de construction de bâtiments près d'un site classé patrimoine mondial. Une mobilisation générale a vu le jour, des pétitions ont circulé sur Internet, une forte pression, pas seulement d'Essaouira, mais du Maroc entier a émané de la société civile et le résultat est que le projet a été arrêté, puis revu et réduit.

Parallèlement au parc urbain, il y a eu un projet de gestion des déchets solides. Des financements de l'Union européenne ont permis la réalisation d'une décharge contrôlée et une grande partie des financements, 1,5 million d'euros, a été réservée au renforcement des capacités et des associations locales et à la création dans les écoles de classes et clubs de l'environnement. Au niveau de la ceinture verte, on a pensé à recréer des jardins potagers en synergie avec les écoles, ce qui permettrait de retrouver une autosuffisance alimentaire.

Question de Graham Whittington à Mariam Sow

Vous avez parlé de la mobilisation pour le projet. Ce qui m'intéresse est de savoir comment vous avez fait pour informer la population au fur et à mesure de l'évolution du projet ? A quel rythme diffusiez-vous l'information ? Comment avez-vous évité les distorsions de l'information au fur et à mesure qu'elle redescendait vers le terrain ?

Réponse de Mariam Sow

En terme de développement rural, dans notre cas et dans notre zone, il est hors de question de s'inscrire

dans un projet de deux ou trois ans mais c'est un travail qui s'inscrit dans une démarche de très longue durée. Dès le départ, nous sommes allés avec la population sur le terrain pour faire le constat sur les pesticides, nous avons essayé d'inventorier les cas d'accidents, etc. Au cours des ateliers d'information et de formation, les gens ont dit « *oui c'est vrai, on a constaté que c'est dangereux, que les sols se lessivent, maintenant nous allons expérimenter* ». Les femmes ont dit « *oui, nous allons le faire* » et nous avons suivi les expérimentations avec elles. Quand les expérimentations ont donné les premiers résultats, tout le monde était content mais on a constaté ensuite que le puits ne donnait plus suffisamment d'eau, qu'il y avait beaucoup de ravageurs : il fallait interroger les agronomes. On a fait cela ensemble, tout le processus a été participatif. S'il y a une difficulté, on s'arrête et on analyse ensemble. Quand il faut chercher des informations, les populations vont les chercher.

Le fait de dire, nous Enda, que les pesticides sont dangereux etc., nous engage. Moi-même, en tant qu'animatrice de terrain, j'ai été confrontée à des situations délicates. Quand un paysan m'a dit : « *vous voyez, mes oignons sont à quinze jours de la récolte, si je ne trouve pas de produits naturels, je vais mettre des insecticides* », je n'avais pas de réponse. Il a fallu s'arrêter, organiser des ateliers, faire venir des experts, sans oublier l'expertise des paysans eux-mêmes. Il faut tenir compte à la fois de la recherche scientifique et du savoir-faire local. Nous avons réussi à comprendre que cette agriculture agro-écologique que nous voulons développer va bien au-delà des pratiques techniques. Cela fait appel à l'aspect organisationnel des producteurs et aux moyens de production. Nous n'avions pas d'argent à distribuer, il a fallu monter les mutuelles d'épargne-crédit pour financer les opérations. C'est un processus de longue durée, de patience et de reconnaissance mutuelle qui nous a permis d'avoir une mobilisation assez reconnue par les populations et par les autorités locales pour cette démarche que nous continuons à mener. Pour valoriser ces expériences, nous sommes partis du principe que la population de Diender a acquis en la matière des capacités et que c'est à eux d'effectuer maintenant ce transfert de compétences à la communauté rurale voisine. Je le répète, dans une optique de développement, ce n'est pas avec des projets de deux ou trois ans qu'on pourra observer des changements significatifs dans les sociétés.

Question de Hyacinthe Defoundoux à Mariam Sow

L'expérience menée par Enda aborde les thématiques de genre, de gouvernance et d'environnement. Au



Sénégal, le poids de la hiérarchie religieuse n'est pas négligeable. Comment a-t-elle accueilli ce projet et surtout le leadership des femmes ?

Réponse de Mariam Sow

Le Sénégal est un pays à forte croyance religieuse musulmane et chrétienne. Ces deux religions, si on les applique comme il se doit, sont des religions toujours démocratiques qui ne banalisent pas la femme, qui ne marginalisent pas la femme. Nous n'avons pas rencontré de problèmes majeurs par rapport aux religieux car cet engagement des femmes n'est rien autre qu'un engagement pour aider la famille et la communauté. Au contraire, on peut même dire qu'ils ont soutenu l'action des femmes.

Pour la question foncière par exemple, les religieux ont été fortement impliqués et ce sont eux qui ont déclaré que la religion musulmane n'interdisait pas à la femme d'accéder à la terre, même si la religion stipule que la femme a droit seulement à une part deux fois moindre que celle de l'homme. Une réflexion est en cours, auparavant on considérait que la femme devait se marier et pour l'encourager à rester dans le ménage, elle ne possédait pas de terre. Aujourd'hui, certains hommes constatent que les mentalités changent, que des femmes délaissées par leur mari se retrouvent mère de famille dans des conditions de vie difficiles. Certainement, avec le temps et la réflexion, les mentalités vont évoluer et connaître des changements.



8. État de l'art par des experts



8.1. Population-environnement-développement : les grands enjeux

Président : Jean-Luc Dubois

Au cours des trois séances de restitution par les équipes Pripode, trois thématiques ont été retenues comme capables de fédérer l'ensemble des recherches nationales : « Monde rural, mutations agraires et gestion des ressources naturelles », « Relation population - environnement - développement en milieu urbain » et « Pauvreté, environnement et migration ». La complémentarité de ces thématiques vient du fait que la première met l'accent sur le monde rural en traitant de l'adaptation des systèmes agraires, la seconde aborde les problèmes urbains en considérant les conséquences de la croissance des villes et la troisième examine le lien rural-urbain à travers la problématique des migrations. Pour chacune de ces thématiques, un travail de synthèse effectué par un expert a permis de faire ressortir les traits caractéristiques des différentes études nationales, de les recadrer dans une perspective scientifique plus large et de formuler des conclusions originales et utiles pour l'avenir. Ce sont ces trois synthèses qui sont présentées maintenant.

La première synthèse porte sur le milieu rural et s'intitule « Monde rural et transformations agraires au Sud : débat et défis ». Elle est l'œuvre de Simon Batterbury, de la School of Social and Environmental Inquiry de l'Université de Melbourne.

L'auteur note la présence de trois dynamiques, dans un contexte de mondialisation devenu plus risqué et conflictuel : un accroissement de la marchandisation des systèmes agraires, une capacité de profit plus forte pour certaines activités rurales particulières et une variété accrue dans la combinaison des moyens d'existence des ménages ruraux. Sur cette base, il montre qu'il est possible, à travers l'analyse des différentes contributions nationales, de faire ressortir les facteurs qui sont sources de changement et qui s'inscrivent dans l'articulation population-environnement-développement. L'approche par les « moyens d'existence durables », traduction quelque peu réductrice de « *sustainable livelihoods* », y apparaît comme un instrument fort utile pour analyser le fonctionnement des ménages agricoles et comprendre leur manière de combiner des ressources, actifs et potentialités, pour construire des stratégies individuelles, ou collectives, visant à surmonter l'incertitude, survivre ou investir pour l'avenir. Elle permet ainsi d'expliquer les résultats obtenus à moyen et long terme. Cette observation du fonctionnement effectif des ménages permet d'appréhender l'extrême variété et la complexité des stratégies suivies par les ménages lorsqu'ils veulent, notamment, transmettre aux générations suivantes de quoi saisir les opportunités qui se présenteront à elles. Ces stratégies se traduisent par des modifications dans les systèmes agraires afin d'intégrer les contraintes démographiques, de prendre en compte les risques naturels et écologiques et de surmonter les chocs économiques.

Cependant, il n'est pas sûr que ces changements aient tous des conséquences à terme positives. En effet, les contraintes physiques sur les sols, écologiques sur les ressources naturelles, ou même démographiques et sociales, font qu'il existent certains seuils au-delà desquels des externalités négatives apparaissent. Le dépassement de ces seuils peut contribuer à engendrer des situations irréversibles ou des conséquences irréparables à terme. Une certaine prudence s'avère donc nécessaire face à ces changements et demande que des analyses spécifiques soient menées en ce sens.

La deuxième synthèse met l'accent sur le milieu urbain et s'intitule « Population urbaine, dynamique de l'environnement et du développement ». Elle est l'œuvre d'Alex de



Sherbinin, de l'Université Columbia à New York, et de George Martine qui est le Président du Comité scientifique du programme Pripode.

La croissance démographique des dernières décennies dans les pays à faibles et bas revenus s'est accompagnée d'une croissance encore plus forte de la population urbaine, si bien que plus de la moitié de la population mondiale vit maintenant en ville. Ce dynamisme contribue cependant à accélérer la transition démographique car les familles urbaines sont en moyenne de taille plus petite. Ce sont surtout les petites et moyennes villes qui ont le plus bénéficié de cette dynamique d'urbanisation, et ceci est préférable car les problèmes d'aménagement, comme sociétaux, y sont plus faciles à résoudre.

Cette forte croissance urbaine engendre de multiples problèmes d'organisation tant économiques que sociaux ou environnementaux. En termes économiques, fournir un emploi à tous demeure la première difficulté et si des solutions, liées à la présence d'un secteur informel, sont efficaces à court terme, elles ne sont pas pour autant durables. Le fort développement des zones périurbaines, sources d'opportunités multiples, agricoles comme commerciales, imposent des mesures régulatrices concernant l'accès aux terrains ou l'assainissement de l'eau pour éviter la constitution de bidonvilles et d'habitat spontané. Diverses solutions peuvent être apportées pour améliorer les conditions de vie des ménages, mais elles demandent une meilleure connaissance de la situation des ménages, la mise en œuvre d'actions collectives et une vision planificatrice à long terme. Dans ce cadre, l'approche par les moyens d'existence permet d'analyser les comportements des ménages urbains, notamment des plus pauvres.

La troisième synthèse aborde le problème de la migration du milieu rural vers le milieu urbain. Elle s'intitule « Voie vers le développement ou route pour nulle part ? Pauvreté, migrations de travail et environnement dans les pays en développement » et est l'œuvre de Catherine Marquette du Centre Centraméricain de Population de l'Université du Costa Rica.

L'auteur met l'accent sur le choix individuel de migrer, c'est-à-dire de quitter définitivement son lieu d'habitation en milieu rural pour se rendre en milieu urbain tantôt dans son pays, tantôt même ailleurs, à l'étranger. L'approche par les moyens d'existence lui permet alors de considérer le fait de migrer comme le résultat d'une stratégie personnelle choisie parmi d'autres pour sortir de la pauvreté. Le problème est que cette stratégie de migration n'est pas forcément positive en termes de résultat. Elle n'assure pas automatiquement l'amélioration des conditions de vie ou des capacités de la personne. Au contraire, il arrive qu'elle conduise à des situations bien pires et sans solutions, sous la forme de trappes à pauvreté ou d'exclusion. Tout dépend, en fait, des potentialités et ressources possédées au départ (actifs financiers, capital humain, capital social, etc.), de la capacité d'adaptation et d'intégration (modes de fonctionnement) dans un monde nouveau au contexte particulier, et des résultats obtenus à l'issue de la migration (emploi et revenus permettant des transferts au pays).

Si bien que, en tenant compte de la diversité des situations en termes de potentialités possédées, de modes de fonctionnements possibles et de résultats envisageables, il devient alors possible de distinguer parmi les formes de migration celles qui conduisent vers une réussite pour les personnes qui migrent et celles qui risquent de se terminer en échec. Cette distinction entre différentes formes de migration amène à ne retenir que celles dont la combinaison des caractéristiques précédentes accroît les chances de réussite des migrants. Elle fournit ainsi un certain éclairage à l'instauration de politiques migratoires.



Il est intéressant de noter que ces trois synthèses mettent toutes l'accent sur les conditions d'existence des populations pour considérer la façon dont elles peuvent agir ou réagir dans un contexte donné en imaginant des stratégies susceptibles d'améliorer leur situation. Ces stratégies utilisent les ressources disponibles (humaines et sociales, naturelles et écologiques, économiques) pour atteindre, à travers divers mécanismes de fonctionnement, des finalités particulières, en termes d'amélioration des conditions de vie ou de protection contre l'insécurité. On note aussi que les résultats visés ne sont pas automatiquement positifs, et que, selon le contexte, les ressources disponibles et la variété des comportements, les résultats peuvent aussi être finalement négatifs. Cependant, si on arrive à appréhender et mesurer ces conséquences a priori, on peut alors tenter de les éviter ou de les corriger.

En ce sens, l'approche par les « moyens d'existence durables » fournit un bon instrument d'analyse. Elle a le mérite d'aborder la réalité socio-économique en considérant les comportements des ménages, sous forme de fonctionnements effectivement possibles dans un contexte donné, dont elle cherche à comprendre les choix stratégiques face à de multiples contraintes. Les ménages, ou les personnes, essaient, en effet, d'utiliser le mieux possible les ressources qui sont à leur disposition pour satisfaire des finalités particulières et obtenir un certain nombre de résultats probants.

Cette démarche se focalise sur la relation ternaire : combinaison d'actifs, choix de fonctionnements et finalités. D'un certain côté, elle s'inspire de l'approche par les « capacités » développée par précoloniales qui met l'accent sur ce que les gens sont capables de faire dans un contexte donné plutôt que sur les biens qu'ils détiennent. D'un autre côté, en considérant les « stratégies des ménages », urbains comme ruraux, dans ce cadre, elle s'appuie aussi sur les méthodes de l'analyse systémique, qui prend en compte l'accessibilité, la combinaison d'actifs, l'allocation optimale de ressources, les fonctions de comportement, les interactions, etc.

Elle permet ainsi une analyse de type micro-économique ou micro-sociale de la réalité socioéconomique qui est indispensable pour comprendre les comportements des personnes et des ménages face à des situations de survie, de sortie de la pauvreté, d'amélioration des conditions actuelles ou à venir. Elle permet aussi de rechercher les seuils de rupture et les substitutions possibles au sein de systèmes de production pour éviter les situations irréversibles ou irréparables. En ce sens, elle contribue à la découverte des conditions qui font qu'un développement puisse être durable.

La grande question qui est sous-jacente au colloque et s'exprime à travers la trilogie « population-environnement-développement », n'est-elle pas en fait : quelles conditions faut-il respecter pour que le développement se poursuive et améliore les conditions de vie de tous, tout en assurant à l'environnement ses besoins d'équilibre écologique et en suscitant chez les êtres humains les moyens d'un vivre ensemble harmonieux ?

Si l'analyse micro-sociale des conditions d'existence et des stratégies de ménages permet de rechercher des solutions durables en fonction de la façon dont les ménages prennent leurs décisions, il faut aussi prendre en compte leurs capacités d'action collective et leur rôle d'acteurs sociaux capables de participer à l'élaboration de politiques publiques agricoles, urbaines ou migratoires, appropriées. Des politiques publiques qui seraient conçues sur une base concertée à travers une dynamique de bas en haut (*bottom up*) et, dans un tel cadre, les trois synthèses, basées sur de multiples expériences nationales, apportent des éléments intéressants.



8.2. Monde rural et transformations agraires au Sud : débat et défis

Simon Batterbury

Le changement agraire dans les pays en développement et ses implications pour le bien-être de la population et l'environnement ont suscité un grand intérêt des chercheurs et décideurs. Cela a provoqué une recherche considérable sur la dynamique des systèmes agraires et des communautés y compris la question de savoir comment les populations diversifient leurs moyens de subsistance. Toujours aussi idéalisé, le thème de l'ingéniosité et des savoirs spécifiques à ces communautés revient sans cesse, de même que celui des relations entre la population, les ressources alimentaires et l'environnement. Mon propos porte sur ces questions, à partir des études Pripode. Dans ce résumé, je mets l'accent sur les principaux courants théoriques ainsi que le débat d'ordre pratique. Je ne m'attarderai pas sur la production commerciale et l'agrobusiness, même s'il faut reconnaître que ces éléments sont essentiels en matière d'innovation technique et de changement, qu'il soit positif ou négatif pour les populations rurales.

Principaux résultats

Diversité des systèmes de production et moteurs du changements

Même si le monde moderne et globalisé est de plus en plus urbanisé, l'agriculture utilisait un tiers de la surface de la terre et employait 45% de la population en 1990 (Grigg, 1995). La compréhension du changement agraire dans les zones rurales est d'une importance capitale, en dépit de la substitution grandissante du travail par de nouvelles techniques agricoles et de l'intégration du système paysan dans des sphères globales, sous l'influence du commerce et des migrations (Turner et Brush, 1987). Dès lors, une analyse fine est essentielle, se focalisant sur des régions et communautés particulières en reconnaissant l'impact des forces globales sur ces régions et communautés.

Le processus de diversification des moyens de subsistance que l'on pourrait qualifier de « bricolage économique » est le quotidien de la majorité des ménages agricoles (Batterbury, 2001 ; Netting, 1993). « Bricoler », ou diversifier et combiner les activités est une réponse universelle à la pression, au risque et à la baisse du revenu. Les « forces centrifuges associées à l'expérimentation de différentes combinaisons » (Bryceson, 2000) sont induites par le besoin de revenu monétaire et de nourriture dans un monde globalisé. Cette économie de survie est partie intégrante de ce processus, car il est rationnel d'agir ainsi face à la méconnaissance des risques dans un contexte de vulnérabilité.

Ce « bricolage » a deux facettes différentes : « *getting by* » ou « *getting on* ». La première consiste à essayer de se débrouiller. Selon cette acception, l'approvisionnement en nourriture et autres besoins vitaux est pourvu de multiples façons en intégrant des pratiques économiques variées dans des endroits eux-mêmes diversifiés. Les paysans du Niger et du Burkina Faso dans le Sahel ouest-africain, dans un contexte d'accroissement de la densité de population, ont eu à faire face à la sécheresse qui a mis en péril leur système d'agriculture dominant (NE1). Mais ces paysans continuent à se battre en dépit d'une absence d'assistance de la part de leur gouvernement, assistance qui n'existe que dans les nations développées, et d'une aide au développement répartie de manière peu équitable (Bat-



terbury, 2001; Batterbury et Forsyth, 1999). Ils doivent relever de nombreux défis, de la sécheresse à l'accroissement de la demande de travail agricole et extra-agricole. Ils reçoivent aussi des transferts des membres du ménage travaillant ailleurs, par exemple dans les villes Ouest et Nord-africaines (DZ1).

Plus optimiste est l'option « *getting on* » orientée vers une stratégie de tentative de sortie de la pauvreté. La pauvreté, les conflits, les problèmes environnementaux, ou seulement le désir d'expérimenter peuvent se révéler des facteurs importants d'innovation. Cette catégorie de paysans aspire à des revenus plus élevés, à plus de sécurité et ils ont tendance à accepter un seuil de risque plus élevé et à agir de manière plus entrepreneuriale. Les premiers innovateurs ont souvent un avantage (Toulmin et Guèye, 2005 ; ML2). Évidemment, un pécule de départ ou une bonne dose de chance peuvent amortir le risque des efforts infructueux.

Dans l'Australie rurale par exemple, la stratégie « essayer de s'en sortir » peut signifier vendre une partie de l'exploitation agricole familiale transmise depuis des générations, combiner agriculture et activité dans le secteur du tourisme, lancer un petit commerce, embaucher de la main-d'œuvre ou louer des machines agricoles, avoir un travail en ville. Dans le Sahel ouest-africain, cela peut signifier d'avoir l'opportunité de trouver des marchés plus éloignés mais plus porteurs, de bénéficier des avantages grandissants des projets de développement internationaux, de s'endetter pour investir dans les outils ou les semences, d'être un pionnier dans la production cotonnière ou horticole dans de nouvelles zones irriguées (ML2, BF5).

Population et environnement

Quel est le rôle de la densité de population dans ces changements ? Globalement, le taux de croissance de la population diminue. Le dernier rapport des Nations Unies indique une population de 5,9 milliards en 1997-99, 7,2 milliards en 2015, 8,3 milliards en 2030 et 9,3 milliards en 2050 ce qui représente une décélération du taux de croissance. Il y a peu de chances pour autant que la sécurité alimentaire soit assurée dans les régions étudiées par le programme Pripode à cause de l'augmentation de la demande en matière de calories dans les pays en développement (FAO, 2003).

Ester Boserup a bien montré, contre les arguments malthusiens, qu'avec l'accroissement de la population dans les systèmes agraires, plus de travail devait être fourni dans chaque parcelle et que cette intensification faisait grandir la productivité agricole tout en réduisant la productivité du travail (Boserup, 1965). La recherche de Tiffen *et al.* (1994) dans les Hautes terres du Kenya au début des années 1990 a testé les hypothèses de Boserup et les valide. Les auteurs ont trouvé une relation positive entre l'accroissement de la population du district de Machakos entre les années 1930 et 1990 et l'augmentation de la qualité de l'environnement, exprimée en termes de biodiversité, d'occupation des sols, de gestion de la terre et des façons culturelles (Tiffen *et al.*, 1994; Batterbury et Forsyth, 1999). Parmi les facteurs contributeurs à la transformation du paysage agraire, on relève les expérimentations novatrices, les travaux collectifs pour restaurer l'agriculture en terrasse, la progression de l'élevage, les programmes d'aide, l'éducation de type occidental soutenue par les ONG locales et l'Église. La même équipe de recherche a identifié des processus similaires en Afrique de l'Ouest et d'autres travaux vont dans le même sens (Turner *et al.*, 1993).

Comme le montrent les études de Pripode ainsi que d'autres, les interactions vertueuses entre la croissance de la population et la qualité de l'environnement ne sont pas toujours observées, car d'autres variables sont en jeu. En particulier, la croissance de la popula-



tion en Afrique subsaharienne a comme conséquence la « fuite » à travers l'émigration puisque les jeunes générations ne trouvent pas de terre disponible pour eux.

La densité de la population, de prime importance pour les démographes qui travaillent sur le monde rural, reste néanmoins une variable explicative inopérante à certaines échelles. Le foncier est évidemment au centre des systèmes d'exploitation agricoles et si la pression démographique joue un rôle sur l'accès à la terre, en revanche une diminution des effectifs de population, suite par exemple à des crises ou au VIH/Sida, peut réduire la disponibilité du travail et induire une perte des savoir-faire (ZA1). Pour comprendre certaines stratégies économiques, le rapport à la terre est plus important que la démographie. Sans sécurité foncière et sans accès à la terre, les individus se tournent vers d'autres options que l'agriculture pour faire face à leurs besoins quotidiens (Toulmin et Guèye, 2005).

Économie politique de l'agriculture

Les forces du changement politique et économique offrent aussi un contexte dans lequel les moyens de subsistance agricoles et la relation population-environnement se déploient. Par exemple, la « thèse de Machakos » qui a été largement discutée par les chercheurs intéressés par l'innovation paysanne et l'agriculture en Afrique, n'a pas intégré le large contexte de l'économie politique dans lequel l'intensification des ménages d'Akamba s'est insérée. Dans les pays du Sud, les décennies 1980 et 1990 ont été celles des aides pour l'ajustement structurel issues des institutions financières internationales et de la recherche de l'optimisation des retours sur investissements guidés par le marché (Bryceson, 2000). Dans ce marché global, les exportations de l'agriculture africaine comme le cacao ou le coton ont décliné, ce qui a conduit à des niveaux élevés de migration de travail, de diversification économique et d'un exode du rural vers l'urbain dans beaucoup de pays. Les opportunités de la disponibilité globale des produits alimentaires considérée comme un avantage d'une plus grande intégration au marché, n'ont pas bénéficié à ces producteurs, à cause de la faiblesse des prix et des accords commerciaux préférentiels.

Cela suggère qu'il est nécessaire de dépasser le débat entre malthusiens et boserupiens et de comprendre la trajectoire des forces économiques et politiques qui, en retour, détermine, encadre et limite la créativité de l'agriculture et les « capacités » des agriculteurs, selon la terminologie d'Amartya Sen. Conflits sévères, installation de populations sans accès adéquat aux ressources, régimes de travail coercitifs (Turner et Brush, 1987; Watts, 1983) sont autant de facteurs qui sont ressentis différemment selon les catégories individuelles d'exploitations agricoles. Face à eux, il n'est pas surprenant que la gamme des activités de subsistance exercées par les populations rurales varie notablement d'une région à une autre, puisant dans des solutions nouvelles ou anciennes, formelles ou informelles, visant des revenus misérables ou plus élevés. L'économie politique du changement agraire (Blaikie, 1985) est peut être l'avancée la plus précieuse au cours des 25 dernières années pour les démographes et les agronomes qui s'intéressent aux zones rurales (Batterbury, 2001; Zimmerer, 2007). Dans ce sens, un regard approfondi doit être porté sur les activités effectives des membres des ménages ruraux.

Penser en termes de survie

D'après ce qui précède, il s'avère primordial d'étudier les moyens de subsistance des ménages. Les stratégies d'acquisition des moyens de subsistance sont adoptées par les populations afin de pouvoir vivre. Elles peuvent être décomposées par la suite, par exemple pour voir comment les priorités en la matière changent pendant le cycle de vie selon diffé-



rents modèles ou trajectoires, y compris au sein d'une même communauté ou d'une même région (de Haan et Zoomers, 2005). Les moyens d'existence durables (*Sustainable Livelihoods*) selon une terminologie due à Scoones (1998) et basée sur le travail de Chambers et Conway (1992), mettent en évidence une durabilité à long terme d'un système de subsistance donné. Rechercher ses moyens de subsistance signifie surmonter la vulnérabilité et composer avec différents systèmes institutionnels concernés, comme le mode de tenure des terres, les relations de genre et les obligations coutumières. Les variables démographiques font partie du contexte à long terme qui oriente les décisions à l'échelle du ménage mais elles sont médiatisées par des prises de décision individuelles et collectives.

Le rythme du changement agraire dans la plupart des régions étudiées par les chercheurs de Pripode implique que d'importantes adaptations pour assurer la subsistance soient entreprises par les individus, ménages et communautés. En particulier la diversification économique a été très rapide notamment au Niger (NE1), Burkina Faso (BF5) et au Mali (ML2). Le « bricolage économique » et la diversification peuvent engendrer un accroissement de la segmentation sociale, des différences entre les sexes dans les stratégies de survie et d'importantes transformations au sein des ménages. Ces changements peuvent être positifs ou négatifs, mais leur adoption défie certainement les formes classiques du comportement « paysan » (ménages agriculteurs enracinés sur leur terroir et reproduisant les hiérarchies sociales) ainsi que les normes sociales et culturelles associées à ces formes traditionnelles. Trois types idéaux de systèmes ruraux peuvent illustrer ceci (Bryceson, 2000).

Monde rural A : agriculture de subsistance ou proche de l'être, par exemple dans les régions isolées de l'Afrique. Les activités extra-agricoles dans ces zones isolées concernent principalement les services locaux et quelques activités artisanales destinées à approvisionner un marché local de petite taille. Ces régions connaissent une faible pénétration de l'innovation technique moderne, bien que localement une certaine forme d'extension agricole appuyée par l'Etat puisse toucher quelques fermiers. Les sociétés agro-pastorales et pastorales occupent une place dans le commerce local, comme cela se voit au Mozambique, en Asie et au Timor oriental.

Monde rural B : régions ayant une histoire coloniale qui a créé des migrations de travail et/ou une production agricole de rente durant des décennies. La migration et le commerce y ont été les activités de subsistance les plus importantes, comme dans le Sud-Est asiatique. On peut y trouver des régions spécialisées dans la culture de produits performants éventuellement soumis à des innovations techniques très modernes y compris les nouvelles récoltes transgéniques. La croissance urbaine peut également absorber certains secteurs périurbains intensément cultivés.

Monde rural C : réservoir de main-d'œuvre. Ce type concerne des régions qui ont été historiquement forgées par une émigration rurale et une absence de production agricole de rente. Les revenus extérieurs non-agricoles sont transférés aux ménages ruraux restés sur place. On observe cette situation en Afrique du Sud (ZA1) et en Afrique du Nord avec des flux importants de main-d'œuvre vers l'Europe.

Les changements de stratégies : pressions et trajectoires

Les études de Pripode confirment généralement que les sociétés agricoles sont profondément enracinées dans la tradition et sont attachées à leur territoire. Ceci peut sembler contre-intuitif au regard des tendances de diversification et de migration décrites ci-dessus mais il n'en est rien. Les études de terrain montrent que le savoir agricole se trouve localisé sur place, dans le milieu d'habitat (Netting, 1993 ; Richards, 1985). L'intensification de



l'agriculture ou de la production agro-pastorale est profondément enracinée dans son territoire et située. Au Laos, par exemple, on observe un mouvement des zones frontalières des Hautes terres près de la Chine vers les terres en plaine, sous l'influence de la modernisation des routes et surtout d'une colonisation des terres encouragée par le gouvernement central. Il s'avère que l'attachement des populations à ces nouvelles terres est de plus en plus fort (LA1). Finalement, l'enracinement et le mouvement se renforcent mutuellement et les tensions entre eux constituent une nouvelle réalité pour des millions de ménages ruraux (FAO, 2003 ; Mortimore et Adams, 1999 ; Scoones et Wolmer, 2002).

La plupart des études de cas, Pripode ou d'autres, suggèrent que les changements politiques et économiques incitent fortement les gens à changer leur style de vie et leurs activités de production. La marchandisation de la production agricole entraîne d'une part, des changements importants en matière d'utilisation de la terre, orientés généralement vers une agriculture permanente et d'autre part, une réduction des superficies des terres communautaires et des forêts tropicales, en particulier dans le cas du Sud-Est asiatique et en Amazonie. Cependant, les marchés intérieurs continuent cependant à déterminer le montant et le volume de production et à structurer le marché du travail (Berdegue et Ravnborg, 2007).

Un autre résultat est que les variables écologiques structurent nombre de cas étudiés. Les paysans sur les Hautes Terres centrales de Madagascar (MG2) sont très démunis en termes matériels. Les risques climatiques auxquels ces populations font face (pluies de grêle, sécheresse, cyclones, etc.), l'insécurité foncière liée au manque de titres fonciers d'immatriculation et le manque de capital financier figurent en toile de fond de la peur affichée par la population de ne pas pouvoir rembourser les crédits. Ceci est aggravé par la période du régime socialiste dans les années 1970-80 qui a instauré une économie collectiviste qui a découragé toute innovation individuelle. En dépit de la connaissance de techniques locales d'intensification, les exploitants déclarent ne pas avoir les ressources pour commencer à employer ces techniques (MG2). Cela signifie que les synergies boserupiennes entre la démographie et l'investissement ne se sont pas activées, en dépit de la forte croissance de la population et du morcellement des ressources foncières. La relation population-environnement, si importante, ne peut pas être comprise sans d'autres facteurs. La pression sur la terre, par exemple, conduit à des conflits sociaux.

Le Sahel représente 22% de la population et 15% de la terre de l'Afrique subsaharienne et présente un attrait en terme de développement (Mortimore, 2007). Il intrigue les spécialistes de l'Afrique, parce qu'il semble rebondir après chaque crise et qu'il entraîne dans son sillage des régions bien au-delà de ses frontières à travers des marchés et des mouvements de main-d'œuvre (Batterbury et Warren, 2001). En outre, on sait que la dégradation écologique du Sahel est importante. Cela était évident pour les observateurs des régions semi-arides dans les années 1970 et pendant un deuxième épisode de sécheresse et de difficultés dans les années 1980. Les interventions techniques conçues pour améliorer la productivité agricole et pour amorcer des techniques modernes d'utilisation des ressources ont été combinées avec une connaissance et des techniques agricoles vieilles de plusieurs siècles.

La recherche dans le cadre du modèle de la Révolution verte sur de meilleures céréales et légumineuses, l'amélioration de l'infrastructure et de la distribution, l'orientation des financements vers la gestion des ressources naturelles ont caractérisé le Sahel (Sanders *et al.*, 1996). Une quantité de projets de développement, leur appareillage technique, leurs idées et visions, ont heurté un rivage persistant mais non imperméable de croyances consacrées, de hiérarchies politiques et de systèmes de production (Batterbury, 2005a, 2005b). Le Sahel est



donc un emblème pour un certain nombre de processus décrits ici ; l'inquiétude et le désespoir ont fait contrepoids avec la réaction et l'espoir.

Réflexions conclusives

Le changement agraire est fonction de différents facteurs qui influencent tous les jours la prise de décision. Les choix effectués par les populations ont des effets visibles et réels. Ils agissent de manière récursive pour changer les conditions structurelles de l'exploitation agricole et ils sont médiatisés par les institutions sociales. Mais également, on peut identifier différents points de départ pour la compréhension du changement agraire : la nature de la société en question, les relations population-environnement et les pressions sur les ressources naturelles, l'histoire de son implication dans la commercialisation des produits, le niveau de technologie et d'autres aspects de l'histoire économique et politique.

« S'enraciner en un lieu et un territoire » est un point de départ important pour comprendre ce qui est devenu l'un des défis méthodologiques majeurs des sciences naturelles et sociales, à savoir la compréhension d'une interaction très complexe entre l'usage des terres et le changement social dans des endroits fortement affectés par les changements économiques, sociaux et climatiques. Pour approfondir les résultats de Pripode, des recherches ethnographiques en de nombreux lieux, sur des communautés particulières permettraient une meilleure compréhension des modalités d'acquisition des moyens de subsistance ainsi que du cheminement des migrants et leurs liens avec le lieu d'accueil.

Les systèmes de subsistance sont en perpétuelle évolution. Les zones rurales décrites dans les études Pripode, et leurs habitants, continuent leur bonhomme de chemin, en dépit des nombreuses difficultés assurément éprouvées par les résidents. Il est regrettable que les analystes, les décideurs et planificateurs ne puissent pas résister à l'envie de « bricoler » avec les moyens d'existence, pour concevoir de nouvelles répartitions des cultures ou des modes d'usage de la terre en leur nom, ou de mettre en garde contre les crises émergentes qui pourraient les affecter dans le futur. En 2005, la Banque Mondiale a publié un nouveau rapport sur l'agriculture et les pauvres (World Bank, 2005) et le rapport 2008 sur le Développement dans le monde se focalisera sur l'agriculture. Leur propos est un retour à l'idée que l'agriculture est un moyen pour lutter contre la pauvreté et donc que l'emploi non agricole a ses limites (Berdegué et Ravnborg, 2007). Ceux qui exploitent la terre ont déjà prouvé qu'ils pouvaient lutter contre des formes particulières de dégradation environnementale aussi bien que contre la marginalisation dans une économie globalisée en pleine expansion. Les futurs effets de la dégradation environnementale sont inconnus mais la marginalisation quant à elle ne semble pas prête à ôter sa poigne de sur les paysans. Les ménages ruraux luttent également contre les facteurs sociaux et économiques qui les poussent à « bricoler » pour trouver des activités extra-agricoles. Pour certains, la diversification dans la recherche de moyens de subsistance est souhaitable, pour d'autres, sa nécessité est une source de regrets. Evidemment, les « gens mènent leurs propres stratégies d'existence, mais pas nécessairement dans des conditions de leur propre choix » (De Haan et Zoomers, 2005). Les adaptations humaines au risque et au bricolage économique sont sans fin, et tous les deux doivent être évalués selon leur place au sein du système de subsistance qui ne peut être basé uniquement sur les ressources locales et le capital.

Enfin, c'est par la construction d'une capacité institutionnelle locale et l'élaboration d'une politique environnementale responsabilisante permettant la capitalisation d'une gamme de compétences, que les gens trouveront leurs propres voies, parfois avec une aide extérieure. C'est particulièrement important car les ménages jonglent avec les transferts des



migrants, avec des nouveaux savoirs et des déplacements dans l'espace selon l'ordre néo-libéral du nouveau monde.

Bibliographie

- Batterbury S.P.J. 2001. Landscapes of diversity: a local political ecology of livelihood diversification in south-western Niger. *Ecumene* 8 (4): 437-464.
- Batterbury, S.P.J. 2005a. Within, and beyond, territories: a comparison of village land use management and livelihood diversification in Burkina Faso and southwest Niger. In Q. Gausset, T. Birch-Thomsen and M.A. Whyte (eds.). *Beyond territory and scarcity: social, cultural and political aspects of natural resource management conflicts*. Uppsala: Nordic African Institute. 149-167.
- Batterbury, S.P.J. 2005b. Development, planning, and agricultural knowledge on the Central Plateau of Burkina Faso. In E. Robson and R. Cline-Cole (eds.). *West African worlds. Local and regional paths through 'development', modernity and globalisation*. Pearson Education. 259-279.
- Batterbury, S.P.J. and T.J. Forsyth. 1999. Fighting back: human adaptations in marginal environments. *Environment* 41(6): 6-11, 25-30.
- Batterbury, S.P.J. and A. Warren (eds.). 2001. The African Sahel 25 years after the Great Drought. *Global Environmental Change*, 11 (1): 1-96.
- Berdegú, J.A. and H. Munk Ravnborg. 2007. Agricultural development for poverty reduction – some options in support of public policy interventions. *DIIS Brief*. Copenhagen: DIIS.
- Blaikie, P.M. 1985. *The Political Economy of Soil Erosion in Africa*. London: Methuen.
- Boserup, E. 1965. *The conditions of agricultural growth: the economics of agrarian change under population pressure*. Chicago: Aldine.
- Bryceson, D. 2000. Rural Africa at the crossroads: livelihood practices and policies. *Natural Resource Perspectives* 52. London: Overseas Development Institute.
- Chambers, R. and Conway, G. 1992. Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century, IDS Discussion Paper 296. Brighton: IDS.
- FAO. 2003. *World agriculture: towards 2015/2030. An FAO perspective*. Rome/London: FAO/Earthscan.
- Grigg, D. 1995. *An introduction to agricultural geography*. Routledge.
- de Haan L.J. and A. Zoomers 2005. Exploring the frontier of livelihood research. *Development and Change*, 36 (1): 27- 47.
- Mortimore, M.J. 2007. Agriculture and resource management: a discussion. In M. Møllegaard (ed.) *Proceedings from the 17th Sahel Workshop: Natural Resource Management in Sahel - Lessons Learnt. SEREIN – Occasional Paper No 18*. Denmark. 67-72.
- Mortimore, M.J. and Adams, W.M. 1999. *Working the Sahel: environment and society in northern Nigeria*. Routledge, London and New York.
- Mortimore, M.J. and Adams, W.M. 2001. Farmer adaptation, change and 'crisis' in the Sahel. *Global Environmental Change*, 11(1): 49-57.
- Netting, R. 1993. *Smallholders, householders; farm families and the ecology of intensive, sustainable agriculture*. Stanford: Stanford University Press.
- Richards, P. 1985. *Indigenous agricultural revolution: ecology and food production in West Africa*. London: Hutchinson.
- Sanders, J.H., Shapiro, B.I. and Ramaswamy, S. 1996. *The economics of agricultural technology in semi-arid Sub-Saharan Africa*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Scoones, I. 1998. Sustainable Rural Livelihoods: a framework for analysis. *IDS Discussion Paper 72*. Brighton: IDS.
- Scoones I. and Wolmer W. (eds.). 2002. *Pathways of change in Africa: crops, livestock and livelihoods in Mali, Ethiopia and Mali*. Oxford: James Currey.
- Tiffen, M., Mortimore, M.J., and Gichuki F. 1994. *More people less erosion: environmental recovery in Kenya*. Chichester: Wiley.
- Toulmin, C. and Guèye, B. 2005. Transformations in regional agriculture and family farming. In E. Robson and R. Cline-Cole (eds.). *West African worlds. local and regional paths through 'development', modernity and globalisation*. London: Pearson Education. 151-190.
- Turner, B. L. II and S.B. Brush (eds.). 1987. *Comparative farming systems*. New York: Guilford Press.
- Turner, B. L. II, G. Hyden and R.W. Kates. (eds.) 1993. *Population growth and agricultural change in Africa*. Gainesville: University Press of Florida.
- Watts, M.J. 1983. *Silent violence: food, famine and peasantry in northern Nigeria*. University of California Press.
- World Bank. 2005. *Agricultural growth for the poor. An agenda for development*. Washington D.C.: The World Bank.



Zimmerer K. S. 2007. Agriculture, livelihoods, and globalization: the analysis of new trajectories (and avoidance of just-so stories) of human-environment change and conservation. *Agriculture and Human Values* 24 (1): 9-16.



8.3. Population urbaine, dynamique de l'environnement et du développement

George Martine et Alex de Sherbinin

Cette communication a pour objet les dynamiques de population, de l'environnement et du développement urbain dans les pays en voie de développement à faibles revenus. Nous nous appuyons ici sur la littérature générale et également sur les résultats du programme de recherche Pripode qui a financé des recherches sur la population, le développement et l'environnement (PDE) dans plusieurs villes situées dans les pays les moins développés.

L'urbanisation rapide dans les pays les plus pauvres limite la capacité des villes à fournir des équipements de base ce qui réduit la qualité de vie et appauvrit l'environnement. Bien que les contraintes sur la qualité de vie, la santé et l'environnement étaient évidentes durant la transition urbaine des pays industrialisés, il existe néanmoins des différences entre les deux transitions. Premièrement, le nombre de personnes ayant pris part à cette transition est d'une échelle tout à fait différente. Deuxièmement, liées aux changements complexes de l'économie globale, les perspectives de développement économique parmi les pays les plus pauvres ne sont pas aussi claires que celles des pays industrialisés il y a 150 ans. Enfin, le contexte de l'environnemental global a changé considérablement et il y a aujourd'hui un réel intérêt pour ce qui est des impacts du développement industriel à venir, si l'on prend en compte le changement climatique et la dégradation rapide des écosystèmes.

Malheureusement, au lieu d'apporter le dynamisme économique, d'améliorer la santé et l'éducation, de renforcer les normes environnementales et faire progresser la démocratie, l'urbanisation dans les pays les moins développés se traduit par une stagnation économique, des progrès négligeables sur le plan de la santé, un laxisme vis-à-vis des normes environnementales, des niveaux d'éducation bas, la violence et l'instabilité sociale. Nous tenons toutefois à signaler que cela n'est pas toujours le cas et que l'urbanisation reste quand même l'un des meilleurs atouts pour administrer le développement et l'environnement dans les pays à faibles revenus.

Dynamique de la population

Aujourd'hui, près de 3,2 milliards d'individus vivent dans les villes, un chiffre qui devrait avoisiner les 5 milliards en 2030 (United Nations, 2006). Par comparaison, la population rurale dans le monde devrait diminuer de quelque 28 millions d'habitants entre 2005 et 2030. En d'autres termes, au niveau global, la totalité de la croissance de la population se fera à l'avenir dans les villes.

Le plus grand défi auquel doivent faire face les aires urbaines dans les pays en développement est l'échelle des transformations économiques et environnementales en cours, étant donné les taux de croissance élevés de la population et l'augmentation sans précédent du nombre absolu de nouveaux venus dans les régions urbaines du fait de la migration et de l'accroissement naturel. Pour la période 2000-2030, les projections des Nations Unies (2006) indiquent que la population urbaine dans les pays développés augmentera de 140 millions d'habitants, soit 16% de plus par rapport à 2000. Par contraste, la population ur-



baine du monde en développement devrait augmenter de 1,9 milliard d'habitants, soit un taux de croissance de 250% en Afrique, de 94% en Asie et de 54% en Amérique Latine. Ce chiffre correspond à la population mondiale en 1920.

Ce changement considérable auquel doivent faire face les aménageurs de la ville et les dirigeants est d'autant plus inquiétant que la plupart des villes ne présentent pas des niveaux de dynamisme économique équivalents à ceux de la transition urbaine des pays industrialisés durant les 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Fait intéressant, une large part de la croissance urbaine des pays en développement relève de l'accroissement naturel (nombre de naissances supérieur à celui des décès), malgré des présupposés selon lesquels cette croissance serait liée aux migrations rural-urbain.

Ces modèles de croissance apparaissent très clairement dans les études conduites au sein de Pripode, avec des taux de croissance entre 3% et plus de 5%. Par exemple, la ville de Hô Chi Minh (VN5) est le plus grand centre économique du Vietnam. Environ 300 000 entrepreneurs, incluant plusieurs grandes entreprises, sont impliqués dans l'industrie des hautes technologies, de l'électronique, de la fabrication et des transformations légères, mais aussi dans les secteurs de la construction, du bâtiment et des produits agro-alimentaires (Wikipedia, 2006a). Le taux de croissance économique y est impressionnant avec 11% par an (Le *et al.*, 2006). Les recherches ont montré également que le nombre d'habitants était passé de 5 millions en 1997 à plus de 6,2 millions en 2005, soit un taux de croissance annuel de 2,8% avec des taux récents à plus de 3% et une part de la migration estimée à environ 63% de la croissance totale.

En Afrique, où les autres études urbaines de Pripode ont été conduites, Kampala est caractéristique de beaucoup de capitales africaines, dans la mesure où elle est passée du statut de royaume tribal à celui d'avant-poste colonial de l'empire britannique, pour devenir capitale en remplaçant Entebbe au moment de l'indépendance. Sa population a depuis augmenté à un rythme annuel de plus de 5,5%, en doublant tous les 12 ans. Kampala a grandi en englobant les villes satellites, ce qui a permis à l'aire métropolitaine de s'étendre sur près de 386 km² (UG4).

Brazzaville, une autre ville de première importance située le long de la rivière Congo, est la capitale de la République du Congo. Plus du tiers de sa population vit dans la capitale, siège de 40% des emplois non-agricoles disponibles dans le pays. Comme Kampala, Brazzaville joue le rôle de capitale financière et administrative et la plupart des petites industries dans les secteurs de la boisson et du tabac, du bois et du métal, de l'alimentaire, du bâtiment et des usines chimiques y sont concentrées. D'après l'étude de Pripode, Brazzaville a une population de 1,2 million d'habitants selon le recensement de 2005 et son taux de croissance annuel est de 3,3% depuis 1996 (CG1).

Avec plus de 12 millions d'habitants, Lagos est la ville la plus peuplée parmi les études de cas des équipes de Pripode. D'après les projections des Nations Unies, Lagos compterait 20 millions d'habitants en 2010, avec un taux de croissance annuel de plus de 4%. Contrairement aux trois autres villes africaines étudiées ici, Lagos n'est pas la capitale même si elle est le cœur économique du pays en rassemblant l'essentiel des services économiques, l'industrie et les équipements portuaires (Wikipedia, 2006b). Le rôle des migrations rural-urbain y est très important, en raison de « la perte des terres rurales de bonne qualité et de l'affaiblissement [...] du système traditionnel de gestion de la terre, du manque d'effets d'entraînement locaux indispensables pour stimuler l'agro-industrie et la création d'emplois non-agricoles dans la région, ainsi que de la désintégration des relations sociales et des institutions à l'échelon local » (NG1).



Avec une population de 1,97 million habitants en 2005 (Wikipedia, 2006c), la ville d'Accra accueille un cinquième de la population totale du Ghana (Boadu, 2001). Le taux de croissance de la population est de 3,4% par an dans la ville et de plus de 10% dans les districts périurbains (RUAF, non daté). Accra est la ville la plus importante et le centre administratif, économique et de communication. Comme pour Lagos, les activités économiques principales sont la finance et les services administratifs, les communications, le bâtiment, les transports, l'agriculture et la pêche.

Les taux de croissance élevés de la population et l'augmentation annuelle importante de nouveaux habitants résidant dans ces villes entraînent une tension économique et une pression sur l'environnement qui seront décrites en détail ci-dessous.

Le développement économique

La dynamique de population est étroitement liée au développement économique dans les espaces urbains des pays en développement, notamment au marché du travail et du logement. Nous allons examiner tout d'abord les perspectives d'emplois pour nous intéresser ensuite au développement périurbain lié aux coûts élevés du foncier aux abords des centres urbains.

Inurah *et al.* (2004) ont montré que beaucoup de villes moyennes n'attiraient pas les investissements extérieurs pourtant nécessaires à la création d'emplois et dont les revenus fiscaux permettraient de créer des infrastructures de soutien. Selon leur analyse, les villes des pays à revenus faibles ou moyens souffrent de deux inconvénients majeurs : des marchés de faible taille et des risques à l'investissement du fait de l'instabilité politique, de la corruption et de la criminalité. Dans une économie de plus en plus globalisée, cela nourrit un cercle vicieux dans lequel se retrouvent une absence ou une faiblesse de la croissance économique, un taux de chômage et un niveau de pauvreté élevés, un salaire de base faible, une compétitivité et une attractivité en déclin, tout cela entraînant la stagnation de l'économie.

En outre, le manque d'éducation et de formation à l'emploi dans les secteurs de l'industrie et des services a comme incidence que les habitants des villes ou les nouveaux migrants n'ont aucune chance de trouver un emploi dans ces secteurs. En fait, même les travailleurs qualifiés font face à une pénurie d'emplois. D'après Hinrichson (2002), la pauvreté urbaine n'est pas liée au manque de travail mais au manque d'emplois bien rémunérés et stables. Les taux de chômage se situent généralement en dessous de 15% dans la plupart des pays en développement, mais les taux de salaire sont très bas dans le secteur formel alors que dans le secteur informel, beaucoup travaillent à leur compte.

L'étude Pripode de Kampala (UG4) montre que les migrants « ne peuvent trouver une place dans un secteur formel trop restreint, puisque la plupart d'entre eux sont sans formation et analphabètes ». En outre, du fait de la pénurie de terres et de la stagnation économique, un retour en zone rurale leur paraît inconcevable. Au total, les migrants trouvent donc du travail dans le secteur informel, comme l'industrie artisanale (menuiserie, réparation automobile, services de transport) ou travaillent à leur compte comme colporteurs et marchands ambulants, dans l'agriculture urbaine ou le recyclage des déchets. Les résultats de la recherche menée à Accra (GH1) montrent des taux de plus de 50% d'emplois dans le secteur informel, ce que l'on retrouve dans beaucoup de villes africaines. Ainsi, dans le bidonville de Nima, 54% des actifs sont à leur compte et dans celui de Maamobi, le taux est de 50%.



L'une des difficultés des administrations en zone urbaine est que beaucoup d'entreprises du secteur informel ne paient pas de taxes et sont difficiles à réglementer. Malgré cela, il serait maladroit de dresser un tableau aussi sombre du secteur informel. Les études de Montgomery *et al.* (2003) montrent que la frontière entre les secteurs informel et formel est plutôt souple puisque beaucoup de travailleurs naviguent entre les deux. Aussi, des travailleurs du secteur formel utilisent-ils leurs économies pour s'installer à leur compte. En effet, il n'y aurait pas de vitalité économique dans les zones urbaines des pays les moins développés sans le secteur informel.

La croissance des villes dans le monde en développement est dynamique, diverse et anarchique, mais aussi de plus en plus consommatrice d'espace. Une étude récente commissionnée par la Banque Mondiale a montré que la densité urbaine moyenne, c'est-à-dire le nombre d'habitants par kilomètre carré dans les zones construites, a diminué au rythme annuel de 1,7% au cours des dix dernières années dans les pays en développement (Angel *et al.*, 2005). Ce processus de développement urbain par à-coups et de manière incontrôlée, qui a surtout lieu dans des zones non contiguës de transition entre la ville et la campagne, est communément appelé la « périurbanisation » (Allen, 2003). Ce processus se prête difficilement à l'interprétation et la quantification.

Les espaces périurbains imposent un usage économique diversifié des terres agricoles, depuis l'agriculture et l'élevage jusqu'à l'installation de firmes internationales. Les zones périurbaines sont aussi devenues le lieu privilégié de peuplement par les plus pauvres. En raison des loyers élevés dans les centres urbains, les habitants à bas revenus, les pauvres et les nouveaux migrants se déplacent par la force des choses vers la périphérie. Par exemple, dans le cas du projet Pripode VN5, la plupart des nouveaux arrivants dans la ville s'installent dans les zones périurbaines, où la terre et le travail sont disponibles. La périurbanisation entraîne également la transformation des ruraux en urbains sans changement de leur lieu de résidence. Par exemple, les villages situés en périphérie de Kampala ont été progressivement intégrés à la ville et à son économie urbaine grâce à leur capacité d'approvisionnement du centre urbain en biens et services. Ce type d'installation manque généralement d'infrastructures et de services, et les habitants peuvent facilement être amenés à se déplacer en fonction d'autres stratégies économiques et résidentielles.

Les zones périurbaines remplissent d'autres fonctions en direction de la ville, depuis le ravitaillement en énergie, eau et matériaux de construction jusqu'à la fourniture de services écologiques comme les espaces naturels, les microclimats, les zones tampons contre les inondations et les dispositifs de traitement des déchets. Mais les systèmes sociaux et écologiques sont bien souvent incapables d'effectuer des réajustements rapides et complexes, pourtant nécessaires.

L'environnement

Les relations entre la population et l'environnement dans les villes des pays en développement se déclinent depuis les questions de santé environnementale au niveau local jusqu'aux préoccupations d'ordre régional et global, comme la diminution des niches écologiques, les modifications dans le cycle hydrologique, les effets de la consommation urbaine sur des lieux plus éloignés ou les émissions de gaz à effet de serre via les transports et l'industrie. Bien que ces dernières constituent un enjeu important, ce sont surtout les questions de santé que nous traiterons ici, étant donné qu'elles sont au cœur des problématiques de Pripode.



Depuis quelques années, il est inquiétant de constater que les zones urbaines, caractérisées depuis le début du 20^{ème} siècle par une amélioration de la santé publique par rapport aux zones rurales, montrent de plus en plus de poches de pauvreté à tel point que les indicateurs de santé y sont parfois plus médiocres qu'en zone rurale (Montgomery *et al.*, 2003, Brockerhoff et Brennan, 1997). Les premiers défis environnementaux évoqués par les chercheurs de Pripode sont l'accès à l'eau potable, au système de soins et au traitement des déchets. On peut y ajouter le traitement des risques liés aux conditions de vie particulières dans les bidonvilles et les logements précaires. Nous allons examiner chacun d'entre eux.

Le manque d'accès à l'eau et aux services sanitaires est le principal problème de santé publique. Les taux de mortalité infantile dans les zones urbaines sont bien plus faibles dans les habitations ayant accès à l'eau courante (Hinrichsen *et al.*, 2002). Malheureusement, bien que le nombre d'urbains en Afrique avec un accès convenable à l'eau ait augmenté de 120 à 250 millions entre 1990 et 2004, le pourcentage actuel de ménages ayant l'eau courante est passé de 45% à 36% au cours de la même période. Cela est dû essentiellement à l'augmentation sans précédent du nombre d'habitants dans les villes, en décalage avec la capacité des pouvoirs publics à assurer l'approvisionnement en eau.

Les études Pripode confirment la gravité de cette situation. Dans le cas de Brazzaville, les chercheurs ont montré que 85% des ménages ont accès à l'eau du robinet mais en raison du manque de fiabilité des services publics pour un approvisionnement régulier en eau, les ménages dépendent aussi de l'eau de pluie, des puits, des services d'eau et des rivières (par ordre décroissant, de 30% à 10%). L'étude a montré que 35% des personnes interrogées ont été affectées par la typhoïde au cours des douze derniers mois. Les chercheurs attribuent cela au délabrement des services publics d'approvisionnement en eau, qui ne testent ni ne traitent l'eau avant de l'acheminer chez les ménages. Le paludisme est la maladie la plus répandue avec 96% des ménages atteints. Ce taux très élevé est en partie dû à un drainage inefficace et à un mauvais environnement sanitaire.

Des équipements sanitaires adaptés relèvent aussi de la santé publique. Dans l'étude Pripode axée sur la prévalence de la diarrhée chez les enfants de 0 à 5 ans dans deux villes moyennes du Cameroun (CM1), Ebolowa dans le Sud et Maroua dans le Nord, les chercheurs ont calculé des taux de prévalence de 13% dans la première et de 24% dans la deuxième. A Ebolowa, 18% des ménages ont accès à des toilettes modernes et 59% à des latrines, alors qu'à Maroua, les pourcentages sont respectivement de 6,5% et 68,3%.

Dans les villes situées dans des pays à faibles revenus, les systèmes de traitement des déchets fonctionnent en général assez mal, ce qui contribue à la diffusion de maladies infectieuses. Le manque de systèmes adaptés d'enlèvement des déchets est imputable à l'augmentation rapide de nouveaux établissements humains, à la réduction des dépenses publiques associées aux systèmes de soins et aux contraintes budgétaires. L'étude de Brazzaville a montré que 38% des ménages recourent à des systèmes publics ou privés d'enlèvement des déchets alors que 36% jettent leurs déchets dans la nature tandis que 24% les brûlent ou les enterrent. L'étude Pripode sur le Cameroun a démontré qu'une part élevée des résidents se débarrassent de leurs déchets en les déposant dans des fosses à l'extérieur de leur lieu de vie ou en les brûlant. Une relation de faible intensité est relevée entre le moyen d'enlèvement des déchets et la prévalence de la diarrhée.

Lors d'une enquête menée dans le cadre de l'étude d'Accra (GH1), les habitants de deux bidonvilles, Nima et Maamobi, pensent que l'absence de réel système de traitement des déchets constitue le plus important risque environnemental. Le drainage inefficace et l'obstruction des caniveaux, qui résultent également d'un traitement inadéquat des déchets,



constituent le deuxième facteur de risque. Un pourcentage élevé de personnes habitant dans ces bidonvilles est favorable au système des bennes à ordures et du ramassage régulier des déchets.

A Lagos, lors d'une enquête menée auprès des habitants de quatre quartiers représentatifs de différents niveaux de revenus et de densité de population, 8% des personnes interrogées ont signalé que les décharges n'ont jamais été évacuées et 46% ont précisé qu'ils s'occupaient personnellement de l'évacuation de leurs déchets. Les représentants de l'administration locale admettent leur responsabilité en la matière tout en précisant que l'évacuation des déchets nécessite à la fois l'aide de l'Etat et une plus grande coopération de la population locale. Ils en appellent également au changement de comportement des nouveaux migrants qui, soit à cause de la pauvreté soit en raison des pratiques qu'ils ont importées de leurs lieux d'origine, ont l'habitude d'entasser les déchets dans l'arrière-cour de leur maison (NG1).

La ségrégation sociale des lieux d'habitat dans les pays à faibles revenus a entraîné une augmentation considérable du nombre de bidonvilles, la ghettoïsation de la pauvreté, la concentration de la violence et des problèmes sociaux, ainsi que l'augmentation des problèmes de santé liés à l'environnement (Perlman et Sheehan, 2007). Etant donné le prix élevé des loyers dans les centres urbains et le développement rapide des zones périurbaines, les habitants pauvres et les nouveaux arrivants n'ont pas d'autre choix que de louer des chambres dans les bidonvilles voisins ou de construire des cabanes dans des zones à risques, à savoir sur des pentes raides à Rio de Janeiro et Caracas, dans des zones inondables comme à Kampala et Lagos, en dessous du niveau de la mer comme à Bombay ou dans des zones industrielles charriant des matériaux à risques comme à Bhopal en Inde.

L'étude d'Accra a étudié les niveaux de santé dans la ville, en se concentrant sur deux quartiers pauvres : Nima et Maamobi. Une enquête a permis aux chercheurs d'affirmer que respectivement 14% et 80% des personnes interrogées se plaignent des inondations, et que 88% et 91% signalent des problèmes de santé liés à la pollution de l'environnement.

L'étude de Kampala indique que l'habitat informel grignote rapidement sur les zones humides avec des conséquences sur la santé publique à cause des inondations. Ceci réduit en outre la capacité de la ville à capter et à purifier les eaux venant des zones montagneuses. Entre 1991 et 2002, la superficie des marécages est passée de 20,6% à 1,9% dans l'aire administrative de Kampala tandis que celle des forêts situées dans les terres de plaine est passée de 7,6% à 0,4%.

Conclusion : l'aménagement pour une croissance urbaine inéluctable

En théorie, les zones urbaines présentent des avantages considérables en termes de développement économique et social, démographique et environnemental. Dans une économie mondialisée, les villes sont mieux équipées pour tirer parti des nouvelles opportunités et donc plus capables que les zones rurales d'améliorer la situation sociale et la santé d'un nombre important d'individus. L'urbanisation aide certainement à freiner la dégradation environnementale des espaces ruraux, en absorbant l'afflux de migrants en provenance des campagnes. L'urbanisation permet également d'améliorer le statut et la participation des femmes, alors que des nouvelles aspirations et de nouveaux styles de vie accélèrent la transition de la fécondité.

Malgré ces réels avantages, c'est dans les villes que la pauvreté et la dégradation de l'environnement augmentent le plus. Beaucoup des pays les moins développés se démènent



sans relâche pour gérer la croissance urbaine. Les décalages entre théorie et pratique peuvent s'expliquer dans une certaine mesure par les difficultés rencontrées par ces pays en développement, plus particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, à s'intégrer de manière effective aux marchés mondiaux. Cependant, la plupart de ces difficultés auxquelles font face les villes dans les pays en développement s'expliquent aussi par des défaillances dans la gestion urbaine.

Une approche plus efficace nécessiterait dès le départ l'adoption d'une attitude plus positive et proactive vis-à-vis de la croissance urbaine. Les responsables politiques et décideurs dans les villes se dressent de plus en plus contre la croissance urbaine et ne veulent pas anticiper l'inévitable croissance à venir. Selon cette vision, on ne peut s'attendre à autre chose qu'à une détérioration des conditions actuelles. Les politiciens et les aménageurs doivent accepter la réalité de la croissance urbaine, apprendre à travailler avec les organisations communautaires au niveau local et les organisations s'adressant aux personnes défavorisées afin de préparer leur avenir social et environnemental.

Fournir de la terre et un toit aux pauvres en amont est une solution discutable ; tenter de les aider une fois qu'ils ont envahi des terres inappropriées est coûteux sur le plan social, économique et environnemental. Aider à orienter la croissance urbaine à venir dans une direction qui soit moins destructrice pour l'environnement et anticiper les besoins en infrastructures peut sauver des milliers de vies et économiser des milliards de dollars. Intégrer les différentes unités politico-administratives concernées par la périurbanisation à une entité régionale et inciter les multiples acteurs sociaux à participer aux négociations concernant le futur de cette entité pourrait également aider à éviter les effets négatifs les plus importants. Mais tout cela nécessite un effort d'anticipation.

Cette communication a cherché à situer les études Pripode dans le cadre plus large de la littérature sur les liens entre population urbaine, développement et environnement. Des cinq villes étudiées ici, celle qui offre une perspective de développement avec une amélioration des niveaux de vie est sans doute Hô Chi Minh Ville, si seulement son dynamisme économique est en mesure de générer les ressources suffisantes pour améliorer les infrastructures urbaines et la gestion de l'environnement. Toutefois, cette ville fait face elle aussi à des défis de taille, plus particulièrement la pollution environnementale. Aussi, sa position en contrebas l'expose-t-elle au risque de la montée du niveau de la mer (McGranahan *et al.*, 2007). Pour améliorer le bien-être des populations, leur santé et la qualité environnementale dans ces cinq villes, il est urgent que des actions soient prises rapidement dans les domaines de la gouvernance urbaine, de l'aménagement et de la planification.

Bibliographie

- Allen, A. 2003. "Environmental Planning and Management of the Peri-urban Interface: Perspectives on an Emerging Field," p. 136. *Environment and Urbanization* 15(1):135-148.
- Angel, S., et al. 2005. *The Dynamics of Global Urban Expansion*, p. 1-2. Washington, D. C.: Transport and Urban Development Department, The World Bank.
- Boadu, E.A. 2001. "Rapid Population Growth and Development in Ghana." Paper presented at the IUSSP Population Conference, 2001, Salvador, Brazil.
- Brockerhoff, M., and E. Brennan. 1997. *The Poverty of Cities in the Developing World*. Population Council Working Paper No. 96. New York: Population Council.
- Chen, N., P. Valente, and H. Zlotnik. 1998 "What Do We Know about Recent Trends in Urbanization?" Pp. 59-88 in: *Migration, Urbanization, and Development: New Directions and Issues*, edited by R. E. Bilborrow. 1998. New York: UNFPA.
- de Sherbinin, A., D. Carr, S. Cassels, and L. Jiang. 2007. Population and Environment. *Annual Review of Environment and Resources* 32, Nov 2007 (forthcoming).



- Galea, S., and D. Vlahov. 2005. Urban Health: Evidence, Challenges and Directions. *Annual Review of Public Health* 26: 341–65
- Garau, P., E. Sclar, and G. Carolini. 2005. *A Home in the City*. UN Millennium Project Task Force on Improving the Lives of Slum Dwellers. London: Earthscan.
- Hinrichsen, D., R. Salem, and R. Blackburn. 2002. Meeting the urban challenge. *Population Reports*. Series M, No. 16. Baltimore: The Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, Population Information Program.
- Inurah, D.K., et al. 2004. “Challenges for Sustainable Urban Development.” in *From Understanding to Action: Sustainable Urban Development in Medium-Sized Cities in Africa and Latin America*. Marco Keiner, et al. (eds.). Dordrecht, Netherlands: Springer: 75-114.
- International Labour Organisation (ILO). 2000. “Skills Development for the Informal Sector.” Accessed on 26 February 2007 at <http://www.ilo.org/public/english/employment/skills/informal/who.htm>
- Izazola, H. 2003. Contribution to the Population-Environment Research Network cyberseminar on Air Pollution and Health Linkages, 1-15 December 2003.
- Jones, G. W., and P. Visaria. (eds). 1997. *Urbanization in Large Developing Countries: China, Indonesia, Brazil, and India*, pp. 10-11. International Studies in Demography Series. Oxford: Clarendon Press.
- Martine, G. 2006. Population/development/environment trends in a globalized context: challenges for the 21st century, *Genus*, LXI (No. 3-4), 247-277.
- Martine, G. 2001. “The sustainable use of space,” www.populationenvironmentresearch.org/_paper chosen for first Cyber Seminar of the Population Environment Research Network (PERN).
- McGranahan, G., D.Balk and B. Anderson. 2007. The rising tide: assessing the risks of climate change and human settlements in low-elevation coastal zones. *Environment and Urbanization*, Vol. 19, No. 1, April 2007.
- Montgomery, M.R., R. Stern, B. Cohen, and H. Reed. 2003. *Cities Transformed: Demographic Change and Its Implications in the Developing World*. Washington, DC: National Research Council.
- Perlman, J. E., and M.O. Sheehan. 2007. “Fighting Poverty and Environmental Justice in Cities,” Chapter 9 in *2007 State of the World: Our Urban Future*. Washington, DC: Worldwatch Institute.
- Rathi, S. 2005. Alternative approaches for better municipal solid waste management in Mumbai, India. *Waste Management* 26: 1192–1200
- RUAF (Resource Centres on Urban Agriculture and Food Security). Undated. Accra (Ghana). Available online at <http://drupal.ruaf.org/node/498>
- Smil, V. 1993. *Global Ecology: Environmental Change and Social Flexibility*. London and New York, Routledge.
- Tacoli, C. 1999. “Understanding the Opportunities and Constraints for Low-Income Groups in the Peri-Urban Interface: The Contribution of Livelihood Frameworks,” p. 7. Draft for Discussion. London: Peri-urban Interface Project, Development Planning Unit, University College London.
- UNFPA. 2007. *Urbanization: The Challenge and the Promise. State of World Population 2007*. New York. United Nations Population Fund. (forthcoming, June, 2007)
- United Nations. 2006. *World Urbanization Prospects: The 2005 Revision*. New York: Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations.
- UN-HABITAT. 2006. *State of the World's Cities 2006/7*. London: Earthscan.
- UN-HABITAT. 2003. *3rd World Water Forum: UN-HABITAT launches Water and Sanitation in the World's Cities*. Press release.
- Utzinger, J., and J. Keiser. 2006. Urbanization and tropical health – then and now. *Annals of Tropical Medicine and Parasitology* 100(5 and 6): 517-533.
- Weeks, J.R., A.G. Hill, A. Getis and D. Stow. 2006. Ethnic residential patterns as predictors of intra-urban child mortality inequality in Accra, Ghana. *Urban Geography*, 27(6): 526–548.
- Wikipedia. 2006a. Ho Chi Minh City, Vietnam.
- Wikipedia. 2006b. Lagos, Nigeria.
- Wikipedia. 2006c. Accra, Ghana.



8.4. Voie vers le développement ou route pour nulle part ? Pauvreté, migrations de travail et environnement dans les pays en développement

Catherine Marquette

Les décideurs opposent le plus souvent la migration depuis les campagnes dans les pays en développement à la sédentarité. Ils voient ces flux comme une réponse ultime, en dernier ressort, ou une stratégie de survie pour les individus et les ménages en l'absence d'autres choix. Datant des années 1990, un autre courant de recherche et de réflexion sur les migrations s'intéresse davantage aux stratégies de subsistance des ménages et part du principe que « la mobilité des populations constitue une norme de l'histoire humaine, et non pas une exception » (Ellis, 2003). De ce point de vue, la migration se trouve associée à d'autres activités économiques et productives, comme l'agriculture ou la pêche, et on peut considérer qu'elle a toujours joué un rôle indispensable dans les stratégies économiques des ménages.

Dans ce texte, nous présenterons d'abord les concepts fondamentaux pour étudier les liens entre pauvreté, migration et environnement en termes de subsistance. Ensuite, nous étudierons les effets positifs et négatifs de la migration, envisagée alors comme une activité de formation du revenu, sur la pauvreté et l'environnement dans les zones rurales d'émigration. Enfin, nous verrons quelques implications politiques que suggèrent les recherches. Une attention particulière sera apportée aux migrations de travail, d'après les résultats de trois programmes de recherche : le programme Pripode, le Population Consumption and Environment Initiative in Coastal Areas (PCE) et le Development Research Centre (DRC) on Migration, Globalization and Poverty.

La migration comme activité de subsistance

Les activités de subsistance des ménages ruraux renvoient à la manière dont ceux-ci utilisent leurs actifs pour se reproduire, de manière efficiente ou pas, à travers le temps. L'approche par les moyens de subsistance de la migration renvoie à quatre éléments fondamentaux : (1) les actifs ou le capital du ménage (financier, physique, environnemental, social et moyens de production) ; (2) les activités de subsistance, comme la migration, dont la réunion constituent des stratégies globales employées par les ménages pour faire fructifier leur capital ; (3) le contexte c'est-à-dire les conditions historiques, socioéconomiques et écologiques à l'intérieur desquelles les activités de subsistance des ménages se déploient ; (4) les conséquences et les effets rétroactifs de ces activités au cours du temps sur les trois premiers éléments.

Cette approche de la migration comme activité productive est centrée sur la durabilité des moyens d'existence et la manière dont la migration et d'autres activités productives influencent la gestion des ressources environnementales par les ménages et les actifs naturels à leur disposition, typiquement la terre et l'eau. Plus généralement, une telle approche prend en compte les relations croisées et endogènes de la pauvreté, de la migration et des dynamiques de l'environnement. Elle s'intéresse à la fois aux impacts de la migration sur les communautés rurales de départ et aux logiques migratoires des ménages ruraux.



Un élément clé de compréhension des stratégies productives des ménages ruraux est qu'ils sont fortement dépendants des ressources naturelles, ce qu'on pourrait appeler leur « capital environnemental ». L'agriculture, la pêche, les activités d'extraction et la vente de leurs produits constituent des activités essentielles qui s'appuient sur ce capital. A tel point que les biens tirés de l'environnement constituent l'essentiel de la richesse des ménages ruraux dans les zones d'émigration (World Resources Institute, 2005). En revanche, la « pauvreté écologique » (Narain, 2006) qui se manifeste par l'indigence du capital environnemental est une cause première de pauvreté.

Aussi, les ménages ruraux ont-ils l'habitude de diversifier leurs pratiques en s'engageant dans des activités complémentaires, en plus de leur principale activité de subsistance. La diversification des activités productives est une réponse à des opportunités économiques visant à améliorer les revenus ou la production. Elle a aussi pour fonction de minimiser le risque de la survenue d'un événement funeste ou de l'amortir lorsqu'il advient. Les ménages se diversifient parfois directement sur place en élargissant leur système de production agricole à de nouvelles spéculations et en se livrant à la transformation puis la commercialisation de leurs produits. Ceci dit, la méthode de diversification la plus répandue parmi les ménages en milieu rural est la migration de travail. Elle constitue une alternative indispensable à la diversification *in situ* car elle permet de disperser les activités à travers l'espace géographique et économique et, de ce fait, d'affranchir les ménages des contraintes que leur imposent leur environnement local et leurs actifs naturels.

Bien que la migration de travail puisse se décliner comme une réponse aux risques bien connus de la production rurale, le rôle et la nature de la migration comme activité de subsistance peuvent revêtir des aspects très divers tout en restant très dépendants du contexte (McDowell et de Haan, 1997). C'est en ce sens que l'environnement écologique constitue un facteur contextuel majeur. Le concept d'environnement généré par l'approche *livelihood* relève de l'écologie humaine et se caractérise par deux dimensions : (1) l'environnement considéré comme capital environnemental des ménages, incluant par exemple les terres agricoles ou les terres anthropisées (Turner *et al.*, 1994) ; (2) l'environnement considéré comme le vaste contexte écologique et le lieu de vie des populations. Parmi les facteurs déterminants dans lesquels doivent se définir les combinaisons possibles des moyens d'existence, citons le type d'habitat et d'écosystème, le degré d'enclavement, les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, le changement climatique, les vecteurs de transmission de maladies infectieuses.

Historiquement, la migration est une activité de subsistance de premier plan puisque les ménages ruraux ont toujours dû s'adapter aux conditions écologiques, en particulier dans les écosystèmes les plus fragiles (zones arides et semi-arides, petits espaces insulaires, zones côtières et mangroves, régions montagneuses, forêts tropicales) au sein desquels les contraintes de production posent des problèmes majeurs en raison des fluctuations des cycles naturels, des conditions climatiques difficiles, de la fragilité des sols et de leur faible productivité, de la disponibilité en eau, de l'enclavement et de la sensibilité aux perturbations anthropiques (World Bank, 2003). Il n'est pas surprenant de constater que la plupart des recherches qui s'intéressent aux relations entre migration, pauvreté et environnement se recentrent sur les écosystèmes fragiles, comme les zones arides en Afrique.



Le lien entre migration et développement : une voie de sortie de la pauvreté ou une impasse ?

Beaucoup d'études récentes s'intéressent aux effets positifs de la migration de travail dans les zones rurales de départ. Elles répondent en cela à un intérêt croissant de la part des agences de développement pour la relation migration-développement et plus précisément pour le potentiel de développement induit par la migration et les transferts monétaires qui en résultent (World Bank, 2006). La recherche empirique considère à l'heure actuelle que dans beaucoup de cas, la migration de travail est une issue de sortie de la pauvreté et qu'elle permet une utilisation plus pérenne des ressources naturelles dans les zones rurales de départ. Pour les ménages ruraux dont certains membres sont à l'extérieur, les effets positifs des transferts d'argent et de la migration sont liés d'abord à une meilleure accession aux biens de consommation courante au sein des ménages qui voient ainsi leur niveau de vie s'améliorer, ensuite à la possibilité de lisser le risque et enfin aux effets positifs sur l'investissement, particulièrement lorsque le capital environnemental est composé de terres agricoles. En outre, la migration peut avoir des effets positifs parmi les ménages des zones de départ, qu'ils aient ou non des membres en migration, du fait de l'effet multiplicateur des transferts monétaires dans la communauté locale qui augmentent la consommation et la production. Ces types d'impacts positifs émergent le plus souvent lorsque les migrants s'insèrent dans des formes particulières de la migration de travail, à savoir lorsqu'elle génère des revenus relativement conséquents et qu'elle permet un renforcement du capital humain, conditions remplies le plus souvent dans le cas de la migration internationale.

Dans le même temps, l'une des préoccupations concerne les effets défavorables de la migration dans les zones d'émigration étant donné leur sous-développement continu et la pauvreté persistante qui y sévit. La migration peut agir de manière significative, positive ou négative, sur la main-d'œuvre au sein des ménages et des communautés, sur la production, les revenus et la gestion des ressources.

Différentes situations au sein desquelles la migration peut avoir des effets négatifs sur l'économie et l'environnement se traduisent par : (1) les effets négatifs sur la consommation et l'investissement ainsi que sur les choix environnementaux, comme par exemple, une consommation accrue de combustibles fossiles ou un investissement dans des technologies agricoles peu durables ; (2) la création de nouvelles formes de dépendance aux transferts, d'une pauvreté transnationale et de systèmes générateurs de pauvreté (Morales Gamboa, 2001) ; (3) l'altération du capital humain et social ; (4) les effets négatifs du retour des migrants eux-mêmes et le cercle vicieux des flux migratoires auto-entretenus.

Un autre aspect indésirable de la migration est (5) qu'elle peut se révéler génératrice d'inégalités sociales et économiques voire de pauvreté, dans la mesure où les ménages connaissent des niveaux différents de réussite pour ce qui est du recours à la migration comme stratégie de subsistance. Par ailleurs, du fait des coûts de transaction, une frange des ménages, en particulier les plus pauvres d'entre eux, sont exclus de manière sélective des flux migratoires les plus intéressants qui sont à l'origine de la réduction de la pauvreté. Parallèlement, la migration est le plus souvent une impasse pour les ménages ruraux pauvres dont le départ constitue souvent le dernier recours face à une situation misérable caractérisée par la non-possession de terres. Ces migrants constituent la masse de la main-d'œuvre employée dans des travaux ponctuels mal rémunérés et instables dans des conditions qui entretiennent voire qui renforcent la pauvreté. Dans certaines configurations, la migration de travail peut donc s'avérer une impasse.



Implications politiques de la recherche

Selon cette perspective qui consiste à essayer de comprendre comment les ménages s'organisent pour survivre, l'un des défis majeurs pour les gouvernements comme pour les agences de développement est de faire en sorte que les migrants se placent sur une trajectoire de sortie de la pauvreté tout en veillant à ce qu'ils ne s'engouffrent pas dans des voies sans issue. Le développement rural doit pour cela recueillir toutes les attentions. Il permet de réduire les coûts de transaction de la migration, par exemple en améliorant les infrastructures de transport, et aussi les effets de différenciation économique qui excluent les pauvres des flux migratoires dits « positifs ». Le développement rural qui consiste à encourager les gens à miser sur le développement local et les politiques en faveur de la migration sont davantage complémentaires que contradictoires (Taylor, 2006 ; Ellis, 2003). Le développement local offre des opportunités locales d'activités alternatives à la migration de dernier recours, incertaine et mal rétribuée. Dans cette perspective, il se substitue à la migration « négative » et en accroissant le capital, humain et autre, des ménages, il place les pauvres dans une meilleure position pour intégrer des flux migratoires « positifs ». Par conséquent, la migration de travail positive, les transferts d'argent et la composante assurantielle de la migration ne sont pas une solution de remplacement au développement rural et aux filets de sécurité sociale, mais plutôt un produit dérivé, qui concerne plus particulièrement les ménages pauvres. Parce que la migration internationale légale est une voie positive en termes de capital humain et de revenus, des politiques moins restrictives pour la migration dans les pays d'accueil et une circulation plus libre des travailleurs devraient être les pierres angulaires de l'encouragement des flux migratoires positifs et d'une plus grande participation des pauvres à ces flux.

La grande variété des stratégies de subsistance des ménages et des façons dont ils peuvent recourir à la migration comme une de ses composantes, pose un défi aux gouvernements qui sont plutôt habitués aux solutions régionales ou sectorielles dans leurs actions en matière environnementale ou de lutte contre la pauvreté. Une approche de la migration de travail en terme de subsistance porte la réflexion sur la nécessité de contrebalancer les approches sectorielles et régionales par des politiques plus locales dans le domaine des activités de développement et de réduction de la pauvreté. Par exemple, il est indispensable que les politiques de réduction de la pauvreté prennent en compte les différences géographiques de sa distribution générées par des spécificités de la migration de travail propres aux zones rurales d'origine.

Même les flux de migration de travail « positifs » conduisent à des arbitrages entre l'amélioration de la situation économique et les impacts environnementaux, notamment pour ce qui est des changements dans les modes de consommation dommageables à l'environnement. Du point de vue des politiques, le défi est de minimiser ces effets pervers en facilitant l'accès à de nouveaux modes de consommation et en encourageant les investissements rendus possible par les transferts monétaires dans le sens de la durabilité. C'est ce qui a été fait dans les pays développés durant les dernières décennies, par exemple via les normes d'émission de gaz pour les véhicules, les systèmes de traitement et de recyclage des déchets ou encore les technologies agricoles durables. Dans ce schéma, les zones fragiles sont particulièrement concernées et leurs spécificités doivent être appréhendées dans l'étude des liens qui existent entre la pauvreté, la migration et l'environnement. Il est urgent que les décideurs en prennent pleinement conscience et entérinent ce fait. Il faut aussi encourager les politiques qui soutiennent les institutions de gestion des ressources naturelles et promeuvent un accès équitable au capital environnemental.



La perspective que nous avons adoptée ici de concevoir la migration de travail comme une stratégie de subsistance et de prendre en compte ses impacts sur la pauvreté et l'environnement est en phase avec les recommandations récentes formulées par le septième des objectifs du Millénaire pour une meilleure intégration de la migration de travail dans les questions d'environnement durable (Katseli *et al.*, 2006 ; World Resources Institute, 2005 ; Narain, 2006).

D'après ce qui précède, les recherches futures sur les liens entre la pauvreté, la migration et l'environnement devraient à notre avis :

a) approfondir les liens entre d'un côté la théorie du capital social appliquée à la migration et de l'autre les théories sur le développement et les moyens de subsistance appliquée à la migration ;

b) analyser la migration en tant qu'activité de subsistance selon une grille tenant compte du statut social, et comprendre comment les ménages pauvres et moins pauvres recourent à la migration ainsi que les implications économiques et environnementales qui en résultent ;

c) déterminer les impacts de la migration sur les modes de consommation, les comportements d'achat et l'évolution de la relation entre consommation et investissement ;

d) identifier les changements dans les institutions communautaires de gestion des ressources et dans les pratiques associées à la migration ;

e) intégrer la dimension de genre dans la migration de travail comme activité de subsistance et ses répercussions sur la pauvreté et l'environnement ;

f) comparer les études traitant des impacts de la migration dans différentes zones de départ offrant une large variété de systèmes écologiques, avec une préférence pour ceux les plus vulnérables ;

g) élargir la recherche en Asie, plus particulièrement en Chine et en Asie du Sud-Est, ainsi que dans les îles du pourtour du Pacifique, puisque les indicateurs environnementaux s'y dégradent.

Bibliographie

- Ammassari, S. and R. Black (2001). Harnessing the potential of migration and return to promote development: applying concepts to West Africa. *Sussex Migration Working Paper No 15*. S. C. f. M. R. SCMR.
- Arizpe, L. (1980). "La migración por relevos y la reproducción social del campesinado." Cuadernos del CES 28.
- Bilsborrow, R. (1992). "Population growth, internal migration and environmental degradation in rural areas of developing countries." *European Journal of Population* (8): 125-148.
- Black, R., C. Natali, et al. (2005). Migration and inequality. Background paper, Equity and Development: World Development Report 2006, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty
- de Sherbinin, A. (2006). Background paper on rural household micro-demographics, livelihoods and the environment. *Population-Environment Research Network (PERN) Cyberseminar on rural household micro-demographics, livelihoods and the environment*, Population Environment Research Network PERN.
- Ellis, F. (2003). Livelihoods approach to migration and poverty reduction London, UK, Paper commissioned by DFID.
- Institute for Development Studies (IDS) (2006). "Sending money home. Can remittances reduce poverty?" Id21 Insights 60.
- Katseli, L. T., R. E. B. Lucas, et al. (2006). Effects of migration on sending countries: what do we know. *UN High-level Dialogue on Migration and Development, International Symposium on International Migration and Development/OECD Development Centre Paper No.250*. Turin, Italy, 28-30 June 2006, United Nations



- Kothari, U. (2003). "Policy Arena. Staying put and staying poor?" *Journal of International Development* 15(5): 645 - 657.
- Latin American and Caribbean Region, W. B. r. (2005). Close to home: the development impacts of remittances in Latin America Washington, D.C. , World Bank.
- Lebel, L., Nguyen Hoang Tri, et al. (2002). Industrial transformation and shrimp aquaculture in Thailand and Vietnam: pathways to ecological, social and economic sustainability? *AMBIO: Special Issue: Population Consumption, Environment*. 31: 311ff.
- McDowell, C. and A. de Haan (1997) 'Migration and Sustainable Livelihoods: a critical review of the literature', IDS Working Paper no. 65
- Mendola, M. (2006). Rural out-migration and economic development at origin: what do we know? *Sussex Migration Working Paper No 40*. S. C. f. M. R. SCMR.
- Morales Gamboa, A. (2001). "Transnacionalismo social y territorialidad binacional entre Nicaragua y Costa Rica." *Revista Espacios*(15): 3-18.
- Morales Gamboa, A.(2006). Dinámicas transfronterizas y migración de relevo en Centroamérica. II Coloquio Internacional. Migraciones y Fronteras. San Cristóbal de las Casas, Chiapas, 15-17 de noviembre de 2006 La Universidad De Ciencias y Artes De Chiapas, Centro De Estudios Superiores De México
- Narain, S. (2006). MDGs: Linking poverty and environment for sustainable and equitable growth. *CSO perspectives on the Millennium development goals*. U. CSO Division. New York, UNDP.
- Niimi, Y. O., Caglar; (2006). Migration and remittances: causes and linkages. *Policy, Research Working Paper*, Development Research Group (DECRG), The World Bank.
- Nurse, K. (2004). Diaspora, Migration and Development in the Caribbean. *FOCAL Policy Paper* Canadian Foundation for the Americas
- ODI, (2003). Options for rural poverty reduction in Central America *ODI Briefing Paper*. London, UK, Overseas Development Institute ODI.
- Sabates-Wheeler Rachel, Ricardo Sabates, et al. (2005). Tackling poverty-migration linkages: evidence from Ghana and Egypt. *Development Research Centre on Migration, Globalization and Poverty Working Paper*. Brighton, UK, University of Sussex.
- Skeldon, R. (2002). "Migration and Poverty " *Asian-Pacific Population Journal* 17(4).
- Taylor, J. E. (2006). International migration and economic development. *UN High-level Dialogue on Migration and Development, International Symposium on International Migration and Development*. Turin, Italy, 28-30 June 2006, United Nations
- Taylor, J. E. and J. Mora (2006). Does Migration reshape expenditures in rural household? Evidence from Mexico. *World Bank Policy Research Working Paper* Washington, D.C. , The World Bank.
- Turner, B. L., R. W. Kates, et al. (1994). "The Earth as Transformed by Human Action in Retrospect". *Annals of the Association of American Geographers* 84(4): 711-715.
- Waddington, C. (2003). Livelihood outcomes of migration for poor people. *Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty*. Brighton, UK, University of Sussex.
- Winkels, A. and N. Adger (2002). Sustainable livelihoods and migration in Vietnam: the importance of social capital as access to resources. International Symposium. Sustaining Food Security and Managing Natural Resources in Southeast Asia. Challenges for the 21st Century Chiang Mai, Thailand.
- World Bank (2003). *World Development Report 2003. Sustainable development in a dynamic world. Transforming institutions, growth and quality of life*. New York, NY, Oxford University Press and The World Bank.
- World Bank. (2006). *International Migration and Development*. from <http://econ.worldbank.org>.
- World Resources Institute (2005). World Resources 2005: The Wealth of the Poor. Washington, D.C., World Resources Institute.



Questions-débat

Question d'Allan Hill

Merci beaucoup aux trois intervenants qui ont essayé de synthétiser les différentes études. Finalement, je vois très peu de différences entre les problèmes qui se posent dans les zones rurales et les zones urbaines. Séparer les deux n'est pas nécessairement quelque chose de souhaitable. Ceux d'entre nous qui travaillent sur des études de cas cherchent à généraliser, à essayer d'aller au-delà de ces études de cas pour pouvoir généraliser. Je pense qu'il y a deux importantes considérations théoriques qui pourraient apporter un éclairage complémentaire dans ce sens. D'abord en se référant à Weber, l'idée d'économie morale et de contrat entre les individus pour les transactions semble être quelque peu perturbée par l'intégration de la dégradation de l'environnement et de la migration. Deuxièmement, il faut souligner l'importance des structures institutionnelles, surtout dans la régulation de ce type de transactions interpersonnelles.

Quand nous commençons à réfléchir à la raison de ces différences pour Accra et Brazzaville, on voit que c'est essentiellement parce que les institutions, les structures qui offraient des filets de sécurité par le passé ne le font plus et donc les pauvres se tourmentent vers ce que l'on appelle les biens communs. On voit beaucoup de textes qui parlent maintenant de ce qui permet aux pauvres de survivre en exploitant ce qui se trouve entre les interstices. La question est pourquoi est-ce qu'il n'y a pas de collecte des déchets, pourquoi est-ce qu'on n'investit pas dans les égouts et la gestion des déchets comme par le passé ? Et c'est là que l'on s'interroge sur la question de savoir ce qu'il advient de l'économie morale. Est-ce que les biens ont été transférés de différentes manières avec différents processus d'héritage ? Est-ce que des perturbations interviennent du fait de l'économie de marché ? J'aimerais que l'on réfléchisse à ces questions qui sont liées à l'économie morale, parce que nous avons examiné les symptômes, mais quelles sont les causes ?

Réponse de Jean-Luc Dubois

Nous n'avons pas vraiment pu discuter des conclusions dans lesquelles on aurait pu évoquer des questions éthiques. Mais on montre qu'il y a des seuils de difficultés qui conduisent éventuellement à des choix d'ordre éthique.

Réponse de Simon Batterbury

Vous dites qu'il y avait une économie morale qui était liée à la vie agraire, je suis d'accord, vous dites

que c'est quelque chose qui s'est perdu. Certaines de ces études qui traitent notamment des économies où les immigrés renvoient de l'argent évoquent ce système qui permet de garder quand même ces connexions sociales, par exemple les immigrés ghanéens à Londres. Il est vrai que ces commentaires inspirent véritablement la réflexion, je vais y réfléchir. Mais en guise de réaction immédiate, je voudrais dire que, à l'évidence on s'intéresse quand même beaucoup maintenant aux indices de gouvernance, de corruption. Il y a au moins une sensibilisation au fait qu'il y a des pertes, des absences et des discontinuités dans la chaîne de la confiance entre les responsables et le terrain. C'est un point effectivement très important.

Question de Joseph Assan

J'aimerais savoir dans quelle mesure la diversification a-t-elle des incidences sur les risques ? Telle ou telle activité, telle ou telle diversification augmente-t-elle ou réduit-elle le risque ? J'aimerais connaître votre point de vue. Et que fait la diversification ? Conduit-elle à une accumulation de styles de vie ? Permet-elle de diminuer l'incertitude ? La diversification permet-elle d'accumuler des ressources, des richesses ? Améliore-t-elle le sort des foyers ou conduit-elle plutôt à un appauvrissement, comme je l'ai vu dans mes propres études au Nigeria ?

Réponse de Simon Batterbury

Quand on parle de risque, on parle de vulnérabilité et aussi de la possibilité de réduire les risques. Est-ce que la diversification permet de mieux lutter contre les risques ? Je pense qu'on ne peut répondre à la question qu'au niveau individuel. La réponse est probablement affirmative mais tout dépend de ce que l'on entend par risque. Il y a le risque en terme de probabilité, c'est la conception par exemple de l'industrie de l'assurance, mais dans la société rurale, on parle d'autre chose, on parle plutôt de perception du risque. Ce n'est pas du tout la même chose. Les gens qui perçoivent un risque peuvent quitter leur foyer dès qu'ils voient des soldats arriver même si les soldats n'ont nullement l'intention de leur faire du mal. Il faut savoir si l'on voit le risque sous forme de perception ou sous forme de probabilité.

Question de Rosemary Vargas-Lundius à Alex de Sherbinin et Catherine Marquette

Ma première question s'adresse à Alex de Sherbinin. Est-ce que la recherche sur les relations entre la population et l'environnement peut conduire à des estimations du nombre de réfugiés qui quittent des zones connaissant des problèmes climatiques, en essayant de voir par exemple ce que cela pourrait



entraîner comme perte de moyens d'existence dans les zones rurales ?

Ma deuxième question est destinée à Catherine Marquette. J'aimerais que vous expliquiez le titre de votre intervention : « La route qui ne mène nulle part ». En tout cas, dans le contexte latino-américain, les migrants savent très bien où ils vont, la plupart d'entre eux se dirigent vers les Etats-Unis. La plupart des économies de ces pays survivent grâce aux transferts estimés l'année dernière à 45 milliards de dollars. Dans bien des pays tels que le Mexique qui récupère peut-être à lui seul le tiers de cette somme, les migrants qui viennent des zones rurales sont pauvres, ce ne sont pas les plus pauvres parmi les pauvres mais ils sont pauvres. Et l'argent qui est envoyé à ces familles augmente les moyens d'existence de ces familles. Il y a également une migration interrégionale, les Boliviens qui vont en Argentine, les Haïtiens qui vont en République Dominicaine, etc. Que voulez-vous dire exactement alors quand vous parlez de la route qui ne mène nulle part ?

Réponse d'Alex de Sherbinin

Il existe des études qui donnent à penser qu'il y aurait des flux migratoires très importants au départ des zones côtières si jamais le niveau de la mer s'élevait. Je ne voudrais pas être alarmiste mais je pense qu'il convient d'examiner ce scénario comme une possibilité tout à fait réaliste. Au Bangladesh, au Vietnam il existe beaucoup de zones rurales, de zones cultivables et cultivées qui sont effectivement inondées et une migration s'ensuit.

Réponse de Catherine Marquette

« La route qui ne mène nulle part » : ce que je voulais dire par-là, c'est que dans certains cas la migration ne conduit pas à une sortie de la pauvreté, c'est-à-dire que les gens restent pauvres ou alors la migration crée de nouvelles dépendances. Le Mexique est un bon exemple car il existe une migration interne et une migration internationale. En Amérique centrale, on voit des ménages, des familles qui plutôt qu'utiliser des stratégies de diversification ont une seule activité sur laquelle ils se focalisent. C'est aussi le cas dans de petites îles, surtout en Micronésie. S'il y a une culture de la migration qui s'instaure, les gens deviennent dépendants de la migration, elle devient la seule activité. On observe alors une dépendance quasiment totale vis-à-vis de la main-d'œuvre émigrée, avec de nombreuses conséquences parmi lesquelles une absence de motivation pour investir dans l'économie locale. Donc, la migration ne sort pas forcément les gens de la pauvreté. Il y a des générations et des générations de migrants mais ça ne per-

met pas à la famille de sortir de la pauvreté.

Question de Maxime Banoïn à Simon Batterbury et Alex de Sherbinin

J'ai une même question pour Simon Batterbury et pour Alex de Sherbinin, qui est relative à la prise en charge des coûts qui sont associés aux propositions qu'ils ont eu à faire, l'un sur les politiques publiques en matière de durabilité et l'autre en ce qui concerne l'urbanisation durable.

Simon Batterbury a dit qu'il était préférable d'améliorer les capacités d'adaptation des populations plutôt que de leur fournir des technologies. Mais cela a un coût. D'abord, comment peut-on amener les populations à s'adapter ? Il faut certainement les former et pour les former, il faut produire les connaissances, l'information, les technologies qui sont nécessaires pour que les populations puissent effectivement les adapter à leurs contextes. Cela implique donc un travail de recherche qu'il faut financer, surtout si l'on s'inscrit dans une perspective de développement durable.

En matière d'urbanisation et de ses rapports avec la dynamique des systèmes agraires, on considère que l'urbanisation peut tirer l'agriculture vers le haut s'il y a une demande assez variée en produits agricoles. La seule question qui se pose, c'est dans quelle mesure la population urbaine est-elle solvable ? Dans quelle mesure est-elle capable de se prendre en charge pour acheter les produits agricoles et donc tirer l'agriculture vers le haut ?

A la suite de vos propositions, j'aimerais donc que vous m'apportiez quelques éléments de réflexion sur la manière de prendre en charge les coûts associés à ces propositions parce que les Etats du Sud n'ont en général pas les moyens de financer de tels coûts, ils ont déjà beaucoup de problèmes au quotidien. Je donnerai un exemple pour terminer. Dans le cas du Niger, nous avons calculé qu'il fallait pour la scolarisation universelle, donc par rapport aux objectifs de développement du Millénaire, au moins 4 000 nouvelles classes de primaire par an. Or, depuis sept ans, il n'a pu s'en réaliser que 1 000 et il en faut 4 000 par an, autant d'enseignants, etc. Ces charges sont énormes par rapport aux contraintes.

Réponse de Simon Batterbury

Je ne pense pas non plus que les moyens soient disponibles dans les pays dont nous parlons, surtout au Niger par exemple. Ce n'est pas du ressort des gouvernements ou des ONG, c'est une question d'intérêt international. Pour réaliser les objectifs du Millénaire, il faudrait disposer des moyens associés. L'ajustement structurel n'a pas bien fonctionné selon



moi dans les pays d'Afrique de l'Ouest car la plupart de ces pays ne pouvaient pas répondre aux conditions économiques. Il serait peut-être plus efficace d'opérer un grand transfert de financements pour ces pays, comme le suggère par exemple le Bretton Woods Project ou d'autres.

Réponse d'Alex de Sherbinin

Pour les coûts, je vous renvoie au rapport fait en 2005 par Garau et ses collègues sur les bidonvilles, dans le cadre des objectifs du Millénaire. Les coûts ont été analysés très précisément et il y a indéniablement un besoin de capacités. L'une des choses que j'ai apprises à partir de la lecture de ce texte, c'est que le retour sur l'investissement dans l'éducation décroît au fil du temps. C'est ce que montre une étude nationale aux Etats-Unis et c'est vrai aussi dans beaucoup de pays en développement. Les études de Montgomery, par exemple, indiquent que le retour en investissement sur les diplômes universitaires n'augmente plus dans les zones urbaines des pays en développement. C'est une question extrêmement importante.

Question de Charles Rakotondrifara à George Martine

Vous avez dit que l'urbanisation était un phénomène en cours qui n'allait pas s'arrêter et qu'il était préférable d'y faire face tout de suite. Vous avez aussi posé le problème de la durabilité en fonction du rythme de croissance future de l'urbanisation. Avant de poser ma question, je voudrais faire deux remarques. Premièrement, de nombreuses économies du Sud sont sous ajustement structurel, c'est-à-dire si je résume qu'elles doivent être compétitives au moins sur leur propre marché. Or, les moyens de planification sont limités quand on est sous ajustement structurel. Deuxièmement, la structure de gouvernance dans les pays du Sud est assurée par l'Etat qui possède globalement les moyens de coercition. Mais la migration et l'exode rural sont avant tout du ressort des collectivités territoriales, dont la commune qui n'a de toute évidence pas les moyens, les outils et les prérogatives de l'Etat. Donc, aucune commune voire aucune collectivité territoriale ne peut mettre en place des politiques un tant soit peu ambitieuses en ce domaine.

Ma question est donc la suivante : à qui transmettre nos résultats de recherche ? Quel est le décideur qui peut ou qui veut s'en servir ? Si vous avez des réponses pour mieux le repérer, nous nous sentirions, nous chercheurs, peut-être un peu moins frustrés...

Réponse de George Martine

C'est vraiment une question importante et critique parce que nous ne disposons pas de la tradition, de la pratique, de l'habitude de réfléchir en terme d'avenir à long terme. Abdelaziz Mouataz nous a parlé d'un projet à long terme pour Essaouira mais c'est véritablement un défi très difficile à relever que d'aller au delà du court terme. D'abord, parce que on ne peut pas dépendre de l'Etat à moins que les Etats ne se mobilisent de manière différente qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant. Pour ce qui est de la planification stratégique par exemple, dans chaque pays africains il y a eu plusieurs plans directeurs mais ils étaient déjà morts avant de les mettre en œuvre. Si l'on ne veut pas seulement un point de vue technocratique, je pense qu'il faut que la vision soit développée à partir de la participation de la société civile mais avec aussi la présence d'un élément de réflexion critique. C'est pour cela que notre rôle doit prendre plus de relief parce qu'on a besoin d'une bonne information et d'un bon raisonnement. Il faut que nous puissions mettre des idées sur la table de telle manière qu'elles permettront aux politiques de réfléchir au-delà de leur durée de vie politique.

Les personnalité politiques ont tendance à penser à l'horizon d'un an, deux ans, trois ans, quatre ans, tout ce qui est plus lointain ne les intéressent pas tellement. La seule manière de combattre ce problème c'est de sensibiliser les gens, de les sensibiliser à ce qui va se produire si ce qui doit être fait n'est pas fait. Les chercheurs qui travaillent dans ce domaine peuvent donner des informations de première importance. Supposons qu'il existe un déficit de 50 000 logements aujourd'hui. Dans les vingt prochaines années ce ne sont pas 50 000 mais peut-être 200 000 logements qui manqueront. Il ne faut donc pas penser seulement au présent mais aussi à l'avenir. Il faut donc que ce type de raisonnement puisse être transmis afin de mobiliser chacun. En même temps, il faut essayer de proposer des solutions et le faire de manière réaliste. De manière pratique, je pense que la chose la plus importante à faire en matière de planification pour l'avenir des villes, c'est de poser la question du foncier. C'est un problème très important et très complexe aussi. Parce que les marchés sont très mal structurés en ce domaine, il existe beaucoup de corruption autour des questions foncières. Nous ne pourrions avancer sur toutes ces questions que si nous développons une plus grande sensibilisation de la population et je pense que la recherche peut jouer un rôle.



Ces questions foncières sont tout à fait cruciales. L'avenir de l'humanité, l'avenir de l'environnement et la durabilité du développement dépendent de la manière dont les villes suivront leur parcours de croissance dans les cinquante années à venir. Dans quelle direction et avec quels types d'aménagements du territoire les villes s'étendront-elles ? Y aura-t-il une utilisation plus durable des terres ? De quelle manière pourra-t-on s'occuper des besoins des pauvres qui composent aujourd'hui la majorité des 50% de la population urbaine ? De toute évidence, ces points sont d'une importance extrême. Enfin, il faut que nous puissions apprendre encore davantage en observant et en écoutant les ONG, la société civile et les pauvres eux-mêmes sur le terrain, dans les zones urbaines, qui travaillent et qui avancent beaucoup plus que les politiciens et les décideurs. Dans de nombreux cas, ces derniers sont rétifs aux solutions proposées par les ONG parce qu'ils ne veulent pas voir la réalité de la croissance urbaine.

Question de George Botchie à George Martine

Au regard de la croissance démographique et des prévisions que vous présentez, la situation devrait être pire dans le futur que ce qu'elle est maintenant. L'entropie augmente, apparemment c'est un processus irréversible. Quand on en arrive à un tel point de non-retour, beaucoup de contraintes pèsent sur la croissance. Or, dans les pays en voie de développement, les moyens d'intervention sont beaucoup trop restreints. Pensez-vous donc réellement que ce processus de croissance dans les petites villes soit viable ?

Réponse de George Martine

Je vous remercie de me donner cette possibilité de préciser ma pensée à propos du rôle des petites villes dans la croissance. Il faut comprendre tout d'abord que l'essentiel de la croissance se produira dans les

petites villes et pas dans les mégapoles, c'est quelque chose qu'on ne perçoit pas toujours très clairement. Il y a un côté positif et un aspect plus sombre dans cette structure de la croissance. Pour coexister de manière durable avec la croissance économique, il est bien plus facile d'agir dans les petites villes, disons d'environ 500 000 habitants, que dans les mégapoles. Les grandes villes se sont déjà réparties dans l'espace, elles disposent de nombreuses structures, d'unités administratives, de tout un réseau qui devient peu à peu incontrôlable. Tandis que dans les petites villes, il reste davantage de souplesse pour déterminer dans quelle direction on peut permettre à la ville de s'étendre, avec l'aide des outils SIG et autres. On peut voir où sont les terrains et les surfaces disponibles, où la croissance urbaine causerait le moins de dégâts sur le plan de l'environnement et sur le plan de l'agriculture. Il est donc plus facile d'orienter les décideurs politiques qui ne se trouvent peut-être pas encore dans des positions trop rigides. Le problème qui se pose, c'est qu'inévitablement il y aura moins de ressources humaines, moins de personnes qui délivrent cette vision, moins d'outils pour traiter la question. C'est l'aspect moins positif. Maintenant, du point de vue des bailleurs de fond, qu'il s'agisse par exemple de l'USAID ou des différentes fondations, il s'agit là de problèmes qu'ils peuvent aborder directement bien plus facilement parce qu'ils peuvent prévoir les types de données disponibles, les ressources humaines et le soutien logistique. C'est bien plus faisable pour eux que d'essayer d'exercer une influence quelconque sur la croissance des très grandes villes. Donc, d'une part l'essentiel de la croissance se produira dans des villes un peu plus petites, en tout cas dans un avenir prévisible, d'autre part il est possible d'agir dans ces villes et ce n'est qu'en agissant que des transformations potentiellement positives verront le jour.



9. Synthèse du programme Pripode



Synthèse du programme Pripode

Président : Germán Solinís

Permettez-moi de me présenter : les collègues organisateurs de ce colloque m'ont demandé de présider cette séance car je travaille à l'Unesco dans le programme MOST, dont on a parlé à l'inauguration du colloque et dont je me permets de rappeler très rapidement qu'il est le programme de la Gestion des Transformations Sociales. Il est le seul programme intergouvernemental du système des Nations Unies qui œuvre dans les sciences sociales et humaines, et tout particulièrement qui essaie de développer des espaces d'échanges et de réflexion entre plusieurs acteurs qui peuvent intervenir dans la prise de décision, grâce aux connaissances produites essentiellement bien évidemment par les sciences sociales elles-mêmes mais aussi grâce aux échanges avec tous les acteurs sociaux susceptibles de participer à la prise de décision. C'est un vaste programme et cela signifie, lorsque l'on s'intéresse au développement durable, qu'il faut développer davantage ces espaces d'échanges et de transferts de connaissance même si le programme MOST s'intéresse essentiellement au lien entre les résultats de la recherche en sciences sociales et la formulation de politiques.

Hier, nous avons eu une présentation d'un exemple d'outil que nous développons pour faciliter ces échanges, mais d'après vos différentes questions, il est visible que c'est un rapport, entre les chercheurs en sciences sociales et humaines et les décideurs pour les politiques publiques, qui ne va pas de soi. C'est un rapport passionnant justement pour cette raison-là. Le premier motif pour lequel le programme MOST, et l'Unesco en général, a été intéressé pour collaborer avec le programme Pripode pour ce colloque de restitution des résultats, est précisément que le programme Pripode s'intéresse non pas à la recherche tout court mais à la recherche qui vise la transformation du monde via les politiques sociales.

Ce matin, nous avons entendu d'abord ce qu'on peut appeler de manière générique des acteurs de terrain et ensuite des experts. C'est très intéressant que des chercheurs viennent restituer les produits de trois ou quatre ans de recherche auprès d'un public plus vaste. Ces recherches et ces résultats doivent se mettre en rapport et en dialogue avec les experts et les acteurs de terrain. Il nous manque les décideurs mais étant donné que nous sommes ici dans une organisation internationale au sein de laquelle nos patrons sont les Etats membres, nous sommes en quelque sorte aussi dans la sphère des décideurs.

Je répète ici l'invitation du programme MOST à faciliter la valorisation et l'échange des données que vous avez recueillies et des analyses que vous avez effectuées pour les transmettre aux décideurs. Ceci n'est pas une garantie selon laquelle les décideurs vont prendre en considération ces résultats mais on peut néanmoins déjà essayer de leur faire parvenir.

Ce matin, nous avons aussi entendu, entre autres, ce que j'appellerai le grand défi et le grand paradoxe du programme Pripode. Mener des recherches sous l'égide du développement durable ne peut pas aller sans prendre en considération le long terme, alors que nous voulons aussi travailler avec les décideurs qui ne peuvent, surtout maintenant, décider que vis-à-vis du court terme. C'est là le premier grand obstacle à essayer de dépasser et je pense que c'est grâce à ce type d'initiative que l'on peut aller de l'avant en tentant de changer la mentalité de certains hommes politiques qui ne voient que par le court terme.

Nous allons maintenant écouter la restitution des travaux de synthèse car nous avons entendu beaucoup de choses très intéressantes depuis le début du colloque. Ces intéres-



sants éléments issus de problématiques diverses dans différents terrains, dans différents pays avec des histoires et des caractéristiques particulières très variées, posent le défi de la comparaison et, avant la comparaison, de la synthèse.



9.1. Intervention du Coordinateur du programme Pripode

« Synthèse »

Christophe Z. Guilmoto

Le Programme International de Recherche sur les Interactions entre la Population, le Développement et l'Environnement (Pripode), a eu pour ambition d'enrichir la connaissance des liens entre société et environnement à partir d'études de cas au Sud, en offrant un appui à la recherche dirigée pour les institutions des pays en développement. Le Cicred, organisme qui se consacre à la promotion de la coopération internationale entre institutions démographiques à travers le monde, a coordonné ce programme, conçu à l'origine par Philippe Collomb (Ined) et Francis Gendreau (ex-IRD), alors respectivement directeur et président du Cicred. Le Comité scientifique de Pripode, instance internationale placée sous la direction de Georges Martine et garante de la qualité scientifique des actions de recherche, a réuni des experts de plusieurs organismes majeurs dont la FAO, le Fnuap, l'IRD et des grandes universités étrangères. Ce Comité a notamment mis en place l'appel à projet initial et procédé à la sélection des équipes retenues¹. Il a également tout au long du programme conduit les évaluations scientifiques régulières des travaux appuyés par Pripode et a contribué jusqu'aux étapes actuelles de dissémination et de valorisation à faire de Pripode un programme largement connu et dont les résultats seront utilisés par les communautés scientifiques ou politiques.

Les objectifs du programme étaient la production des connaissances dans le domaine des interactions PDE, mais aussi d'aider à la formulation des politiques publiques à l'échelle locale ou régionale. Une composante supplémentaire de l'action visait au renforcement des capacités, par le soutien à des équipes du Sud pour explorer des thématiques qui trouvent rarement de source de financement. Le programme comprenait dès le début une forte volonté de politique active de dissémination revenant au Cicred. La valorisation représente souvent un domaine négligé des programmes de soutien à la recherche et nous avons cherché au contraire à appuyer fortement toutes les initiatives allant dans ce sens.

Déroulement du programme et actions de valorisation

Le programme a été officiellement initié en 2002, débutant par des premières réunions du Comité scientifique pour le lancement des appels à propositions relayés au sein du réseau des institutions affiliées au Cicred. Il concernait les centres de recherche des pays les moins développés, choisis au sein de la Zone de Solidarité Prioritaire du gouvernement français. A la suite d'un appel à projets qui avait recueilli plus de 80 propositions, et d'un dialogue avec les chercheurs impliqués, le Comité scientifique a retenu en 2003 un lot de vingt projets différents à la suite d'un processus d'évaluation assez lourd. Les critères multiples pris en compte recouvraient l'originalité du projet, la faisabilité du protocole de recherche proposé, la qualité scientifique des équipes et leur diversité géographique et les retombées potentielles pour la décision politique.

¹ Voir la synthèse de George Martine et Jacques du Guerny dans le présent volume.



Pour deux tiers d'entre elles, les actions de recherche ont pu débiter grâce à un premier financement dès mi-2003, alors que le restant des équipes ne démarra ses travaux que mi-2004 en raisons de difficultés budgétaires. Conçu en deux phases annuelles de recherche et ponctué par plusieurs cycles d'évaluations conduites par le Comité scientifique, le programme d'action des équipes s'est étalé sur plus de trois ans pour la plupart des équipes. L'évaluation en cours de route faisait le point sur les travaux réalisés ou programmés à l'issue de la première année de financement. Cette phase d'évaluation conduite par le Comité scientifique a notamment permis d'identifier les équipes les plus fragiles, parmi lesquelles certaines se sont avérées incapables de maintenir le rythme prévu. Elle a également donné lieu à des propositions d'appui technique durant la seconde année : une série de mission d'experts, conduites notamment par des membres du Comité scientifique, a permis d'offrir une assistance ou un conseil aux équipes scientifiquement enclavées. En 2006, les travaux des équipes se sont progressivement terminés, donnant lieu à la préparation de différents rapports scientifiques. Ces derniers ont fait l'objet d'un examen systématique par les membres du Comité scientifique, réuni en plénière à Paris en Octobre 2006, lequel a proposé des révisions et discuté des prolongements potentiels des travaux afin de garantir le meilleur impact à l'effort de recherche déployé par les équipes du programme Pripode.

L'année 2007 est entièrement consacrée aux activités de mise en valeur des résultats de recherche. Le colloque international « Population, Développement et Environnement dans les Espaces du Sud », organisé à l'Unesco en mars 2007 par le Cicred sous la direction de Frédéric Sandron, en a été la manifestation la plus visible. Il visait notamment à servir de plate-forme de restitution auprès des communautés scientifiques et politiques, donnant aux équipes la possibilité de faire partager leurs résultats avec un choix très large d'acteurs du domaine PDE. Ce colloque s'adressait autant aux scientifiques qu'aux acteurs et décideurs intéressés par la thématique PDE dans les pays du Sud et s'est tenu en anglais et en français avec traduction simultanée, en raison de la forte diversité des institutions et experts impliqués. Accueilli par le programme MOST de l'Unesco, le colloque a rassemblé, sur deux jours et demi, les équipes Pripode retenues par le Comité scientifique. Il avait débuté par un atelier interne de préparation des équipes au Cicred, animé par Roger-Mark de Souza (Population Reference Bureau) et consacré à la communication scientifique. Les trois premières demi-journées du colloque proprement dit ont permis la restitution et la discussion des principaux résultats à l'Unesco. Il s'est poursuivi par une troisième journée consacrée à la synthèse des résultats, à leur mise en perspective dans le domaine de l'action et de la décision et à une réflexion prospective en matière de recherche sur les relations PDE. Au-delà de la seule restitution des résultats par les équipes, ce colloque se voulait un espace de dialogue entre chercheurs, acteurs et décideurs, du Sud comme du Nord, et souhaite établir des liens forts entre la recherche et l'action en matière de développement durable.

D'autres actions de valorisation ont également été programmées par le Cicred en 2007, que nous pouvons ici présenter brièvement. Certaines visent avant tout à replacer les résultats de la recherche dans leur contexte scientifique, en provoquant des réunions scientifiques au-delà des frontières institutionnelles du programme. Cela a demandé, en raison du relatif éparpillement thématique ou géographique propre à un programme d'ambition aussi large, un effort d'évaluation des centres de gravité des thèmes de recherche. Un premier atelier scientifique a été organisé autour des questions PDE dans les villes. Avec la collaboration de l'African Population and Health Research Centre de Nairobi, l'atelier a été volontairement programmé à Nairobi au Kenya, pour marquer l'ouverture de Pripode au monde non francophone manifestée notamment par la forte participation d'équipes d'Afrique anglophone. Il a été en outre ouvert largement, grâce à un appel à propositions relayé par le



Cicred, aux équipes de recherche provenant d'autres pays en développement comme la Chine, l'Inde ou le Brésil qui ne rentraient pas dans le cadre géographique de Pripode. L'objectif premier de l'atelier était de confronter les résultats des travaux des équipes sur les thématiques à ceux conduits par les meilleurs chercheurs d'aujourd'hui.

Un second séminaire a adopté une toute autre formule : il s'agissait de diffuser et de discuter les résultats des équipes Pripode consacrés au monde sahélo-soudanien. Ce choix géographique se trouvait justifié par la richesse des travaux de plusieurs équipes d'Afrique de l'Ouest et par l'intérêt porté sur cette région, censée compter parmi les plus fragiles du monde d'un point de vue population-environnement en raison de sa vulnérabilité aux accidents climatiques. Cette seconde manifestation scientifique se distingue également par son format, puisqu'il s'agit cette fois d'un séminaire virtuel (alias « cyber-séminaire »), conduit grâce à Internet et au courrier électronique. Il a été conçu et mis sur pied avec le réseau PERN (Population Environment Research Network), qui regroupe près de 1 300 chercheurs de par le monde, afin de donner aux réflexions environnementales souvent tournées vers le Nord des matériaux originaux de réflexion sur la trajectoire de l'Afrique aride et de permettre aux chercheurs de Pripode de discuter de leurs travaux avec une très large communauté scientifique, majoritairement anglophone.

Plusieurs actions de publication sont également prévues, dont les présents Actes du Colloque tenu à l'Unesco. Cet ouvrage rassemble un volume assez considérable de documents résumant les présentations durant le Colloque et a été réalisé très rapidement à l'issue de cette manifestation. Le Cicred a souhaité également renforcer les leçons scientifiques et politiques du programme en demandant à différents experts internationaux d'horizons différents -ils sont basés aux USA, en Australie, au Costa Rica et au Brésil- de conduire une analyse des travaux des équipes. Il en a résulté trois documents de synthèse, consacrés aux grandes thématiques du programme : les enseignements des travaux du Pripode y sont mis en regard de l'état de l'art des réflexions scientifiques et exploités pour offrir des réflexions sur les implications politiques des recherches PDE dans le monde en développement. Une version révisée de ces trois documents paraît simultanément dans la série de *Policy Papers* du Cicred. D'autres efforts de publication à caractère plus universitaire suivront, à la suite des réunions scientifiques, et rassembleront des articles sur des aspects plus spécialisés du travail des équipes. Ces travaux ne devraient toutefois pas être disponibles avant 2008 en raison des exigences de l'édition scientifique.

Les équipes ont également mis en œuvre des actions de valorisation variées, allant de la diffusion de leurs résultats lors de conférences à l'organisation de manifestations locales, et il m'est difficile d'en faire état de manière exhaustive. Mais une des actions les plus visibles, appuyées par le programme, aura consisté en l'organisation de séminaires nationaux ou internationaux de restitution à l'initiative des équipes, dont le premier s'est tenu en Algérie dès décembre 2006. Ces manifestations d'un format plus réduit, en général tenues sur une seule journée, entendaient rassembler l'ensemble des parties impliquées par les questions PDE (alias les « stakeholders »). Ont été invités notamment les autorités et pouvoirs publics, à différentes échelles afin de réunir aussi bien les administrations locales dans les zones d'étude que les tutelles nationales, les représentants des organisations de la société civile, les agences internationales, les milieux universitaires et scientifiques ou encore les médias.

L'ensemble des matériaux collectés lors du programme sont également mis en ligne progressivement sur le site dédié au programme Pripode auquel les lecteurs sont renvoyés pour plus de détails. Ce portail comprend naturellement l'ensemble des communications

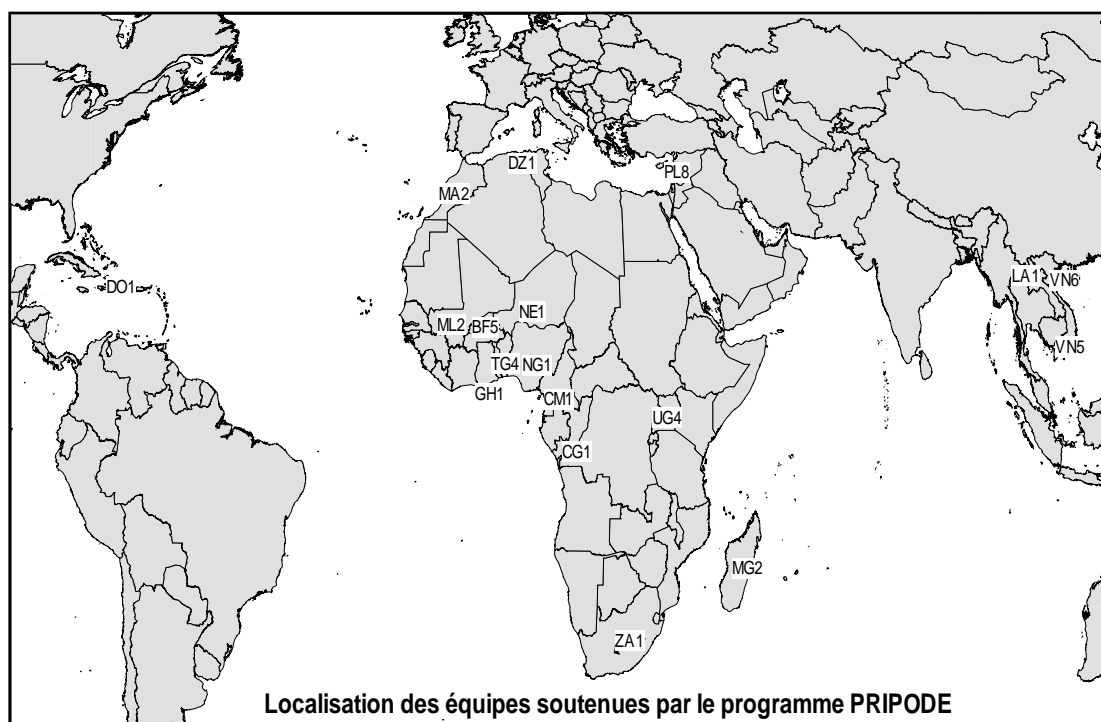


présentées lors des réunions scientifiques de 2007, ainsi que le texte intégral des publications issues du programme. Il comprend en outre des pages individualisées sur chacune des équipes participantes, rassemblant leur programme scientifique (du projet initial aux rapports finaux) et une présentation de la démarche et des résultats obtenus. Ces pages donneront une visibilité durable à l'effort conduit par les chercheurs de Pripode.

Diversité institutionnelle et régionale

Loin de tout canevas préconçu, les projets conduits dans le cadre du programme font preuve d'une grande diversité de démarches dans l'étude des interrelations PDE dans les sociétés du Sud et se nourrissent des enjeux et priorités locales ou régionales auxquelles font face les communautés scientifiques nationales. A ce titre, il n'est guère envisageable d'en faire une synthèse consistante même si les efforts faits pour rassembler les recherches sous trois grands chapeaux répondent à cette volonté d'analyse. Dans les paragraphes qui suivent, on essaiera avant tout de proposer une vue globale de ce programme afin de réfléchir à la gestion et à l'orientation à donner à des actions de promotion de la recherche d'une telle envergure.

Les projets soutenus par Pripode émanaient d'équipes très largement dispersées dans le monde en développement, puisqu'ils sont conduits dans 17 pays différents : 1 dans le Caraïbe, 2 en Asie du sud-est, 3 dans le monde arabe et 11 en Afrique subsaharienne, dont 4 pays anglophones (Ghana, Ouganda, Nigeria, Afrique du Sud). Une forte mobilisation hors des pays traditionnellement partenaires scientifiques de la France a été un des premiers succès de l'entreprise, puisque près de la moitié des 83 projets soumis initialement étaient rédigés en anglais. On avait par exemple compté plusieurs candidatures éthiopiennes et même plus de dix soumissions de projet émanant d'équipes palestiniennes. Mais de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont également massivement répondu à l'appel à propositions de 2002, qui restent fortement représentés dans la sélection finale des vingt équipes appuyées. La carte qui suit représente les institutions engagées dans le lancement de Pripode, dont deux d'entre elles ne viendront pas à bout de leur projet.



Cette diversité régionale, jointe à la variété des disciplines mobilisées, est une des facettes du succès de l'opération et représentait initialement un réel défi pour le Cicred : comment coordonner l'action de chercheurs issus d'horizons nationaux et institutionnels aussi hétérogènes ? D'un point de vue de stricte gestion, le grand nombre des participants au programme et leur extrême diversité géographique n'ont pas été sans provoquer certaines complications. Le programme avait en effet pris pour option de privilégier la diversité d'un plus grand nombre d'équipes, plutôt que de concentrer les efforts financiers sur quelques unes. Il va sans dire que les outils d'Internet fournissent désormais les instruments pour communiquer avec plus de facilité qu'autrefois avec une gamme élargie d'intervenants, comprenant notamment les vingt équipes appuyées et les membres du Comité scientifique. Le programme Pripode a ainsi progressivement réduit tout échange strictement « papier » et n'a plus fonctionné à partir de 2005 que via son site web, par courriel ou encore grâce aux bases de données sur Internet pour la consultation des dossiers. Il demeure que plusieurs équipes du Sud ont éprouvé parfois de grandes difficultés à communiquer par email, voire par fax, en raison d'un manque d'équipement ou de connexion.

La coexistence de deux langues de travail (français et anglais) n'a certes pas simplifié la tâche et a souvent conduit à une démultiplication des documents de communication ou de présentation, tout en sachant que la langue de travail effective des équipes ou utilisée durant les opérations de terrain est le plus souvent une troisième langue comme l'arabe, l'espagnol, le bambara, le lingala, le twi, le luganda, le lao, le vietnamien, etc. Les documents comptables parvenant au Cicred ont d'ailleurs donné quelques soucis d'interprétation. Mais cette pluralité linguistique a par ailleurs grandement renforcé la diversité du programme et au prix de quelques malentendus, elle a permis des confrontations originales, aussi bien parmi les équipes qu'au sein du Comité scientifique. Elle demeure un des avantages d'un tel programme face à l'action de certaines fondations internationales dont les appuis à la recherche impliquent nécessairement une parfaite maîtrise de l'anglais, décourageant de ce fait les initiatives de nombreuses régions du monde.

Les équipes sont donc restées proches de l'équipe de gestion parisienne, à défaut d'avoir pu rencontrer systématiquement les membres du Cicred avant le colloque final de 2007. Les interactions ont été nombreuses, ponctuées par les grandes étapes de la gestion (sélection, convention initiale, versement des subventions, phases d'évaluation, etc.). Le découpage en phases annuelles a permis de suivre les équipes d'assez près et de maintenir un contact régulier avec la plupart d'entre elles, voire d'identifier les équipes « égarées ». Sur ce point, on peut penser qu'un atelier à mi-parcours réunissant tous les participants, opération certes coûteuse qui aurait mérité d'être planifiée dès le début du programme, aurait permis à l'ensemble des acteurs (chercheurs, évaluateurs, gestionnaires) de progresser de manière plus uniforme. On peut songer également, pour le futur, à mettre en place des espaces de travail sur Internet facilitant les partages de documents et les échanges entre équipes, évaluateurs et gestionnaire.

Au-delà des questions administratives, la diversité des institutions rassemblées s'est exprimée dans la large palette des objets et des méthodes d'investigation. Quelques enseignements peuvent en être tirés sur le profil et la démarche des acteurs scientifiques. Observons en premier lieu que Pripode a rassemblé des institutions de format plutôt variable : on y trouve principalement des instituts de recherche établis ou des établissements universitaires. On note également que de nombreuses équipes lauréates ont également bénéficié d'un partenariat scientifique avec des centres de recherches étrangers, coopération internationale que le Cicred a précisément pour mission d'encourager. Les collaborations ont été fréquentes avec des équipes françaises, comme celles du Cirad ou de l'IRD, mais le partenariat a



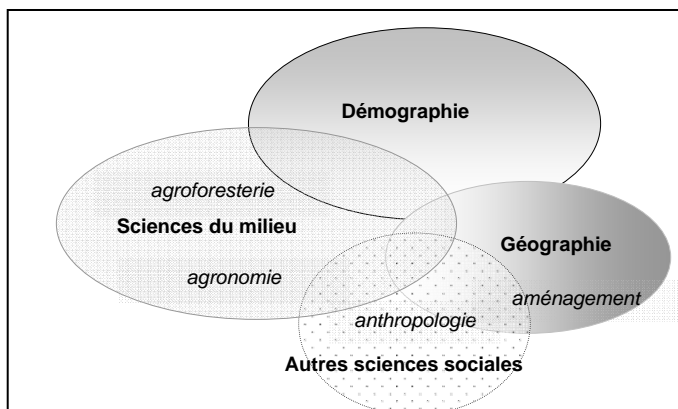
également impliqué des équipes américaines ou japonaises dans les aires anglophones. Sans qu'il soit possible de retracer les évolutions institutionnelles, les collaborations se sont parfois appuyées sur des partenariats déjà rodés entre équipes de pays différents qui ont su saisir les opportunités offertes par le programme Pripode. D'autres équipes ont également bénéficié d'un partenariat ad hoc, sous la forme de brèves missions d'experts (membres du Comité scientifique ou autres chercheurs du Nord) ; le programme qui avait réservé des fonds pour de telles actions a ainsi permis à certaines équipes de mieux clarifier leurs objectifs ou à opérer des choix stratégiques quant à leurs méthodologies. De la sorte, près des deux tiers des équipes ont en fin de compte bénéficié de collaborations ou d'échanges avec des chercheurs du Nord dans le cadre de leurs activités. Avec un peu de recul, force est de reconnaître que les projets qui ont le plus déçu font précisément partie de ceux qui n'ont eu aucun contact scientifique avec l'extérieur et ont indubitablement souffert d'un fort degré d'isolement institutionnel et scientifique.

Les outils et les thèmes

L'appel à projet laissait ouvertes les questions de méthodologie disciplinaires et de thématiques précises pour aborder les interactions entre population, développement et environnement. De ce fait, il a mobilisé des équipes souvent multidisciplinaires, en dépit de son ancrage dans la démographie, et ce phénomène illustre naturellement la diversité et de la complexité des relations entre les dynamiques de population et celles de l'environnement. Le panorama disciplinaire des équipes est ainsi éminemment hybride, car elles combinent fréquemment la démographie avec les sciences biologiques ou agronomiques, ainsi que d'autres sciences sociales comme l'économie, la géographie ou la sociologie qui offrent des compléments originaux sur la complexité des liens PDE.

Le graphique présenté ici vise d'ailleurs à figurer cette répartition disciplinaire autour de quatre pôles que sont respectivement la démographie, la géographie, les autres sciences sociales (parmi lesquelles l'anthropologie) et les sciences du milieu.

On observera en premier que de nombreux projets se placent à la croisée des chemins disciplinaires, puisant leur inspiration dans des approches souvent distinctes afin de mieux saisir les multiples dimensions de la variable écologique.



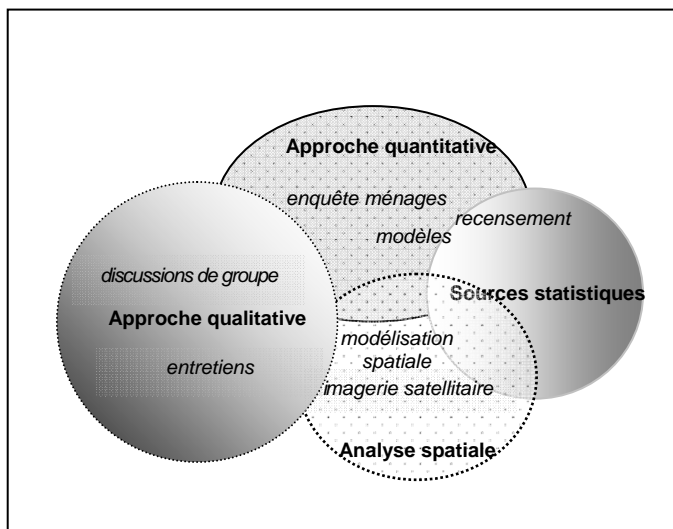
Plus précisément, on note en outre que la démographie est loin d'être la discipline reine et que de nombreuses autres sciences sociales ont participé à la conception des programmes Pripode, à commencer par la géographie et l'aménagement. A la lisière des sciences naturelles, on trouve également plusieurs études faisant appel à l'agronomie ou encore à l'agroforesterie.

En revanche, on ne peut qu'être déçu de l'absence relative de plusieurs disciplines dans cet assortiment. Les deux défaillances les plus graves sont à notre sens l'écologie et l'économie, qui devraient pourtant être au cœur des problématiques sur l'environnement et le développement. Sans être totalement absentes des projets, ces deux disciplines ne fournissent qu'une part très modeste de l'effort scientifique et on peine ainsi à trouver des me-



sures de revenu ou de biodiversité, pour citer certains des indicateurs classiques de ces approches. Parmi les raisons qu'on peut avancer pour cette carence, soulignons que l'écologie comme l'économie sont des disciplines fortes (certains les diraient dominatrices) qui structurent le champ scientifique et qu'elles ne souffrent parfois guère la cohabitation disciplinaire, à la différence des autres approches mises en œuvre par les équipes. Il est également possible que l'appel à projet originel n'ait pas atteint l'ensemble des institutions potentielles. Il n'en reste pas moins que cette insuffisance disciplinaire peut sembler en partie préjudiciable à la légitimité et à la portée des résultats scientifiques des travaux.

Une autre dimension intéressante de cette comparaison entre équipes relève des choix méthodologiques. Le renouveau scientifique lié à l'émergence du paradigme environnemental a en effet plus que d'autres



donné un coup de fouet à l'usage de nouveaux outils, car les centres d'intérêt se sont portés vers de nouveaux objets échappant à la mesure traditionnelle. On peut alors se demander si les innovations nécessaires à l'étude des phénomènes environnementaux se reflètent dans les études conduites par Pripode. Nous avons pour ce faire examiné l'ensemble des projets sous un angle purement méthodologique, indépendamment des disciplines dont ils relevaient et le schéma ci-contre résume les

regroupements que nous avons pu opérer, étant bien entendu qu'un projet donné recourt le plus souvent simultanément à plusieurs méthodologies. Il ressort de cette analyse qu'en dépit de la diversité thématique, la panoplie méthodologique fait apparaître un grand nombre d'outils communs à de nombreux projets.

Une relative surprise tient à la fréquence des outils proprement qualitatifs dans les recherches conduites par les équipes. Alors que la mesure et les indicateurs font la loi de nombreuses disciplines, plus d'un tiers des projets se sont appuyés sur des entretiens individuels ou des discussions de groupes (alias focus group discussions). La place de la perception des acteurs et la qualité de l'information à recueillir justifient ces approches, qui s'avèrent presque aussi fréquentes que les méthodes quantitatives sur laquelle repose le plus souvent l'analyse démographique : modélisation, enquête ménages, etc. On note la part relativement modérée des sources statistiques secondaires, c'est-à-dire des sources déjà existantes comme les recensements. Cela est lié en particulier à la faiblesse du patrimoine statistique dans de nombreux pays de la zone couverte par Pripode. L'analyse spatiale, avec les approches qualitatives, représente sans doute la grande nouveauté méthodologique afférente aux nouvelles recherches sur l'environnement et la société. Son utilisation, en dépit de la complexité des outils mobilisés tels que les systèmes d'information géographique, est significative et permet de traiter des sources variées, allant de l'imagerie satellitaire aux données censitaires ou autres indicateurs régionaux. Dans certains cas, l'analyse spatiale peut conduire à des modélisations des comportements et des distributions observées.

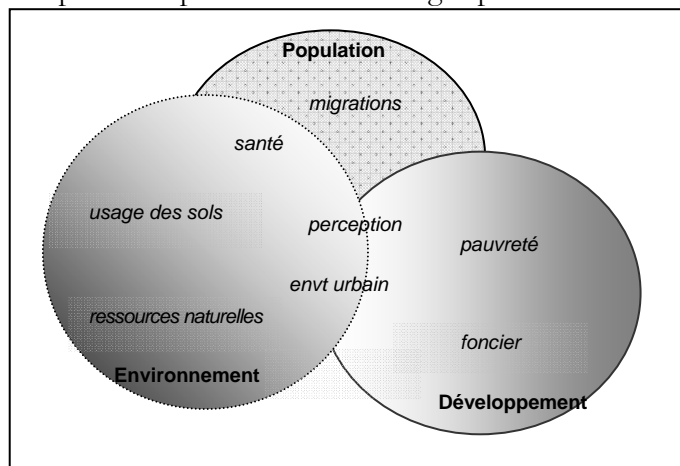
L'effort de terrain a été constant et a conduit toutes les équipes à inclure dans leur protocole des opérations d'enquête auprès des populations sur des échantillons choisis ou des



analyses de sols ou des milieux. Les données de première main recueillies constituent un capital que les équipes pourront exploiter, y compris à l'avenir pour donner à leurs analyses une perspective longitudinale. Les nombreux autres matériaux mis à contribution, qu'il s'agisse des autres sources démographiques ou socioéconomiques, mais également des relevés de terrain analysés en laboratoire, des inventaires d'espèces végétales, des informations satellitaires ou des analyses spatiales, font clairement apparaître combien l'étude des questions environnementales impose une réelle souplesse méthodologique et disciplinaire. Cette particularité force les démographes et autres spécialistes à prendre appui sur des approches variées pour restituer les dimensions saillantes des interactions PDE sans privilégier nécessairement une entrée unique.

De la même façon, une grande diversité thématique a émergé dans le spectre des projets proposés au Comité scientifique. Certains prenaient résolument pour objet les dynamiques démographiques régionales dans le cadre environnemental et développemental. D'autres au contraire considéraient les faits d'environnement, telles la dégradation du couvert forestier ou la pollution urbaine, comme point de départ pour recomposer le contexte sociodémographique qui lui était associé. Nous pouvons d'ailleurs pour clore ce compte-rendu brièvement examiner les objets scientifiques mis en avant par les travaux des équipes. Un effort plus élaboré d'interprétation des contenus scientifiques est l'objet des analyses et synthèses des experts et membres du Comité scientifique reproduites dans cet ouvrage. La répartition par échelle d'étude est relativement facile à commenter, puisqu'il s'est agi principalement d'études de grandes villes ou de régions rurales : certains travaux tendent d'ailleurs à balayer une vaste région, alors que d'autres se sont concentrés sur une micro-zone. Les petites villes ou certaines zones fragiles, comme les littoraux ou les forêts primaires, n'ont en définitive que faiblement retenu l'attention des chercheurs. En revanche, d'autres zones comme les quartiers de bidonvilles ou les terroirs arides ont fréquemment été pris comme sujets d'étude par les équipes.

Pour examiner plus en détail les thématiques précises, nous avons réparti les programmes selon leurs contenus principaux du triptyque PDE et l'on constate une relative égale répartition des projets entre ses trois volets. Le tropisme démographique du Cicred ne semble d'ailleurs pas avoir indûment déformé cet éventail thématique, car de nombreux projets n'ont approché les questions de population que de manière assez indirecte comme une simple toile de fond. Mais on notera d'emblée que peu d'entre eux ont abordé concurremment les trois grandes questions de la population, de l'environnement et du développement. Les collaborations interdisciplinaires que nous avons soulignées précédemment ne sont peut-être pas encore assez larges pour couvrir de manière efficace tous les angles des



interrelations PDE. Et il faut mentionner également que les équipes n'ont étudié que de manière plutôt latérale les aspects politiques qui sont souvent au cœur des arbitrages sociaux prévalant aux questions environnementales.

Nous avons fait figurer dans le schéma ci-contre quelques thématiques particulières qui émergent de cette répartition, même si notre schéma ne vise



pas à l'exhaustivité sur ce point. Ainsi, c'est la pauvreté urbaine et dans une moindre mesure les questions foncières dans les campagnes qui alimentent les problématiques économiques. Dans le domaine démographique, migration et santé constituent les thèmes majeurs, avec un examen extrêmement riche des formes diverses de mobilité (internationale, rural-urbain, rural-rural, etc.) : celle-ci représente avant tout la première des réponses au stress environnemental, mais elle peut dans certaines situations en devenir un facteur supplémentaire quand les nouveaux arrivants contribuent à accélérer les mécanismes de fragilisation environnementale. Il est possible que les questions de santé n'aient été que modestement abordées, et ce avant tout dans le cadre urbain, en raison du manque d'implication d'équipes formées en santé publique et ce domaine offre donc une piste intéressante pour des études plus poussées, examinant par exemple la malnutrition et la morbidité liées à la dégradation des ressources naturelles ou du milieu de vie ou encore les effets de la pollution urbaine.

Enseignements pour le futur

La première leçon tirée du succès de Pripode tient sans doute à la viabilité de l'entreprise dans son ensemble, dont de nombreux participants doutaient à l'origine aussi bien pour des raisons budgétaires, administratives ou institutionnelles. Il s'avère ainsi possible de lancer simultanément vingt projets vers des institutions dispersées, institutions par ailleurs fragiles qui disposent en interne, pour la grande majorité d'entre elles, de moyens très limités : personnel titulaire peu nombreux, manque de formation aux questions abordées, difficultés matérielles de tout ordre, contexte politique parfois difficile, etc. Pour de nombreux scientifiques du Sud, un apport financier —y compris pour des montants parfois jugés modestes à l'aune des subventions accordées dans les pays riches—, peut s'avérer crucial pour accompagner, voire susciter, des initiatives de recherche originales.

Le travail de sélection et d'accompagnement des équipes a sans doute porté ses fruits et au-delà des résultats scientifiques, le renforcement des capacités est une des résultantes les plus notables de ce projet. De nombreux chercheurs sont désormais en meilleure position pour obtenir des financements internationaux ou participer à des projets conjoints. Il est encore trop tôt pour évaluer cet impact, mais Pripode semble avoir insufflé un nouvel élan aux recherches sur les questions environnementales en les confrontant aux problématiques sociodémographiques du Sud. Ce qui devrait être consolidé en des opérations futures serait sans doute l'aspect « formation » du dispositif, car il n'a pas fait partie intégrante de l'organisation de Pripode. De même, le programme de dissémination, bâti par le Cicred *ex nihilo* en 2006 avec les membres du Comité scientifique, gagnerait à être mis en place plus en amont afin d'articuler de manière plus étroite les opérations de recherche et d'administration avec les phases de valorisation envisagée avec les équipes et au-delà vers les communautés politiques ou scientifiques.

Ces dernières observations devraient aider à la mise en place d'un programme futur, dont le principal ressort restera en dernier lieu l'originalité scientifique et la capacité à susciter des initiatives de recherche dans les institutions du Sud. Si les chercheurs démontrent l'utilité de leurs travaux aux politiques et au grand public, il ne sera pas difficile de désigner les prochaines orientations à impulser. A l'heure du réchauffement planétaire et de l'accélération des échanges migratoires, pour ne citer que deux exemples à la marge des objectifs du Millénaire pour le développement, les thématiques ne manquent pas pour les actions scientifiques prenant les populations comme acteurs centraux des processus de développement.



9.2. Intervention des rapporteurs de séance, membres du Conseil Scientifique de Pripode

Rapporteur de la séance 1 : Freddy Nachtergaele

La première session portait essentiellement sur le monde rural, les transformations agraires et la gestion des ressources naturelles. Je vais essayer de synthétiser les résultats de chaque programme, y compris les questions et discussions, avant de tirer des conclusions et recommandations générales.

Dynamiques foncières dans le district de Sing au Laos (LA1)

D'un point de vue démographique, la croissance de la population de la province étudiée était plus forte que la moyenne nationale. Les plaines étaient davantage peuplées, elles bénéficiaient d'un afflux d'immigrants sous la pression de la guerre civile puis sous l'impulsion du gouvernement grâce à des opportunités économiques en matière de production agricole et à la création d'infrastructures routières. Les villages des hautes terres se sont dépeuplés au profit des terres de plaine. Il s'en est ensuivi une intensification des terres, ce qui a été confirmé par l'analyse spatiale, une diminution des superficies en forêt, un phénomène de fragmentation des terres et une reconfiguration des spéculations agricoles. Pendant ce temps, dans les hautes terres, les moyens de subsistance se sont détériorés. Certains villages n'avaient plus accès aux terres et leurs habitants les ont désertés pour aller constituer une main-d'œuvre bon marché dans les terres de plaine. Ces migrations se sont effectuées dans un contexte d'ouverture des frontières et de nouveaux investissements venant de la Chine, d'une production plus intensive et tournée vers la commercialisation. Cette nouvelle dynamique agraire entraîne une raréfaction de la terre, une marginalisation des populations de travailleurs agricoles immigrés, des conflits entre villages pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles, la disparition d'une certaine variété de produits collectés dans la forêt. En voulant promouvoir un nouveau type de système agricole, plus intégré, les politiques de l'Etat se sont heurtées à la forte croissance démographique qui en a diminué la portée. Il faudrait donc assurer un meilleur suivi en aval des projets de réaffectation des terres pour une gestion durable des ressources naturelles.

Mortalité, caractéristiques des ménages et utilisation des ressources naturelles en Afrique du Sud (ZA1)

Dans le district étudié, l'utilisation des ressources en bois de feu et en eau indique une faible disponibilité et un accès difficile en raison d'une surexploitation de ces ressources. Ce sont surtout les femmes qui sont responsables de l'approvisionnement. La composition du ménage et son statut socioéconomique ont un effet significatif mais faible sur l'identification de la personne qui s'occupe de la collecte des ressources naturelles. La faible disponibilité en bois de feu induit une dépendance accrue à l'électricité tandis que la faible disponibilité en eau induit une utilisation parcimonieuse de celle-ci. Les résultats des recherches montrent que le décès récent d'un adulte dans le ménage est positivement corrélé avec une surconsommation de bois de feu surtout pour la cuisine, sachant que l'intensité de cette relation décroît avec le temps. Les entretiens menés confirment que le décès d'un



adulte dans un ménage bouleverse l'allocation des tâches au sein de ce ménage et modifie les stratégies d'acquisition des moyens de subsistance. Le décès d'un adulte aggrave la pauvreté et obère la probabilité d'accéder à une stratégie plus efficace en matière d'accès aux ressources naturelles et donc de grimper dans « l'échelle énergétique ». Suite à un décès, les changements dans l'affectation du temps des membres du ménage se traduisent le plus souvent par une participation accrue des hommes chef de ménage aux tâches de collecte. En résumé, la mortalité d'un adulte et le degré de disponibilité des ressources naturelles sont des facteurs clés dans l'utilisation et la collecte des ressources naturelles ; il existe une interaction entre la pauvreté et la localisation précise du ménage dans la détermination de leurs stratégies économiques ; une bonne connaissance du rôle des ressources naturelles dans les stratégies de survie est cruciale pour élaborer des politiques de soutien aux ménages ruraux pauvres ayant été confrontés au décès d'un de leur membre adulte.

Développement économique et environnement au Vietnam (VN6)

Le Vietnam compte plus de 83 millions d'habitants avec une densité moyenne de 250 habitants au km² et un taux de croissance démographique de 1,5% par an. L'urbanisation est rapide puisque la population urbaine a plus que doublé en vingt ans. On observe des migrations internes importantes vers les villes et les plateaux du Centre. Depuis 1986, les réformes structurelles ont abouti à une croissance économique rapide, tandis que l'industrialisation et l'économie de marché, sous influence socialiste, se sont renforcées. La libéralisation des prix agricoles et la décollectivisation des terres ont fait de ce pays un exportateur de riz et de café de premier plan. Par contre, les disparités ville-campagne se sont accrues, le marché reste imparfait et les paysans qui travaillent pour le secteur privé ou public ont de faibles revenus. En matière d'environnement, parmi les problèmes significatifs, mentionnons la pollution des sols et des eaux liée à l'utilisation intensive des engrais et des pesticides ; la déforestation qui se poursuit actuellement au rythme de 275 000 hectares par an ; les difficultés d'approvisionnement en eau potable, notamment en zone montagneuse ; pour l'avenir, les changements climatiques menacent gravement les deltas et les mangroves. Les problèmes se déclinent différemment selon les régions car leurs caractéristiques sont différentes : pollution dans le delta du Fleuve Rouge, manque de changement structurel dans le delta du Mékong, productivité accrue des montagnes du Nord, conversion des Hauts Plateaux en un pôle économique pour le café. En conclusion, les éléments les plus saillants dans les interactions PDE sont les suivants : le facteur démographique, notamment à travers les migrations et les changements structurels de la main-d'œuvre ; la question foncière qui a introduit de nouveaux comportements de spéculations sur la terre ; le développement des activités non agricoles en milieu rural ; la diversification des productions, le libéralisme et les institutions de marché qui ont réduit l'équité sociale ; l'introduction de la gouvernance communautaire chez les ethnies minoritaires.

Croissance démographique, culture du coton et gestion durable des ressources au Mali (ML2)

Deux zones au sud du Mali ont été étudiées et comparées : Tao dans l'ancien bassin cotonnier, zone plutôt sèche, et Garalo dans la nouvelle zone d'extension du coton qui est plus humide. Pour le pays, le coton est le moteur du développement mais il en résulte une forte dégradation des ressources naturelles surtout dans l'ancien bassin cotonnier. On a relevé la disparition de nombreuses espèces herbacées et ligneuses, une saturation des terres cultivables, une forte dégradation de la savane arbustive. Les résultats de cette recherche



peuvent être synthétisés de la manière suivante : les différences les plus importantes entre les deux zones d'étude concernent la production et l'utilisation de la fumure organique ; le bois de chauffe constitue la seule source d'énergie dans les deux zones et si la situation est critique dans le vieux bassin cotonnier, la pression à Garalo sur cette ressource est moins forte ; la pression foncière, liée à la densité démographique et à l'intensification des cultures, débouche sur des conflits fonciers ; la perception individuelle du bien-être est en forte relation avec les revenus monétaires générés par la vente du coton et l'accès aux services sociaux de base ; enfin, le revenu et les pratiques de gestion ne sont pas liés sauf pour l'utilisation des engrais.

Transition agraire en zones semi-arides au Niger (NE1)

Pour l'ensemble du pays, les systèmes de production agricole sont en crise, comme en témoignent la difficulté de certaines catégories de population d'accéder à la terre, l'accélération de l'occupation des espaces et la multiplication des conflits fonciers, la baisse continue des rendements et le potentiel de terres irrigables non exploitées. Les lois du marché international aggravent cette situation. Pour évaluer le poids de la démographie, l'équipe de recherche a effectué des projections de population sur la période 2005-2050 en faisant appel à trois scénarios. L'originalité de ces projections réside dans l'utilisation des relations entre la fécondité et ses déterminants proches. Il en résulte que le scénario « appel à l'action » est le seul qui permette de maîtriser la croissance démographique dans les années à venir. Ce scénario implique une augmentation de la contraception, une diminution de la part des mariages précoces et la valorisation de l'allaitement maternel. Quant à elles, les stratégies locales de gestion s'orientent vers une meilleure gestion de la fertilité des terres, vers une gestion du risque qui consiste à diversifier les cultures et à développer d'autres activités génératrices de revenus, comme la migration interne et internationale. Ceci se fait dans un nouveau cadre de concertation qui implique davantage les groupements de paysans au niveau des villages et des cantons. Les recommandations issues de ces résultats sont d'intensifier les méthodes participatives et les cadres de concertation, de se pencher sur les modes de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs et enfin de favoriser le partage des connaissances et la diffusion de l'information.

Perception de l'environnement et attitudes des paysans face aux projets de développement rural à Madagascar (MG2)

La zone d'étude choisie dans les Hautes terres malgaches connaît une forte densité de population, l'indice synthétique de la fécondité y est de sept enfants par femme, la grande majorité de la population y est très pauvre, l'économie y est essentiellement agricole, l'espace foncier est saturé et la gestion de la ressource en eau y est problématique. Parmi les résultats généraux, il est montré que les théories de Malthus et de Boserup sont trop tranchées pour avoir une pertinence à des échelles fines. La théorie micro-économique classique est à même d'expliquer les comportements à la condition de mettre l'accent, d'une part sur la minimisation des risques plutôt que sur la maximisation des revenus et d'autre part sur le rôle du ménage comme unité de décision. Les ménages les plus pauvres sont ceux qui prennent le moins de risque dans la mesure où ils cherchent avant tout à assurer leur auto-subsistance. Pour ce qui est de la relation des paysans avec leur environnement, il faut noter qu'ils se sentent concernés par les problèmes d'environnement mais qu'ils ont une faible connaissance technique de ces questions. Finalement, la variable démographique se révèle moins importante que le système de production agricole pour expliquer les attitudes et



comportements face à l'environnement. Concernant les projets de développement, il en existe quelques-uns dans la zone, notamment le Plan Communal de Développement. Mais selon les enquêtes menées, les paysans se sentent peu ou pas concernés par ce projet estimant qu'il est sans doute utile mais « pour les autres ». Quant aux projets de micro-crédits, ils n'ont pas été un succès car la peur de ne pas pouvoir rembourser est omniprésente. Toute adhésion à un projet de développement comporte un risque non négligeable pour la plupart des familles qui se trouvent dans des conditions de survie. Ainsi, l'analyse de l'innovation indique que les paysans ne l'adoptent que lorsqu'il ne reste aucun doute sur la fiabilité de la technique en question. En conclusion, les freins au développement semblent être ici avant tout de nature organisationnelle. Les paysans sont si pauvres que toute initiative comporte une part de risque qui semble trop grand à leurs yeux. La solidarité familiale et villageoise reste leur seule assurance.

Conclusions et recommandations

De nombreux points ont été évoqués, je vais essayer de synthétiser les principaux.

Les transferts monétaires issus de la migration sont davantage utilisés pour la consommation et la survie plutôt que pour l'investissement.

L'intensification de l'agriculture peut être spontanée ou induite par les gouvernements. La question reste en suspens de savoir si l'intensification peut survenir sans créer des conflits fonciers.

Les taux de fécondité sont généralement encore élevés dans les zones rurales des pays étudiés. L'incidence de la fécondité sur l'économie et l'environnement agricoles est complexe à évaluer car elle a des implications sur le morcellement des terres, sur les modes d'accès et d'exploitation ainsi que sur la disponibilité en main-d'œuvre. Si la planification familiale, a recueilli l'assentiment de certains pays comme le Vietnam, il apparaît qu'au Niger il est urgent de la soutenir si l'on veut contenir la forte croissance démographique à venir.

Cette session était consacrée au monde rural mais il faut souligner avec le cas du Vietnam qui connaît des densités rurales aussi fortes que celles observées dans le milieu urbain, que l'usage des statistiques brutes pour différencier l'urbain du rural a ses limites.

Les études de cas montrent qu'il est impératif de planifier de manière participative l'utilisation des terres, aussi bien au niveau local que régional.

La diversification réduit-elle la pauvreté dans les ménages et diminue-t-elle la pression sur l'environnement ? Les situations sont très variées, la question reste ouverte.

L'aversion pour le risque semble être la seule option pour les ménages les plus pauvres. Il faut en tenir compte lorsqu'on étudie les stratégies de gestion des risques.

Les données servant à mesurer le niveau de dégradation des terres sont trop frustrées. Pour étudier les relations PDE en milieu rural, il est souhaitable que les démographes travaillent en collaboration plus étroite avec les spécialistes des sciences de l'environnement.



Rapporteur de la séance 2 : Charles Mueller

La session dont je vais vous parler portait sur le thème relations PDE en milieu urbain et quatre interventions y étaient consacrées. Ces quatre programmes de recherche ont concerné les villes de Brazzaville (CG1), Hô Chi Minh Ville (VN5), Kampala (UG4) et Accra (GH1). Je vais essayer de dégager un ensemble d'éléments communs à ces études mais aussi voir s'il existe des différences.

Pour commencer, toutes ces études ont dressé le constat selon lequel un ensemble de facteurs démographiques et économiques ont conduit à forger de grandes villes qui connaissent des problèmes de congestion, d'environnement, de qualité de vie et de santé publique. Parmi les situations exposées, celle de Hô Chi Minh Ville est peut-être moins problématique dans la mesure où elle connaît une croissance économique rapide. Toutes les présentations ont mis l'accent sur la responsabilité du politique dans la dégradation croissante des villes. Les politiques actuelles semblent inappropriées, il faut opérer des changements radicaux en la matière.

Concernant les modes d'observation, les démarches et les approches, les équipes se sont focalisées simplement sur une partie de la relation PDE, reflétant ainsi les intérêts et les appartenances disciplinaires des chercheurs. Mais, au-delà de la seule représentation des disciplines, il faut relever aussi la difficulté de mettre en interaction les résultats des différentes disciplines au sein d'une équipe. Le Comité scientifique aurait sans doute dû insister encore davantage sur la nécessité, à toutes les étapes de la recherche, de bien se focaliser sur l'ensemble des interactions entre la population, l'environnement et le développement. Cela dénote une réelle difficulté de réaliser des travaux largement multidisciplinaires. On peut même souligner que plus l'étude est approfondie, moins la dynamique de la relation PDE est traitée dans ses interactions. On le ressent par exemple pour la dimension démographique. La congestion des villes est toujours attribuée, en partie, à la croissance démographique. Le très fort taux de croissance démographique est cité mais il n'y a pas eu d'effort particulier pour déterminer de manière claire les processus amenant à la congestion et aucun essai de prévision n'a été tenté si ce n'est en prolongeant quelques tendances passées et non pas en prenant en compte un jeu de paramètres démographiques comme cela se fait usuellement dans les techniques de projection démographique.

Dans ce sens, une attention plus soutenue aurait pu être portée à la migration. Si la croissance naturelle joue un rôle important dans la croissance urbaine, celle de la migration est loin d'être négligeable. C'est de leur fait que les quatre villes présentées connaissent des taux de croissance démographique supérieure à la moyenne nationale. Je n'ai pas trouvé pour autant d'analyse approfondie sur les déterminants des migrations, sur les aspects *push* et *pull*, sur l'impact des guerres, des catastrophes naturelles etc. La migration est étroitement liée à la pauvreté, à l'état de congestion et à l'environnement dans les quatre villes étudiées. Mais elle apparaît comme une variable exogène et peu de place a été donnée pour expliquer la migration et s'essayer à des prévisions en la matière. En d'autres termes, les recherches menées sont en quelque sorte un instantané de la situation actuelle et les résultats proposés sont en eux-mêmes déjà une réussite considérable à l'actif de ces projets, mais à mon sens il manque l'explication de la dynamique qui a amené de la situation actuelle et ce qu'on pourrait en inférer sur la situation future.



La pauvreté actuelle a été bien étudiée, mais là encore l'évolution et les perspectives ont été quelque peu négligées ce qui reflète sans doute la faible présence des économistes dans les équipes de recherche. Le développement en général aurait pu être analysé au-delà des études au niveau des ménages. Ces remarques ne doivent pas être prises comme des reproches, les analyses conduites par les équipes de recherche sont extrêmement intéressantes et je crois que les débats qu'elles ont suscités le prouvent. Il faut plutôt considérer ces remarques comme un ensemble de réflexions destinées à améliorer dans l'avenir l'analyse dans des études de ce genre en essayant d'intégrer les dimensions PDE de manière plus efficace.

De façon générale, les études préconisent l'adoption de politiques de développement urbain ou d'aménagement urbain. Il est tout à fait légitime de proposer de telles recommandations et le gouvernement devrait planifier, mettre en place des stratégies, des programmes etc. Mais ces recommandations sont faites sans en dire plus or je pense qu'il faut en dire plus. Par exemple, des efforts peuvent être faits pour réfléchir sur ce que serait une bonne planification urbaine mais il faut s'assurer de la faisabilité de son implémentation. Un plan qui finit dans un tiroir est totalement inutile et les pays en développement ont produit une grande quantité de tels documents qui ont fini superbement ignorés.

Outre l'élaboration de plans efficaces de développement urbain, il faut se donner les moyens de construire une bonne gouvernance. Cela nécessite de créer au sein de la société une prise de conscience du besoin de changement et de réfléchir sur la nature des instruments du changement. De ce point de vue, la tâche difficile est celle de la réforme institutionnelle. Les institutions ne naissent pas spontanément et le rôle des politiques devrait être de mettre en place des institutions favorables au changement. Sans cette condition préalable, même les plans les plus performants d'un point de vue technique n'ont aucune chance de produire les résultats escomptés.



Rapporteur de la séance 3 : Dominique Tabutin

Commençons par rappeler les objectifs des cinq recherches qui nous ont été présentées autour de ce thème important et complexe que sont les relations entre pauvreté, environnement et migration, avant d'en dégager la diversité des outils de collecte et des méthodologies utilisées et d'essayer d'en tirer quelques grandes conclusions d'ensemble.

Parmi les cinq recherches de cette session, deux étaient spécifiquement centrées sur le milieu rural. Le projet sur l'Est et le Sud-Ouest du Burkina Faso (BF5) avait pour objectifs d'étudier la dégradation du couvert végétal, le rôle des migrations internes sur la production et l'environnement et le rôle de cette mobilité sur les conditions de vie des ménages. Ensuite, le projet sur la région des savanes au Togo (TG4) s'est consacré à l'étude des facteurs techniques et humains influençant la production et la productivité agricole ainsi qu'à l'effet de la productivité sur les conditions de vie des ménages. Deux autres projets de recherche étaient plutôt centrés sur la ville. Le projet sur la ville de Lagos (NG1) avait pour ambition d'identifier les causes des migrations vers la capitale et d'en mesurer l'impact sur les conditions de vie des ménages tant à Lagos que dans les lieux d'origine. Autre projet, celui très vaste sur le développement urbain du Sahara central (DZ1) dont la vocation était d'analyser la circulation des migrants subsahariens, son effet sur le développement des villes et l'impact de ces croissances urbaines sur l'environnement dans la mesure où ces villes sont dans des contextes fragiles. Enfin, le cinquième projet de recherche sur la région du Souss-Massa au Maroc (MA2) concernait à la fois la province de Tiznit et le grand Agadir, avec un accent mis sur les conséquences économiques et sociales des migrations internationales ainsi que leur impact sur le développement urbain de la région.

Globalement, ces cinq programmes de recherche ont conduit à de nombreux résultats intéressants, enrichissant incontestablement le champ des connaissances, encore insuffisantes, sur les relations « pauvreté-environnement-migration ». Si l'on essaie de les comparer, on relève qu'elles se caractérisent par leur diversité d'objectifs et de méthodologies utilisées, ce qui constitue à la fois une richesse et une limite pour tout essai de synthèse. Pour ce qui est de la diversité des objectifs, dans la mesure où l'appel d'offre du programme Pripode était relativement ouvert et large, il n'y a rien d'étonnant que l'on arrive à des questionnements, à des objectifs et des hypothèses de recherche assez différents. Je le répète, d'un côté c'est un inconvénient pour élaborer une synthèse mais de l'autre côté c'est une richesse en matière d'informations et résultats. Il faut mentionner aussi la diversité des outils de collecte et des méthodologies, statistiques ou qualitatives, utilisées. Ceci rejoint le point précédent. L'étude des savanes au Togo repose essentiellement sur une analyse approfondie du recensement agricole de 1996, ce qui constitue un bel exemple de l'utilité scientifique de ces recensements très largement sous-exploités en Afrique, que ce soit les recensements de la population ou les recensements agricoles. La recherche sur le monde rural du Burkina Faso utilise à la fois des approches quantitatives (une enquête ménage en 2002 sur un large échantillon) et une enquête qualitative constituée d'une série d'entretiens réalisés trois ans après, en 2005. Celle sur Lagos s'appuie sur un système d'information géographique et sur des enquêtes dont l'intérêt est d'avoir été menées à la fois à Lagos et dans les milieux d'origine des migrants. Quant au programme sur les villes du Sahara, plusieurs équipes ont effectué des enquêtes dans les villes et ensuite ont eu recours à des techniques de simulation. Quant à l'équipe du Maroc, elle a combiné divers systèmes d'informations, y compris une enquête spécifique dans un bidonville d'Agadir.



Quelles grandes conclusions générales peut-on tirer de ces cinq projets ?

1) aussi bien au Maroc qu'au Nigeria et au Burkina Faso, la croissance démographique rurale exerce des pressions notables sur les ressources naturelles, conduisant à la paupérisation des populations, au morcellement des exploitations agricoles, au recul du couvert végétal et finalement à l'exode rural. Dans le même ordre d'idée, au Nord-Togo, quand la densité de population est modérée les productions agricoles ont des rendements plus élevés ;

2) tant à Agadir qu'à Lagos ou encore dans les villes du Sahara central, les croissances urbaines rapides conduisent, sans surprise et partout, à un certain nombre de problèmes de gestion des équipements, à une insuffisance des infrastructures de base, dont notamment le logement, à une insuffisance des ressources, particulièrement les ressources en eau et finalement à une pression sur les écosystèmes urbains déjà fragiles ;

3) dans la plupart de ces recherches, les difficultés et la pauvreté du monde rural et agricole semblent être à l'origine de la migration vers la ville. Malgré tous les problèmes inhérents à une ville comme Lagos, selon des résultats obtenus à partir de petits échantillons, on y vivrait néanmoins un peu mieux qu'à la campagne avec un flux net d'argent repartant vers les campagnes ;

4) le rôle des migrations internes entre régions rurales, des régions les plus densément peuplées vers celles moins densément peuplées, est ambivalent. Selon les résultats trouvés au Burkina Faso, d'un côté ces migrations rural-rural conduisent à une augmentation des productions agricoles, à une diversification des activités économiques et à une amélioration du niveau de vie, de l'autre elles conduisent à des conflits latents ou ouverts liés à l'insécurité foncière des nouveaux arrivants, cela dans un contexte où la terre est propriété de l'Etat et gérée par le droit coutumier ;

5) quant à la migration internationale, elle semble avoir dans le Sud marocain un impact plutôt positif sur le développement local. Selon les auteurs, le migrant apparaît comme producteur de nouvelles dynamiques économiques et sociales. Au Burkina Faso, l'accent est mis sur l'importance de stratégies et de politiques bien réfléchies de réinsertion des migrants. Il s'en dégage également le rôle important des ONG locales, comme cela a été bien montré dans le Sud marocain ;

6) enfin, ce qui apparaît dans plusieurs recherches est le décalage profond qui existe entre les textes, les lois et leur application ou pis leur pertinence avec les réalités locales qui encore souvent sont basées en milieu rural africain sur le droit et les institutions coutumières.

Sur le plan méthodologique, trois points qui relèvent de ce thème, mais aussi des deux autres thèmes, méritent d'être soulevés.

Premièrement, on peut regretter que les approches qualitatives n'aient pas été suffisamment exploitées. Leur intérêt provient du fait, d'une part que tout n'est pas mesurable, d'autre part qu'elles sont incontournables à mon avis pour la compréhension et l'explication des migrations, des comportements environnementaux et de leurs relations avec la pauvreté au niveau micro. L'approche qualitative me semble un moyen privilégié de démonter les mécanismes pauvreté-environnement-migration.

Deuxièmement, il faut souligner la nécessité des approches multidisciplinaires et multi-niveaux, de la région à la commune, de la commune au quartier, du quartier à la famille. Elles ont été bien mises en évidence dans les différents travaux, mais elles restent encore insuffisamment envisagées et exploitées en sciences de la population. Cela reste évidem-



ment plus facile à dire qu'à faire car cela nécessite un grand nombre d'informations à recueillir.

Troisièmement, et ceci est lié au point précédent, affirmons la nécessité de réfléchir et de travailler en termes de stratégies d'acteurs, que ce soit des acteurs individuels, communautaires ou institutionnels. Il faut aussi s'appuyer sur l'analyse en termes de réseaux internes, entre les villes et les campagnes ou aussi en termes de réseaux internationaux.

Finalement, comment transformer ces nouvelles connaissances en éléments de décision et d'action politique ? Il faut ouvrir cette boîte noire car le problème est de taille et il est commun à l'ensemble des sciences sociales. Comme l'a souligné notre discutant, Bruno Schoumaker, j'appellerai moi aussi à une certaine prudence, à une certaine humilité des chercheurs dans la formulation de ce qui a été dénommé ici les « implications politiques », en l'état de nos savoirs et de nos compétences. S'il me semble un domaine nécessaire dans la formation des chercheurs en sciences sociales aujourd'hui, c'est celui que j'oserais dénommer le « marketing scientifique », c'est-à-dire rendre nos résultats intelligibles, pertinents et adaptés à l'opérationnalisation, à l'aide à la décision et à l'action politique. Il y va peut-être même de la survie des sciences sociales face aux sciences exactes qui dominent aujourd'hui largement la recherche mondiale, y compris dans le champ de l'environnement.

Je terminerai simplement en rappelant toute l'originalité de ce programme Pripode et les progrès qu'il aura permis de réaliser dans le champ des interactions très complexes entre population, développement et environnement. Pour ce qui du thème qui nous concerne, pauvreté, environnement et migration, il est évident qu'il est aujourd'hui très important et l'on peut penser qu'il le demeurera longtemps.



9.3. Intervention du Président et Vice-Président du comité scientifique Pripode

« Pripode vu de l'intérieur »

George Martine et Jacques du Guerny

Introduction

L'objet de ce bref essai est de passer en revue la trajectoire du Programme sur les interactions entre la population, le développement et l'environnement (Pripode) et de fournir une évaluation interne objective de son impact global. Dans le meilleur des cas, cela pourrait déboucher d'une part, sur des enseignements pour une meilleure approche de la promotion de la recherche dans les pays les moins développés et d'autre part, à porter l'attention sur les lacunes persistantes dans notre compréhension des phénomènes et des méthodologies de recherche dans les interactions complexes entre la population, l'environnement et le développement (PDE).

Pripode a été conçu pour combler des vides importants dans la promotion de la recherche de politiques appropriées sur les questions population/environnement. D'un côté, il a mis l'accent sur la stimulation de ce domaine de recherche spécifique dans quelques pays parmi les moins développés du monde, où la motivation, les occasions et les ressources pour ce type d'initiatives sont plus rares, et où la connaissance tend par conséquent à être produite et utilisée davantage par les chercheurs extérieurs. D'un autre côté, il a explicitement encouragé des chercheurs des pays du Sud à placer les interactions population/environnement directement dans le contexte des opérations de développement, afin de rendre la recherche particulièrement appropriée à leurs pays, étant donné que ce sont souvent les plus vulnérables aux interactions négatives du triptyque PDE. De cette façon, il espère éviter une des faiblesses les plus manifestes et banales de la recherche usuelle en ce domaine, à savoir l'incapacité à situer l'interaction entre la dynamique de la population et l'environnement dans le cadre global du développement.

Pour le Cicred, une petite ONG consacrée à la promotion de la recherche démographique dans les pays en voie de développement, Pripode était le programme de recherche le plus ambitieux et le plus cher jamais entrepris. Ce texte tente de mettre en exergue certains des points saillants des origines et les éventuels résultats du programme dans l'espoir de glaner quelques leçons utiles pour des bailleurs et pour la formulation de politiques dans le domaine de l'intersection entre population, développement et environnement.

Les origines de Pripode : la traduction de rêves en réalités

L'objet initial du programme Pripode était de générer des connaissances actualisées sur les relations PDE dans quelques pays parmi les plus pauvres du monde, connaissances qui, à leur tour, aideraient les décideurs à effectuer des choix réfléchis et des contributions plus efficaces pour le développement durable. Cette perspective pragmatique avait comme finalité d'aboutir, depuis la conception du programme Pripode, à une réunion de restitution des



résultats avec des décideurs au sein de chaque pays concerné. En outre, le programme comptait renforcer les capacités dans les régions les moins développées.

Les instigateurs de ce projet (Philippe Collomb et Francis Gendreau, alors respectivement Directeur et Président du Cicred) menèrent des négociations avec le Ministère français des Affaires étrangères pendant la phase préparatoire. Ceci aboutit par la suite à un accord, formalisé en 2001, selon lequel le Ministère fournirait 1 100 000 euros au Cicred afin de financer la gestion et l'exécution des projets de recherche.

Selon les termes de cet accord, le Cicred serait responsable de toutes les étapes de ce projet ayant pour objectif de produire une recherche de pointe ainsi que de fournir des résultats PDE de qualité utiles à la prise de décision. Dans cette perspective, le Cicred entrerait en contact avec les centres de recherche démographique des pays en développement et les inciterait à soumettre des propositions de recherches interdisciplinaires et comparatives. Après sélection, il financerait la conception et l'exécution des projets qui s'engageraient à effectuer une recherche de haute qualité mais aussi pertinente pour les politiques.

Cet arrangement entre le Ministère des Affaires étrangères et le Cicred a été formalisé à la fin de l'année 2001 avec la création de Pripode, et amendé en juillet 2002. Francis Gendreau a été nommé Coordinateur du projet et Philippe Collomb Vice-Coordinateur. Le Cicred organisa alors une réunion avec les deux auteurs du présent texte, les invitant à devenir respectivement Président et Vice-Président du Comité scientifique de Pripode. Ensemble, ces quatre personnes ont formé le Comité exécutif du programme Pripode dans ses phases initiales.

Ce noyau dur se réunit la première fois en mars 2002. Ses responsabilités initiales étaient de définir les termes de références concrets du projet Pripode, de préparer l'appel à propositions devant être envoyé aux centres de recherches, de choisir les autres membres du Comité scientifique et d'établir les règles et les critères pour le processus de sélection. Une première ébauche de l'appel à propositions a été formulée lors de cette réunion tandis que certaines des décisions plus stratégiques au sujet du contenu, de la taille et de l'organisation du projet étaient remises à plus tard, en attendant de nouvelles rencontres avec le Ministère des Affaires étrangères.

Les contraintes du financement

A ce stade initial, une question clé était le nombre total de propositions de recherches qui pourraient effectivement être financées par Pripode. Le Ministère préférait de manière compréhensible dispenser ses ressources au plus grand nombre de projets possible. Le chiffre de 60 projets avait été initialement avancé. Or, après déduction des dépenses de gestion, les ressources effectives disponibles seraient de l'ordre de 750 000 euros et le Comité exécutif fit valoir que diviser ce montant par un grand nombre de projets signifierait l'atomisation des ressources et, probablement, une efficacité moindre des opérations de recherches.

Dans ce sens, considérant que les projets devaient être financés sur une période de trois ans, les sommes annuelles disponibles à chaque projet finiraient presque inévitablement par être insuffisantes. De telles discussions ont amené à réduire le nombre de projets proposés à 35. Le Comité exécutif a considéré qu'il serait important de lever des fonds additionnels pour compléter la dotation du Ministère, afin de s'assurer que les projets de recherche sélectionnés aient les ressources suffisantes pour effectuer une recherche de bonne qualité.



Deux sources alternatives de fonds additionnels ont été envisagées. D'une part, un accord a été conclu avec la FAO selon lequel cette organisation fournirait une assistance technique spécifique, tout en déléguant également certains de ses experts pour la participation au Comité scientifique. Cette assistance devait pouvoir alléger certains des coûts de la partie technique du programme. D'autre part, de longues négociations ont été menées avec le Fnuap, dans l'espoir que certains financements de cette agence pourraient être canalisés, en particulier ceux de sa Division Afrique, vers Pripode. A cette époque, on a également espéré que les recommandations politiques issues des projets de recherche dans chaque pays pourraient être, en fin de programme, disséminées avec l'aide des agences nationales du Fnuap. Ces idées et ces attentes ont fait l'objet de plusieurs réunions et de missions mais, finalement, les fonds n'ont pas été débloqués.

Les critères de sélection pour les projets

Une autre question concrète qui a inévitablement influencé toutes les futures étapes de Pripode était le fait que le programme était limité aux seuls pays de la liste française des pays dits de la « Zone de solidarité prioritaire ». Comme les pays de la Zone de solidarité prioritaire sont parmi les plus pauvres du monde, et étant donné leurs ressources techniques, technologiques et humaines limitées, il était difficile de compter que ces équipes de recherche puissent produire de manière autonome des rapports de recherche de pointe. Cette condition a également affecté les normes fixées pour la qualité des propositions, aussi bien que l'étendue possible de l'appui technique dont ces projets auraient vraisemblablement besoin. Pour résumer, il a été décidé que les questions de qualité *vs* de quantité devaient inévitablement être réévaluées et rééquilibrées durant toute la durée du programme.

Le renforcement de capacités à travers le partenariat

D'après ce qui précède, il était clair que le soutien technique et le renforcement des capacités allaient être des composantes primordiales du projet. Ceci a exigé un effort dans deux directions :

a) un transfert de compétences Nord-Sud qui devait être fait selon un processus de suivi-évaluation et de conseil auprès des équipes, par les membres du Comité scientifique eux-mêmes ou par d'autres experts qu'ils identifieraient ;

b) une approche transdisciplinaire. C'était l'un des défis les plus passionnants du projet parce qu'on s'attendait à ce qu'aucun institut sélectionné n'ait la capacité de mobilisation interne pour toutes les disciplines et perspectives requises par l'étude des relations PDE. On a supposé que l'expertise nécessaire pourrait être disponible dans un pays donné mais, au moins dans certains cas, qu'il y aurait des barrières institutionnelles et des approches classiques à dépasser. Par exemple, un institut démographique a dû travailler avec des pédologues et des forestiers avec qui ils n'avaient jamais collaboré auparavant et vice-versa. Pour ce faire, il serait probablement nécessaire de rassembler des compétences dans différents centres ou départements.

Constitution du Comité scientifique

Les conditions décrites ci-dessus ont dicté la nécessité d'un Comité scientifique expérimenté et pluridisciplinaire qui aurait inévitablement un rôle clé à jouer dans Pripode.

Un critère essentiel pour le choix des membres était leur expérience sur l'interdisciplinarité et les systèmes complexes, en recherche ou dans la conduite de projets. D'ailleurs, le Comité a eu besoin d'une diversité de compétences géographiquement situées



ou en termes de disciplines, aussi bien que d'une expertise concrète sur une variété de sujets allant de la population à la géographie en passant par les questions foncières, l'environnement, l'économie du développement, etc.

Dans de telles conditions, le processus de sélection s'est de toute évidence avéré être un défi de poids. Les besoins du programme en ce qui concerne la sélection, le suivi et l'évaluation des projets avaient besoin d'être appariés avec le coût de ces activités et la disponibilité des professionnels, dans les équipes des centres de recherches et au sein du Comité scientifique, pour toute la durée du projet. En d'autres termes, le programme avait besoin de spécialistes expérimentés et reconnus, possédant une bonne connaissance de l'interdisciplinarité et qui seraient également disposés à se rendre disponibles sur une longue période !

Le Comité scientifique a été par la suite constitué du groupe ayant constitué le noyau dur initial mentionné ci-dessus, Philippe Collomb, Francis Gendreau, George Martine et Jacques du Guerny, auxquels se sont adjoints Patrice Garin (Cemagref), Paul Mathieu (FAO), Pierre Milleville (IRD), Charles Mueller (Université de Brasilia), Freddy Nachtergaele (FAO), Alex de Sherbinin (CIESIN, Université de Columbia) et Dominique Tabutin (Université Catholique de Louvain).

Premières étapes : l'appel à projets et les réponses

En novembre 2002, l'appel à projets a été officiellement envoyé à tous les centres de recherches démographiques qui composent le réseau du Cicred. Une page Web Pripode contenant toutes les informations nécessaires pour soumettre une proposition a été conçue. Un total de 83 propositions de projets a été par la suite reçu avant la date limite fixée. Un processus de présélection en a mis à l'écart 13 parmi elles dans la mesure où elles ne remplissaient pas les conditions minimales requises par Pripode. L'ensemble du Comité scientifique s'est réuni pour la première fois les 29 et 30 avril 2003 afin d'évaluer les 70 propositions restantes.

Le processus de sélection

Dans ses évaluations, le Comité a évidemment dû considérer le fait que ce furent des établissements dans les pays les plus pauvres du monde qui avaient soumis des projets de recherche ne bénéficiant à la base d'aucun autre financement. En conséquence, dans certains cas, le Comité devait évaluer et prévoir une proposition en fonction des potentialités scientifiques de l'équipe sur le thème PDE et non pas selon la forme actuelle du projet *stricto sensu*. L'intention du Comité était de choisir les propositions les plus prometteuses et, conséquemment, de permettre aux différents centres de reformuler et de finaliser leurs propositions, probablement avec l'appui des membres du Comité lui-même.

Il a été décidé que le nombre réel de propositions retenues dans cette première étape dépendrait d'abord de la qualité des propositions elles-mêmes, plutôt que d'un chiffre fixé à l'avance. Il en était de même pour le montant du budget requis, lequel ne serait pas un facteur décisif. Cela revient à dire que le Comité n'a pas établi de limites inférieures ou supérieures prédéterminées et qu'il escomptait que le montant des fonds qui serait affecté dépendrait à la fois de l'adéquation entre les objectifs et les méthodologies et du nombre de projets approuvés.

Le Comité commença par regrouper les projets en trois catégories (rejeté, approuvé et « en attente »). Pour être sélectionnés, une exigence fondamentale était que les projets devaient être orientés sans détours vers une meilleure compréhension des *interactions* entre



population, environnement et développement. Ainsi, par exemple, la dynamique de population devait être clairement présentée et ne pas être réduite à un cadrage général ou considérée dans ses seuls aspects « pression démographique ». Dans le même ordre d'idée, le développement et l'environnement devaient être analysés dans des contextes historiques concrets et être reliés explicitement aux autres éléments de l'équation PDE. Un autre critère de choix dans ce processus de sélection était la pertinence pour l'action. Le Comité devait pouvoir apercevoir au moins une lueur des implications possibles de la recherche pour la formulation de politiques, bien que ce point puisse encore être peu détaillé dans la proposition réelle.

Après examen attentif et délibération, le Comité a présélectionné 19 des 70 projets. En outre, le Comité a identifié 8 projets éventuels additionnels qui se sont avérés trop imprécis mais néanmoins intéressants et dignes d'être retravaillés et approfondis.

Les budgets cumulés de ces 27 propositions ont de loin dépassé le budget du programme Pripode. L'idée fut alors de demander à certains des centres de réduire leur demande budgétaire, alors qu'en même temps le Comité exécutif continuait la négociation de fonds additionnels avec le Fnuap, dont la contribution était perçue comme acquise à ce stade.

La mise en œuvre du Projet

Une réunion qui s'est tenue ensuite peu après avec le Comité de pilotage du Ministère des Affaires étrangères s'est conclue par le transfert sur la liste définitive de quatre des huit projets en attente, tandis que les autres projets n'étaient pas retenus. Les résultats et les recommandations issues des délibérations du Comité scientifique ont alors été rapidement expédiés aux 23 équipes sélectionnées.

Les mois suivants ont été marqués par l'arrêt des négociations avec le Fnuap et en conséquence par le recentrage des budgets uniquement vers les fonds originaux de Pripode. Au cours du processus de finalisation du montage, trois projets ont été abandonnés pour différentes raisons, aboutissant à une liste finale de 20 projets. Des contrats en bonne et due forme furent signés avec ces 20 équipes en juillet 2003.

Le déroulement du projet, d'abord programmé pour durer 36 mois, finit par prendre plus de temps que prévu. Des changements au Ministère, ainsi que des discontinuités momentanées dans les ressources financières ont retardé le processus. Il faut noter aussi des modifications dans la structure du Cicred puisque Christophe Guilmoto en est devenu le Directeur et reprit la coordination du programme à la démission de Francis Gendreau

A ce stade, les projets ont dû être divisés en deux groupes, selon le calendrier de leur mise en œuvre. Cette ventilation des projets en fonction de leur date de départ effective ont prolongé la durée du programme et ont compliqué la gestion et l'orientation des projets. Beaucoup de temps et de ressources ont été dépensés pour fournir à plusieurs des équipes de recherche une assistance technique et pratique. Comme prévu, plusieurs des équipes de recherche ont connu des modifications dans leur composition, aussi bien que des difficultés pratiques dans l'exécution de leurs projets.

Ces questions liées à l'exécution ne seront pas détaillées ici puisque notre intérêt principal est maintenant de faire le bilan du programme Pripode quant à l'achèvement de ses ambitions à promouvoir le renforcement des capacités et à produire une recherche de bonne qualité dans le domaine des relations entre la population, le développement et l'environnement.



Les apports et limites de Pripode

La principale question à se poser à ce stade est la suivante : quel a été le degré d'efficacité de Pripode à favoriser le type de recherches qu'il avait proposé à l'origine ? Autrement dit, comment le projet a-t-il été à même de stimuler et de réaliser une recherche liant explicitement la population, le développement et l'environnement ? Une telle recherche peut-elle être utilisée sans trop de difficulté à l'élaboration de politiques et de programmes d'actions au sein d'un pays et comment cette recherche pourrait-elle les influencer réellement ? Le transfert et le partenariat Nord-Sud dans le renforcement des capacités a-t-il été efficace ?

La promotion de la recherche PDE

L'expérience Pripode renforce la confiance que ses initiateurs avaient placée dans la promotion de la recherche dans des pays ayant des ressources relativement limitées. Le programme visait à encourager la recherche sur un thème vraiment complexe et il a été récompensé avec des recherches aux centres d'intérêt divers issues d'une grande variété de centres de recherche et, dans beaucoup de cas, ayant abouti à des produits scientifiques satisfaisants.

Pripode a également atteint son objectif dans la promotion des collaborations interinstitutionnelles à l'intérieur des pays. Le point critique a souvent été d'identifier les ressources humaines nécessaires et réparties dans différents organismes d'un pays ainsi que d'encourager l'institution coordinatrice à créer une dynamique d'équipe. Si les compétences existent bel et bien dans les pays les moins avancés, elles peuvent être bridées à cause de l'isolement ou de barrières.

Pour sa part, la concrétisation de l'approche interdisciplinaire s'est accomplie de manière satisfaisante. Lorsqu'ils bénéficient d'une assistance technique extérieure, les chercheurs peuvent travailler avec des personnes, des outils et des thématiques avec lesquels ils ne sont pas forcément familiers. C'est le cas par exemple des démographes qui s'intéressent à l'occupation des sols et collaborent avec des spécialistes de la télédétection. Cela veut dire que l'institution coordinatrice doit également être capable de contrôler un projet compliqué. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs pu greffer leur projet à un programme de recherche déjà existant et créer ainsi un effet multiplicateur et de synergie aux fonds alloués par Pripode.

En revanche, plusieurs équipes ont rencontré des difficultés lors de la prise en compte simultanée des trois facteurs de l'équation PDE. C'est notamment le cas lorsqu'un seul des trois facteurs a donné lieu à des investigations poussées. En soi, ce constat n'était pas totalement inattendu puisque les cadres théoriques sur les interactions PDE sont encore expérimentaux et incomplets, y compris dans la littérature des pays développés. En dépit de ces imperfections, les résultats ont montré l'intérêt de soutenir une approche intégrée PDE. En effet, cette dernière permet de poser les fondements pour l'étude de la durabilité bien mieux que les cadres traditionnels plus étroits, à savoir « population et développement », ou « population et environnement ».

En d'autres termes, Pripode avait pour mission d'encourager les chercheurs à examiner la problématique population/environnement dans des contextes concrets de développement, avec des retombées directes et pertinentes en matière de politiques. Le programme a donc essayé de favoriser de nouvelles pistes adressées aux sciences de la population pour analyser l'équation PDE et d'aider de ce fait à favoriser le développement durable dans les



pays étudiés. L'espoir a été dressé que Pripode stimulerait les chercheurs des pays du Sud à mettre l'accent explicitement sur les liens entre le processus de développement particulier à leur pays et les interactions population/environnement. Dans certains projets, cette connexion a été plus ténue que ce qui avait été souhaité. Néanmoins, il y a eu une prise de conscience évidente du bien-fondé de l'approche PDE. En ce sens, le programme Pripode a réussi dans son plaidoyer pour une recommandation de l'approche PDE, même si les avancées scientifiques sur ce thème ont encore besoin de progresser que ce soit d'un point de vue théorique ou de celui des applications concrètes.

Une des principales difficultés concrètes à laquelle les équipes ont eu à faire face a été de définir ce que signifiait « développement » dans l'équation PDE. Dans la plupart des cas, l'influence du « développement » a été prise dans un sens étroit ou sectoriel. Dans d'autres cas, la nature et la signification du développement lui-même sont demeurées diffuses et indéfinies. Les grandes orientations du développement, directement fonction du processus historique de la concurrence économique mondiale, ont rarement été discutées que ce soit de manière explicite ou même implicite. Ainsi, les liens entre les grands ajustements aux mutations relevées dans les activités économiques, aux transformations de la structure politique et sociale et à la place grandissante accordée aux biens environnementaux, ont été peu évoqués.

De la même manière, la nature des questions étudiées sous l'appellation générique de « dynamique de population » ou celle de « changement environnemental » varie grandement selon leur niveau de généralité, leur signification relative dans le schéma global et leur pertinence pour la formulation de politiques.

En définitive, les implications politiques qui se sont dégagées de la recherche ont eu tendance à glisser vers des admonitions qui ressemblaient fort à des lieux communs et qu'il fallait prendre pour argent comptant. La pression de la population sur les ressources a été citée explicitement ou implicitement dans divers rapports. Plusieurs rapports de recherche sur l'urbain ont conclu que la croissance urbaine était trop rapide, suggérant que la migration du rural vers l'urbain devrait être freinée. Les conséquences de telles politiques antimigratoires pour des zones rurales, où les conditions tendent à être de plus en plus mauvaises, n'ont cependant pas été explicitement prises en compte. D'ailleurs, l'hypothèse que la croissance urbaine était la plupart du temps due à la migration, plutôt qu'à la croissance naturelle, n'a été examinée de manière adéquate dans aucune des recherches.

Encore une fois, il ne faut pas blâmer pour autant l'ensemble des travaux des équipes de recherche pour ces imperfections et limites puisque, même dans les pays développés, la plupart des travaux publiés ne réussissent toujours pas à traiter comme il se doit ces questions de recherches complexes. Dans un sens, l'espoir, ou tout au moins l'ambition explicitement affichée, que les équipes de recherche dans les pays les plus pauvres seraient à même de produire une recherche originale et de pointe, à la seule condition qu'elles aient accès aux financements et à l'assistance technique internationale, était quelque peu naïve. La véritable valeur ajoutée et le principal attrait du programme ont été de renforcer les capacités techniques, d'accroître la prise de conscience quant à l'importance de la question environnementale, et de plaider pour une approche plus complexe et plus intégrée des questions PDE.

Dans ce sens, il est plus honnête d'affirmer que le principal sous-produit de l'initiative Pripode a été le renforcement des capacités et la sensibilisation. Le processus même de préparation, de révision et de l'exécution des projets de recherche financés à l'échelle internationale était, dans plusieurs cas, une expérience d'apprentissage pour les équipes de re-



cherche. Les rapports initiaux, d'étapes et finaux ont également représenté un pas en avant important pour différents chercheurs. D'ailleurs, plusieurs projets ont bénéficié d'une collaboration technique, de première main ou indirecte, de la part d'experts internationaux. Outre l'expertise fournie par les membres du Comité scientifique, ou par d'autres spécialistes mandatés par lui, beaucoup de projets ont reçu l'appui technique des établissements et des personnels de recherche du Nord. En définitive, la possibilité de participer à une conférence internationale et de présenter des résultats de la recherche a signifié, pour beaucoup, une occasion d'élargir leur horizon et d'échanger des expériences au sein d'une plus large communauté de pairs.

En résumé, comme souligné plus tôt, l'espoir que le programme Pripode, limité qu'il était aux centres de recherche de la Zone française de Solidarité Prioritaire, pourrait produire une recherche de pointe était de toute évidence peu réaliste. Deuxièmement, la littérature scientifique elle-même, dans sa grande majorité, s'attaque toujours à la façon d'aborder ces trois monstres (Population, Développement et Environnement) dans un cadre qui permettrait aux chercheurs de poser des questions significatives et de s'extirper des visions simplistes de la « population comme pression ». Beaucoup d'idées fausses au sujet de la façon dont la dynamique de population affecte les questions environnementales sont encore répandues. Le Comité scientifique aurait dû faire un travail d'explication plus approfondi de ce qu'il entendait par chacun des concepts P, D et E et comment il s'attendait à ce que les chercheurs les relient ensemble tout en fournissant également une assistance technique personnalisée supplémentaire afin de s'assurer qu'une plus grande attention soit prêtée aux interactions et aux implications politiques. Cette dernière tâche était évidemment particulièrement difficile à mettre en œuvre étant donné les discontinuités dans le déroulement du programme, les contraintes financières et de disponibilité sur le long terme

L'impact potentiel de la recherche PDE sur les politiques et les programmes

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous pouvons seulement présager de la réalisation de certains des ateliers nationaux qui ont été à l'origine prévus pour présenter les résultats de recherche aux décideurs politiques. La conception et la formulation de politiques et des programmes en dehors des limites et des mandats ministériels classiques est éminemment souhaitable, autant dans la perspective de l'efficacité que du développement durable, mais elles ne sont pas nécessairement faciles à réaliser et devraient être conçues à la fois comme un processus et comme un objectif.

Implications pour le futur

Quelques recommandations se dégagent de ce qui précède en matière de propositions de recherche.

a) Maintenir une durée de recherche étalée dans le temps (36 mois dans le cas présent) mais éviter l'atomisation des ressources et des projets. La tranche de temps de trois ans est nécessaire pour mener une recherche sérieuse. Il ne faut pas compter à ce que des chercheurs et des institutions réputés se lancent dans une telle entreprise si les financements sont trop faibles.

b) Fournir des financements initiaux et donner des délais supplémentaires pour la préparation des projets. Evidemment, ceci peut s'avérer difficile, étant donné que les bailleurs ont tendance à vouloir des résultats sur le court terme et qu'il est difficile d'impliquer les membres du Comité scientifique dans des engagements de long terme.



c) Se concentrer sur deux types de projets, plutôt que sur un modèle hybride, comme dans le cas de Pripode. Un type serait constitué par une recherche indépendante de haut niveau effectuée par une institution dotée de ressources techniques effectives, éventuellement avec un appui technique international, et dont l'expérience en matière de recherche est avérée. Un autre type de recherche viserait davantage la sensibilisation et le renforcement des capacités dans ce qui constitue, dans beaucoup de pays, un champ thématique relativement nouveau, plutôt que de s'orienter vers une recherche de pointe.

d) Le Comité scientifique ne pouvait pas contrôler que les soumissionnaires de projets à Pripode connaissaient suffisamment la littérature scientifique, ni qu'ils comptaient sur le projet pour progresser en la matière. Un travail plus minutieux dans les orientations et les conseils serait nécessaire lorsqu'il s'agit de travailler avec des instituts de la Zone de Solidarité Prioritaire. Ceci évidemment aurait requis un temps de travail initial bien plus considérable de la part du Comité exécutif et n'aurait pas pu être réglé lors d'une réunion de deux jours comme cela a été le cas pour la réunion de démarrage de Pripode.

e) Maintenant que le terrain a été préparé, il serait possible d'envisager une poursuite des meilleurs projets. On peut penser qu'un deuxième round pourrait donner de biens meilleurs résultats.



10. Table ronde



Table Ronde : « De la recherche à l'action »

Animateur : Robert Toubon

Robert Toubon

Nous allons essayer de répondre à notre tour à la question de savoir comment passer de la recherche à l'action. C'est une nécessité parce qu'il n'y a pas de raisons pour qu'une action ne soit pas fondée sur le maximum de connaissances. C'est particulièrement important quand on travaille dans un domaine qui concerne l'avenir de la planète et en parler d'un point de vue politique est devenu tout à fait décisif.

Issu d'une formation à Sciences Po en droit, je suis journaliste professionnel et j'ai participé à la création de l'association « Equilibres et Populations » il y a quatorze ans. J'y travaille à temps plein dans des activités de plaidoyers politiques, de lobbying, auprès des autorités françaises pour prendre davantage en compte cette thématique PDE qui est celle du programme Pripode. L'association est née entre la conférence de Rio en 1992 et celle du Caire en 1994, nous y plaçons pour « le bon usage de l'aide au développement ». Pour nous, le bon usage cible certains thèmes, en priorité les besoins de base des populations comme la santé et l'éducation, et parmi ces populations, en priorité les femmes et les filles. Ce bon usage, c'est également une politique éclairée par la recherche, ce que nous appelons l'aide au développement fondée sur les preuves, comme il y a une médecine fondée sur les preuves, même si l'on peut discuter ce concept.

Nous sommes confrontés à une urgence politique avec l'engagement de la communauté internationale dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces objectifs précis sont stimulants car ils permettent de voir si l'on est en avance ou en retard. Dans beaucoup de réunions, on n'aurait pas parlé autant de développement sans l'existence de ces OMD. Leur réalisation implique un effort financier important puisqu'il faudrait doubler l'aide publique au développement actuelle, en passant de 100 à 200 milliards de dollars par an. Cela peut paraître un montant élevé mais comparons ce montant à l'augmentation annuelle de la richesse du monde qui est de l'ordre de 3 000 milliards. Prélever 100 milliards supplémentaires sur ce montant, dans la mesure où c'est l'avenir de la planète qui est en jeu, est une question de volonté politique. Qui dit volonté politique dit aussi justification des choix. Si l'on se place dans l'hypothèse optimiste où l'effort financier

est fait, il va falloir justifier de plus en plus l'utilisation de cet argent. On sait que durant les cinquante dernières années, l'aide au développement n'a pas toujours été aussi bien utilisée qu'il aurait fallu, mais c'est devenu aujourd'hui un impératif que d'avoir des actions qui soient scientifiquement fondées. Il est devenu crucial de lier la recherche et l'action.

Qu'en pensent nos différents intervenants ?

Christina Von Fürstenberg

Le programme Pripode, et c'est l'une des raisons d'être de l'organisation de ce colloque dans les bâtiments de l'Unesco, est une configuration qui aurait pu être celle des grands réseaux de recherche internationale, transdisciplinaire et comparée, tels que nous les avons animés à partir du moment où l'on a lancé le programme MOST en 1994. MOST est un programme intergouvernemental de recherche établi par 35 Etats membres de l'Unesco et qui s'engagent « pro-activement » dans sa réalisation. Le Programme MOST s'attelle justement dans sa deuxième phase à organiser l'interface entre science et politique.

Au cours de l'intervention de Vincent Maugis, vous avez pu prendre connaissance d'un projet qui nous tient à cœur. Il s'agit de décloisonner, de démocratiser la diffusion des résultats de recherche, notamment celles menées dans le Sud, et les rendre universellement accessibles à travers un outil dont Vincent Maugis vous a parlé en détail. C'est également un instrument qui essaie de renforcer les modalités de démocratie participative. MOST n'est rien d'autre qu'un programme de gouvernance de la connaissance. Je pense que cette gouvernance de la connaissance est en train de révolutionner les paradigmes. On a, à raison, reproché au développement durable son incapacité de révolutionner le paradigme économique. Quand on évoque le concept de développement, tout le monde est amené par les canaux de la modernité à penser croissance. Or, ce n'est pas ça, c'est sur un terrain différent que se joue cette transition de paradigme provoquée par le développement durable. Selon ce que je crois, nous sommes en plein entrés dans le changement du paradigme de la connaissance. C'est à travers les différentes modalités selon lesquelles se produit maintenant la connaissance que le développement durable a vraiment donné une autre dimension à ce qui est notre société.



Ce que l'on voit est l'amorce de cette interface. Avec les outils que nous essayons de mettre à votre disposition pour faciliter cette transition, nous sommes en train d'instiller le mode démocratique dans la production de la connaissance, en train de quitter l'idée de l'expert telle qu'elle a été conçue après la Seconde Guerre mondiale ou pendant les années 1960. On croyait fermement à l'expertise, il y avait l'ascension d'un certain modèle technocratique. Tout ceci n'est plus du tout le modèle dont nous parlons, nous parlons d'une participation de la société à la production de la connaissance qui nous amène à une nouvelle forme de démocratie qui dépasse de loin la démocratie participative. J'espère que mes propos quelque peu provocateurs vont nourrir les débats.

Sidy Gueye

En tant que directeur des stratégies de développement social du Ministère de la femme, de la famille, du développement social et de l'entrepreneuriat du Sénégal, et en tant que statisticien-démographe de profession, j'ai eu à pratiquer les deux bords de la recherche sociale et de la décision politique.

Le thème dont nous débattons aujourd'hui, recherche et action, constitue un gouffre. Nous voulons un mariage parfait, à l'exclusion d'une dualité entre les deux acteurs engagés dans la recherche-action. Au Sénégal, les politiques sociales sont le fruit de mécanismes et de mesures politiques planifiées mises en application pour répondre aux besoins fondamentaux des populations. Ces besoins sont changeants dans le temps, aussi les décisions en matière de politiques sociales, que ce soit au niveau national ou local, doivent changer car elles visent le développement efficace des ressources humaines en essayant d'impulser un changement économique et social. A ce titre, il y a une forte interaction entre politique sociale et recherche sociale, c'est un couple qu'on doit conforter.

Au niveau de la décision politique, les Etats et les gouvernements, face à la demande sociale, adoptent une position, un comportement. Le Président du Sénégal avait l'habitude de dire : « quand on aide quelqu'un qui en a besoin, il faut presser le pas ». Il y a souvent un décalage entre les produits de la recherche et l'action politique. C'est à ce niveau que le dialogue bute sur un problème qu'il faudrait soulever. Dominique Tabutin prônait un « marketing scientifique », c'est-à-dire la création d'un espace qui permettrait un dialogue entre les chercheurs en sciences sociales et les décideurs politiques chargés du secteur social. Le Sénégal est en train de renforcer les programmes sociaux et de créer des programmes décennaux dans le secteur social que ce soit

l'éducation, la santé, le développement social. Ces programmes touchent des phénomènes sociaux qu'il faut analyser pour orienter et planifier le développement à long terme. C'est en ce sens que nous avons besoin d'avoir un dialogue, une interface régulière en matière de disponibilité des recherches, de l'information et de valorisation. La valorisation ne signifie pas seulement la restitution de résultats mais nécessite que les acteurs se réunissent pour voir comment utiliser les recherches en matière de planification du développement.

Rosemary Vargas-Lundius

Je travaille pour le Fonds international de développement agricole. Notre siège est à Rome et nous avons des centres dans tous les pays en voie de développement. Nous sommes une institution financière, une agence associée aux Nations Unies. Nos opérations consistent en l'octroi de crédits aux gouvernements et nous disposons de quelques bourses. Nous finançons les programmes de développement agricole et rural. Nous ne finançons pas la recherche, mais en tant qu'institution il est important que nous soyons informés de ces recherches dans le domaine de la démographie, de l'environnement et du développement, car nous sommes directement concernés par la pauvreté en milieu rural.

Nous avons vu ici que les pauvres sont nombreux à prendre des initiatives pour se déplacer. Si les personnes en zones rurales se déplacent, ces recherches nous intéressent car ce sont des millions de personnes en plus dans les villes qui auront besoin de se nourrir. Il faudra donc augmenter la production agricole, la rendre plus efficace, il faudra des politiques et des actions dans ce domaine et c'est pourquoi nous avons besoin de recherches de qualité.

J'aimerais mettre l'accent sur plusieurs points concernant les discussions que nous avons entendues. La leçon la plus importante à tirer est qu'il faut établir des démarches politiques novatrices fondées sur des mécanismes. La richesse du savoir générée par le programme Pripode doit être diffusée et je suis ravie d'apprendre que cela se fera. Ces informations seront diffusées aux gouvernements, aux ONG, aux institutions internationales, aux chercheurs. Je pense qu'il y a un acteur qui n'a pas été cité de manière explicite, je suppose qu'il n'a pas été oublié : il s'agit de la société civile et de la diaspora. Il est important que les résultats de ces recherches sur les migrations soient diffusés auprès de la diaspora, auprès des associations de migrants dans les grands villes ou à l'étranger qui sont concernées par les résultats de ces recherches. Plusieurs de ces projets, comme celui du Nigeria ou du Maroc intéressent cette communauté.



Les politiques doivent être fondées sur une connaissance rigoureuse concernant les sociétés et les individus. Il faut particulièrement comprendre comment les femmes et les hommes interagissent dans leur environnement immédiat et comment ils participent aux bénéfiques des activités de développement. Sans la compréhension de cette interaction, il sera très difficile de formuler des politiques adaptées. La recherche est très utile pour appréhender ces actions à mener. La question hommes-femmes se présente de manière explicite, d'une part dans la conduite même des recherches afin qu'on dispose de données en fonction des sexes et que les analyses montrent les effets chez la femme et l'homme de manière différenciée, mais d'autre part il faut également s'assurer que les projets de recherche soient menés avec la participation des chercheurs des deux sexes. Dans beaucoup de pays en voie de développement, dans le domaine de la recherche on voit une dominance masculine, il faut que cette situation évolue.

Quant aux politiques et aux actions à définir, il est nécessaire d'élaborer un processus de consultation, ce qui est plus facile à dire qu'à faire. Un tel processus permettrait aux populations de s'approprier les projets et de renforcer les organisations locales qu'elles soient urbaines ou rurales. Cette démarche est importante afin de s'assurer dans un sens de la compréhension par les politiques et dans un autre de la compréhension et de l'appropriation des actions par les communautés concernées.

Robert Toubon

Plusieurs idées importantes ont d'ores et déjà été exprimées. Christina Von Fürstenberg a évoqué la notion forte de la gouvernance de la connaissance. Sidy Gueye a parlé des différences de temps entre le social et le politique, entre la recherche et le politique, mais malgré ces différences de temps, il faut arriver à accorder « les deux pas ». Rosemary Vargas-Lundius a évoqué quant à elle la nécessité de l'approche genre, que ce soit en matière de recueil de données, d'analyse, de participation à la recherche et de politiques.

Sithong Thongmanivong

Je suis Responsable de la division de la recherche dans le Département des forêts à l'Université du Laos. Je ne suis pas expert en sciences sociales, je me situe au carrefour des différents domaines d'expertise que l'on a relevés pendant ce colloque. Pour la discussion d'aujourd'hui, je vais vous présenter la situation du Laos qui est peut-être différente de celle des pays africains. Lorsque nous parlons de relier les résultats de la recherche à l'action, à la mise en œuvre

pour aller vers les décideurs, il faut bien voir dans quel contexte on se trouve. Au Laos, petit pays peuplé de quelque cinq millions d'habitants, nous avions jusqu'à peu une seule université, deux autres ont été créées seulement l'année dernière. Lorsque nous parlons de recherche, la notre est très récente. Il existe aujourd'hui beaucoup d'organisations et d'institutions au Laos qui s'intéressent à la recherche et qui essaient d'encourager les projets de recherche. Dans notre université, nous voyons que la recherche est importante et qu'elle pourrait participer au développement social, mais comment relier ces deux aspects ? C'est une question importante et d'actualité. Nous vivons actuellement au Laos une période de législation, de création et d'adaptation de politiques et lorsqu'il s'agit de créer des politiques, le gouvernement invite toujours les experts ou les chercheurs à participer aux discussions pour proposer des analyses et des scénarios. Pour des projets tel que le programme Pripode, on nous demande de participer à des conférences. De la même manière, des conférences ont été organisées par notre administration. Par exemple, lorsqu'il s'agit de concevoir des politiques pour les régions montagneuses, on nous demande des informations, lorsqu'il s'agit de planifier l'aménagement du territoire, nous sommes conviés pour participer aux discussions.

Quant à la réflexion sur l'action, il faut voir avant tout quel est son niveau d'intervention, est-ce un niveau national ou régional ? Certains collègues ont évoqué des interactions entre les acteurs, nous y réfléchissons aussi. Lorsque nous menons des projets de recherche au Laos, nous invitons les collectivités locales à participer, comme la loi l'exige. Il faut que les collectivités locales participent aux activités de recherche, notamment dans les sciences sociales. Nous collaborons et travaillons de concert, nous discutons ensemble. C'est une démarche durant laquelle nous partageons notre savoir. Chacun participe, apporte sa contribution et ainsi nous apprenons tous de manière heuristique.

La recherche se fait à l'Université et il existe aussi des agences gouvernementales dotées d'instituts de recherche dans différents domaines. Il existe une possibilité de relier les domaines entre eux mais la collaboration dépend beaucoup des facteurs humains, notamment de la personnalité des responsables et de l'entente entre les personnes. Par l'entremise de la recherche, lorsque nous travaillons avec diverses organisations et personnes, nous essayons, nous universitaires, d'être le médiateur, le coordinateur du travail des uns et des autres. Cela nous permet également une mise en réseau. L'action est un résultat à plus long terme.



Jeannot Ramiaramanana

Je suis économiste de formation, professeur à l'Université d'Antananarivo, Président du Comité directeur des études de la faculté des sciences sociales de l'Institut Catholique de Madagascar et je co-dirige un laboratoire de recherche qui s'appelle le Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement de Madagascar. En tant qu'enseignant-chercheur, les relations entre la recherche et l'action m'intéressent au plus haut point. Cette réflexion doit nous amener, nous universitaires, à nous aiguiller sur nos responsabilités en matière de formation des étudiants. Je voudrais donc vous faire part brièvement de mes expériences et réflexions sur ce thème de la recherche et de l'action.

De la part des autorités publiques malgaches, il existe une politique bien établie pour le pays qui est la lutte contre la pauvreté. L'Etat a décidé d'un vaste programme appelé *Madagascar Action Plan* et toutes les recherches doivent contribuer à lutter contre la pauvreté dans le but d'aider à la réalisation de ce programme d'action et de développement à Madagascar. La recherche est donc dès le départ au service d'un objectif concret. Cela est important, surtout dans les pays où les priorités sont immédiates. On a parlé de temporalité, mais quand on est au stade de la survie, le développement c'est d'abord avoir de quoi se nourrir.

Lorsque j'ai été Conseiller spécial du Premier Ministre sur les questions économiques et financières, je lui ai posé la question suivante : « qu'attendez-vous de moi en tant que Conseiller spécial ? » Il m'a répondu : « vous êtes universitaire, votre rôle consistera à recevoir vos collègues. Parce que pour moi, leur langage est incompréhensible ».

Robert Toubon

La remarque finale de Jeannot Ramiaramanana rejoint celles de la séance précédente où l'on est allé jusqu'à parler d'un « marketing scientifique », qui consiste à demander aux chercheurs, si l'on veut vraiment pouvoir passer de la recherche à l'action, de présenter des résultats lisibles, pertinents et adaptés. Dans notre association « Equilibres et Populations », nous cherchons en permanence à faire le lien, y compris le lien physique dans des réunions, entre chercheurs et décideurs. Il est vrai que c'est un autre métier, un métier en plus, que de se mettre à la portée des politiques. Il faut que les chercheurs acquièrent ce métier, c'est indispensable s'ils veulent effectivement être au service du développement, en l'occurrence œuvrer pour le recul de la pauvreté dans leur pays.

Jean-Luc François

Je travaille au Ministère des Affaires étrangères dans une équipe qui traite des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des politiques sectorielles. Cette équipe est en quelque sorte chargée d'orienter au mieux, pour ce qui la concerne, les ressources de l'Etat français pour l'un des éléments de sa politique étrangère qui est l'aide au développement. Il faut pour cela prendre en compte les budgets, leur allocation et vérifier la cohérence entre les politiques que nous avons dans notre propre pays avec cet objectif de développement.

Je crois qu'on peut partager le constat que le discours politique au Nord comme au Sud n'intègre guère, voire parfois est en contradiction, avec les recommandations issues de travaux de recherche réalisés, notamment dans les disciplines qui concernaient Pripode. Par exemple, le discours politique sur les migrations est souvent tout à fait en contradiction avec un certain nombre de choses qui ont été dites depuis très longtemps, sur les aspects positifs des migrations, sur l'importance dans les processus de développement de certains mouvements de population, comme sur l'urbanisation. Or, il nous faut sans cesse rappeler que l'urbanisation n'est pas une catastrophe, que c'est une dynamique de développement essentielle au Nord comme au Sud. Or, combien de responsables politiques n'ambitionnent-ils pas de résister et même inverser l'exode rural en réinstallant les jeunes urbains dans les campagnes ?

Pour traiter cette question, il faut avoir en tête un certain nombre de choses, qui tiennent au temps du politique par rapport au temps du développement, pour faire bref au temps de la crise par rapport au temps de l'économie et de l'histoire. On pourrait s'en tirer avec une pirouette en disant que l'aide au développement doit être complètement alignée sur les politiques des pays du Sud, sur la base des cadres stratégiques de réduction de la pauvreté, documents de référence obligatoires de tout partenaire au développement. En réalité, ce n'est pas si simple, les priorités des politiques de développement des pays du Nord sont très largement construites et impulsées par leurs propres préoccupations. Ainsi, par exemple, les migrations ou les épidémies... Si la communauté internationale se mobilise pour la grippe aviaire dans le monde, c'est parce que les pays du Nord en ont peur. Le climat est un problème mondial qui inquiète énormément les économistes du Nord, en témoigne le rapport Stern. Quant à la biodiversité, il se trouve que l'opinion publique du Nord est extrêmement sensible à l'avenir d'un certain nombre d'espèces animales et de magnifiques paysages dans les pays du Sud, il faut garder cela en mémoire.



Cela a des avantages, on ne parle plus aujourd'hui de l'aide de développement au titre de la compassion ou au titre des solidarités mais au titre des interdépendances. Nous sommes dans le même monde, donc sur le même pied d'égalité, nous avons des responsabilités équivalentes, nous sommes dans un rapport Nord-Sud qui se rééquilibre. L'inconvénient est que le débat est largement biaisé, les questions sont mal posées, les solutions inadéquates. Par exemple, sur les questions agricoles, il est difficile de faire comprendre aux citoyens du Nord qu'il faut promouvoir l'emploi des engrais en Afrique, que c'est un des bons moyens de lutter contre les pertes de fertilité qui sont une catastrophe écologique sur ce continent. C'est très difficile à dire au Nord car tout le monde a en mémoire l'eutrophisation des eaux du fait des emplois d'engrais. On oublie simplement de dire qu'on ne se trouve pas dans les mêmes ordres de grandeurs d'emploi des engrais au Nord et au Sud, qu'il y a excès d'un côté et pénurie de l'autre.

La question se pose aussi au Sud, parce que la démocratie progressant, c'est le temps politique qui finit par peser aussi sur les politiques du Sud. Évidemment, la démocratie est la seule et la bonne solution, il n'en demeure pas moins que quand vous vous présentez tous les quatre ans devant les électeurs, il faut avoir répondu à l'opinion autant qu'aux vrais problèmes. Finalement, cette problématique de passer de la bonne connaissance à la bonne politique, se pose au Nord comme au Sud. Il n'y a pas de solution miracle, si ce n'est d'instaurer le plus possible de dialogue entre chercheurs, acteurs et politiques.

Quand la coopération française engage la révision de sa stratégie de coopération en matière de santé, elle organise un tour de table très large, elle invite tout le monde, pas simplement les chercheurs, mais aussi des acteurs, des administratifs, des associatifs. Évidemment, elle demande aux chercheurs d'éclairer le débat. Mais il y a ensuite, nécessairement un temps de communication, la plus large possible, et sans aucun doute la presse a un rôle essentiel à jouer, parce que toute la littérature grise, les notes les plus sophistiquées que vous pouvez glisser sur la table de tel ou tel ministre, ne pèsent pas grand-chose à côté de la communication avec le grand public.

Faire passer les bonnes idées au bon moment suppose qu'elles soient prêtes à être mises sur la table. Cela suppose que le travail d'accumulation de connaissances ait eu son propre temps. On ne peut donc pas échapper à la question du financement, des moyens, du nombre, des masses critiques de chercheurs engagées dans les sciences sociales.

D'un point de vue de « développeur », je peux être aussi un militant pour les sciences sociales, car je suis

persuadé que dans le dialogue avec les politiques qui vivent dans le temps court des événements, j'ai absolument besoin d'aller chercher dans vos travaux les exemples, les illustrations et les synthèses que vous pouvez produire.

Christina Von Fürstenberg

Je souhaite enchaîner sur la question du travail d'accumulation des connaissances, travail qui a besoin de son temps, pas seulement dans le sens scientifique proprement dit qui est le sens de la méthode, de la rigueur de la méthode, mais aussi dans un tout nouveau sens qui est justement le sens de la gouvernance auquel j'ai déjà fait largement allusion, ce qui m'amène directement au cœur du problème.

Nous sommes en train de vivre cette révolution de la production de la connaissance qui n'a plus de sens du tout si ce n'est pas une coproduction. À quoi bon produire des résultats de la recherche en sciences sociales tout à fait pertinentes si les gens qui font l'objet de cette recherche ne sont pas en mesure de s'approprier ces résultats, les vivre, les conjuguer et les décliner au quotidien ? Sans cette démarche, les sciences sociales seront toujours sous la même menace, la menace que nous connaissons tous, celle de disparaître, d'être sous-financées chroniquement, de ne jamais pouvoir rivaliser avec le lien patent que les sciences naturelles ont su forger avec l'industrie à travers les technologies. L'accumulation des richesses produites par les sciences sociales se situe par la force des choses dans un domaine tout à fait autre qui est le domaine d'une nouvelle forme de démocratie émergente.

Pour qu'un tel procédé puisse être vécu, un certain temps est nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de la part des politiques qui régissent les sciences et la recherche pour que celle-ci puisse en effet s'acquitter de ses nouvelles tâches.

Ce que nous n'avons pas encore suffisamment souligné est que certainement on ne fera pas la différence entre des politiques de développement même si elles sont entièrement basées sur des résultats scientifiques de très haut niveau si en même temps ce processus scientifique n'a pas fait l'objet d'un accompagnement approprié de politique de recherche qui tient compte de tout ce qui vient d'être dit. Par exemple, la négociation avec les acteurs concernés : comment poser le problème ? Pour un vécu des résultats de la science, c'est quelque chose à quoi nous ne pouvons pas renoncer. Les temps de la recherche par rapport aux temps de la pression de ceux qui prennent des décisions, cela doit faire l'objet d'une concertation. Ce à quoi nous visons sont donc des fora hybrides de concertation dans lesquels les



différents acteurs trouvent leur place. Selon le temps et la possibilité de franchir certaines étapes, il serait parfaitement naïf de croire qu'en réunissant tous les acteurs autour d'une table, tout pourrait être acquis. C'est un processus long qui s'inscrit dans des étapes qui doivent être structurées, et là aussi les sciences sociales ont leur mot à dire sur la manière de structurer ces étapes.

Robert Toubon

Cet aspect est extrêmement important, mais comment concilier ces échelles de temps alors que les urgences de la décision s'attellent à des problèmes de survie au quotidien, comme Jeannot Ramiaramananana l'évoquait tout à l'heure. Voulez-vous réagir sur ce point ?

Jeannot Ramiaramananana

Je voudrais attirer simplement votre attention sur certains faits. En réalité, la recherche est indispensable pour le développement, surtout en sciences sociales. En sciences sociales, il y a toujours cette interaction entre la recherche et l'action parce qu'une situation sociale, c'est souvent le résultat d'une certaine politique sociale et qu'il faut chercher à en comprendre les mécanismes sous-jacents.

Pour associer la politique ou les décideurs à la recherche ou à l'action liée à la recherche, il est très important dans la recherche en sciences sociales de mettre en évidence ce qui intéresse les décideurs, c'est-à-dire les scénarios, les simulations. Il faut que les résultats de la recherche soient lisibles et visibles. Pour cela, il faut d'abord déterminer à quelle échelle impliquer les décideurs. Pour le programme Pripode Madagascar, nous avons fait des restitutions auprès des décideurs locaux et de la population. Même si les résultats présentés sont une infime partie par rapport à l'ensemble des résultats, les résultats les plus simples sont utiles aux décideurs. L'équipe municipale a ainsi appris le nombre d'illettrés dans la commune, le nombre moyen d'enfants par femme etc.

On a parlé de marketing scientifique, c'est quelque chose d'important, mais comment opérer ? Pour qu'un produit puisse se vendre, il faut d'abord qu'il soit de qualité. Ensuite, il faut le faire connaître. Enfin, il faut qu'il réponde aux besoins des clients. Le marketing est aussi un domaine scientifique. Pour transférer les résultats d'une recherche, il faut une démarche professionnelle et l'idée que certains chercheurs dans une équipe s'intéressent plus particulièrement à la diffusion me semble séduisante.

Robert Toubon

S'il est vrai que la recherche et le marketing scientifique peuvent être réalisés par le même chercheur, on

peut aussi songer à deux types de chercheurs dont l'un d'entre eux serait plus particulièrement chargé de la communication en direction des politiques.

La question des échelles est elle aussi intéressante. Les recherches en général se font sur des terrains de petite dimension, celle d'une communauté, d'un village, d'une ethnie. C'est aussi à ce niveau qu'ont lieu les projets de développement. Quand ils réussissent, on se pose alors toujours la question de savoir comment faire le passage à l'échelle c'est-à-dire généraliser au niveau d'une région ou d'un pays ce qui, apparemment, a bien marché localement. Mais ce que montre justement la recherche, c'est que les réalités sont à tous points de vue extrêmement locales. Si on veut dupliquer ailleurs ce qui a bien fonctionné quelque part, on ne va pas forcément retrouver le succès tout simplement parce que dans un autre endroit les conditions ne sont pas les mêmes. Jean-Luc François, quelle est votre position sur ce sujet ?

Jean-Luc François

C'est une critique que l'on a pu faire à la coopération française, de la part de la Banque mondiale par exemple, de dire que si l'on a pu obtenir des résultats probants sur tel village ou telle filière, est-ce cela pour autant le développement ? C'est une question tout à fait pertinente. Une expérience locale qui ne peut pas se transformer en politique nationale n'a pas servi à grand-chose.

J'ai beaucoup apprécié dans le document Pripode que vous nous avez distribué les fiches résumées des programmes avec à la fin quelques recommandations adressées aux politiques mais il faut bien voir que cette extrapolation, d'une analyse d'une situation à la recommandation, est un risque. C'est un risque pris par le chercheur mais c'est au politique qu'incombe entièrement la responsabilité de la décision. Par rapport à une telle recommandation, le politique peut s'en servir ou pas, peut l'analyser, reposer des questions, voir à quelle échelle elle est valable et si elle peut nourrir une politique nationale.

Pour l'aide publique au développement en général, pour avoir des résultats tangibles, je suis persuadé que c'est l'échelle nationale, au moins, qui est pertinente. Sur un certain nombre de questions, dont les migrations, c'est au-delà de l'échelle nationale. Les décideurs et les chercheurs peuvent très bien discuter et analyser ensemble les résultats obtenus au niveau local, par des enquêtes ou des entretiens auprès des ménages, mais la responsabilité du politique ne peut pas se cacher derrière les recommandations du chercheur.



J'ai noté que les économistes étaient peu présents dans les équipes de recherche Pripode. Or, pour le monde politique, pour le monde des décideurs, les économistes sont essentiels. Si l'on ne peut pas démontrer qu'il y a une rationalité économique, s'il n'y a pas de recommandations dans le domaine économique, on aura du mal à traduire cela en langage politique. Il me semble que même en l'absence d'économistes dans les équipes, la dimension économique est présente dans vos travaux mais en terme d'interdisciplinarité, la présence des économistes me semble indispensable pour avoir un bon relais avec le politique parce que les économistes savent parler aux politiques. Le meilleur des exemples qu'on ait aujourd'hui est le rapport de Nicolas Stern. Tous les experts tiraient la sonnette d'alarme pour la question du climat, Nicolas Stern en fait une traduction économique, et tout d'un coup tout le monde y croit.

Sidy Gueye

Dans le champ du développement social, pour qu'il y ait une redistribution il faut une croissance économique, il faut assainir le cadre macro économique et les décideurs sont plus enclins à s'orienter vers ce genre de politiques. C'est l'exemple du Sénégal, qui après avoir connu une croissance de 5% est en train de poursuivre une stratégie de croissance accélérée pour stimuler l'économie afin que l'action redistributive de l'Etat puisse être efficace à l'égard des groupes sociaux.

Un problème également évoqué est la réflexion sur les échelles. Aujourd'hui, nous nous sommes cristallisés sur les notions de développement, de bonne gouvernance, de participation de la population. Nous sommes redevables aux populations, elles doivent décliner leurs propres besoins, besoins qui peuvent être immédiats. Aucune action de recherche, si elle ne raisonne pas sur ces questions d'échelle, ne nous permettra de comprendre comment les phénomènes se déroulent au sein des populations sur le plan national, à l'intérieur des espaces régionaux, sub-régionaux etc. Nous avons besoin de recherches qui intègrent cet aspect que ce soit dans le domaine social ou de la santé. Nous nous sommes rendus compte avec le programme d'éducation et des classes expérimentales que finalement le passage à l'échelle locale a posé problème de telle sorte qu'il a fallu définir de nouvelles orientations.

Rosemary Vargas-Lundius

Je voudrais revenir simplement sur un certains nombre de points qui ont été soulevés et qui sont liés aux résultats et à la diffusion des résultats de la recherche. Je crois que dans certaines présentations de ce

colloque, il a été dit qu'en particulier les résultats de la recherche en matière de sciences sociales pouvaient déranger les politiques. On peut toujours partir du principe que dès le moment qu'une bonne recherche a été réalisée et qu'elle a démontré son utilité ou son importance, il ne reste qu'à la traduire en action sociale ou économique. C'est une solution possible mais je ne sais si c'est une vraie solution. Une façon de résoudre le problème serait d'essayer d'inclure comme composante explicite de la recherche en sciences sociales une composante de gestion de la connaissance qui implique un processus de retour vers la population, vers la société de manière générale. Ce processus de diffusion pourrait être géré, pas nécessairement par les chercheurs eux-mêmes mais par le biais d'experts en marketing ou en diffusion des connaissances. Cette diffusion devrait être adaptée en fonction des publics, on ne peut pas se contenter de préparer des brochures destinées aux décideurs car elles ne seraient sans doute pas comprises des membres des différentes communautés de base. Il est important que les hommes et les femmes de ces communautés comprennent les résultats de ces recherches car ce sont eux qui seront responsables ou qui seront concernés par les actions menées à l'avenir. Et comme certaines de ces actions seront à long terme, la diffusion des connaissances serait une façon de gérer la démarche et de s'assurer que les bonnes actions soient entreprises.

Christina Von Fürstenberg

Je suis tout à fait d'accord avec ce qui vient d'être dit. Il faut penser à une façon de traiter les connaissances et d'avoir cette médiation. Nous avons vu un tel cas de médiation hier, mais je n'irai pas jusqu'à parler de marketing. Nous avons vu aussi un outil d'utilisation de ces connaissances avec une bonne base méthodologique permettant d'en extraire des cadres pertinents qui s'adaptent aux profils des différents acteurs. Cet outil n'est pas uniquement destiné aux décisions prises au niveau des politiques mais il intéresse également les médias. Les journalistes s'intéressent beaucoup à ces questions ainsi que d'autres acteurs.

Robert Toubon

Je voudrais revenir sur cette question des différents temps. Une fois que les connaissances sont passées des chercheurs aux politiques, que les politiques prennent les bonnes décisions, il y a après un certain nombre de procédures qui appartiennent au temps du politique. Quand je dis politique, je ne pense pas seulement aux élections, mais politique au sens large du terme, des administrations et des agences qui



exécutent les programmes.

Je prends un cas concret auquel j'ai participé. La coopération française a lancé un grand programme en Afrique dans le secteur de la santé maternelle. C'était un programme pluridisciplinaire. Il y avait des médecins et professionnels de la santé, des anthropologues ainsi que des personnes qui s'occupaient de la mobilisation sociale pour discuter avec les populations. Chacun sait qu'il ne suffit pas d'ouvrir des centres de santé, encore faut-il que les populations y viennent.

C'était un programme sur une durée de trois ans et tous les participants étaient sur la même ligne de départ le même jour. Or, les anthropologues sont censés mener un travail d'enquête assez long avec comme objectif d'arriver à améliorer les relations entre les usagers et le personnel soignant. Les médecins quant à eux effectuent des formations complémentaires, apportent du matériel, rénovent des structures de santé, ceci est plus clair et plus rapide. Pour les mobilisateurs sociaux qui doivent entrer dans les quartiers, aller voir les gens dans leurs maisons, persuader les pouvoirs traditionnels, il en est de même que pour les anthropologues, c'est assez long.

Normalement, tout ceci aurait dû se succéder. Il aurait fallu commencer par le travail des anthropologues, qui était le travail de fond sur lequel s'appuyait la mobilisation sociale. Pendant ce temps-là les professionnels de santé auraient amélioré l'offre de soins et *in fine* on aurait pu dire aux femmes d'aller faire suivre leur grossesses dans les structures de santé parce que l'offre s'était améliorée, la relation entre les usagers et les professionnels s'était améliorée, etc. Seulement, le programme était seulement sur trois ans, donc tout s'est fait en même temps. Il est évident que la première année, le discours dans les quartiers consistant à aller dire aux femmes de se rendre dans les structures de santé s'est heurté à l'image très négative qu'elles avaient jusque-là de ces centres.

Il y a là un réel problème de procédures qui ne sont pas vraiment adaptées aux réalités, auxquelles il faut ajouter celle de l'annualité budgétaire remettant en cause chaque année les projets si les crédits de paiement venaient à manquer.

Jean-Luc François

Si vous voulez dire que le système de l'aide par projet est un mauvais système, vous prêchez un convaincu. La vraie question n'est pas de monter des projets qui, dans leur chronologie, dans leur articulation entre les acteurs correspondent à la réalité des choses, le vrai problème est d'appuyer des politiques nationales de protection maternelle et infantile, de travailler avec le

Ministère de la santé du pays concerné et de l'aider à mobiliser les chercheurs nationaux, les travailleurs sociaux et les médecins nationaux et aussi les budgets nationaux en fonction des besoins.

Aujourd'hui, c'est comme cela qu'on devrait raisonner dans un monde idéal. Je crois, malgré tout, que c'est le sens de l'évolution du système international d'aide au développement. On souhaite travailler absolument sur des politiques sectorielles qui font l'objet d'un dialogue politique dans le pays, auquel l'ensemble des partenaires sociaux y compris les chercheurs participe dans les phases d'élaboration et de suivi. Ces politiques, qui sont ensuite validées par les instances politiques donc les parlements, se traduisent en terme de budgets nationaux, et finalement le système de la coopération n'apporterait qu'une aide budgétaire et éventuellement une aide en expertise à chacun des partenaires.

La réalité que vous décrivez n'est donc pas satisfaisante, même si la démarche était sans doute utile pour faire avancer cette problématique, mais il faut être pragmatique. L'idéal que je décris, on y chemine. La responsabilité de la mobilisation des experts scientifiques et des experts techniques, en l'occurrence les médecins, est bien celle des gouvernements, aujourd'hui, dans les politiques nationales.

Le mot gouvernance a été utilisé à nombreuses reprises, on parle de gouvernance de la connaissance, de la gouvernance sectorielle. Quand on veut traiter un problème médical, il faut s'adresser autant aux patients, aux experts des différentes disciplines qu'aux politiques. Je note d'ailleurs dans beaucoup de vos préconisations aux politiques que les aspects institutionnels de renforcement des capacités des institutions, c'est-à-dire le renforcement de la gouvernance, locale ou nationale, sont très fréquemment évoqués.

Si les capacités de réallocation et de redistribution des ressources sont très limitées, il n'empêche que les capacités d'organisation du dialogue, de création d'institutions sociales sont illimitées puisqu'il suffit de mettre ensemble les acteurs. De ce point de vue, les chercheurs, et les chercheurs en sciences sociales en particulier, me semblent avoir un rôle considérable à jouer, et ce n'est pas très coûteux. Je crois que sur ce point les économistes sont assez d'accord pour dire que la création du capital social est essentielle dans le processus de développement. Une des critiques qui est sortie du dernier rapport sur l'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement, c'est qu'on ne s'intéressait pas assez au capital social, pas assez à la gouvernance. Regarder l'accès à l'eau en tant que telle ne suffit pas si on ne traite pas en même temps la question du nombre de pompes, du nombre de mètres cubes, du nombre de personnes



qui ont accès à l'eau et de l'ensemble de l'appareillage social autour de la gestion de l'eau.

Robert Toubon

Le grand mérite du programme Pripode est d'avoir permis à des équipes du Sud de mener des recherches, avec de véritables moyens pour travailler, ce qui est à ma connaissance relativement exceptionnel. Sans contester aucunement la légitimité des chercheurs du Nord à s'intéresser aux problèmes du Sud, ne peut-on pas se demander néanmoins si le transfert des résultats de la recherche pour l'action ne serait pas plus efficace si précisément cette recherche émanait des pays du Sud ou émanait d'équipes de recherche dans lesquelles les chercheurs du Sud seraient davantage visibles ou impliqués ? J'aimerais avoir votre sentiment sur ce point.

Jeannot Ramiarmanana

Je crois qu'il y a là réellement matière à débat. Dans les sciences sociales, il faudrait déjà pour commencer qu'il y ait un bon dialogue, une bonne compréhension entre les chercheurs eux-mêmes, du Nord et Sud. De la connaissance intime du terrain à l'accès aux outils théoriques, il me semble qu'il y a une complémentarité à trouver. Il faut encourager une meilleure cohésion et un échange de réflexion accru entre le Nord et le Sud, parce que souvent les chercheurs du Sud mettent en évidence les dimensions culturelles et sociales, tandis que les chercheurs du Nord ont une approche en termes de rentabilité et d'analyse coût-bénéfice.

Sidy Gueye

Il y a une prise de conscience assez forte de ce problème au Sénégal, c'est pourquoi nous procédons à d'importantes réformes pour permettre aux chercheurs nationaux d'être impliqués au mieux dans les projets. Cela découle du fait que lors de l'élaboration de programmes, nous avons buté sur des problèmes liés à l'accès aux données. C'est pourquoi, parmi d'autres mesures, le gouvernement a changé le statut de certaines institutions qui lui étaient rattachées pour en faire des agences privées. Une émulation s'est instaurée avec la création d'instituts privés dans lesquels les chercheurs sénégalais pourraient faire prévaloir leurs compétences.

Il se trouve également que les institutions du Nord doivent renforcer leur coopération dans le domaine par exemple de la démographie. Il existe une Agence nationale de la statistique et de la démographie qui a été créée cette année pour remplacer l'ancienne Direction de la statistique. Si les chercheurs sénégalais travaillent dans le pays avec des programmes comme Pripode ou avec des organismes de recherche étrangers, ils doivent chercher des liaisons avec ces institutions pour permettre au pays d'en bénéficier, parce que les interfaces se feront certainement à partir de ces institutions.

Robert Toubon

Sans avoir trouvé la martingale qui permette à tous les coups de passer de la recherche à l'action, nous avons néanmoins pu réfléchir sur cette démarche qu'il faudrait envisager systématiquement dans l'intérêt de la recherche et de l'action. Je remercie tous les intervenants.



11. Clôture



11.1. Allocution d'Antoine Grassin

Je tiens à remercier les organisateurs de ce colloque qui a permis d'avoir un dialogue entre chercheurs partageant les problématiques population, développement et environnement sur des terrains variés et dans des contextes professionnels plus ou moins faciles, et aussi entre chercheurs et acteurs du développement durable et tous les décideurs qui sont intéressés par les interactions entre ces grandes questions.

Permettez-moi de rappeler que Pripode est une initiative scientifique du Ministère des Affaires étrangères qui avait pour ambition de stimuler la recherche sur ces questions qui deviennent centrales dans la perspective du développement, dans un grand nombre d'institutions de pays du Sud. Il s'agissait aussi, et c'est une constante de la politique impulsée par le MAE, de renforcer les capacités scientifiques et de contribuer à la formulation de politiques publiques car le défi que nous connaissons dans le domaine de la recherche est bien son articulation avec les politiques publiques. Ce sont ces aspects qui ont guidé la constitution et la mise en route de Pripode.

Pripode est un projet du Fonds de Solidarité Prioritaire qui constitue pour le MAE un instrument très important qui va bien au-delà d'un mode de financement, c'est un mode d'action. Les financements des administrations en France sont souvent enserrés dans une échéance annuelle alors que l'on s'intéresse à des problématiques qui se développent sur le long terme. Le Fonds de Solidarité Prioritaire permet d'identifier un programme, de réunir autour de ce programme des acteurs et de l'envisager selon une perspective pluriannuelle. Le point intéressant par rapport aux autres moyens de financement ou d'actions budgétaires est que ces programmes font l'objet d'une procédure, d'un processus de décision interministérielle qui associe plusieurs acteurs et qui permet donc de fédérer autour d'un objectif, autour d'une ligne d'action, plusieurs intervenants.

Il s'agit là d'une procédure particulière qui nous permet d'intervenir dans de très nombreux domaines, scientifiques, institutionnels, du développement social et culturel. Ces fonds et ces programmes permettent de financer à la fois des projets et les institutions qui conduisent des politiques. Ils sont bien sûr guidés en fonction des grandes orientations de la politique de coopération qui est coordonnée depuis quelques années par le Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement. Ces grandes orientations sont déclinées ensuite en actions au niveau des différents pays et formalisées dans des documents cadres de partenariat. La nouveauté de la politique de coopération française est qu'elle s'appuie maintenant de façon beaucoup plus forte sur cette notion de partenariat. Autrement dit, c'est la fin d'une certaine forme d'aide que l'on pourrait qualifier de « octroyée » et il y a dorénavant une décision prise ensemble sur les secteurs où l'aide doit se concentrer. Une trentaine de documents cadres de partenariat ont déjà été élaborés et signés tandis qu'une quinzaine d'autres sont en préparation. C'est un travail important qui a supposé une remise à plat très fréquente de ces coopérations et des priorités et qui a souvent amené nos pays partenaires à réfléchir davantage et plus intensément sur les priorités de leur développement.

Concernant les thématiques, notre coopération est de plus en plus centrée sur les grands défis mondiaux car il y a une prise de conscience que nous sommes tous sur la même planète et qu'il n'y a pas d'un côté les problèmes du Nord et de l'autre les problèmes du Sud. Très souvent, les solutions aux problèmes que nous voyons dans les pays du Nord se trouvent dans les pays du Sud. Donc, la notion de coopération change complètement de dimension et revêt une notion de solidarité mondiale au niveau de la planète. Je vous cite



quelques exemples : les maladies transmissibles et les maladies émergentes sont évidemment des risques qui menacent toute la planète et qui affectent tous les pays même si effectivement certaines souches et certains réservoirs de virus se trouvent dans les pays du Sud, mais nous devons travailler ensemble. Il en est de même pour le changement climatique, nous sommes tous menacés par ce risque climatique, par le réchauffement, par la réduction de la biodiversité, ce sont des questions sur lesquelles nous devons nous pencher ensemble. La question des migrations internationales est un thème qui prend une importance accrue dans la réflexion. Vues de certains pays ou vues de certaines personnes, les migrations s'entendent d'un continent vers un autre mais en fait, et vous le savez mieux que moi, les migrations intercontinentales, au sein d'un continent sont déjà l'essentiel en termes quantitatifs d'un phénomène qui affecte sensiblement les questions de développement, d'équilibre et de stabilité des pays. Ce n'est pas un privilège des pays dits en développement ou des pays du continent africain, la Chine par exemple connaît des questions de migration interne tout à fait importantes.

La recherche et les questions de développement prennent des dimensions de plus en plus mondiales, des dimensions de plus en plus multidisciplinaires. C'est un point que je voulais souligner et j'aimerais vous citer un exemple. Nous avons lancé récemment un programme qui s'appelle Ripiecsa dont l'objet est de fonder scientifiquement des politiques d'adaptation au changement climatique susceptibles d'être formulées par les gouvernements et acceptables par les sociétés. Ripiecsa s'attache à promouvoir des recherches interdisciplinaires sur les interactions entre climat, écosystèmes et sociétés en Afrique de l'Ouest. Comme un nombre croissant de programmes d'appui à la recherche, Ripiecsa incite les chercheurs dans le domaine des sciences de la société et des sciences humaines et sociales à s'associer à des chercheurs des sciences dites dures ou exactes. C'est indispensable lorsque nous voulons aborder globalement ces objets de recherche dont les enjeux sont de plus en plus planétaires. De ce point de vue, pour vous chercheurs qui travaillez dans le cadre de Pripode, vous êtes d'ores et déjà certainement confrontés à cette question de multidisciplinarité et je ne puis que vous encourager à croiser vos thèmes de recherche.

L'expérience accumulée dans le cadre de Pripode doit être capitalisée et réutilisée. Elle peut être mise à profit également dans deux autres programmes que je voudrais vous citer et qui ont été également lancés à l'initiative du MAE. Ce sont des programmes non thématiques qui ont comme objet la construction de partenariat entre les communautés scientifiques. Le premier s'appelle Corus, c'est un « best-seller » des programmes de soutien à la recherche et il en est à sa deuxième vague. Il constitue un moyen privilégié pour le MAE de soutenir la construction de partenariat entre les communautés scientifiques des pays du Sud et les communautés scientifiques françaises. Tous les projets sont éligibles aux appels d'offres dans la mesure où ils apportent une contribution au développement. L'autre programme, dénommé Aires-Sud, fait suite au programme *Aire développement*. Il est tout à fait intéressant en cela qu'il soutient la structuration des équipes de recherche des pays du Sud et le partenariat entre pays du Sud. Il n'y a pas d'exception, aujourd'hui le travail en équipes est la base du travail scientifique. Il faut donc que les chercheurs se regroupent en équipes et il est vrai que souvent il manque un instrument pour construire ce partenariat. Aires-Sud soutiendra toutes les capacités nécessaires aux équipes pour exercer parallèlement des fonctions de recherche, de formation, d'expertise et de transfert. Ce programme vise ainsi à accroître la contribution des chercheurs du Sud à la résolution des problèmes de développement qui se posent à l'échelle de leur pays ou à celle d'une région.

Ces éléments fournissent le contexte dans lequel s'est développé Pripode et les grandes orientations auxquelles il correspond. Pour conclure, je voudrais insister sur une question



importante qui est celle de la valorisation. Des travaux ont été menés, vous avez pu vous-mêmes échanger sur vos travaux au cours de ce colloque, c'est d'une certaine façon la fin d'une partie des recherches qui ont été engagées dans le cadre de ce programme. Mais la fin d'une étape est le début d'une autre. L'autre étape est celle de la valorisation, de la diffusion et des actions qui suivent la recherche proprement dite. Dans le schéma chronologique d'un Fonds de Solidarité Prioritaire, la dernière année est consacrée à la valorisation des résultats. Elle démarre de façon remarquable avec ce colloque et elle va se poursuivre par d'autres actions essentielles tels les séminaires de restitution nationaux ou régionaux que chacun d'entre vous peut organiser ou peut provoquer avec l'appui du Cicred. Autre aspect, pour faire écho à ce que je disais à l'instant, la mise en réseau des équipes Pripode qui se sont constituées et dont on attend une dynamisation de la recherche internationale et un renforcement de la coopération Sud-Sud. La politique d'action annoncée par le Cicred, notamment par les publications pour favoriser la dissémination des enseignements de ces travaux est également capitale. Je vous demande de rester tous mobilisés pour ces actions de valorisation, que ce soit les chercheurs mais aussi l'ensemble des membres du Comité scientifique qui ont impulsé la dynamique du programme et qui ont veillé à sa qualité. Je voudrais les remercier très chaleureusement à cet égard et je souhaite qu'ils accompagnent le programme jusqu'à son terme. Ce colloque n'est donc une fin mais le début d'une nouvelle étape. Je vous remercie.



11.2. Allocution de Wataru Iwamoto

C'est un grand plaisir pour moi de dire un mot à l'occasion de la clôture du colloque international Pripode, qui s'est tenu au cours de ces trois derniers jours à l'Unesco. J'ai pu participer à certaines séances de travail pendant ces trois jours et je suis impressionné par la masse critique de connaissances que vous avez pu réunir tout au long des quatre dernières années. Je vous présente donc d'abord mes plus chaleureuses félicitations.

Mes collègues de l'équipe de MOST ont travaillé dur pour la réalisation de ce colloque avec le Cicred. Comme vous le savez, l'Unesco est une agence spécialisée dans les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines mais aussi des sciences de la communication et de l'information. L'Unesco est aussi une agence responsable dans le système des Nations Unies d'un grand mouvement tel que « L'éducation pour tous » ou bien « La décennie de l'éducation pour le développement durable ». Les débats de ce colloque nous enrichissent aussi de ce point de vue. Il est à noter également que le Conseil exécutif qui commence début avril va débattre de plusieurs points, notamment celui de la migration africaine.

Si je résume les leçons de ce colloque en un seul mot, je retiens une grande idée de vos différents exposés et débats, celle de l'interaction. Tout d'abord, l'interaction à travers les disciplines comme les sciences sociales, la biologie, l'agronomie, ce qui vous a occasionné le défi enrichissant de l'approche interdisciplinaire, comme Monsieur le Directeur l'a bien souligné, seule approche capable d'expliquer les phénomènes complexes que vous avez étudiés. Deuxièmement, l'interaction entre le territoire, le développement, la population grâce à l'accent que vous avez mis sur l'environnement ; l'interaction aussi à travers les histoires et les spécificités de chacun des terrains qui sont les vôtres, dans dix-sept pays et quatre régions du monde, ce qui pose le grand défi de la comparaison internationale ; et finalement, l'interaction entre connaissance et intervention, et entre chercheurs, décideurs et population, ce qui nous mène au champ de travail si cher au programme de MOST, celui des liens entre la recherche et les politiques.

Je voudrais vous exprimer notre invitation formelle à vous saisir des outils mis en place par le programme MOST afin d'engager la diffusion, la valorisation et le transfert des connaissances que vous avez approfondies. Je remercie les organisateurs, tous les participants et aussi les interprètes sans qui ce colloque n'aurait pas eu un tel succès. Je vous remercie toutes et tous et vous réitère mes félicitations.



12. Annexes



12.1. Programme de la conférence

Mercredi 21 mars après-midi

➤ **Ouverture Officielle**

- Pierre SANÉ
- Christian THIMONIER
- George MARTINE
- Christophe Z. GUILMOTO
- Frédéric SANDRON

➤ **Thème : Monde rural, mutations agraires et gestion des ressources naturelles**

Président : Roger-Mark DE SOUZA

Rapporteur : Freddy NACHTERGAELE

Discutant : Simon P.J. BATTERBURY

Restitution des résultats par les équipes Pripode

- **LA1 :** *Dynamiques foncières dans le district de Sing, province de Luang Namtha, RDP du Laos*, Sithong THONGMANIVONG
- **ZA1 :** *Mortalité liée au Sida et caractéristiques des ménages en Afrique du Sud rurale : implications pour l'utilisation des ressources naturelles et le développement*, Wayne TWINE
- **VN6 :** *Développement économique et problèmes d'environnement au Vietnam dans un contexte de forte pression démographique*, DAO The Tuan
- **ML2 :** *Croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des ressources naturelles dans le sud du Mali*, Ibrahima CISSE
- **NE1 :** *Transitions agraires en zones semi-arides à forte croissance démographique au Niger*, Harouna MOUNKAILA
- **MG2 :** *Perception de l'environnement et attitude des paysans malgaches face aux projets de développement rural*, Charles RAKOTONDRAFARA

Questions-Débat



Jeudi 22 mars matin

➤ **Thème : La relation population-environnement-développement en milieu urbain**

Président : Pierre MILLEVILLE

Rapporteur : Charles MUELLER

Discutant : Jacques VÉRON

Restitution des résultats par les équipes Pripode

- **CG1 :** *Brazzaville. Pauvreté et problèmes environnementaux*, Hyacinthe DEFOUNDoux
- **VN5 :** *Développement économique, urbanisation et changements de l'environnement à Hô Chi Minh Ville : interrelations et politiques*, Than LE VAN

Questions-Débat

Restitution des résultats par les équipes Pripode

- **UG4 :** *Population, développement urbain et environnement en Ouganda : Kampala et ses environs*, Jockey Baker NYAKAANA
- **GH1 :** *Population, développement et environnement dans la métropole d'Accra : une étude en deux phases*, Allan HILL, George BOTCHIE

Questions-Débat

Jeudi 22 mars après-midi

➤ **Thème : Pauvreté, environnement et migration**

Président : Mariam SOW

Rapporteur : Dominique TABUTIN

Discutant : Bruno SCHOUMAKER

Restitution des résultats par les équipes Pripode

- **BF5 :** *Mobilité spatiale de la population, nécessité de développement et risques de dégradation de l'environnement dans l'est et le sud-ouest du Burkina Faso*, Ardjouma OUATTARA
- **NG1 :** *Migration rural-urbain, pauvreté et environnement durable à Lagos*, Peter OKUNEYE
- **MA2 :** *Interaction entre migrations internationales, croissance urbaine et développement durable au Maroc*, Jamal ELACHMIT

Questions-Débat

Restitution des résultats par les équipes Pripode

- **DZ1 :** *Circulations migratoires transsahariennes et développement urbain au Sahara central (Cirmides)*, Sassia SPIGA
- **TG4 :** *Peuplement, mobilité et développement dans un milieu défavorisé : la région des Savanes au Togo*, Kokou VIGNIKIN

Questions-Débat

➤ **Thème : Transfert des résultats scientifiques aux décideurs**

Président : Maxime BANOIN

- *Améliorer les liens entre recherche et politiques : un outil pour la diffusion des résultats de recherches en sciences sociales*, Vincent MAUGIS

Questions-Débat



Vendredi 23 mars : Journée « Recherche pour la décision et l'action »

Présentation par Frédéric Sandron

Vendredi 23 mars matin

➤ **Thème : Acteurs du développement confrontés aux questions population-environnement-développement**

Président : Jacques du GUERNY

- *L'ONG Pronat*, Mariam SOW
- *Aménagement urbain de la ville d'Essaouira*, Abdelaziz MOUATAZ

Questions-Débat

➤ **Thème : Population-environnement-développement : les grands enjeux**

Président : Jean-Luc DUBOIS

- *Monde rural et transformations agraires au Sud : débat et défis*, Simon P.J. BATTERBURY
- *Population urbaine, dynamique de l'environnement et du développement*, Alex de SHERBININ, George MARTINE
- *Voie vers le développement ou route pour nulle part ? Pauvreté, migrations de travail et environnement dans les pays en développement*, Catherine MARQUETTE

Questions-Débat

Vendredi 23 mars après-midi

➤ **Synthèse du programme Pripode**

Président : Germán SOLINÍS

- George MARTINE
- Christophe Z. GUILMOTO
- Freddy NACHTERGAELE
- Charles MUELLER
- Dominique TABUTIN

Questions-Débat

➤ **Table ronde : Population-Développement-Environnement : de la recherche à l'action**

Animateur : Robert TOUBON

- Christina Von FÜRSTENBERG
- Jean-Luc FRANÇOIS
- Rosemary VARGAS-LUNDIUS
- Sidy GUEYE
- Sithong THONGMANIVONG
- Jeannot RAMIARAMANANA

➤ **Séance de Clôture**

- Antoine GRASSIN
- Wataru IWAMOTO
- Christophe Z. GUILMOTO



12.2. Liste des contributeurs

- BANOIN Maxime, Faculté d'Agronomie, Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger
- BATTERBURY Simon P.J., University of Melbourne, Australie
- BOTCHIE George, Institute of Statistical Social and Economic Research, University of Ghana, Accra, Ghana
- CISSE Ibrahima, Institut d'Économie Rurale, Bamako, Mali
- DAO The Tuan, Institut National des Sciences Agronomiques, Hanoi, Vietnam
- DEFOUNDOUX Hyacinthe, Institut Supérieur de Gestion, Brazzaville, Congo
- DUBOIS Jean-Luc, IRD, Paris, France
- ELACHMIT Jamal, Institut Supérieur d'Informatique Appliquée et de Management, Agadir, Maroc
- FRANÇOIS Jean-Luc, Adjoint au Sous-Directeur des Politiques Sectorielles et des OMD, Direction des Politiques de Développement, MAE, Paris, France
- FÜRSTENBERG Christina von, Chef de la Section des Politiques et de la Coopération Internationale, Unesco, Paris, France
- GRASSIN Antoine, Directeur de la Coopération Scientifique et Universitaire, MAE, Paris, France
- GUERNY Jacques du, ex-FAO, France
- GUEYE Sidy, Directeur des Stratégies de Développement Social, Ministère chargé du Développement Social, Dakar, Sénégal
- GUILMOTO Christophe Z., Directeur exécutif du Cicred, Paris, France
- HILL Allan, Department of Population and International Health, Harvard School of Public Health, Boston, Etats-Unis
- IWAMOTO Wataru, Directeur de la Division des Sciences Sociales, de la Recherche et des Politiques, Unesco, Paris, France
- LE VAN Than, Institut de Recherche Économique, Hô Chi Minh Ville, Vietnam
- MARQUETTE Catherine, Universidad de Costa Rica, San José, Costa Rica
- MARTINE George, ex-Fnuap, Brasilia, Brésil
- MAUGIS Vincent, Programme MOST, Unesco, Paris, France
- MILLEVILLE Pierre, ex-IRD, France
- MOUATAZ Abdelaziz, Délégué Général de l'Association Essaouira-Mogador, Essaouira, Maroc
- MOUNKAILA Harouna, Département de Géographie, École Normale Supérieure, Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger
- MUELLER Charles, Universidade de Brasilia, Brésil
- NACHTERGAELE Freddy, FAO, Rome, Italie
- NYAKAANA Jockey Baker, Geography Department, Makerere University, Kampala, Ouganda
- OKUNEYE Peter, Department of Agricultural Economics, University of Agriculture, Abeokuta, Nigeria
- OUATTARA Ardjouma, Centre National pour la Recherche Scientifique et Technologique, Ouagadougou, Burkina Faso
- RAKOTONDRAFARA Charles, Institut Catholique de Madagascar, Antananarivo, Madagascar
- RAMIARAMANANA Jeannot, Président du Comité Directeur de l'Institut Catholique de Madagascar, Antananarivo, Madagascar
- SANDRON Frédéric, Coordinateur du Colloque, IRD, Paris, France
- SANÉ Pierre, Sous-Directeur Général pour les Sciences Sociales et Humaines, Unesco, Paris, France
- SCHOUMAKER Bruno, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique
- SHERBININ Alex de, University of Columbia, New York, Etats-Unis
- SOLINÍS Germán, Spécialiste de programme, MOST, Unesco, Paris, France
- SOUZA Roger-Mark de, Population Reference Bureau, Washington, Etats-Unis
- SOW Mariam, Secrétaire Exécutif d'Enda tiers monde, Dakar, Sénégal
- SPIGA Sasia, Département d'Aménagement, Université Badji Mokhtar, Annaba, Algérie



ANNEXES

TABUTIN Dominique, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique

THIMONIER Christian, Sous-Directeur de la Coopération Scientifique et de la Recherche, MAE, Paris, France

THONGMANIVONG Sithong, Chef de la Division de la Recherche, Faculty of Forestry, National University of Laos, Vientiane, Laos

TOUBON Robert, Equilibres et Populations, Paris, France

TWINE Wayne, Sunrae programme, University of the Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud

VARGAS-LUNDIUS Rosemary, Coordinatrice de politiques, Fida, Rome, Italie

VÉRON Jacques, Ined, Paris, France

VIGNIKIN Kokou, Unité de Recherche Démographique, Lomé, Togo



12.3. Liste des participants

ADEBUSOYE Joshua , Nigeria	pkofomakinwa@yahoo.com
ADEBUSOYE Paulina , NISER, Nigeria	pkofomakinwa@yahoo.com
ADESINA ADEDAYO , University of Ibadan, Nigeria	mddayo30@yahoo.com
AÏT-BACHIR Saliha , Université de Saint-Etienne, France	aghurru@ifrance.com
ALLAIRE Julien , Université de Grenoble, France	julien.allaire@upmf-grenoble.fr
AMENYA Sacky , Care Development Foundation, Namibie	
ANANT KUMAR , Xavier Institute of Social Service, Inde	pandeyanant@hotmail.com
ANDRE Bogentson , Université Paris X, France	bogentson@yahoo.fr
ANTONIO Miguel Gomes , Care Development Foundation, Namibie	mgantonio@excite.com
ARAGON Argan , Université Paris III, France	argan.aragon@free.fr
ARDUIN Pascal , IRD, Sénégal	arduin@ird.sn
ASSAN Joseph , University of Liverpool, Grande-Bretagne	joeassan@liv.ac.uk
AYRAL Hartati , Cicred, France	ayral@cicred.org <i>Membre du Comité d'organisation du colloque</i>
BAHRI Amel , Université Catholique de Louvain, Belgique	bahri@sped.ucl.ac.be
BANOIN Maxime , Université Abdou Moumouni, Niger	mbanoin@refer.ne <i>Equipe Pripode NE1, Président de séance</i>
BANZA-NSUNGU Antoine , Délégation du Cameroun à l'Unesco, France	
BARBARE Julie , Université Paris IV, France	francoise.dyant@ac-creteil.fr
BARRIER Marie-France , Réalisatrice documentaire, France	barrier.marie-france@wanadoo.fr
BATTERBURY Simon P.J. , University of Melbourne, Australie	simonpjb@unimelb.edu.au <i>Discutant, thème 1, Expert, thème 1</i>
BATUNANGA David , Université Lumière de Bujumbura, Burundi	batunanga@yahoo.co.uk
BERHABE Patxika , Université Paris I, France	patxikam@hotmail.com
BERNARD Stéphane , Cemagref, France	
BERTIN Karine , Université Paris IV, France	k-bertin@hotmail.fr
BIED-CHARRETON Marc , IRD, France	charreton.marc@wanadoo.fr
BITEMO Michel , Ministère de la Santé, Congo	michel_bitemo@yahoo.fr
BON Emmanuel , EHESS/CEIAS, France	emmanuel_bon@yahoo.fr
BONGOLOMBA Jacques , Université Paris I, France	
BOTCHIE George , University of Ghana, Ghana	georgebotchie@yahoo.com <i>Equipe Pripode GH1</i>
BOUIFROU Linda , Université Paris 7, France	lindavie@yahoo.fr
BRU Géraldine , Université Paris IV, France	
CALZA Severine , Unesco, France	
CHAMPALLE Christophe , Université de Montréal, Canada	christopherchampalle@yahoo.fr
CHAOUR Chérifa , CNRS, France	cherifacha@hotmail.com
CHAPELET Pierre , Cicred, France	chapelet@gmail.com,
CHARBIT Yves , Université Paris V, France	yves.charbit@paris5.sorbonne.fr
CHISHIMBA Carol , Care Development Foundation, Zambie	
CISSE Ibrahima , Institut d'Economie Rurale, Mali	ibrahima.cisse@ier.ml <i>Equipe Pripode ML 2</i>
CLARKE Gib , Woodrow Wilson Center, Etats-Unis	gib.clarke@wilsoncenter.org
COLIN Brigitte , Unesco, France	
COSTEA Andrea , Délégation du Pérou à l'Unesco, France	
COTELLON Gutemberg , Unesco, France	
COULAUD Daniel , Ministère de l'Equipement, France	daniel-coulaud@wanadoo.fr
D'AGNES Heather , USAID, Etats-Unis	hdagnes@usaid.gov
DAO The Tuan , Institut Nat. des Sciences Agronomiques, Vietnam	dtuan@fpt.vn <i>Equipe Pripode VN6</i>
DAOUDI Nouredine , Université d'Oran, Algérie	daoudinour1@yahoo.fr
DEFOUNDoux Hyacinthe , Institut Supérieur de Gestion, Congo	defoundouxfila2001@yahoo.fr <i>Equipe Pripode CG1</i>



DESSIRIER Michèle , AIM, France	mdessirier@aim-conseil.com
DEVEZE Jean-Claude , Inter-Réseaux Développement Rural, France	
DIA Coudy , Université Paris I, France	dcoudy2002@yahoo.fr
DIAGNE Bakel , Université d'Orléans, France	bakel78@yahoo.fr
DOUMRO Maïna , Université Libre de Bruxelles, Belgique	mdoumro@ulb.ac.be
DUBOIS Jean-Luc , IRD, France	jlucdubois@aol.com <i>Président de séance</i>
DURFORT Claudine , Mutualité Sociale Agricole, France	durfort.claudine@ccmsa.msa.fr
ELACHMIT Jamal , Inst. Sup. d'Info. Appl. et de Manag, Maroc	isiam@iam.net.ma <i>Equipe Pré-pode MA2</i>
ELOUARDIRHI Alae , Etudiant en communication, France	
ERASGA Dennis S. , De la Salle University, Philippines	erasgad@dlsu.edu.ph
ESMAEILIKHATIR Arezoo , Shiraz University, Iran	parastoo_esmaeil@yahoo.com
EZAZUL HAQUE Khandaker , UNFPA, Bangladesh	khandakerh@gmail.com
FERRE Odette , Université Paris III, France	exlatodette@yahoo.fr
FOGEL Séverine , MAE, France	severine.fogel@diplomatie.gouv.fr
FOLLO Francesco , Saint-Siège auprès de l'Unesco, France	
FORGE Isabelle , MAE, France	isabelle.forge@diplomatie.gouv.fr
FRANÇOIS Jean-Luc , MAE, France	jean-luc.francois@diplomatie.gouv.fr <i>Participant table ronde</i>
FUJITA Yayoi , National University of Laos, Laos	yayoi@laopdr.com <i>Equipe Pré-pode LA1</i>
FÜRSTENBERG Christina Von , Unesco, France	c.von-furstenberg@unesco.org <i>Participant table ronde</i>
GARNIER Bénédicte , Ined, France	garnier@ined.fr
GENDREAU Francis , Ex-Cicred, ex-IRD, France	gendreau.francis@free.fr <i>Membre du Comité scientifique Pré-pode</i>
GRANSAGNE Eloïse , IRD, France	eloise.gransagne@paris.ird.fr
GRASSIN Antoine , MAE, France	<i>Allocution de clôture</i>
GUBRY Patrick , IRD, France	gubry@ird.fr
GUERNY Jacques du , Ex-FAO, France	duguemyj@club-internet.fr <i>Président de séance, Intervenant séance de synthèse, Vice-Président du Comité scientifique Pré-pode</i>
GUEYE Sidy , Ministère du Développement Social, Sénégal	sigueye@yahoo.fr <i>Participant table ronde</i>
GUILMOTO Christophe Z. , Cicred, IRD, France	guilmoto@ird.fr <i>Intervenant séance de synthèse, Membre du Comité d'organisation du colloque, Coordinateur du programme Pré-pode</i>
HAMAZ Boualem , Université d'Oran, Algérie	bhamaz@yahoo.fr
HARGUE Dominique , Unesco, France	
HEADLEY Zoe , Université Paris X, France	zoeheadley@gmail.com <i>Secrétaire de séance</i>
HILL Allan , Harvard School of Public Health, Etats-Unis	ahill@hsph.harvard.edu <i>Equipe Pré-pode GH1</i>
HUIX-ADAMETS Silvia , Cicred, France	adamets@cicred.org <i>Coordinatrice du colloque pour le Cicred</i>
IWAMOTO Wataru , Unesco, France	<i>Allocution de clôture</i>
JAKA JAMBA Almerindo Ambassadeur de l'Angola à l'Unesco, France	
JELASSI Hechmi , Université de Tunis, Tunisie	jelassih@yahoo.fr
JOURDAIN Alain , Ecole Nationale de la Santé Publique, France	alain.jourdain@ensp.fr
JROUNDI Imane , Université Mohamed V, Maroc	imanejroundi@gmail.com
KANDALA Lupwana , Ong Lucio, Afrique du Sud	okandala@yahoo.fr
KOFFI Marthe , Université Paris I, France	koffi_marthe@yahoo.fr
KONE Tchansia , IRD, France	tchansia.kone@orleans.ird.fr
KOSTRZEWA Claire , Université Versailles Saint-Quentin, France	claire.kostrzewa@gmail.com



KUETE Martin , Université de Dschang, Cameroun	cerehtuds@yahoo.fr
LABAT Marc , IRD, France	labat@esil.univmed.fr
LACAZE Bernard , CNRS, France	blacaze@univ-paris1.fr
LACHKHAB Salim , Ong Environnementale, Algérie	lachkhabsalim@yahoo.fr
LAOKOLE Annette , Délégation de l'Angola à l'Unesco, France	
LE VAN Than , Institut de Recherche Economique, Vietnam	thanhlv@yahoo.com <i>Equipe Pripode VN5</i>
LEVY Marc , MAE, France	marc.levy@diplomatie.gouv.fr
LEZAMA José Luis , Colegio de México, Mexico	jlezama@colmex.mx
LILETTE Valérie , Université de la Réunion, France	valeriellette@yahoo.fr
LINA Hang , National Institute of Statistics, Cambodge	linahang2002@yahoo.com
LMOUSSAOUI Errachid , Université Paris X, France	clichy28@yahoo.fr
LOUHICHI Khaled , League of Arab States, Egypte	loughichik@hotmail.com
MARQUETTE Catherine , Universidad de Costa Rica, Costa Rica	cmarquette223@hotmail.com <i>Expert, thème 3</i>
MARTINE George , Ex-UNFPA, Brasilia, Brésil	georgemartine@yahoo.com <i>Expert, thème 2, Intervenant séance de synthèse, Président du Comité scientifique Pripode</i>
MARTINEZ Raphaëlle , Cicred, France	martinez@cicred.org <i>Membre du Comité d'organisation du colloque</i>
MAUCHARD Etienne , Université d'Auvergne, France	etienne.mauchard@free.fr
MAUGIS Vincent , Unesco, France	v.maugis@unesco.org <i>Intervenant séance Transfert des résultats</i>
MAURAGE-BOUSQUET Anne , DPM, France	anne.maurage@social.gouv.fr
MBOMBONDA MADOUA George , Université d'Orléans, France	georges.mbombonda-madouma@etu.univ-orleans.fr
MELO ROCHA Danielle de , Université Paris III, France	danimelorocho@gmail.com
MIALHE François , Université Paris VII, France	framialhe@hotmail.fr
MILLEVILLE Pierre , Ex-IRD, France	pierre-milleville@online.fr <i>Président de séance, Membre du Comité scientifique Pripode</i>
MONFERRER Dante , AFVP, France	dg@afvp.org
MONTENAY Yves , Institut Culture, Economie et Géopol., France	iceg@noos.fr
MOTTE Florence , Saint-Siège auprès de l'Unesco, France	
MOATAZ Abdelaziz , Association Essaouira-Mogador, Maroc	myelmouatez@yahoo.fr <i>Intervenant séance Acteur du développement</i>
MOUNKAILA Harouna , Ecole Normale Supérieure, Niger	zada@refer.ne, <i>Equipe Pripode NE1</i>
MUELLER Charles , Universidade de Brasilia, Brésil	cmueller@unb.br <i>Rapporteur, thème 2, Membre du Comité scientifique Pripode</i>
MURRIETA-GEOFFROY Dalia , Cines, France	murrieta-geoffroy.dalia@yanadoo.fr
NACHTERGAELE Freddy , FAO, Italie	freddy.nachtergaele@fao.org <i>Rapporteur, thème 1, Membre du Comité scientifique Pripode</i>
NAUFAL Hala , Université Libanaise, Liban	rizh@inco.com.lb
NDAYIZEYE Bruce Davis , Alliance pour le dév. du monde rural, Burundi	admr002@yahoo.fr,
NGIANGA-BAKWIN Kandala , Warwick Medical School, Grande-Bretagne	n-b.kandala@warwick.ac.uk
NGUETCHOU Didier , Tida, Cameroun	tidahumaniste@yahoo.fr
NGUYEN Xuan Hoan , Université Versailles Saint-Quentin, France	nguyenxuanhoan1@yahoo.com
NIMUBONA Roger , Alliance pour le dév. du monde rural, Burundi	ntiruhungwa@yahoo.fr
NTIRUHUNGWA Joseph , Alliance pour le dév. du monde rural, Burundi	ntiruhungwa@yahoo.fr
NYAKAANA Jockey Baker , Makerere University, Ouganda	dr_nyakaana@arts.mak.ac.ug <i>Equipe Pripode UGA</i>
OKUNEYE Peter A. , University of Agriculture, Nigeria	b_okuneye@yahoo.com <i>Equipe Pripode NG1</i>



OMRANE Mustapha , Université Paris 5, France	mustapha.omrane@paris5.sorbonne.fr <i>Secrétaire de séance</i>
OPOKU Alfred Kwasi , Jeavco Associate LTD, Ghana	opokukwasi@yahoo.com
OUATTARA Ardjouma , CNRST, Burkina Faso	ardjoumaouattara@yahoo.fr <i>Equipe Pripode BF5</i>
PAGNINI Giulia , Université Paris III, France	giuliaiulig@hotmail.com
PARVEX Ricardo , Journal La Nacion, Chili	ricardoparvex@hotmail.com
PATRA Aparesh , IIPS, Inde	aparesh@email.com
PETTI-PERRIN Marie-Claire , Représent. de la France auprès de l'UE, Belgique	marie-claire.petit-perin @diplomatie.gouv.fr
PHILIBERT Marianne , Inserm, France	mphilibert.u149@chusa.jussieu.fr
PIERRARD Antoine , Université Catholique de Louvain, Belgique	antoinepierrard@hotmail.com
PIRET Michel , Université Catholique de Louvain, Belgique	mp084279@euphony.net.be
RAKOTONDRAFARA Charles , Institut Catholique de Madagascar, Madagascar	trafarac@yahoo.fr <i>Equipe Pripode MG2</i>
RAKOTOVAZAHA Jérôme , Institut Catholique de Madagascar, Madagascar	jrakotovazaha@yahoo.fr
RAMASINJATOVO Nininjaka , Institut Catholique de Madagascar, Madagascar	mininjaka@yahoo.fr
RAMASINJATOVO Rojoarivelo , Université de Cergy Pontoise, France	rojoramasinjatovo@yahoo.fr
RAMIARAMANANA Jeannot , Institut Catholique de Madagascar, Madagascar	jeannot_ramia@hotmail.com <i>Equipe Pripode MG2, Participant table ronde</i>
REGNARD Corinne , DPM, France	corinne.regnard@social.gouv.fr
REINETTE Yann , Engref, France	reINETTE@orleans.ird.fr
RENAUDIN Camille , Université Montpellier III, France	camillerenaudin@etu.univ-montp3.fr
RENOUARD Cécile , Centre Sèvres, France	renouard_cecile@yahoo.fr
ROCHA DINIZ Fabiano , Université Paris III, France	frdiniz66@gmail.com
ROUMANE Adil , Université Versailles Saint-Quentin, France	roumane.adil@voila.fr
RYNIKIEWICZ Christophe , Université de Grenoble, France	christopherynikiewicz@upmf-grenoble.fr
SANDRON Frédéric , IRD, France	frederic.sandron@ird.fr <i>Coordinateur du colloque Pripode</i>
SANE Pierre , Unesco, France	<i>Allocation d'ouverture</i>
SARAFF Anjula , IIPS, Inde	asaraff_2000@yahoo.com
SAUVAIN-DUGERDIL Claudine , Université de Genève, Suisse	claudine.sauvain@ses.unige.ch
SCHOUMAKER Bruno , Université Catholique de Louvain, Belgique	schoumaker@demo.ucl.ac.be <i>Discutant, thème 3,</i>
SCHWARTZ Alfred , Ex-MAE, France	alf.schwartz@wanadoo.fr
SHERBININ Alex de , University of Columbia, Etats-Unis	adesherbinin@ciesin.columbia.edu <i>Expert, thème 2, Membre du Comité scientifique Pripode</i>
SOLINIS Germán , Unesco, France	g.solinis@unesco.org <i>Président de séance, Membre du Comité d'organisation du colloque</i>
SOUZA Roger-Mark de , Population Reference Bureau, Etats-Unis	rdesouza@prb.org <i>Président de séance</i>
SOW Mariam , Enda Tiers Monde, Sénégal	se@enda.sn <i>Président de séance, Intervenant séance Acteur du développement</i>
SPIGA Sassia , Université Badji Mokhtar, Algérie	saspiga@hotmail.com <i>Equipe Pripode DZ1</i>
SUE Maireraurü , Unesco, France	
TABUTIN Dominique , Université Catholique de Louvain, Belgique	tabutin@demo.ucl.ac.be <i>Rapporteur, thème 3, Membre du Comité scientifique Pripode</i>
TEIXEIRA Pery , Ceped, France	periteixeira@uol.com.br
THIMONIER Christian , MAE, France	<i>Allocation d'ouverture</i>



THONGMANIVONG Sithong , National University of Laos, Laos	sithongth@hotmail.com <i>Equipe Pripode LA1, Participant table ronde</i>
TOLNO Daniel , Université Paris V, France	tolnod@yahoo.com,
TOQUE Aurélie , Université Paris III, France	aurelietoque@hotmail.com
TOUBON Robert , Equilibres et Populations, France	robert.toubon@equipop.org <i>Animateur table ronde</i>
TOULOUSE Benoit , Université Paris VII, France	benoit.toulouse@paris7.jussieu.fr
TWINE Wayne , University of the Witwatersrand, Afrique du Sud	rctd@global.co.za <i>Equipe Pripode ZA1</i>
VALERE Assion , Université d'Orléans, France	avalere1@yahoo.fr
VANDERMEERSCH Celine , IRD, Sénégal	celine.vandemeersch@ird.sn
VARGAS-LUNDIUS Rosemary , Fida, Italie	r.vargaslundius@ifad.org <i>Participant table ronde</i>
VERON Jacques , Ined, France	veron@ined.fr <i>Discutant, thème 2,</i>
VIGNIKIN Kokou , Unité de Recherche Démographique, Togo	kvignikin@yahoo.fr <i>Equipe Pripode TGA</i>
VILQUIN Eric , Université Catholique de Louvain, France	vilquin@demo.ucl.ac.be
WHITTINGTON Graham , Skylight Sarl, France	skylight@wanadoo.fr
WINKELS Alexandra , University of East Anglia, Grande Bretagne	a.winkels@uea.ac.uk



12.4. Liste des programmes

(Code) Pays	Chef de programme	Intitulé du programme
(BF5) Burkina Faso	OUATTARA Ardjouma	Mobilité spatiale de la population, nécessité de développement et risques de dégradation de l'environnement dans l'est et le sud-ouest du Burkina Faso
(CG1) Congo	DEFOUNDDOUX Hyacinthe	Brazzaville. Pauvreté et problèmes environnementaux
(CM1) Cameroun	NGWE Emmanuel	Les déterminants socio-environnementaux de la morbidité diarrhéique des enfants de moins de 5 ans en milieu urbain camerounais : les villes d'Ebolowa et Maroua
(DO1) République Dominicaine	MEYRELES Lourdes	Dégradation de l'environnement, risque de catastrophe liée à l'habitat et vulnérabilité dans la Caraïbe
(DZ1) Algérie	SPIGA Sassia	Circulations migratoires transsahariennes et développement urbain au Sahara central (Cirmides)
(GH1) Ghana	ANARFI John K.	Population, développement et environnement dans la métropole d'Accra : une étude en deux phases
(LA1) Laos	THONGMANIVONG Sithong	Dynamiques foncières dans le district de Sing, province de Luang Namtha, RDP du Laos
(MA2) Maroc	CHAREF Mohamed	Interaction entre migrations internationales, croissance urbaine et développement durable au Maroc
(MG2) Madagascar	RAKOTONDRAFA Charles	Perception de l'environnement et attitude des paysans malgaches face aux projets de développement rural
(ML2) Mali	CISSE Ibrahima	Croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des ressources naturelles dans le sud du Mali
(NE1) Niger	BANOIN Maxime	Transitions agraires en zones semi-arides à forte croissance démographique au Niger
(NG1) Nigeria	OKUNEYE Peter Adebola	Migration rural-urbain, pauvreté et environnement durable à Lagos
(NG2) Nigeria	OLOMOLA Aderibigbe	Dynamique de la population, production matérielle et conséquences environnementales : analyse comparative des secteurs agricole et industriel au Nigeria
(PL8) Palestine	FIDA Abdellatif	Politiques pour une gestion de la terre et un aménagement urbain durables dans un contexte de transition politique : le cas de Bethléhem, Palestine
(TG4) Togo	VIGNIKIN Kokou	Peuplement, mobilité et développement dans un milieu défavorisé : la région des savanes au Togo
(UG1) Ouganda	MUWANGA James	Relations entre population, développement et environnement dans les exploitations agricoles en Ouganda
(UG4) Ouganda	NYAKAANA Jockey Baker	Population, développement urbain et environnement en Ouganda : Kampala et ses environs



(VN5) Vietnam	LE VAN Than	Développement économique, urbanisation et changements de l'environnement à Hô Chi Minh Ville : interrelations et politiques
(VN6) Vietnam	DAO The Tuan	Développement économique et problèmes d'environnement au Vietnam dans un contexte de forte pression démographique
(ZA1) Afrique du Sud	TWINE Wayne	Mortalité liée au Sida et caractéristiques des ménages en Afrique du Sud rurale : implications pour l'utilisation des ressources naturelles et le développement



12.5. Le Cicred

Les questions de population sont au centre des principaux débats autour du développement. Le mandat du CICRED est de faciliter et de coordonner les échanges dans la production, l'analyse, et la diffusion des données démographiques afin de contribuer aux défis démographiques contemporains, ainsi qu'à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs du Caire (CIPD).

Depuis 1972, le CICRED est une organisation non gouvernementale accréditée auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. En tant que réseau international de centres travaillant sur les problématiques de population, le CICRED rassemble plus de 700 institutions de par le monde et vise, en appuyant toutes formes de coopération entre ses membres, à encourager la production de nouvelles recherches de qualité et à faciliter une diffusion des résultats de recherche au-delà de la communauté scientifique.

Ses efforts s'articulent autour de trois programmes d'activités :

- Animation de réseau et activités de plaidoyer
- Promotion de la recherche
- Renforcement des capacités





La croissance démographique au cours du siècle passé s'est accompagnée d'une pression accrue sur le milieu et les systèmes d'exploitation des ressources naturelles, dont les conséquences parfois dramatiques sur les espaces de vie ont désormais conduit à intégrer étroitement les questions environnementales aux programmes de développement. Si les fruits des progrès économiques ou sanitaires sont souvent mal répartis au sein des sociétés, les avancées en matière d'environnement, désormais inscrites parmi les Objectifs du Millénaire pour le Développement, profitent au contraire souvent au plus grand nombre. Ces progrès contribuent par conséquent à enrichir le bien-être collectif, car l'environnement représente en effet un patrimoine universellement partagé au-delà des frontières sociales et politiques.

Le présent ouvrage décline ces thèmes à partir du colloque international tenu à Paris en mars 2007 en clôture du programme PRIPODE consacré aux interactions entre population, développement et environnement dans les pays du Sud. On y trouvera à la fois les résultats de multiples initiatives de recherche sur des thématiques variées, menées du Maroc au Vietnam en passant par l'Afrique du Sud, mais également la présentation d'expériences conduites dans des pays en développement, des synthèses sur l'état de l'art actuel de la réflexion scientifique ainsi que des débats autour des aspects politiques et des perspectives de recherche.

Coordinateur du programme: Christophe Z. Guilmoto (Cicred, Paris)

Comité scientifique du programme

Président : George Martine (ex-Fnuap)

Vice-président : Jacques du Guerny (ex- FAO)

Membres : Francis Gendreau (ex-coordonateur Pripode), Paul Mathieu (FAO, Rome), Pierre Milleville (ex-IRD), Charles Mueller (Universidade de Brasilia, Brésil), Freddie Nachtergaele (FAO, Rome), Alex de Sherbinin (CIESIN, Columbia University, New York), Dominique Tabutin (Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve)

Comité d'organisation du colloque

Frédéric Sandron (IRD/LPED/Popinter, Coordinateur), Germán Solinís (MOST/Unesco, Spécialiste de programme), Silvia Huix-Adamets (Cicred, Coordinatrice pour le Cicred), Christophe Z. Guilmoto (IRD/Cicred, Directeur exécutif du Cicred), Hartati Ayral (Ined/Cicred, Secrétaire générale du Cicred), Raphaëlle Martinez (Cicred, Chargée de programme)

